

Roubaix : questions sur la piste islamiste

Plusieurs indices intriguent les enquêteurs

LES DÉCLARATIONS du ministre de l'intérieur Jean-Louis Debré et du ministre de la Justice Jacques Toubon, estimant tout deux que la fusillade survenue à Roubaix, vendredi 29 mars, était « une affaire relevant du grand banditisme » provoquent des réactions « d'incompréhension », voire « de colère », chez certains responsables de la lutte antiterroriste. Le parquet de Lille devait ainsi ouvrir une information judiciaire, et non la quatorzième section du parquet de Paris, compétente pour des faits en relation avec le terrorisme.

Les enquêteurs ont pourtant découvert dans la maison de Roubaix de nombreux documents attestant de contacts entre les malfaiteurs et certains milieux islamistes. Outre une édition d'*Al Tabshir*, bulletin de l'Armée islamique du salut dont la diffusion est interdite en France, un ensemble de « correspondances avec des pays étrangers » a été trouvé, selon une source proche de l'enquête. Ces lettres accablent la thèse de « contacts étroits avec certains milieux islamistes ». En outre, des écoutes téléphoniques avaient été

posées sur les lignes des membres du groupe. Plusieurs des conversations interceptées avaient « une connotation fortement religieuse ». La plupart des enquêtes conduites avant et après les attentats de 1995 ont montré que des passerelles existaient entre le banditisme classique et l'activisme islamiste. Certaines sources policières et judiciaires prélaient, lundi matin, au juge Jean-Louis Bruguière l'intention de demander « explicitement » la saisie de « services spécialisés », notamment pour se rendre en Belgique et procéder à l'interrogatoire d'Omar Zemmami, seul rescapé de la fusillade du 29 mars.

Par ailleurs, deux hommes interpellés le 26 mars à Nice, ont été écroués au terme de leur garde à vue et devaient être mis en examen par le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière. Les enquêteurs les soupçonnent d'avoir pris part à ce qui pourrait être la constitution d'un nouveau réseau terroriste islamiste en France.

Lire pages 9 et 29

Moscou propose aux Tchétchènes de négocier la fin de la guerre

Boris Eltsine a ordonné un cessez-le-feu



PROMIS depuis plus d'un mois, un « plan de paix » prévoyant l'arrêt des hostilités en Tchétchénie a été annoncé par Boris Eltsine lors d'une allocution à la télévision

avec les indépendantistes, jamais envisagées jusqu'alors. Mais de nombreuses ambiguïtés subsistent. Ainsi, seul le retrait des unités de l'armée est envisagé alors que le plus gros des troupes russes en Tchétchénie est constitué par les forces du ministère de l'intérieur. Sur le terrain, les forces russes ont continué, dimanche soir, de bombarder la localité tchétchène de Golskoïé, au sud de Grozny. Le commandement militaire russe sur place affirmait d'ailleurs qu'il était « impossible de tout arrêter comme ça ».

Reçu avec scepticisme par les populations russe et tchétchène, ce programme pourrait faire partie de la stratégie électorale de Boris Eltsine, à deux mois et demi d'une élection présidentielle qu'il n'aborde pas en favori. Pour nombre de commentateurs moscovites, ce ne serait là qu'une manœuvre destinée à satisfaire les partenaires occidentaux de la Russie ainsi qu'une partie de l'opinion russe opposée à la guerre.

Lire page 2

Au G7, M. Chirac plaide pour une croissance

« plus riche en emplois »

LES MINISTRES du travail des sept pays les plus industrialisés du monde (G7) se sont réunis lundi 1^{er} avril à Lille pour tenter d'élaborer des politiques économiques plus créatrices d'emploi. Jacques Chirac, qui a pris l'initiative de cette rencontre, a déclaré à l'ouverture de la réunion qu'il était nécessaire « de rechercher ensemble une autre voie » entre la précarité et le chômage, appelant à de nouvelles « formes d'organisation du travail » afin de « rendre la croissance plus riche en emplois ». Plusieurs ministres des finances ne se sont pas rendus à Lille. Autant les stratégies des pays industrialisés visant la croissance économique convergent, autant l'approche des problèmes de l'emploi est différente d'un pays à l'autre, les Anglo-Saxons privilégiant la flexibilité, les pays européens préférant abaisser le coût du travail.

Lire page 3

Comment financer un parti politique

Claude Labrousse, ancien dirigeant du PCF et des rénovateurs communistes, explique comment il a participé au financement du Parti communiste sur des fonds d'entreprises, puis des rénovateurs par les fonds secrets de l'Elysée et de Matignon.

p. 14

François Léotard président de l'UDF

Le successeur de Valéry Giscard d'Estaing a obtenu 57 % des suffrages au premier tour et son principal rival, Alain Madelin, 30 %.

p. 6

L'Europe des socialistes

Lionel Jospin a proposé devant la convention de son parti un « nouveau compromis social-démocrate » pour une Europe « plus à gauche ».

p. 7

L'Espagne célèbre Goya

Une trentaine de manifestations ont été organisées pour le 250^e anniversaire de la naissance de Goya.

p. 23

Métro plus cher

Les Parisiens devraient payer le ticket de métro 8 F au lieu de 7,50 F à partir du 1^{er} mai, mais les augmentations seront plus faibles pour la banlieue.

p. 16

Fuite des jeunes hors Paris

Deux tiers des 24-35 ans envisagent de quitter la région parisienne pour la province.

p. 21

Allemagne, 3 DM; Arabie Saoudite, 5 R; Australie, 25 A\$; Belgique, 40 FB; Canada, 25 \$ CAN; Chine, 100 Y; Danemark, 14 D; Espagne, 200 PTA; États-Unis, 1 \$; France, 6 F; Grèce, 200 DR; Irlande, 100 Ir£; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Royaume-Uni, 1 £; Portugal, 200 Esc; Suède, 100 S; Suisse, 100 Sfr; Thaïlande, 10 Baht; Turquie, 100 Lira; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2 \$.

M 0147-0402 - 7.00 F



L'Allemagne peine à réunir les âmes

BONN

de notre correspondant

L'unification allemande sera achevée dans une dizaine d'années, au moins dans ses aspects matériels et économiques: il en ira tout autrement de l'unification des âmes. Deux peuples allemands vivent sous le même toit, que la référence commune au *deutsches Volk* ne suffise pas à définir comme une nation.

Quelle place l'Eglise doit-elle occuper dans la vie publique? L'Allemagne, qui ignore le concept de laïcité, peut-elle continuer à vivre sous le régime d'un partenariat très étroit entre l'Etat et l'Eglise? Tel est l'enjeu du conflit qui oppose deux traditions politiques ennemies depuis que le Land de Brandebourg, à l'est, a décidé de remplacer les cours de religion à l'école par un enseignement intitulé « formation à la vie - éthique - religions ». Un vote du Parlement régional de Potsdam, jeudi 28 mars, a entériné cette réforme, qui fermera aux Eglises l'accès régulier aux écoles.

Scandale et indignation dans toute l'Allemagne. Beaucoup d'Allemands n'hésitent pas

à parler d'un nouveau « *Kulturkampf* », en référence au combat de Bismarck contre le parti des catholiques après l'unification de 1871. Le parti chrétien-démocrate au pouvoir dénonce la montée en puissance des « laïcards de l'Est », qui chercheraient à instaurer une « nouvelle religion d'Etat », directement inspirée de la « tentation totalitaire » de l'ancien régime communiste de Berlin-Est.

Le groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag, à Bonn, a immédiatement annoncé qu'il allait saisir le tribunal constitutionnel de Karlsruhe sur cette affaire. Le tribunal devra dire dans quelques mois si la réforme est conforme ou non à la Constitution. Cette démarche est appuyée par les deux Eglises chrétiennes allemandes. Les discours alarmistes sur la « perte des valeurs » se multiplient.

L'émotion est d'autant plus grande que l'événement survient seulement quelques mois après que les juges de Karlsruhe, se prononçant sur une plainte de parents d'élèves en Bavière, ont décidé que les crucifix ne pouvaient pas être imposés dans les salles de classe. Le parti chrétien-démocrate au pou-

voir n'hésite pas à violer, dans ce cas précis, de manière extrêmement inhabituelle, la souveraineté des Länder en matière d'enseignement. Son argument: la loi fondamentale allemande prévoit que la religion doit faire l'objet d'un « enseignement régulier » à l'école. Régulier ne veut pas dire obligatoire, puisque la neutralité de l'Etat est également inscrite dans la Constitution. Mais il est un fait que l'école laïque à la française choque les esprits en Allemagne occidentale, où plus de 80 % de la population appartient à l'une ou l'autre des deux grandes Eglises chrétiennes. Ce n'est pas le cas en ex-RDA, la région la plus déchristianisée de l'ancien bloc de l'Est, où seulement 27,9 % de la population appartient à l'Eglise protestante et 5,9 % à l'Eglise catholique. On pensait qu'avec l'unification l'Allemagne deviendrait plus prussienne et donc plus protestante. En fait, comme le remarque l'historien Étienne François, « l'unification allemande révèle les progrès de la sécularisation dans tout le pays ».

Lucas Delattre

Rouler sous la pluie



DAMON HILL

IL AVAIT TERMINÉ la saison 1995 derrière Michael Schumacher. Face à la suprématie de son rival qui avait conservé son titre de champion du monde, Damon Hill avait paru plus que déstabilisé. Le départ du pilote allemand pour l'écurie Ferrari lui avait permis de rêver à une belle revanche. Dimanche 31 mars, entre les trombes d'eau et les apparitions du soleil, il a remporté le Grand Prix du Brésil, à São Paulo, restant invincible en ce début de saison 1996 après sa victoire à Melbourne. Le pilote britannique compte déjà quatorze points d'avance au classement du championnat du monde, loin devant son coéquipier Jacques Villeneuve. Intouchable, Hill peut profiter des hésitations techniques des voitures de ses deux principaux adversaires, Jean Alesi et Michael Schumacher, deuxième et troisième dimanche, après un Grand Prix à rebondissements. Etouffée par le succès médiatique de la formule 1, la moto, dont la saison commençait dimanche, par le Grand Prix de Malaisie, à Shah Alam, cherche ses sensations et ses téléspectateurs. En revanche, le football français ne devrait pas avoir de difficulté à séduire les passionnés de ballon rond avec trois équipes engagées, cette semaine, dans les demi-finales aller des Coupes d'Europe.

Lire pages 19 et 20

L'espace restreint de « l'autre droite »

QUINZE ANS ! Il aura fallu quinze ans à la « nouvelle » génération de la droite non RPR - comme on parlait il y a longtemps de la gauche non communiste - pour accomplir enfin un exploit indiscutable, éclatant, dont chacun conviendra qu'il est de nature à susciter l'admiration de tous : déposséder l'ancien chef de l'Etat de sa création, l'UDF.

Voilà qui justifie, à n'en pas douter, les plus hautes ambitions et qui mérite l'attention soutenue, toutes affaires cessantes, des citoyens ! « Licencié » par les siens, dimanche 31 mars, à Lyon, comme il l'avait été en 1981 par les électeurs, Valéry Giscard d'Estaing doit, certes, ne s'en prendre qu'à lui-même. Il aura manqué sa réhabilitation dans l'esprit des Français comme il avait gâché les dernières années d'un septennat prometteur. Cependant, pris au piège de ses qualités, parce qu'il n'a pas su se garder de l'isolement dont elles le menaçaient, le président du conseil régional d'Auvergne a pu se consoler de l'injustice du sort en rappelant aux conjurés assemblés à Lyon cette vérité amère: depuis lui-même en 1974, aucun président de la Répu-

blique n'est issu de la famille centriste et libérale, ni aucun premier ministre depuis qu'il avait nommé Raymond Barre à Matignon, en 1976, après sa rupture avec Jacques Chirac. Il aurait pu ajouter, tant il le pensait à l'évidence si fort, que rien ne permet d'entrevoir, aujourd'hui, l'entrée d'un UDF à l'Elysée en 2002.

De « quadras » en « bande à Léo » et en « rénovateurs », d'un accord avec Jacques Chirac, en 1986, à un ralliement à Edouard Balladur, en 1993, les anciens cadets de la deuxième droite auront essayé, sinon épuisé, toutes les figures de la trahison pour se frayer un chemin jusqu'aux avant-postes à partir desquels, croyaient-ils, les espoirs présidentiels leur seraient enfin permis. Pourtant, si les septuagénaires - Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, René Monory - achèvent aujourd'hui ce que l'ancien chef de l'Etat n'aurait pu, pour lui-même, la « phase active » de leur vie politique, leurs successeurs, qui n'auront eu de cesse de les y pousser, n'en sont guère plus avancés.

Patrick Jarreau

Lire la suite page 15

Le Monde EDITIONS

François Mitterrand au regard du Monde

DOCUMENTS
Préface de Jean-Marie Colombani
Introduction d'André Laurens

Le livre de la mémoire
Portraits écrits, bilans
d'une vie, réflexions
sur la mort et le deuil.

Comment le journal
Le Monde et
François Mitterrand
se sont observés,
rencontrés, et parfois
confrontés.

Avec des dessins
de Plantu et des
Unes du Monde.
15,5 X 24,
328 pages, 120 F.

François Mitterrand au regard du Monde

DOCUMENTS

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Lire pages 19 et 20	
International	2
France	6
Société	9
Cronique	11
Horizons	12
Entreprises	16
Finances-Marchés	18
Actualités	19
Agenda	20
Aliments	21
Météorologie	22
Mots croisés	23
Culture	24
Cahier Culture	25
Communication	26
Radio-Télévision	27

150

CONFLIT Menacé de perdre les élections présidentielles de juin, notamment pour cause de guerre en Tchétchénie, M. Eltsine a proposé, dimanche 31 mars, un nouveau plan

de paix comprenant, pour la première fois, une éventuelle négociation « indirecte » avec les indépendantistes. **EN ATTENDANT**, il a ordonné l'arrêt immédiat des bom-

bardements lourds que l'aviation russe a multipliés depuis un mois sur les localités de Tchétchénie et proposé d'organiser d'ici à l'été des élections « libres » au Parlement

tchétchène. A Moscou, comme dans les milieux militaires russes, ce « plan » a été accueilli avec méfiance et scepticisme, voire hostilité. **SUR LE TERRAIN**, la population civile,

première visée par les bombardements aériens, fait preuve d'une détermination non entamée à chasser l'armée russe, coupable de brutalités et d'exactions systématiques.

M. Eltsine propose une négociation « indirecte » avec les Tchétchènes

Le président russe a ordonné un cessez-le-feu à ses troupes dans le Caucase et a suggéré des élections à Grozny. Mais le commandement local paraît peu enclin à obéir aux ordres venus du Kremlin

MOSCOU
de notre correspondante
Boris Eltsine a révélé, dimanche 31 mars, son « programme de règlement de la crise tchétchène », promis il y a un mois et demi lorsqu'il avait fait acte de candidature à sa réélection. Le président a ordonné un arrêt des opérations militaires le soir même à minuit, proposé des élections libres au Parlement tchétchène, ainsi que des négociations indirectes avec les indépendantistes. Ce dernier point, qualifié de « sensationnel » par certains commentateurs russes, était la condition minimale pour que le plan de paix puisse être crédible. Beaucoup d'ambiguïtés en relativisent néanmoins la portée.

L'artillerie et l'aviation russes, qui avaient poursuivi d'intenses bombardements jusqu'au tout dernier moment, dimanche, et même au-delà selon des journalistes sur place, avaient cessé ceux-ci lundi matin. Mais le commandement des forces russes en Tchétchénie, le général Viatcheslav Tikhomirov, n'a pas hésité à s'étonner publiquement, dimanche, de l'attente d'un changement radical après l'intervention présidentielle : « Et alors, a-t-il dit, ça ne veut pas dire que tout va s'arrêter à minuit, ce n'est pas possible de faire comme ça ».

Lundi, il confirmait que ses troupes allaient « répondre à toute provocation ». Dans son allocution, M. Eltsine avait d'ailleurs précisé que les forces russes allaient continuer à donner des « réponses adéquates au terrorisme ». Autre point de son programme : le début immédiat d'un « retrait progressif des unités de l'armée russe (mais non de celles relevant du ministère de l'Intérieur, les plus nombreuses) vers les frontières administratives de la Tchétchénie » ne concerne que les « zones de paix ». Mais celles-ci, équivalent aux « deux tiers du territoire tchétchène », restent largement mythiques et ne sont surtout pas celles où sont déployées les troupes russes.

Deuxième point du programme : l'organisation d'élections « libres et démocratiques au Parlement tchétchène », qui pourraient se tenir dès l'été, selon un des assistants du président, doit être préparée par un « forum politique de paix représentant toutes les régions tchétchènes ». Nul doute que le Kremlin fera tout pour que ce forum reste sous le contrôle des « représentants des organes fédéraux et régionaux » qui doivent y participer. C'est-à-dire des envoyés russes et de leurs « représentants » tchétchènes, considérés comme



des « marionnettes du Kremlin » par la majorité de la population. Pour assurer ce contrôle, Boris Eltsine a aussi promis des moyens financiers importants aux régions qui feraient allégeance. Mais il s'agit là d'une ouverture dont pourrait profiter les indépendantistes, qui sont « peut-être », a prudemment souligné Boris Eltsine, « admis à participer à cette préparation ».

Car le président russe semble avoir finalement admis ce qui était clair depuis le début, à savoir que le président indépendantiste Djokhar Douaïev « jouit d'une certaine autorité », même si, a-t-il dit, « c'est une autorité impure, criminelle ». Pour aborder « dans les

prochains mois » le troisième volet de son programme, soit la discussion du statut de la Tchétchénie, le président russe a déclaré qu'il était prêt à « commencer les négociations avec la partie de Douaïev, par médiateur interposé », non sans rappeler son opposition à toute idée d'indépendance.

AU DERNIER MOMENT

Ce point capital du programme aurait cependant été introduit au tout dernier moment dans le texte de l'allocution télévisée du président, selon un des trois journalistes admis à lui poser quelques questions à l'issue de son exposé. La phrase en question ne figurait pas dans le texte qui leur fut distribué à l'avance. Elle fut rajoutée, sous leurs yeux, par des assistants du président, selon Evgueni Kisselev, présentateur vedette de la chaîne privée NTV.

S'agit-il d'une mise en scène pour souligner combien cette décision « fut difficile à prendre », comme l'a précisé M. Kisselev, alors que des « faucons dans l'entourage du président continuent à lui fournir de fausses informations » sur la prétendue impopularité en Russie de négociations avec M. Douaïev ? Ou n'est-ce que le reflet de la réalité : une gestion au

jour le jour de ce conflit par le Kremlin, peut-être influencé par l'appel à de « véritables négociations » avec les rebelles, lancé, vendredi, par Washington ? Quoi qu'il en soit, ces « négociations » enfin envisagées avec celui dont M. Eltsine réclamait il y a peu l'exécution restent des plus floues. Parmi les « intermédiaires possibles », Boris Eltsine a cité l'ancien dissident Iouri Orlov, le président kazakh Noursoultan Nazarbàev et « un cheikh arabe » non identifié. En se gardant de parler des intermédiaires qui ont déjà pris contact avec Djokhar Douaïev, tel le président du Tatarstan, Moutimer Chaimiev.

Sophie Shihab

■ 700 personnes ont participé, samedi 30 mars à Saint-Petersbourg, à une manifestation contre la guerre en Tchétchénie, à l'initiative du Comité des mères de soldats russes et de la formation biblique labloko de Grigori Iavinski. Le même jour à Paris, une centaine de manifestants protestait contre la guerre à l'initiative de l'association SOS-Tchétchénie. D'autres manifestations se tiendront au cours des prochains jours dans différentes villes de Russie, dont une à Moscou le 6 avril. (AFP)

COMMENTAIRE

PROMESSES...

Tous ceux qui souhaitent que Boris Eltsine soit réélu seront contents : la guerre en Tchétchénie, c'est promis, est finie. Ou presque. Les Etats-Unis avaient attendu la veille du discours du président russe pour être « consternés » par l'usage « excessif » de la force employée depuis plus d'un mois en Tchétchénie, c'est-à-dire lors du long et sanglant « volet militaire » du plan de paix. Washington n'a pas mis une journée pour accueillir « favorablement » celui-ci. D'autres chancelleries occidentales, qui ont oublié de s'indigner, même au dernier moment, vont sûrement aussi s'émerveiller à l'annonce de la fin de opérations militaires en Tchétchénie. Qui, à en croire les paroles du président russe, n'ont jamais eu lieu : en Tchétchénie, il s'agit officiellement d'opérations de « simple police ».

On peut donc compter sur les gouvernements occidentaux pour fermer les yeux sur les « opérations spéciales » annoncées par le ministre russe de la défense et autres « mesures adéquates » promises par Boris Eltsine, lesquelles se poursuivront après « la fin de la guerre ». Mais on peut s'attendre à de promptes et violentes réactions occidentales, à des condamnations sans appel du terrorisme, si, comme il n'est pas à exclure, un commando tchétchène monte une opération sur le territoire de la Fédération de Russie pour se venger du premier volet du plan de paix et des « opérations adéquates » du second.

En soutenant, malgré tout, Boris Eltsine, plutôt qu'en exigeant de lui un changement complet d'attitude face aux indépendantistes tchétchènes (toujours qualifiés de « criminels »), les gouvernements occidentaux ne creusent-ils pas la tombe plutôt qu'ils ne l'aident ? Les Tchétchènes attendent la justice pour les victimes du conflit et la fin des bombardements aveugles. Plus grand monde ne fait attention, ici, aux promesses trop souvent démenties de Boris Eltsine et aux bonnes paroles opportunes à destination de l'Ouest.

Jean-Baptiste Naudet

Les habitants du village martyr de Samachki : « Ils ne pourront pas nous tuer tous »

SAMACHKI (Tchétchénie)

de notre envoyée spéciale

« Allah est avec nous. Les Russes ne pourront pas nous tuer tous. On vivra bien encore un peu... plus longtemps qu'ils ne le pensent. » Entourée de ses belles-filles et d'un grand-père, Zalouba répare un bout de toit et n'admet pas les larmes. Deux jours seulement après les derniers lâchers de bombes russes sur Samachki, alors déserté par ses habitants, certains sont déjà de retour dans ce bourg agricole de 15 000 âmes qui, selon la rumeur, « n'existe plus ».

Pour la deuxième fois en moins d'un an, les stratèges russes ont choisi ce village pour asséner le châtiment promis à tout village tchétchène insoumis : la destruction par bombardements. Mais les habitants reviennent. Pour enterrement de leurs morts, extraire quelques vêtements des gravats et, surtout, défier le malheur et les Russes qui l'amenent. Zalouba avait six ans en 1944, quand elle fut déportée au Kazakhstan comme tous les Tchétchènes, dont près de la moitié mourut dans l'épreuve. Elle en avait trente-six quand, de retour à Samachki, elle construisit avec son mari la maison dont elle contemple aujourd'hui, à cinquante-huit ans, la carcasse brûlée.

Après onze jours de bombardements intensifs, aucun toit à Samachki n'est intact. La plupart des maisons sont inhabitables. Certaines sont totalement effondrées. Les rues défoncées sont jonchées de cadavres de bétail, de fils électriques et de débris de toute sorte. Zalouba jure qu'elle reviendra vivre ici « quand la guerre sera finie ». Mais, pour l'instant, elle est

surtout fière de sa cave et de l'épaisseur de ses fondations. « Je ne comprends pas pourquoi mon mari nous imposait ce travail. Je pensais à une guerre contre les Allemands ou les Américains. Mais il avait raison de craindre les Russes. » C'est dans cette cave que sa famille et des voisins étaient réfugiés lorsque les chars russes sont une première fois entrés dans Samachki, le 7 avril 1995. Ce fut le massacre de sang-froid le plus retentissant du conflit. Pendant trois jours, les troupes russes tuèrent, pillèrent et brûlèrent maisons et gens, dont des femmes, des enfants et des vieillards. Il y eut 103 morts répertoriés, « beaucoup plus », selon les villageois.

« On pensait avoir tout vu », soupire Zalouba en montrant dans sa cour l'endroit où l'un de ses parents fut alors tué. Aujourd'hui, c'est la fille de celui-ci, une mère de cinq enfants, tuée le 18 mars par un éclat d'obus alors qu'elle était sortie d'un instant de la cave, qui doit être enterrée. Elle est morte le quatrième jour de la nouvelle attaque contre Samachki. « On ne peut pas raconter... Nous étions tous entassés dans la cave, les enfants, les blessés, sans savoir s'il fallait sortir ou rester », dit Zalouba. Son groupe n'avait pu fuir, le 15 mars au matin, par le « corridor » ouvert par les Russes encerclant le village, juste avant leurs premiers tirs.

Selon le scénario classique, les militaires russes menaçaient de bombarder si les combattants tchétchènes ne quittaient pas Samachki. Des négociations étaient en cours, les Russes avaient même reçu de l'argent des villageois, qui espéraient que le Kremlin n'oserait

pas s'en prendre une nouvelle fois à eux. Il a osé. Car, même si Samachki avait un maire qui jouait la conciliation, des portraits de Douaïev et des autres chefs indépendantistes ornaient les écoles, signe que la première attaque n'avait pas servi de leçon.

Après onze jours de bombardements, la plupart des maisons sont inhabitables

Le « corridor » s'est refermé deux heures plus tard, des chars russes ont repoussé vers le village bombardé ceux qui n'avaient pas eu le temps de franchir le poste. L'enterrement recommença. Mais, cette fois-ci, 200 à 300 combattants restés à Samachki ont empêché l'entrée des troupes. Ils ont, plusieurs nuits de suite, guidé les habitants vers une conserverie qui semblait échapper aux tirs de l'artillerie russe. C'est de là qu'ils ont pu, peu à peu, sortir avec leurs blessés. Des hélicoptères ont mitraillé une colonne de civils qui suivait à pied un camion chargé de blessés se dirigeant vers la conserverie. Des soldats ont jeté des grenades sur un groupe de femmes en bordure du village.

A l'intérieur, il leur était plus difficile de commettre de telles exactions : les combattants ripostaient, comme en témoignent aujourd'hui quelques débris de chars dans la boue de Samachki. Comme en a témoigné aussi l'envoyé spécial de l'AFP Boris Bachorz : entré dans le bourg avec des combattants chargés de munitions, il en est sorti avec d'autres qui évacuaient leurs blessés, montrant comment, depuis le début de la guerre, les combattants se jouent des encerclements et des bombardements. Ils ont repoussé au moins cinq assauts en onze jours, le dernier dans la nuit du 25 mars. Des avions ont à nouveau largué des bombes sur les ruines, lundi, faisant trembler les vitres à vingt kilomètres de là.

Mardi 26 mars, le commandement russe annonçait le début du « nettoyage » du bourg. Mercredi, les postes russes ont commencé à laisser des femmes retourner à Samachki. Celles qui avaient tenté de le faire avant n'étaient pas allées loin : onze d'entre elles, sur soixante-douze, ont été blessées par des tirs. « Un officier nous a dit que les soldats étaient saouls », raconte une des blessées à l'hôpital. Pas question pour les hommes de tenter l'expérience : plus d'une centaine d'entre eux (dont des adolescents de treize et quinze ans) ont été arrêtés en sortant de Samachki avec la population. Destination : les « camps de filtration », où sévices et disparitions sont de règle. Les mères regrettent alors que leurs fils n'aient pas plutôt rejoint les combattants.

Installés en bordure du village, des soldats regagnent leur cantonnement en traînant derrière eux de grands sacs rebondis, après avoir « nettoyé » Samachki. Non pas de ses « bandits », comme dit Moscou, mais de tout ce qui peut avoir une valeur. Sur ordre, disent les soldats, de leurs officiers... Des positions de tir russes restent en

place autour du bourg et sur les trois routes qui y mènent. Mais Samachki, que Moscou prétend avoir « définitivement pris sous contrôle » pour la seconde fois en moins d'un an, repasse aux mains de ses habitants. Quelques jeunes gens apparaissent déjà au détour des ruines. Comme leurs frères combattants, ils ont pris des chemins de traverse pour contourner les Russes, qui interdisent aussi le site aux journalistes. Mais ceux-ci peuvent facilement écouter les réfugiés entassés dans des wagons et des garages boueux de l'ingouche voisine. Toute leur colère va contre les Russes. « Qui peut vouloir habiter avec eux, après ça ? », disent les plus réservés. En revanche, les combattants sont leur fierté. « On a eu moins de morts maintenant qu'en avril dernier grâce à nos boeviks (combattants). Ces prétendus bandits sont nos fils et, s'ils n'étaient pas là, je me ferais moi-même bandit », dit une grande-mère.

Les réfugiés parlaient, vendredi, de cent vingt-quatre nouvelles tombes à Samachki, mais ils insistent sur les « lourdes pertes » subies par les Russes pour s'emparer d'une localité détruite et vide. Les combattants tchétchènes n'ont eu que vingt et un tués, dit une responsable indépendantiste qui circule parmi les réfugiés. Leurs enfants s'écrient « Allah ou Akbar » et font mine de tirer sur les avions qui les survolent. La deuxième destruction de Samachki, méthodiquement menée pour pousser les Tchétchènes à se désolidariser des combattants, semble une nouvelle fois avoir manqué son objectif.

S. Sh.

La Bulgarie réagit vivement à la suggestion russe d'un accord de rapprochement

L'ACCORD de rapprochement que Moscou s'approprie à signer, mardi 2 avril, avec trois anciennes Républiques de l'ex-URSS (la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizistan) ne cesse d'inquiéter les pays voisins de la Russie, surtout après la petite phrase de Boris Eltsine, suggérant, vendredi, que d'autres pays, comme la Bulgarie et les Etats baltes, puissent un jour s'y joindre. A Sofia, les déclarations de Boris Eltsine ont fait éclater une crise qui couvait depuis plusieurs mois entre le président de la République et le gouvernement du Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste). Le

président Jeliou Jeleu est intervenu samedi à la radio et à la télévision pour réclamer des explications : jugeant « scandaleux d'engager la Bulgarie dans une communauté dont nous n'avons jamais parlé et à laquelle personne n'a publiquement exprimé la volonté d'appartenir », il a sommé le gouvernement de dire s'il avait mené « des négociations secrètes avec la Russie (...) dans le dos du peuple bulgare », ce qui équivaudrait à « une trahison nationale ». Dimanche, le gouvernement de Jean Videnov a affirmé qu'« à aucune étape et à aucun niveau » la Bulgarie n'avait mené avec la Rus-

sie des entretiens pouvant être interprétés comme secrets, et que la « priorité » du pays restait le projet d'adhésion à l'Union européenne. L'opposition démocratique a annoncé pour lundi un grand rassemblement à Sofia « pour la souveraineté et l'indépendance ». Cette affaire révèle une vieille hantise chez les Bulgares. Le gouvernement du PSB, en place depuis un peu plus d'un an, a multiplié les gestes de rapprochement avec la Russie, dans le domaine commercial, énergétique (nucléaire et hydrocarbures), militaire (Moscou « recyclant » en Bulgarie une partie

des matériels conventionnels dont elle doit se débarrasser au titre des accords de désarmement). Les visites bilatérales se sont succédées, chacune donnant l'occasion aux personnalités socialistes bulgares de critiquer les projets d'élargissement de l'OTAN vers l'Est.

Par ailleurs, le président polonais Alexandre Kwasniewski a rencontré pendant le week-end le président biélorusse Alexandre Loukachenko ; la rumeur prêtant à Moscou le projet de réclamer un corridor reliant la Biélorussie à l'enclave russe de Kaliningrad à travers la Pologne, bien que démentie du

côté russe, suscite toujours des inquiétudes à Varsovie. M. Kwasniewski a aussi rencontré des représentants de l'opposition biélorusse, hostile au rapprochement avec Moscou.

Le premier ministre ukrainien, Evgueni Martchouk, a pour sa part estimé, dans un entretien au magazine américain Newsweek, que « toute tentative de reconstruire l'Union soviétique sur n'importe quelle base entraînera de graves conséquences, dont la possibilité d'un conflit ».

S. Gh.

Flexibilité et coût du travail sont au cœur des travaux, à Lille, du G 7 sur l'emploi

La France voudrait imposer à ses partenaires un « modèle social »

Les ministres du travail et plusieurs ministres des finances du G 7 (le groupe des sept pays les plus industrialisés du monde) se retrouvent à

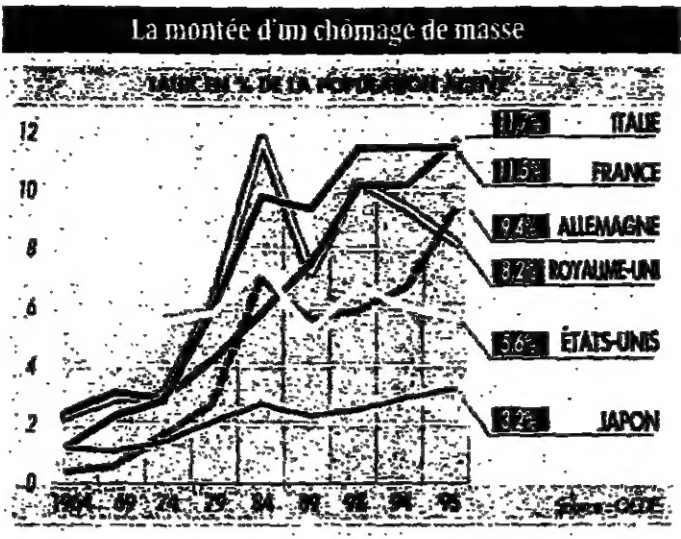
Lille, lundi 1^{er} et mardi 2 avril, à l'initiative du président de la République, Jacques Chirac, pour étudier les meilleures façons de développer

l'emploi dans leur pays. Les Anglo-Saxons insistent sur la flexibilité de l'emploi, Français et Allemands sur la réduction du coût du travail.

La rigueur budgétaire peut ramener la confiance et améliorer la croissance

L'IME adopte une vision optimiste de la conjoncture

LES PROGRÈS vers la stabilité des prix sont très satisfaisants au sein de l'Union européenne, mais l'évolution de la situation des finances publiques laisse beaucoup à désirer. Dans le second rapport annuel qu'il s'apprête à publier, l'Institut monétaire européen (IME) met en garde les gouvernements des pays qui aspirent à adopter une monnaie unique. L'année 1996 sera d'une importance capitale pour ouvrir la voie à l'Union monétaire. Il reste donc peu de temps pour accomplir des progrès indispensables, qui vont exiger de nouveaux efforts et seront jugés en octobre 1996 et octobre 1997 dans des rapports dits « de convergence » établis par l'IME d'une part, la Commission de Bruxelles d'autre part.



Le chômage concerne maintenant 8,3 millions d'Européens, touchés par le ralentissement du rythme de la croissance économique. Plus flexibles et plus précoces, 9 millions d'emplois environ ont été créés aux États-Unis depuis la reprise de 1991.

LILLE
de notre envoyé spécial
Les pays développés subissent une transformation douloureuse par suite de la mondialisation de la production et des échanges, mais ils n'ont pas de raison de se résigner : c'est sans doute le premier message que souhaitent lancer les responsables de l'emploi et de l'économie des sept plus grands pays industrialisés réunis à Lille lundi 1^{er} et mardi 2 avril.

En ouvrant les travaux du G 7 comme président en exercice, Jacques Chirac a donné le ton, dans l'esprit de la position qu'il avait énoncée lors du sommet Europe-Asie de Singapour, début mars, et du mémorandum social présenté au conseil européen de Turin, le 29 mars. Si les pays industrialisés doivent s'adapter aux exigences de la mondialisation et des changements technologiques, ceux-ci leur offrent aussi de nouvelles chances, a-t-il souligné, à condition d'adopter des politiques favorables à l'emploi, d'encourager l'innovation et d'abaisser le coût du travail. Mais cette action est inséparable de mesures en faveur des moins qualifiés, ainsi que du respect par les pays en développement des « normes sociales fondamentales ».

Le président Chirac, qui avait proposé cette nouvelle réunion sur l'emploi lors du dernier Sommet des Sept, à Halifax, en juin 1995, veut apparaître comme le porte-parole d'une dynamique sociale engagée par les gouvernements des pays industrialisés, d'un « modèle social », « ouvert sur le monde », et fidèle à une certaine protection des travailleurs. Pour développer ou maintenir l'emploi, la première condition est évidemment d'accroître la croissance économique, actuellement faible. Sur ce point, dans la plupart des sept pays, les stratégies macro-économiques convergent, même si elles sont appliquées avec plus ou moins de rigueur. Elles vont dans le sens défini par l'OCDE et rappelé lundi matin par le secrétaire général de l'Organisation, Jean-Claude Puy : elles reposent sur l'idée d'assurer la stabilité pour abaisser les taux d'intérêt. Aux États-Unis et au Canada comme dans les pays européens qui doivent se conformer aux critères de la « monnaie unique », la préoccupation essentielle est de réduire les déficits publics. Seul le Japon pratique une politique de relance par le déficit budgétaire. Le directeur général du Bureau international du travail (BIT), Michel Hansenne, a préconisé un soutien de la croissance par une réduction des taxes concertée entre les Sept, accompagnée de politiques budgétaires coordonnées pour réduire les déficits publics et les déficits à moyen terme en conservant une

large d'action. Ses conclusions avaient peu de chance d'être entendues.

Pour les dirigeants réunis à Lille, les politiques macro-économiques doivent s'accompagner en revanche d'actions plus spécifiques pour réduire le chômage et favoriser l'emploi. Elles touchent à la fois les conditions d'emploi, l'organisation du travail, les conditions d'activité des entreprises et l'utilisation des ressources humaines. Les premières portent sur la « flexibilité » et le coût du travail. En ce domaine, il y a sans doute accord chez les Sept pour encourager une diversification des formes d'emploi, qui semble plus prometteuse que la réduction du temps de travail. Le temps partiel est particulièrement développé aux États-Unis, au Japon ou en Grande-Bretagne, et a connu une véritable ascension en France lors de la dernière décennie.

LUTTE CONTRE L'EXCLUSION
Mais Britanniques et Américains vont au-delà. Ils estiment nécessaire de réduire les contraintes pour les entreprises, à la fois en matière d'embauche et de licenciement, de salaire minimum et d'horaires de travail. Ils veulent laisser la plus grande liberté au « marché ». À l'inverse, les pays d'Europe continentale, de même que les Canadiens, sont réticents à une telle dérégulation. Ils cherchent à abaisser le coût du travail en réduisant les cotisations sociales et les taxes pesant sur les salaires, et en incitant les partenaires sociaux à modérer les hausses de rémunération. C'est le sens du « programme d'action pour l'emploi » allemand.

Une deuxième piste consiste à encourager le développement des secteurs jugés porteurs d'emplois, à

être consacrée aux moyens de lutter contre l'exclusion. Les approches, sinon les pratiques, sont plus difficiles à concilier. Les Français placent sous ce terme à la fois l'impossibilité de trouver ou de retrouver un travail, la pauvreté sans espoir et l'absence de formation – des éléments généralement concomitants. Cette conception est peu familière ailleurs, à l'exception de certains sociologues ou économistes américains, comme le secrétaire d'État au travail Robert Reich, dont les Français se sentent proches. Allemands ou Britanniques voient plutôt une série de catégories qu'il faut aider ou de problèmes auxquels il faut répondre : chômeurs de longue durée, familles – notamment monoparentales – sans ressources propres, quartiers en difficulté, toxicomanes.

Certaines préoccupations restent néanmoins communes. En premier lieu, il s'agit d'éviter le « piège du chômage », selon l'expression anglaise. On peut accorder des avantages aux employeurs embauchant des chômeurs de longue durée, comme le font les Français ou les Canadiens, ou développer des programmes de formation « ciblés ». On peut aussi chercher à inciter les chômeurs à prendre un emploi, en abrégeant les durées d'indemnisation, en rendant celle-ci plus contraignante, comme l'ont fait les Britanniques. On peut enfin modifier impôts et cotisations afin d'éviter que le chômeur, devenu salarié, ne voit son revenu réel diminuer, comme on y songe en France.

Outre-Manche et outre-Atlantique, on est allé plus loin, en prévoyant des suppléments de revenu apportés par l'État aux salariés les plus démunis : *earned income tax credit*, sorte d'impôt négatif aux États-Unis, *family support* pour les familles en Grande-Bretagne. Les Canadiens expérimentent actuellement l'attribution d'un supplément de revenu pendant deux ans aux personnes réintégrant le marché du travail. Autant de formules qui consistent, au lieu de relever le salaire minimum payé par l'employeur, à faire prendre en charge une partie de la rémunération par la collectivité.

Une partie importante des discussions de Lille devait également

correspondre aux évolutions de l'économie, et cela en dépit des « blocages » des entreprises « tentées de réagir à court terme » et des salariés inquiets. Il faut aussi « identifier les métiers de demain et stimuler les nouvelles activités à fort contenu de main d'œuvre ». Enfin, il faut « abaisser le coût du travail non qualifié » sans diminuer les salaires, « en transférant sur d'autres activités les cotisations sociales payées sur les seuls salariés », en utilisant « mieux les ressources de l'assurance-chômage » et en réexaminant la fiscalité : « le salaire minimum ne peut être remis en cause », a déclaré le Chef de l'Etat.

M. Chirac a souhaité que le développement des échanges commerciaux tienne compte des progrès sociaux. « Les différences de niveaux de salaire, de protection sociale, de législation du travail, peuvent être légitimement considérées comme une sorte de décalage historique provisoire », a-t-il dit ; mais « peut-on admettre de graves entorses aux règles fondamentales de la démocratie sociale ? Peut-on y tolérer des formes plus ou moins déguisées d'esclavage d'adultes ou d'enfants ? (...) Nous devons tous prendre conscience que la libéralisation du commerce, le développement de l'emploi et le respect d'un certain nombre de règles universelles sont indissociables. Ces normes ont été établies par l'Organisation internationale du travail. Il s'agit de la liberté syndicale et de la négociation collective, de l'abolition du travail forcé et de l'exploitation du travail des enfants ».

On retrouve là l'influence du thème à la mode des anticipations rationnelles qui veut notamment que les acteurs économiques bien informés recommencent à dépenser quand ils savent que la politique économique menée par les pouvoirs publics ne leur réserve pas de mauvais coups fiscaux au cours des années à venir. C'est la raison pour laquelle une politique budgétaire stricte, voire austère, peut très bien ne pas brider l'activité économique. Le paradoxe n'est qu'apparent : il

suffit que les chefs d'entreprise avec leurs projets d'investissement et les ménages avec leurs dépenses de consommation compensent, et au-delà, l'effet restrictif sur la demande qu'entraînent les hausses d'impôts ou les coupes budgétaires. « Une politique qui serait considérée comme restrictive (...) pourrait en fait être expansionniste à court terme, si l'on admet un reinvestissement suffisamment important des anticipations relatives aux changements d'orientation ultérieurs de la politique économique ».

Et pour faire bonne mesure, l'IME souligne que mieux vaut redresser les finances publiques par des économies budgétaires plutôt que par des hausses d'impôts. « Une politique budgétaire restrictive fondée sur la compression des dépenses peut, à condition d'être suffisamment énergique, entraîner une baisse très importante du taux d'intérêt à long terme et donner ainsi dans l'immédiat une forte impulsion à la consommation et à l'investissement. » L'IME ajoute : « À l'inverse, si elle est fondée sur un relèvement des impôts, la même politique de réduction du déficit risque de renforcer l'effet de resserrement de la demande à court terme. » La manière dont on réduit le déficit est aussi importante que l'ampleur de la réduction.

Avant ainsi écarté ou au moins répondu aux principales craintes que fait naître le cheminement vers

Un avis important mais pas décisif

L'appréciation que portera l'Institut monétaire européen sur la faisabilité de la monnaie unique ne sera pas déterminante puisqu'il reviendra aux chefs d'Etat réunis au sein du conseil européen d'en décider la fin. Cette décision, avant tout politique, que prendront, au premier semestre 1998, Helmut Kohl et Jacques Chirac pèsera plus lourd que le rapport d'Alexandre Lamfalussy, président de l'IME. Il n'empêche : un écart trop important, trop manifeste par rapport aux critères de convergence, et plus encore des politiques laxistes qui seraient menées par certains gouvernements, s'ils étaient relevés par l'IME dans son ultime rapport, réduiraient à peu de choses les chances d'un candidat à la monnaie unique d'être élu.

L'Union monétaire au travers de politiques économiques rigoureuses, l'IME peut revenir sur la lourdeur des déficits publics mais aussi des dettes publiques et insister sur les dangers qu'ils font courir au projet de monnaie unique. « La nécessité d'une plus grande convergence se fait clairement sentir comme le montrent des accès de tension sur les changes. Pour l'Union, le principal défi réside dans l'assainissement budgétaire. Les finances publiques sont le point faible du processus de convergence. » Et de citer le déficit public moyen qui en 1995 dans l'Union aurait été de 4,7 % du PIB (produit intérieur brut). Un progrès sensible serait enregistré cette année avec un ratio qui pourrait revenir à 3,8 % du PIB, guère supérieur à la limite des 3 % imposée par le traité de Maastricht. Il n'en irait pas du tout de même de l'endettement public qui a atteint 71 % l'année dernière après 68,1 % en 1994 et qui tendrait vers 72 % cette année, très nettement au-dessus des normes imposées (60 %).

L'état des lieux dressé par l'IME est heureusement éclairé par les succès, semble-t-il assez décisifs, remportés par beaucoup de pays européens dans leur lutte contre l'inflation. « Les perspectives en matière d'inflation sont tout à fait encourageantes : les pays membres ou des progrès importants depuis l'ouverture de beaucoup de pays, on a revu à des taux d'inflation correspondants en fait la condition essentielle de succès l'Union monétaire. Mais c'est... »

Alain Verro

Jacques Chirac : « Rendre la croissance riche en emplois »

« Stimulée par l'ouverture au commerce international de grandes puissances à fort potentiel démographique, par l'inévitable accès à la consommation de pays aujourd'hui non solvables et par la nouvelle donne technologique, une expansion mondiale durable est probablement devant nous, mais elle risque, si nous n'y prenons pas garde, de laisser au bord du chemin une part croissante de la population » : c'est ainsi que Jacques Chirac a exposé, lundi 1^{er} avril, le dilemme posé aux Occidentaux et l'a présenté à la réunion du G 7 dont il ouvrait les travaux à Lille.

Pour ne pas être « condamnés à choisir entre le chômage et la précarité », quatre tâches incombent, selon le président de la République, aux pays industrialisés. La première, pour « garantir une croissance forte et saine », est de « réduire les déficits publics ». La deuxième est de « tirer tout le parti des possibilités qu'offrent les nouvelles technologies, et notamment celles de l'information », car il est « historiquement faux » que les technologies détruisent les emplois, et parce que « le créneau naturel de nos pays industrialisés est celui des secteurs de haute technologie ».

En troisième lieu, pour « rendre la croissance plus riche en emplois, et de qualité », il faut parvenir, selon le chef de l'Etat, à « de nouvelles formes d'organisation du travail »

correspondant aux évolutions de l'économie, et cela en dépit des « blocages » des entreprises « tentées de réagir à court terme » et des salariés inquiets. Il faut aussi « identifier les métiers de demain et stimuler les nouvelles activités à fort contenu de main d'œuvre ». Enfin, il faut « abaisser le coût du travail non qualifié » sans diminuer les salaires, « en transférant sur d'autres activités les cotisations sociales payées sur les seuls salariés », en utilisant « mieux les ressources de l'assurance-chômage » et en réexaminant la fiscalité : « le salaire minimum ne peut être remis en cause », a déclaré le Chef de l'Etat.

M. Chirac a souhaité que le développement des échanges commerciaux tienne compte des progrès sociaux. « Les différences de niveaux de salaire, de protection sociale, de législation du travail, peuvent être légitimement considérées comme une sorte de décalage historique provisoire », a-t-il dit ; mais « peut-on admettre de graves entorses aux règles fondamentales de la démocratie sociale ? Peut-on y tolérer des formes plus ou moins déguisées d'esclavage d'adultes ou d'enfants ? (...) Nous devons tous prendre conscience que la libéralisation du commerce, le développement de l'emploi et le respect d'un certain nombre de règles universelles sont indissociables. Ces normes ont été établies par l'Organisation internationale du travail. Il s'agit de la liberté syndicale et de la négociation collective, de l'abolition du travail forcé et de l'exploitation du travail des enfants ».

Conférence d'affaires sur l'Afrique
AFRICA CONNECT
Johannesburg, du 2 au 4 mai 1996

Au cours de ces dernières années, le phénomène de libéralisation du commerce, de l'investissement et du secteur financier s'est étendu au monde entier, dans le cadre du processus croissant de mondialisation. L'Afrique détient le potentiel nécessaire pour participer pleinement à ce processus et en recueillir les bénéfices. C'est dans cet esprit que la conférence d'affaires «AFRICA CONNECT» a été organisée, sous le patronage de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement et du Comité Sud-Africain de la Chambre de Commerce Internationale.

Objectifs : apporter une information sur les opportunités d'affaires en Afrique et offrir un cadre propice à l'organisation de rencontres d'affaires.

Participants : des entreprises africaines, des sociétés transnationales, des représentants des Chambres de Commerce et d'Industrie, des Agences de Promotion de l'Investissement, des représentants gouvernementaux de haut rang et des ministres du commerce, de l'industrie et des finances.

Pour plus ample information, veuillez contacter :

M. Maurice Odie
Division des Sociétés Transnationales et de l'Investissement
Palais des Nations, (C/NTCED)
1211 GENEVE 10
Tél: 41 22 907 50 69
Fax: 41 22 907 01 97

Mme. Bess Robertson
ICC-South Africa
P.O. Box 91267
Auckland Park, 2006
Johannesburg, Afrique du Sud
Tél: 27 11 482 25 24
Fax: 27 11 726 13 44

Les Britanniques présentent une série de mesures pour enrayer la crise de la « vache folle »

Les scientifiques « ne sont pas en mesure de rassurer », nous déclare le professeur Weissmann

Le ministre britannique de l'agriculture, Douglas Hogg, devait présenter les mesures retenues par son gouvernement pour tenter d'enrayer la crise

de la « vache folle », lundi 1^{er} avril, devant ses homologues européens à Luxembourg. Il pourrait s'agir de l'abattage de près de 3 millions de

bovins âgés de plus de trente mois, soit un quart du cheptel britannique, au rythme de 700 000 têtes par an.

QUELLE FRACTION du cheptel britannique faudra-t-il abattre et quand lèvera-t-on l'embargo international sur les produits d'origine bovine en provenance de Grande-Bretagne ? Réunis à Luxembourg en session extraordinaire, les ministres de l'agriculture de l'Union européenne disent attendre des scientifiques les éléments qui leur permettront de répondre à ces questions. Tout, pourtant, indique que les experts concernés ne sont pas aujourd'hui en mesure de fournir des réponses documentées. Et rien ne permet encore de dire combien de temps il faudra pour qu'il soit possible de conclure quant à la réalité de la transmission à l'homme de l'agent de la maladie de la « vache folle ».

Les observations médicales sur les dix cas britanniques « atypiques » de maladie de Creutzfeldt-Jakob n'ont toujours pas été publiées. On indique de bonne source que cette publication pourrait être faite dans le prochain numéro du *Lancet*, l'hépatomédical anglais pouvant à cette occasion modifier ses règles d'embargo. Pour tenter d'en savoir plus sur les données britanniques, les professeurs Jean-François Girard, directeur général de la santé, et Jacques Drucker, directeur du Réseau national de santé publique, ont rencontré vendredi 29 mars à Londres Sir Kenneth Calman, *chief medical officer* britannique. Qualifiée de « courtoise », cette rencontre n'a guère permis de progresser, les Britanniques se bornant à communiquer à leurs homo-

logues français des données déjà publiées, aucun contact direct ne semblant pouvoir être établi entre les scientifiques des deux pays. Deux nouveaux cas suspects britanniques sont actuellement étudiés.

« Les données scientifiques sur la série de dix cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob touchant des gens jeunes sont des données préliminaires encore très partielles et nécessitent des études complémentaires tant sur le plan épidémiologique que neuro-pathologique », indique-t-on aujourd'hui à la direction générale de la santé. A ce stade aucune conclusion ne peut être tirée en faveur d'un lien entre l'encéphalopathie spongiforme bovine et la maladie de Creutzfeldt-Jakob. Il semble acquis qu'une coopération entre les experts des deux pays va s'établir et que les scientifiques britanniques vont, une fois leur publication faite, confier aux meilleurs spécialistes français les prélèvements histologiques cérébraux effectués sur les malades.

La situation est d'autant moins claire que l'on assiste depuis le début de l'affaire à une forme de compétition entre les spécialistes de la santé vétérinaire, très présents dans les instances européennes, et ceux de la santé humaine, qui n'ont jusqu'à présent guère été associés aux décisions de Bruxelles. Ainsi, alors que l'Organisation mondiale de la santé organise les 2 et 3 avril à Genève une rencontre internationale sur les prions, le commissaire européen à l'agriculture annonce, pour sa part,

la création d'un groupe d'experts qui sera dirigé par le professeur Charles Weissmann, directeur de biologie moléculaire de Zurich et spécialiste renommé des « agents transmissibles non conventionnels ».

LA « BARRIÈRE D'ESPÈCE »

« Il ne faut pas faire de la « barrière d'espèce » un dogme. Tout indique que cette barrière est en fait très élastique, a expliqué au Monde le professeur Weissmann. Nous savons depuis quelque temps déjà que l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine pouvait se transmettre assez facilement aux chats et aux souris. On peut aussi, par infection, infecter des cochons. Or, ces phénomènes ne sont pas observés avec l'agent infectieux des moutons. Nous sommes ici dans une configuration nouvelle. Je suis persuadé que l'agent qui infecte les bovins britanniques est différent des agents que nous connaissons jusqu'à présent. Et nous n'avons aucune certitude quant à son origine ».

Dans l'attente, l'estime que l'on doit avoir comme si la maladie humaine provenait de la maladie bovine, ajoute le professeur Weissmann. Durant des années, les experts britanniques ont dit qu'il n'y avait aucun danger de voir la maladie passer de l'animal à l'homme. Il existait d'autre part une réglementation stricte, a priori bien conçue, mais dont on n'est pas certain qu'elle a été effectivement appliquée. On parle aujourd'hui d'abattre une partie du cheptel bovin britannique d'un certain âge. Il

me semble que cette proposition est surtout d'ordre politique, destinée à rétablir la confiance. D'un point de vue scientifique il n'est encore bien difficile de répondre ».

Le professeur Weissmann estime d'autre part que différents travaux expérimentaux devraient rapidement être menés. « Depuis des années j'ai proposé aux experts en charge de ces questions de nourrir des singes avec des doses différentes de cerveaux infectés afin d'établir si la transmission est possible et, si oui, à partir de quelles doses. Il y avait au moins deux centres en Europe capables de conduire de telles expériences. Or, celles-ci n'ont malheureusement pas été mises en œuvre et nous ne sommes toujours pas en mesure de répondre à des questions aussi simples, nous ne sommes pas en mesure de rassurer ou de dire s'il faut être inquiet. Je proposerai à nouveau ce projet », indique-t-il.

Pour M. Weissmann, il faudra en tous hypothèses attendre « un an ou plus » avant de savoir, grâce à une série d'expérimentations animales, si les agents infectieux trouvés chez les malades britanniques proviennent ou non d'une affection bovine. A Paris, on estime que tant que l'incertitude scientifique ne pourra être levée, toutes les mesures de protection prises ces derniers jours doivent, dans l'intérêt de la santé publique, être maintenues. Si c'est le cas, le blocus ne devrait donc pas, contrairement aux vœux du gouvernement britannique, être rapidement levé.

Jean-Yves Nau

Les marchés aux bestiaux provisoirement fermés en Suisse

BERNE

de notre correspondant
Les marchés aux bestiaux ont été fermés, lundi 1^{er} avril, en Suisse et le resteront au moins pendant une semaine. Par cette mesure, les autorités visent à rassurer l'opinion et à empêcher l'effondrement du marché. Les responsables de la santé publique ont beau répéter qu'il n'y a pas de risques à consommer du bœuf, en quelques jours les ventes de viande bovine ont baissé de 5 % à 20 % selon les régions. Avec 206 cas recensés depuis le début de l'affection en 1990, la Suisse est le deuxième pays le plus touché par la maladie de la « vache folle », très loin derrière la Grande-Bretagne (150 000 cas). L'office vétérinaire fédéral a dénombré 21 nouveaux cas depuis le début de l'année, alors qu'il y en avait eu 22 durant le premier trimestre de 1995.

Le gouvernement a en outre débouqué 5 millions de francs suisses (21 millions de francs français) pour financer des opérations de stockage et de conservation. Il es-

père favoriser la reprise de la consommation « une fois l'inquiétude dissipée ». Pour accélérer les recherches, un laboratoire de référence, à l'université de Zurich, est chargé d'élaborer un test de dépistage précoce.

Les autorités helvétiques rappellent que, dès l'apparition de la maladie en 1990, elles avaient mis en place un système particulièrement efficace de surveillance et pris des mesures, sans équivalent en Europe. La Suisse a interdit depuis plus de cinq ans d'affourager des ruminants avec de la farine de viande et de mettre sur le marché abats et viscères bovins jugés dangereux pour la santé. Berne s'est également immédiatement ralliée à la décision de l'Union européenne d'interdire la viande de bœuf en provenance de Grande-Bretagne. Toutes ces précautions n'ont pas suffi à empêcher l'Allemagne et l'Autriche de bannir la viande bovine venant de Suisse, malgré l'avis de la Commission européenne.

Jean-Claude Buhner

L'industrie cosmétique européenne ne va plus utiliser des extraits bovins

L'INDUSTRIE cosmétique européenne s'est engagée à ne plus utiliser les ingrédients provenant des tissus bovins « qui présentent le potentiel de risque le plus élevé : cerveau, yeux, tissus du système nerveux central », a annoncé, samedi 30 mars, Emma Bonino, commissaire européenne chargée de la protection des consommateurs. La Colipa, organisme qui regroupe les fabricants européens de l'industrie cosmétique, a aussi l'intention de demander à tous ses membres de retirer du marché tous les produits cosmétiques finis qui pourraient contenir des ingrédients provenant de tissus bovins.

Ces mesures, qui font suite à la réunion du vendredi 29 mars à Bruxelles entre le comité scientifique de cosmétologie, le groupe de travail « produits cosmétiques » et les représentants des organisations de défense des consommateurs, marquent un pas de plus dans la prévention pour l'industrie cosmétique. Alertée par les risques liés à la maladie de

la « vache folle », celle-ci avait décidé dès 1991 de suivre les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de ne plus importer des tissus en provenance de pays où la maladie s'était manifestée. Le Comité scientifique de cosmétologie de l'Union européenne leur a demandé de ne plus recourir du tout aux ingrédients bovins, « puisque les tissus et extraits d'origine animale peuvent être contaminés avec l'agent qui provoque l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ».

Tout en soulignant que « l'usage des produits cosmétiques contenant des dérivés de produits bovins ne constitue pas un risque significatif, la peau servant de barrière de protection naturelle aux infections », l'industrie cosmétique minimise l'impact de cette décision. Selon elle, peu de produits sont concernés. De nombreuses crèmes dermiques, cependant, sont fabriquées avec du collagène, souvent dérivé d'extraits bovins. Les graisses bovines se retrouvent aussi dans les rouges à lèvres.

Jean-Yves Nau

Gestes de bonne volonté de Belgrade, Zagreb et Sarajevo

SARAJEVO

de notre correspondant
La Bosnie-Herzégovine connaît actuellement une période de transition, après le succès de l'application du volet militaire du plan de paix. Washington semble avoir compris que la communauté internationale devait encore accentuer ses efforts et non relâcher la pression exercée sur les signataires du traité. Ainsi, en marge de la visite de William Perry, le secrétaire d'Etat américain à la défense, un accord a été signé afin de renforcer la coopération croato-bosnienne. En outre, Belgrade et Zagreb viennent de se plier, pour la première fois, aux exigences internationales en matière de justice, en acceptant de se soumettre au Tribunal pénal international de La Haye des personnes soupçonnées de crimes de guerre. Un nouvel accord sur la coopération croato-bosnienne est extrêmement limité, puisqu'il ne concerne ni l'armée ni la police, mais il a été obtenu à la fin de l'année 1994. Toutefois, Croates

et Bosniaques se sont entendus sur un drapeau commun et, surtout, sur une unification des douanes dès le 1^{er} avril. Les Croates d'Herzégovine étaient particulièrement réticents à accepter que des policiers de Sarajevo travaillent à leurs côtés, les douanes constituant une source de revenus considérables. Michael Steiner, l'adjoint du haut représentant civil Carl Bildt, s'est félicité de ce « nouveau départ » pour la fédération. Le point essentiel de cet accord réside peut-être dans la méthode de travail, qui prévoit des sanctions pour ceux qui ne respecteraient pas leurs engagements. Le moyen de pression est l'aide économique que la communauté internationale s'est engagée à verser aux ex-belligérants. Les fonds ne seront délivrés qu'à ceux qui se seront pliés à l'accord de Dayton.

La Serbie et la Croatie se sont par ailleurs engagées à collaborer plus activement avec le Tribunal pénal international (TPI). Deux soldats de l'armée serbe bos-

niaque, Dragan Erdemovic et Radoslav Kremenovic, ont ainsi été transférés, samedi 30 mars, de Belgrade à La Haye. Les deux hommes seront appelés à témoigner sur les massacres qui ont suivi la prise de l'enclave musulmane de Srebrenica en juillet 1995. Par ailleurs, le général Tihomir Blaskic, ancien commandant des forces croates de Bosnie, devait se rendre à La Haye lundi 1^{er} avril. Il est inculpé de crimes contre l'humanité pour le massacre, en 1993, de civils musulmans dans un village de Bosnie centrale.

William Perry a en outre exigé, lors de sa tournée en ex-Yugoslavie, que Sarajevo expulse rapidement les combattants islamiques encore présents sur le sol bosniaque. La présidence bosniaque nie que cent cinquante soldats étrangers demeurent en Bosnie - un chiffre avancé par l'OTAN - mais admet qu'« une cinquantaine d'anciens moudjahidines ont désiré obtenir la nationalité bosniaque et rester vivre ici ». Les

Américains ne cessent de répéter que leur départ sera une condition sine qua non au soutien annoncé à l'armée bosniaque.

Le secrétaire d'Etat à la défense a réaffirmé la volonté des Etats-Unis d'entamer le retrait des soldats de l'OTAN à l'automne, afin qu'ils aient quitté la Bosnie à la fin de l'année. Washington veille donc à ce que le traité de paix continue d'être appliqué selon le calendrier prévu. L'échéance cruciale sera l'organisation des élections - probablement au mois de septembre. William Perry a annoncé que « l'OTAN va mener une action plus rigoureuse afin d'assurer la liberté de mouvement dans toute la Bosnie », les réfugiés étant supposés voter dans leur lieu de résidence de 1991. De l'application ou non de ce chapitre de l'accord de Dayton dépendra le visage futur de la Bosnie-Herzégovine. Jusqu'à présent, la paix n'a pas permis d'embrasser la division ethnique du pays.

Rémy Ourdan

Le pape réclame la « libération immédiate » des moines enlevés en Algérie

ALGERIE. Le pape a demandé, dimanche 31 mars, au cours de l'Angelus, la « libération immédiate » des sept moines français du monastère de Tibhirine, dans la région de Médéa au sud d'Alger, enlevés dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27. Il en a appelé à la « fraternité humaine » des ravisseurs pour des religieux qui ont choisi « de rester témoins de l'Absolu, au milieu d'une population musulmane avec laquelle ils ont établi des rapports d'amitié et de respect mutuel ». Le Cardinal Orsay a indiqué que les contacts sont « permanents » entre les autorités françaises et algériennes, mais n'avaient alors donné aucun résultat. Dans les quatre diocèses d'Algérie, les chrétiens ont prié dimanche, fête des Rameaux, pour la libération des sept religieux français.

Pour le ministre allemand de l'économie, le pacte pour l'emploi est mort

ALLEMAGNE. Le ministre de l'économie, Günter Rexrodt, estime, dans un entretien publié lundi 1^{er} avril par le quotidien *Bild Zeitung*, que le pacte pour l'emploi tel que proposé par Klaus Zwickel, le président du puissant syndicat IG-Metall, est mort. « Depuis le début, ce plan ne pouvait pas marcher : on ne peut pas créer des emplois sur des décisions venues d'en haut », explique le ministre de l'économie. L'idée d'un « pacte pour l'emploi » avait été lancée en novembre 1995 par le président d'IG-Metall, qui proposait d'accepter une modulation de la hausse des salaires en échange de la création de 100 000 emplois dès cette année. Le 21 mars, le chancelier Helmut Kohl avait rappelé que son gouvernement et les partenaires sociaux s'étaient fixé pour objectif de réduire de moitié d'ici à l'an 2000 le chômage, qui touche plus de 4 millions de personnes en Allemagne. - (AFP)

AFRIQUE

■ ALGERIE : le président Liamine Zoual a lancé, samedi 30 mars, de nouvelles invitations aux responsables de parti politique pour des rencontres, à partir du 6 avril, afin de « trouver les meilleures voies et moyens de consacrer la démocratie pluraliste ». Le Front de libération nationale (FLN) a été la première formation politique à répondre favorablement à l'invitation présidentielle. - (AFP)

■ Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Hans Blix, a visité, dimanche 31 mars, la principale centrale nucléaire du pays, construite par la Chine populaire à Ain Oussera Assalam, à 240 kilomètres au sud d'Alger. Il avait signé la veille, avec des responsables algériens, un accord de garanties généralisées sur l'utilisation de l'énergie atomique. - (AFP)

■ AFRIQUE DU SUD : Anant Singh, un producteur sud-africain, a obtenu les droits d'exploitation très convoités d'un film basé sur l'autobiographie de Nelson Mandela, *Long Walk to Freedom*, a annoncé samedi 30 mars le Congrès national africain (ANC). Anant Singh, qui a notamment produit le film *Cry, the Beloved Country* et la comédie musicale *Sarafina*, commencera le tournage du film en 1997, précède-t-on au sein du ANC. - (AFP)

■ RWANDA : le gouvernement a décidé que la semaine de deuil national, marquant le deuxième anniversaire du début du génocide, qui fit plus d'un demi-million de victimes en 1994, serait observée du 1^{er} au 7 avril, a indiqué samedi 30 mars le porte-parole du gouvernement. Une cérémonie d'inhumation des restes de victimes des massacres aura lieu dans la préfecture de Gikongoro le 7 avril, décrétée depuis l'année dernière Journée nationale du génocide. - (AFP)

■ SIERRA LEONE : Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, en visite de quatre jours en Sierra Leone, s'est engagé, dimanche 31 mars, à soutenir pour un montant de 5 millions de francs plusieurs projets humanitaires dans le pays. Lors de l'investiture du nouveau président sierra-léonais, Ahmad Tejan Kabbah, élu le 15 mars, Xavier Emmanuelli avait représenté le gouvernement français. A l'occasion d'un entretien avec M. Kabbah, il lui avait remis un message du président français Jacques Chirac. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ EQUATEUR : le dernier bilan du séisme qui a frappé, jeudi 28 mars au soir, le centre de l'Equateur était, dimanche, de 21 morts, 66 blessés, 6 disparus et 3 000 sans abri. La plupart des victimes sont des paysans indiens dont les maisons de torchis n'ont pas résisté à la secousse d'une magnitude de 5,7 sur l'échelle de Richter. L'épicentre a été localisé à une centaine de kilomètres au sud de la capitale, Quito. - (Reuters)

ASIE

■ BANGLADESH : un nouveau premier ministre a été nommé, samedi 30 mars, par le président Biswas. Il s'agit d'un ex-président de la Cour suprême, Habibur Rahman, 66 ans, qui présidera un gouvernement neutre intérimaire chargé d'organiser, dans les trois mois, de nouvelles législatives, après qu'un compromis constitutionnel eut favorisé la démission de M^{me} Khaleda Zia, au pouvoir depuis 1991, et la dissolution du Parlement. La vie, troublée par des grèves et des manifestations de l'opposition, est redevenue normale à Dacca. - (AFP, Reuters)

■ TAIWAN : la première des frégates lance-missiles commandées à la France par Taïpei a quitté son lieu de construction, Lorient, dans la nuit du vendredi 29 au samedi 30 mars ; elle se dirige vers Kaohsiung, port situé au sud de Taïwan. Elle fera escale à La Réunion, pour un changement d'équipage. Deux autres unités du même modèle seront livrées avant la fin de 1996. Au total, le contrat porte sur six frégates.

PROCHE-ORIENT

■ GAZA : l'Autorité palestinienne a appelé, samedi 30 mars, à la convocation immédiate du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin au bouclage par Israël des territoires palestiniens. Yasser Abed Rabbo « ministre » de la culture, a indiqué qu'un message a été adressé par l'Autorité à la Ligue arabe « afin qu'elle soutienne la convocation immédiate du Conseil de sécurité ». - (AFP)

■ ISRAËL : le ministre des affaires étrangères, Shimon Peres, a appelé, dimanche 31 mars, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, pour lui demander que les Etats-Unis usent de leur influence afin de ramener le calme au Liban sud. Après la mort, samedi, de deux civils libanais tués par un obus de char de l'armée israélienne dans cette région, le Hezbollah avait tiré dans la soirée 28 roquettes sur le nord de l'Etat juif, faisant des dégâts matériels. - (AFP)

■ Le premier ministre israélien, Shimon Peres, était attendu lundi 1^{er} avril en Oman, pour une brève visite au terme de laquelle il devait se rendre le lendemain au Qatar. Ces deux pays sont les pionniers dans le Golfe d'un rapprochement avec l'Etat juif. M. Peres, qui sera reçu par le sultan Qabous et l'émir du Qatar, Hamad ben Khalifa Al Thani, espère notamment conclure avec Doha un accord d'ouverture réciproque de bureaux de représentation économique et confirmer un accord du même genre déjà conclu avec Oman. - (AFP)

Les habitants du Cachemire demeurent résolument hostiles à l'Inde

Une fusillade près de Srinagar a coûté la vie à 24 séparatistes

La fusillade, samedi 30 mars, autour de la mosquée d'Hazratbal, proche de Srinagar, capitale du Cachemire, a fait vingt-quatre morts. Parmi les victimes figure le chef d'une faction indépendantiste. La population - presque totalement musulmane - de cet État partiellement rattaché à l'Inde en 1948 reste hostile à Delhi.

La campagne de purification lancée par le président pour « redresser les esprits du peuple », et notamment faire la lumière sur le massacre de Kwangju par l'armée en 1980 (*Le Monde* date 4-5 février), tout en moralisant la vie politique, a sans doute satisfait une demande d'assainissement de l'opinion. Un seuil de tolérance a été franchi : la Corée du Sud, onzième puissance économique mondiale, aspire à un système politique qui corresponde à sa réussite et se lance à la prospérité. Les citoyens, de plus en plus sceptiques sur les nobles intentions dont se réclame leur président, et il est lointain d'être certain qu'ils donneront à son parti une nouvelle majorité. En juin 1995, celui-ci a déjà essuyé une cuisante défaite aux élections locales.

pouvoir, le Kyongsang du Nord, où Chun Too-whan et Roh Tae-woo recrutent de nombreux fidèles, est néanmoins en rébellion contre le président), la grande bataille aura lieu à Séoul et dans sa région, où se concentre près de la moitié de la population : un électoralat plus rétif aux encadrements traditionnels et qui ressent avec davantage de frustration la crise ouverte par les dérives du pouvoir.

On va par conséquent assister à la principale menace pour le PNC par la Congrès national pour une nouvelle politique, dirigée par la grande figure de l'opposition, Kim Dae-jung. Après avoir renoncé à la politique après sa défaite à l'élection présidentielle de 1992, M. Kim (soixante-dix ans) est repassé à l'attaque. Le PNC est, en outre, attaqué sur sa droite par l'Union des démocrates libéraux, menée par un autre vieux routier de la politique, Kim Jong-pil. La dernière formation, le Parti démocrate, est trop petite pour être dangereuse. Beaucoup de candidats sans étiquette espèrent profiter du discrédit qui pèse sur la classe politique. Aucun des partis en lice ne semble en mesure d'obtenir la majorité, et le renouvellement des 299 sièges de l'Assemblée nationale - la Corée a un système présidentiel unicaméral - devrait conduire à une restructuration des forces.

Beaucoup
de candidats
sans étiquette
espèrent profiter
du discrédit
qui pèse
sur la classe
politique

Devenu le Parti de la nouvelle Corée (PNC), la formation du président cherche à se démarquer de son passé. Un ex-premier ministre, Lee Hoi-chang, ancien juge, mène la campagne. M. Lee avait été l'homme à la suite de différends avec le chef de l'Etat, qui a refait après lui en raison de sa bonne réputation. Le PNC présente en outre nombre de nouveaux venus dans l'arène comme signe de rajeunissement de la classe politique. Parmi eux figurent une douzaine de vedettes et de personnalités de la télévision, grâce auxquelles on espère attirer les jeunes.

Philippe Pons

SRINAGAR
de notre envoyé spécial

Une bataille autour de la mosquée Hazratbal a éclaté, samedi 30 mars, à ce moment de l'aube où le dôme bulbeux du sanctuaire commence à se détacher sur les contreforts de l'Himalaya. La mosquée est intacte mais un bâtiment de brigues qui la joute fume encore. Des pans de la bâtisse se sont effondrés. Au bord de la route, de jeunes Cachemiris geignent. Accroupis, le nez dans leurs sandales, ils essuient une volée de coups de canne administrés par des hommes de la police d'Etat.

Assistée à la bastonnade de leur balcon, des femmes insultent les forces de l'ordre, leur promettant les flammes de l'enfer. Des débris fumant de l'immeuble, on a relevé vingt-quatre cadavres de militants séparatistes dont celui de Shabir Siddiqui, chef d'un groupe issu de la mouvance du Front de libération du Jammu-et-Cachemire (IKLF), indépendantiste. Deux corps carbonisés n'ont pu être identifiés.

Les autorités indiennes affirment avoir tout tenté pour éviter une effusion de sang après que le commando du JKLF se fut introduit, le 24 mars, au cœur de la mosquée d'Hazratbal. Ce lieu saint particulièrement vénéré dans tout le Cachemire pour abriter une relique sacrée – un poil de la barbe du prophète Mahomet – avait déjà été occupé, le 15 octobre 1993, par des indépendantistes du JKLF. Assiégés par les forces paramilitaires indiennes, ils s'étaient retirés, un mois plus tard, sans affrontements.

On pouvait encore imaginer une issue identique quand, mardi 26 mars, le groupe du JKLf accepta, lui aussi, d'évacuer le sanctuaire

pour se replier dans la bâtisse voisine. Quatre jours plus tard, c'est pourtant le massacre. « Nous avions cerné l'immeuble et demandé aux militants d'évacuer le lieu, déclare le brigadier Bhindra, numéro deux de l'armée indienne au Cachemire. Au lieu de cela, ils ont ouvert le feu. Nous avons été contraints de riposter. La provocation est venue d'eux. »

« RÉSIGNATION APPARENTE »

Certains habitants d'Hazarbat démentent formellement cette version. S'exprimant sous couvert d'anonymat, par crainte de représailles, un jeune homme claque-muré derrière une porte métallique assure que les unités spéciales de la police ont donné l'assaut « assassinant » les militants séparatistes.

« Dites au monde qu'on tue ici des Cachemiris et que nous ne pouvons rien y faire », lance-t-il. Il vient d'avoir la jambe brisée par la police lors d'une perquisition matinale.

Vingt-quatre morts, et pourtant

la localité autour d'Hazarbati ne s'embrase pas. Pendant le siège de l'automne 1993, des batailles de rue avaient fait une cinquantaine de morts. Cette fois, la réaction populaire s'est limitée à de brèves échauffourées entre quelques gens et forces de l'ordre. Quelques heures après la tuerie, des gamins jouaient au cricket sur l'asphalte défoncé des rues, à proximité des bunkers en sacs de sable de l'armée indienne.

Étendue par près de sept ans d'une « sale guerre » qui a fait quelque 15 000 morts (50 000 selon les habitants), la population, à peu près exclusivement musulmane de cet Etat septentrional de l'Union,

semble tétanisée. « Les autorités de New Delhi prennent cette résignation apparente pour un ralliement au discours indien ; c'est une erreur, dit un journaliste local. Les gens camouflent leurs sentiments. »

Mais ces sentiments affleurent, ici et là, à travers une défiance de chaque instant. La tension est encore remémorée, ces derniers jours, avec l'assassinat par des inconnus d'un célèbre avocat, défenseur des droits de l'homme, Jaïl Andradi, et la tuerie d'Hazaratbal. Les commerçants de Srīnagar ont baissé leurs rideaux de fer en réponse aux appels à la grève des organisations séparatistes. C'est dans un silence grinçant que la ville rumine son désarroi.

Les « militants », comme on nomme ici aussi bien les Indépendantistes que les séparatistes pro-pakistais, se conservent, eux, une certaine dignité. Ils se portent en sautoir au cimetière d'Edgahba où claquent les drapeaux verts des tombes des « martyrs » : - *Nous ne voulons pas de l'Inde ici, et nous nous battons pour notre indépendance jusqu'à au dernier Cachemir* », lâche Afkar Hussein, un étudiant-ingénieur, comme on porte en terre les corps de cinq séparatistes. Un peu plus loin, Javed Mir, responsable d'un groupe du JKLF rival de celui qui a été au centre du récent épisode sanglant à la mosquée d'Hazratbal, harangue la foule, accusant l'Union Indienne de perpétrer un « génocide du peuple cachemir ». A plusieurs reprises, il est interrompu par les « *Allah ou Akbar* » de ses partisans, qui résonnent comme autant de cris de guerre.

Frédéric Bobin**LAGOS**

de notre envoyée spéciale
« Renforcer votre pouvoir spiri-
tuel », proclame un autocollant.
« N'abandonnez pas : votre miracle
est en route ! », recommande une
affiche. « Quel est votre lieu de
culte ? », s'agitonne ce chômeur à la
chemise élimée, qui, comme des
milliers d'autres croyants, fré-
quentes des sessions d'« étude bi-
blique ». Même le général Ousegu-
en Osabangui, un ancien chef de
l'Etat qui purge une peine de quinze
ans de détention pour complot
contre le régime militaire, se plaint
d'avoir été transféré dans une pri-
son du nord-est, pourvue seule-
ment d'une mosquée, et d'avoir dû
ainsi renoncer à l'enseignement of-
fert aux détenus par des groupes
évangelistes.

Dans un Nigeria déboussolé par la crise, la religion se porte mieux que jamais. Comme en témoigne le nombre impressionnant de mosquées, et surtout d'églises, récemment construites à travers le pays grâce à la « dîme » - 10 % des revenus des fidèles - prélevée par des pasteurs entreprenants qui savent conjuguer discours et manage-

ment. L'essor des communautés pentecôtistes fondées sur des rituels de purification et de « *renaissance* » — les fameux chrétiens « *born-again* » —, est spectaculaire. Elles ont développé une « *doctrine de la prospérité* » qui s'accorde à merveille au matérialisme de la société nigérienne, mais aussi aux aspirations démocratiques bafouées des classes moyennes. Le nouveau converti peut compter sur la toute-puissance de l'Esprit saint pour

transformer sa propre existence, puis, grâce au « pouvoir spirituel » dont il est investi, le monde autour de lui. Parce qu'elles réclament un engagement total et relativisent les liens antérieurs - familiaux ou ethniques -, ces congrégations contribuent à remodeler fortement une société urbaine en pleine mutation.

LA VIERGE D'AOKPE

Les églises anciennement établies, catholique ou protestante, doivent faire face à une rude concurrence. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'enthousiasme, mais aussi l'embarras suscités au sein de la hiérarchie catholique par des « apparitions » de la Vierge auréolée gratifiée, depuis 1992, d'un petit paysanne d'Aokpe, dans l'Etat de Benue. Ce pousseur-village sans eau courante ni électricité, opportunément situé aux confins du sud chrétien et du nord à majorité musulmane, est devenu, ces derniers mois, un lieu de pèlerinage et l'arbre où aime se tenir la jeune visionnaire le domicile épisodique de « Notre Dame d'Aokpe, Médiatrice de toutes les Grâces », comme la nomme une brochure distribuée localement. A la fin de janvier, plusieurs dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux malades, y ont assisté, dans un climat d'extase, à de vives perturbations atmosphériques ainsi qu'à trois messes précédées de confessions monstres.

Pour l'évêque de Makurdi, dont dépend Aokpe, ces apparitions sont « un symbole en soi », au moment où le pays « est considéré comme un lépreux par la commu-

nauté internationale ». Mais, au début de mars, à Lagos, après avoir délibéré à huis clos sur « le don surnaturel de guérison au sein de l'Eglise », la conférence épiscopale a choisi la prudence, annonçant qu'elle allait publier à ce sujet des « consignes » afin de prévenir d'éventuels « abus ».

Les évêques nigériens soulignent en revanche leur « propre responsabilité dans la gestion de la nation entière », marquée au cours des derniers mois par « une série de tragédies ». L'imagination populaire, saturée de références bibliques, a en effet tendance à interpréter les récents événements, notamment l'épidémie de méningite qui frappe actuellement le Nord, et la mort, en janvier, du fils aîné du général San Abacha dans l'accident d'un jet présidentiel, comme autant d'« épreuves » envoyées par le ciel pour briser l'obstination du « pharaon ».

Michèle Maringues

■ Un nombre croissant de militants du Mouvement pour la survie du peuple ogoni (Mosop) cherche refuge au Bénin, pays voisin du Nigeria. Ils affirment vouloir ainsi fuir une nouvelle vague de répression lancée par la junte militaire contre leur minorité, a déclaré, vendredi 29 mars, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Un millier de personnes a déjà franchi la frontière, selon le HCR. L'écrivain Ken Saro-Wiwa, figure de proue du Mosop, et huit autres militants avaient été pendus, en novembre 1995, à Port Harcourt. (AFP)

A l'attention
des membres du G7:

C'est en
24^h Chrono® que
LA REDOUTE
a trouvé une façon
de concilier progrès
économique
et progrès
social.

En 1995, La Redoute a transformé sa livraison 48^h Chrono® en 24^h Chrono®. A cette occasion, elle a élaboré un véritable projet social: réduction du temps

En 1995, La Redoute a transformé sa livraison 46^e Circons en 24^e Circons. A cette occasion, elle a mis en œuvre un véritable projet social : réduction du temps de travail de 39 heures à 37 heures par semaine sans réduction de salaires ; semaines de 4 jours pouvant être modulées selon la charge de travail, à 3 ou 5 jours ; et plus... La Redoute est engagée jusqu'en fin 1996 à créer 150 emplois.

et du conseil régional d'Auvergne, le député du Puy-de-Dôme va créer une Fondation pour la démocratie en Europe. ● ALAIN JUPPÉ a adressé ses félicitations à M. Léotard.

proches, il a été, dans la bataille pour la présidence de l'UDF, celui pour qui on fait campagne, et non pas celui qui fait campagne pour un autre. Voici M. Létord à la tête de la seconde formation de la majorité, position avantageuse pour qui, toujours, nourrit les plus hautes ambitions.

Le fonds de commerce, toutefois, n'est guère florissant. Si l'enseigne fait encore illusion, le maire de Préjuss est engagé à le rénover en coopération avec François Bayrou : « C'est ensemble que nous conduirons l'UDF jusqu'à la bataille de 1998 », a-t-il assuré, dimanche 31 mars, à Lyon. Le ministre de l'éducation l'aura-t-il pris au mot ?

M. Jospin affiche la volonté du PS de bâtir « un nouveau compromis social-démocrate en Europe »

La convention nationale du Parti socialiste a voulu clarifier ses choix européens

La convention nationale du Parti socialiste, à l'initiative de la Gauche socialiste, a adopté à une large majorité, dimanche 31 mars à L'Haj-

les-Roses (Val-de-Marne), son texte sur l'Europe. La Gauche socialiste, dont l'amendement a obtenu 40,7 %, s'est abstenue. Lionel Jospin a vou-

lu clarifier la position du PS, qui devra convaincre une opinion plus réticente et, pour cela, « faire bouger l'Europe ».

LIONEL JOSPIN s'est employé, dimanche, en clôturant la convention nationale du PS, à mettre « un peu de clarté » dans un débat qui, selon lui, a « introduit un doute » sur les positions européennes de son parti : le PS se trouvait en effet dans la situation paradoxale d'avoir approuvé à 93 % un texte qui réaffirmait son choix en faveur de la monnaie unique tout en donnant un « beau succès » (40,7 %), selon la formule de M. Jospin, à un amendement de la Gauche socialiste, qui faisait de la remise en question des critères de convergence de Maastricht un « préalable » au redéploiement de la construction européenne.

La veille, Jean-Luc Mélenchon, porte-parole de ce courant, avait certes assuré qu'il n'y a au PS pas « d'adversaires » de la construction européenne ou de la monnaie unique. Mais il a dénoncé une « construction institutionnelle (...) qui a dû être imaginée par le facteur Cheval » et répété qu'il fallait « tourner la page de Maastricht », « cette machine qui (...) est en train de nous

broyer ». Comme Julien Dray après lui, M. Mélenchon a certifié qu'il ne s'agissait pas d'un « vote de censure », rendant même hommage à la méthode de M. Jospin.

« Tourner la page de Maastricht n'est pas la déchirer », a répliqué le premier secrétaire, qui a souligné le chaud et le froid. Côté chaud, il a signifié qu'il avait entendu le message : il désire aussi « une Europe plus à gauche ». Côté froid, il a insisté sur une position qui « a la particularité d'être européenne ardemment pour le futur, mais européenne tièdement pour le présent ». Il a mis en relief une « divergence nette » sur la monnaie unique, « qui rend les deux textes incompatibles ». Cette analyse aurait pu le conduire, s'il l'avait faite au conseil national du 2 mars, à donner à cet amendement le statut de texte alternatif.

M. Jospin a ainsi engagé son autorité, réitérant sa position, signifiant que c'était désormais celle de tout le PS : « La décision de passer ou non - à la monnaie unique sera une décision politique (...) fondée sur l'examen, éventuellement en tendance, des critères de convergence et notamment des critères budgétaires et d'endettement public, mais aussi sur l'exigence de preuves sociales ». Récusant tout double langage, il a martelé, sous les applaudissements des délégués, que désormais chaque responsable du PS, donc aussi ceux de la Gauche socialiste, devait, non « en rester à sa conviction ancienne », mais avoir « à cœur d'exprimer cette cohérence ».

PASSÉS D'ARMES
Si M. Jospin a affirmé la volonté du PS de « bâtir un nouveau compromis social-démocrate en Europe », il a aussi réservé ses coups à M. Chirac, le prévoyant d'embûches, à propos de sa « diversion » sur l'Europe sociale, que s'il ne « manque pas d'air », ce n'est pas « au point d'opprimer les socialistes ». L'ancien candidat à l'Élysée a attaqué la politique « vivement antisociale » de M. Chirac, jugeant que son memorandum européen se bornait à des « généralités accompagnées de quelques contre-vérités », mais qu'il allait le « prendre au mot ».

La clarification voulue entrera-t-elle dans les faits ? En l'absence de Jacques Delors, excusé, en présence (intermittente) de Laurent Fabius et Michel Rocard, silencieux, le long

débat de samedi a montré, au fil d'une trentaine d'interventions, la persistance d'interrogations et de doutes. Edith Cresson, commissaire européen, s'est livrée à un long plaidoyer.

« Ce qui est sûr, a assuré l'ancien premier ministre, c'est que Maastricht, avec ses avancées et ses faiblesses, est derrière nous. Ce qui est sûr, c'est qu'on ne peut pas à la fois avancer et reculer comme semblent le croire certains. La politique européenne, ce n'est pas le tango argentin. » Ovationné par la salle debout, Henri Emmanuelli, que M. Jospin a de nouveau défendu, sans s'en prendre ni à la justice ni au garde des sceaux, a évoqué « le trouble » des militants. L'ancien premier secrétaire a réaffirmé qu'il fallait clairement poser, lors du passage à la monnaie unique, l'exigence « d'un salaire européen minimum garanti, si nous voulons être crédibles tant aux yeux de l'électorat de gauche qu'aux yeux des partenaires que nous aurons à convaincre demain ».

Chahuté par une partie de l'assistance, applaudie par une autre, Martine Aubry a salué le texte

« fort » et « clair » du PS et s'en est pris directement à l'amendement de M. Mélenchon. « Remettre en cause les critères de la monnaie unique, c'est rejeter les anti-européens », a-t-il lancé dans une atmosphère houleuse. « L'Europe ne se construira pas avec des discours forts et lyriques (...), mais en empruntant les chemins difficiles du réalisme politique. (...) Alors, cher Jean-Luc, tu ne diras pas : « Le monde peut, l'Europe peut, la France peut ; mais l'Europe veut, la France veut ; l'Europe fait, la France fait ».

Animateur de la motion 2 de Liévin (Agir en socialistes), Vincent Peillon a suscité aussi le courroux d'une partie de la salle en reprochant aux responsables de la Gauche socialiste d'être « un peu franchouillards ». Il restait à Marie-Noëlle Lienemann à placer l'amendement de la Gauche socialiste au diapason du mouvement social de 1995 et des autres manifestations d'hostilité au libéralisme de Maastricht : « Les peuples se sont levés. Vous ne les arrêtez pas ! »

Michel Noblecourt

Christian Proust, président du conseil général de Belfort, a été remis en liberté

Il réclame un non-lieu dans l'affaire Gigastorage

CHRISTIAN PROUST, président (Mouvement des citoyens) du conseil général du Territoire de Belfort, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, samedi 30 mars. Il avait été placé en détention provisoire à la prison de Mulhouse, le 15 mars, après sa mise en examen, par le juge d'instruction Christine Schlumberger pour escroquerie (Le Monde daté 17-18 mars). M. Proust était mis en cause pour les subventions apportées par le département à Gigastorage, une entreprise d'informatique soupçonnée par la justice d'être une « coquille vide » abritant des transferts de fonds douteux. Il avait été vigoureusement soutenu par le maire de Belfort, Jean-Pierre Chevènement, dont il est proche, et qui avait fait voter par son conseil municipal, vendredi, une motion réclamant la « libération immédiate » du président du conseil général.

Christian Proust ne mâchait pas ses mots, lundi 1^{er} avril. « Je n'ai toujours pas compris pourquoi j'ai été mis en prison. Et je ne comprends pas pourquoi j'en suis

sorti », nous a-t-il déclaré. Evoquant la situation de Jean-Pierre Mallot, directeur de l'Agence pour le développement économique de Belfort et de son Territoire (ADEBT), mis en examen dans la même affaire et toujours en détention, M. Proust s'interroge : « Pourquoi me libérer moi et le maintenir en prison ? Plus personne ne comprend rien aux motivations de cette magistrature. » Quant à l'attitude du préfet, Jacques Reiller, M. Proust estime qu'il n'a « pas été correct dans cette affaire ».

Convoqué mercredi par le juge afin d'être confronté, pour la première fois, à M. Mallot, Christian Proust estime que « la justice a tous les éléments pour conclure à un non-lieu rapidement », après sa libération et celle, le 27 mars, de Besser Dimitrov, l'investisseur d'origine bulgare à l'origine de Gigastorage. « Les mécanismes de financement de Gigastorage sont parfaitement légaux. La question des fausses factures est levée. Il n'y a aucune autre incrimination », assure-t-il.

G. C.

L'abstention de la Gauche socialiste

Sur 109 111 inscrits, 47 783 militants du PS (46,34 %) se sont exprimés sur le document du conseil national « Mondialisation, Europe, France » : 44 543 voix pour (93,22 %), 907 contre et 2 333 abstentions. L'amendement de « substitution » de la Gauche socialiste a recueilli 18 148 voix (soit 40,74 % des suffrages ayant approuvé le texte du conseil national), 16 877 contre et 4 397 abstentions. Au terme de la commission des résolutions, Pierre-Moscovici, secrétaire national aux études, a indiqué que des amendements, venant notamment des fédérations du Nord, de la Corrèze et de Paris, avaient apporté des « précisions » sur l'Europe sociale, l'élargissement de l'Union et la construction d'une « Europe de gauche ». La Gauche socialiste s'est abstenue sur ce document final, approuvé à main levée par 251 voix pour (83,67 %), 0 contre et 49 abstentions.

« Une conviction européenne plus aigüe »

DANS SON DISCOURS de clôture de la convention du PS, dimanche 31 mars, Lionel Jospin a notamment déclaré : « Je crois que la présence et le vote de l'amendement (de la

Gauche socialiste) ont permis à nombre de militants, après avoir voté le texte principal (...) (de) manifester leur désir d'une Europe plus à gauche. Je suis sensible à cette préoccupation, d'autant que je l'éprouve moi-même. (...) Le courant historique dont nous sommes les héritiers est fondamentalement européen. Rendons ce courant plus navigable pour nos peuples, mais nous commettrions une faute grave si nous changions de lit. »

Pour ce qui concerne la réalisation de la monnaie unique en 1998-1999, notre position n'est pas de fixer à l'avance des conditions, la révision des critères de convergence, dont on sait bien qu'ils ne peuvent être revus. Ou alors il vaudrait mieux dire, dès maintenant, que nous renvoyons à plus tard le passage à la monnaie unique. (...) Mais ce n'est pas notre position. Elle n'est pas non plus (...) de nous lier les mains par avance par rapport à une politique économique et une négociation que nous nous ne conduirons pas. (...) Elle est de réaffirmer une volonté de placer des exigences (...) nécessaires à la réussite, du moins dans l'intérêt des peuples, de l'Union économique et monétaire et d'apprécier, le moment venu (...) la possibilité du passage à la monnaie unique, pour la

France. « Comme vous, je pense qu'un retour à une certaine radicalité, à une certaine netteté de nos positions de gauche est nécessaire. (...) Après tant d'années gestionnaires, (...) une vigueur de ton, une fermeté d'intention étaient (...) nécessaires à notre parti. (...) Je ne sais pas quel sera le sort des urnes en 1998. La victoire n'est nullement certaine même si nous devons la préparer. Parti d'opposition, nous pouvons être au pouvoir bientôt, ce qui suppose que nous ne faisons pas l'impasse sur le monde réel et les exigences effectives. (...) Notre parti sort de cette convention (...) renforcé dans sa conviction européenne, mais une conviction plus aigüe et plus volontariste, clairement orientée à gauche. »

M. Jospin s'en est également pris au « memorandum social » de Jacques Chirac : « On peut voir dans ce positionnement le prolongement à l'échelle européenne mais à usage de la politique intérieure (...) de la stratégie de décapage, président de la République, premier ministre, conduite depuis quelques semaines par Jacques Chirac. (...) Le président ne pourra être épargné durablement par l'effet d'une politique qu'il cautionne et rester indigne de l'épuisement du premier ministre. (...) La France souffre. La France est triste. Un pays où les inégalités se creusent, où le chômage monte, qui sent qu'il n'est pas dirigé d'une façon claire par des hommes divisés et n'ayant pas de vision de l'avenir, ne peut être indulgent. Le président (...) est le premier responsable, il finit toujours par être rattrapé par cette responsabilité. »

A la découverte de l'Ouest
15 jours, 11790 F

Avant de partir,
demandez-lui conseil
à la Cité des voyages.

Chez Voyageurs du monde,
nous venons de là où vous
allez. C'est pourquoi nous pou-
vons vous aider à choisir votre
voyage au Etats-Unis, qu'il
s'agisse d'un circuit organisé,
d'un voyage sur mesure ou
d'un simple vol.

Los Angeles, 3000 F. Exemple :

"A la découverte de
l'Ouest", sur la piste des pion-
niers de la ruée vers l'or, à la
rencontre des grandes métro-
poles, du Grand Canyon et du
désert du Nevada.

A la Cité des voyages, ouverte
7 jours sur 7, vous disposez
également d'une librairie, de
réunions d'information et de
conférences pour préparer votre
départ. Mais contactez-nous ou
rendez-nous visite, nous vous
en dirons plus long que dans
cette annonce.

Astrid Alazard
Conseillère de Voyageurs
en Amérique du Nord
42 86 17 30

Voyageurs
du monde

55 rue Sainte-Anne 75002 Paris - ☎ Pyramides ou Bourse - Lic. LI 075950346
informations complémentaires sur <http://www.vdm.com> ou au 36 68 55 75 (2,23 F TTC la minute)

Prix au départ de Paris à partir de...

Demande d'information
Je souhaite recevoir votre brochure
Voyageurs en Amérique du Nord 1996

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :

LM

Sylvia Bassot (UDF-PR) est élue députée de l'Orne malgré la consigne lancée par le Front national

Un réveil des abstentionnistes a permis à la majorité de stopper une série d'échecs dans les législatives partielles

Sylvia Bassot (UDF-PR) a remporté, dimanche 31 mars, l'élection législative de l'Orne devant l'ancien ministre radical de gauche François

Doubin. Avec 51,89 % des suffrages exprimés au second tour, elle succède à son mari Hubert Bassot, récemment décédé. C'est un échec pour le

FN, qui avait donné comme consigne à ses électeurs de « faire battre tous les candidats de la majorité dans les élections partielles ».

Sylvia Bassot (UDF-PR) est parvenue, dimanche 31 mars, à mettre en échec la consigne lancée par le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, de « faire battre les candidats de la majorité dans toutes les élections partielles » et à stopper une série de défaites enregistrées, ces derniers temps, par la droite.

La candidate, investie par les deux formations de la droite parlementaire, a en effet remporté avec 51,89 % des suffrages exprimés au second tour, contre 48,11 % pour son adversaire, l'ancien ministre François Doubin (div. g.), l'élection législative partielle de la troisième circonscription de l'Orne (Fiers-Argentan). Elle succède à son mari Hubert Bassot (UDF-PR), décédé dans un accident de voiture en décembre.

Avec 41,30 % des voix exprimées au premier tour, et malgré le soutien de Razah Raad (3,97 %), M^{me} Bassot devait, pour l'emporter, attirer des électeurs d'extrême droite ou persuader des abstentionnistes, nombreux le 24 mars, de ne plus boudier les urnes. De 45,67 % au premier

tour, le taux d'abstention est finalement passé à 39,50 % au second. En fait, si M. Doubin est parvenu à recueillir un nombre de voix équivalent à celui qu'il avait obtenu au second tour d'il y a trois ans, il n'en est pas de même pour M^{me} Bassot, qui n'a pu faire aussi bien que les deux candidats de la majorité restés, alors, en lice au cours d'une triangulaire.

Il est vrai que M^{me} Bassot n'a guère bénéficié du soutien des autres élus de son département dont certains contestaient sa candidature. « En politique, la transcription matrimoniale après décès est une grosse erreur », avait ainsi déclaré le député RPR de l'Orne, Yves Deniaud, le sénateur centriste Alain Lambert ajoutant que « c'est étrange, personne ne nous a demandé notre avis sur cette candidature ».

Anticipant une victoire éventuelle de la candidate de la droite, le secrétaire général du Front national, Bruno Collinich, expliquait, samedi 30 mars, que M^{me} Bassot bénéficiait « d'une prime à la veuve ». Il était obligé de reconnaître qu'« Hubert

Bassot avait d'excellentes relations avec le Front national ». Le FN avait même « renoncé à présenter un candidat contre elle » à la cantonale de janvier. Des liens que les électeurs frontalistes de l'Orne ont eu du mal à défaire malgré le mot d'ordre national. Samedi toujours, le secrétaire général expliquait que ce n'était pas « ce résultat qui compte » et qu'en « assumant le risque le FN montre sa détermination à pratiquer la consigne envers tous les candidats de la majorité ».

Le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, a déclaré dans un communiqué, dimanche 31 mars, qu'« une bonne partie des électeurs et des électrices du Front national ont montré avec raison qu'ils n'accepteraient pas de le suivre dans une direction dangereuse pour notre pays ». François Léotard et François Bayrou ont rédigé ensemble un communiqué pour expliquer qu'ils étaient « très heureux de la victoire de Sylvia Bassot ». Ils déclarent notamment que « c'est un magnifique succès, malgré la consigne de l'extrême droite, pour une femme courageuse et battante. C'est aussi un hommage émouvant à la mémoire de son mari, notre ami Hubert Bassot ».

Christiane Chombeau

3^e circonscription (Argentan, Fiers, 2^e tour).
L, 72 707 ; V, 44 011 ; A, 39,46 % ; E, 41 760.

Sylvia Bassot, UDF-PR, c. g., 21 669 (51,89 %). — ÉLUE.

François Doubin, Radical sour. PS, m. d'Argentan, 20 091 (48,11 %).

[24 mars 1996 : L, 72 843 ; V, 39 579 ; A, 45,66 % ; E, 37 885 ; Sylvia Bassot, 15 647 (41,30 %) ; François Doubin, 15 479 (39,57 %) ; Brigitte Lecourt, FN, 5 524 (13,13 %) ; Jean Chastellain, PC, 1 678 (4,02 %) ; Gisèle Lapeyre, LO, 1 650 (4,03 %) ; Razah Raad, div. d., 1 507 (3,97 %). — RALLIEMENT.

28 mars 1993 : L, 72 664 ; V, 34 890 ; A, 24,46 % ; E, 52 176 ; Hubert Bassot, UDF-PR, 20 587 (59,46 %) ; François Doubin, MRR, 19 880 (58,10 %) ; Amory de Saint-Quentin, RPR, 11 709 (32,44 %).

12 juin 1988 : L, 72 176 ; V, 35 740 ; A, 22,77 % ; E, 54 493 ; Michel Lambert, PS, 27 404 (50,28 %) ; Hubert Bassot, UDF-PR, 27 091 (49,71 %).

Europe : M. Delors « absolument » sur la ligne de M. Jospin

APRÈS L'ADOPTION du projet européen du Parti socialiste par 93 % des suffrages au cours d'une convention nationale, dimanche 31 mars (lire page 7), Jacques Delors s'est déclaré « absolument » sur la même ligne que Lionel Jospin. « Ce n'était pas facile pour les militants socialistes, compte tenu du niveau de chômage et de ce qu'on leur a raconté sur la mondialisation des services publics, de faire un texte tout à fait proche de [ses] idées et de celles de François Mitterrand », a déclaré, lundi, sur Europe 1, l'ancien président de la Commission européenne.

Interrogé sur la remise en cause des critères de Maastricht avancée par l'aile gauche du parti, M. Delors a estimé que « si on casse le moteur pour en construire un autre, il faudra peut-être trente ans pour retrouver l'Europe ».

DÉPÊCHES

■ **MAJORITÉ** : Patrick Devedjian (RPR) se donne jusqu'à « la fin de l'année » pour porter un jugement sur l'action future du premier ministre Alain Juppé. « Ou il réussit à unifier la majorité en profondeur, à la rassembler sur le même programme de gouvernement, à lui donner un élan et alors il est très bien placé pour conduire la majorité [aux législatives de 1998], ou il n'y arrive pas et il y a un problème », a indiqué dimanche 31 mars, sur Radio 1, ce député balladurien.

■ **RALLIEMENT** : les deux conseillers municipaux RPR de Pierrefitte (Seine-Saint-Denis), municipalité communiste, ont rejoint les rangs du Front national, pour protester contre la « politique d'immigration » d'Éric Raoult, ministre délégué à la ville et patron du parti néogauchiste dans le département. Fonctionnaire de la Ddte (ex-police de l'air et des frontières), l'un de ces deux conseillers reconnaît avoir toujours eu des idées proches du FN.

■ **SONDAGE** : la cote de popularité de Jacques Chirac est restée stable en mars, selon un sondage IPSOS, réalisé les 22 et 23 mars auprès d'un échantillon représentatif de 957 personnes, publié par Le Point daté 30 mars-5 avril. Selon cette enquête, 43 % des personnes interrogées portaient, comme en février, un jugement favorable sur l'action de Jacques Chirac, contre 51 % (+1 point) d'avis contraire. Le premier ministre recueille 30 % d'opinions positives (+1 point), les jugements défavorables progressant de 2 points à 65 %.

■ **MANIFESTATION** : plus de 5 000 personnes ont participé à Dole (Jura), dimanche 31 mars, à un rassemblement national, organisé par une quinzaine de mouvements, associations et syndicats, pour l'abandon définitif du projet de loi sur le grand gabarit Rhin-Rhône. Présente dans le cortège, Dominique Voynet, porte-parole des Verts, a exhorté les Franco-Catalans à « ne pas vendre, ne serait-ce qu'un seul mètre carré de notre terre, aux promoteurs » du projet.

■ **RADICAL** : Le secrétaire national de Radical a décidé de ne pas se pourvoir en cassation, après l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris, condamnant le mouvement présidé par Jean-Michel Baylet à changer d'étiquette (Le Monde du 28 mars). « Nous ajoutons d'ici à quatre mois un adjectif à notre nom », a indiqué M. Baylet.

Une élection cantonale et trois municipales

LOIRE-ATLANTIQUE

Canton de Varades (2^e tour).

L, 5 403 ; V, 3 710 ; A, 31,33 % ; E, 3 614.

Claude Bédout, PS, 1 903 (52,65 %). — ÉLUE.

Etienne Foncher, div. d., 1 711 (47,40 %).

[Le socialiste Claude Bédout conserve à la gauche le siège de Varades (Loire-Atlantique) à la suite du décès du conseiller général socialiste. Dans ce canton argillé à la droite des autres cantons, M. Bédout l'emporte avec une marge de plus de 5 points d'avance sur son adversaire de droite, malgré en titre au premier tour. Il semble avoir obtenu l'adhésion de l'abstention de consigne de vote de Jean Chastellain (div. d.) éliminé au premier tour.

24 mars 1996 : L, 5 403 ; V, 3 454 ; A, 36,07 % ; E, 3 361 ; Etienne Foncher, div. d., 1 373 (40,85 %) ; Claude Bédout, PS, 1 387 (35,31 %) ; Jean Chastellain, div. d., 523 (15,62 %) ; Christophe Bouquet, FN, 130 (3,86 %) ; Philippe Crozier, Verts, 90 (2,67 %) ; Claude Gaudin, PC, 56 (1,66 %).

29 mars 1992 : L, 5 286 ; V, 4 228 ; A, 30,02 % ; E, 4 126 ; Alexandre Gautier, PS, 2 159 (51,93 %) ; Etienne Foncher, div. d., 1 967 (47,67 %).

SEINE-MARITIME

Dieppe (2^e tour).

L, 24 466 ; V, 17 262 ; A, 31,5 % ; E, 16 773.

Christian Cavellier, PCF, 9 075 (54,1 %). — ÉLUI.

Edouard Levesau, RPR, 7 698 (45,9 %).

[Christian Cavellier, maître serrurier (PCF), retrouve plus facilement que prévu l'habit de ville de Dieppe à la tête d'une liste d'union de la gauche, qui l'a emporté avec près de 10 points d'avance sur celle du député (RPR) Edouard Levesau. En juin 1995, l'écart n'était que de 94 voix, ce qui avait permis à M. Levesau d'obtenir l'annulation de l'élection, un tract le mettant en cause ayant été distribué deux jours avant le scrutin. M. Levesau a fait le plein des voix qu'il s'était portées sur un candidat UDF au premier tour, un apport insuffisant en raison de son retard initial du premier tour sur la gauche. Les électeurs du Front national semblent avoir largement reporté leurs suffrages sur la liste du maître serrurier.

24 mars 1996 : L, 24 466 ; V, 17 035 ; A, 30,30 % ; E, 16 664 ; Un. g. (Cavellier, PC, m.), 7 819 (46,52 %) ; RPR (Levesau, RPR), 5 366 (31 %) ; UDF (Rouilleux, UDF-RD), 1 978 (11,87 %) ; FN (Lehoucq), 1 278 (7,67 %) ; Eac. g. (Demogout), 425 (2,54 %).

18 juin 1995 : L, 24 528 ; V, 17 496 ; A, 28,67 % ; E, 17 032 ; Un. g. (Cavellier, PC), 8 558 (50,25 %) ; Un. d. (Levesau, RPR), 8 474 (49,75 %).

YVELINES

Château (2^e tour).

L, 17 244 ; V, 7 935 ; A, 54,9 % ; E, 7 761.

Christian Bédout, RPR, 4 169 (53,8 %). — ÉLUI. Yves-Gérard Sillas, div. d., 2 316 (29,8 %).

[Christian Bédout (RPR) retrouve au milieu de Château et obtient deux sièges de plus qu'en juin 1995, augmentant son score de près de 12 points. En revanche, Yves-Gérard Sillas (div. d.) perd deux sièges et près de 10 %. La socialiste Jacqueline Rouzeau conserve ses trois sièges. En 1995, Yveline entre MM. Bédout et Sillas n'était que de 249 voix. Il est cette fois de 1 059 voix. L'élection municipale de Château avait été annulée en décembre par le tribunal administratif de Versailles, qui avait reproché à M. Bédout d'avoir utilisé entre les deux tours le fichier des demandeurs d'emploi prêt par l'ANPE.

24 mars 1996 : L, 17 948 ; V, 10 091 ; A, 54,91 % ; E, 7 976 ; Un. d. (Bédout, RPR, m.), 57 085 (47,42 %) ; div. d. (Sillas), 1 901 (23,83 %) ; PS (Rouzeau), 1 086 (13,61 %) ; FN (Sillas), 527 (6,60 %) ; div. d. (Rouzeau), 439 (5,25 %) ; PC (Pham), 280 (3,25 %).

18 juin 1995 : L, 18 064 ; V, 10 300 ; A, 42,98 % ; E, 10 095 ; Un. d. (Bédout, RPR), 4 250 (42,31 %) ; div. d. (Sillas), 4 001 (39,64 %) ; PS (Rouzeau), 1 842 (18,25 %).

YVELINES

Elancourt (2^e tour).

L, 14 493 ; V, 8 080 ; A, 46,1 % ; E, 7 813.

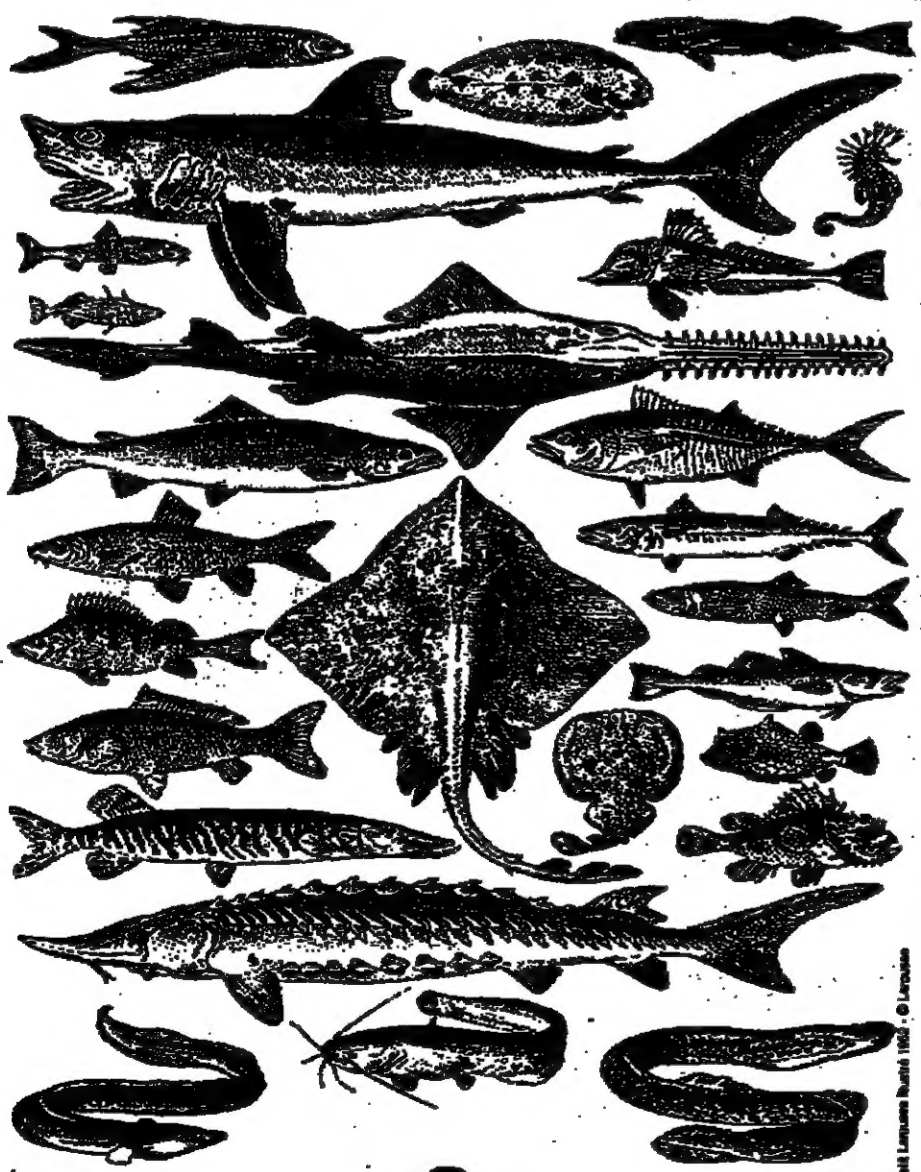
Jean-Michel Fourgous, RPR, 3 968 (50,8 %). — ÉLUI. Alain Danet, PS, 3 845 (49,2 %).

[Avec 123 voix d'avance sur Alain Danet, maître serrurier d'Elancourt, le député (RPR) Jean-Michel Fourgous remporte 27 des 35 sièges au conseil municipal. L'élection de M. Fourgous, qui avait déjà succédé à Guy Malendin (PS) au siège de député en 1994, va modifier le rapport de forces entre la droite et la gauche, celle-ci étant majoritaire au sein du syndicat d'agglomération de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. Malgré les consignes de vote, les électeurs du FN n'ont pas reporté, au second tour, leurs suffrages sur le candidat PS pour faire échec à la liste RPR-UDF. L'élection municipale d'Elancourt avait été annulée en décembre par le tribunal administratif de Versailles, qui avait contesté la présence sur la liste de M. Danet d'un candidat ayant obtenu 501 voix au premier tour, mais dont la liste présentait un vice de forme.

24 mars 1996 : L, 14 493 ; V, 7 990 ; A, 46,1 % ; E, 7 813 ; Un. g. (Danet, PS, m.), 3 430 (44,93 %) ; Un. d. (Fourgous, RPR), 3 253 (42,01 %) ; FN (Ponthouze), 704 (9,22 %) ; div. g. (Danet), 284 (3,72 %).

18 juin 1995 : L, 14 340 ; V, 7 833 ; A, 34,78 % ; E, 9 081 ; Un. g. (Danet, PS), 4 674 (51,47 %) ; Un. d. (Fourgous, RPR), 4 407 (48,53 %).

Opel n'a pas attendu le premier avril pour faire attention aux poissons.



Opel a été le premier constructeur généraliste en Europe à vous proposer une gamme essence puis Diesel entièrement catalysée. Opel a également été le premier construc-



teur en Europe à mettre au point un nouveau système de peintures hydrosolubles non polluantes, pour un plus grand respect de notre environnement et notamment de nos rivières.

OPEL

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 2 AVRIL 1996

POLICE Trois jours après la fusillade de Roubaix au cours de laquelle cinq malfaiteurs ont trouvé la mort, les enquêteurs ont retrouvé dans les débris de la maison où s'étaient

réfugiés les membres du groupe des documents attestant de leurs liens avec les milieux islamistes. **POUR TANT, SELON LE GARDE DES SCEAUX, Jacques Toubon, c'est le**

parquet de Lille - et non la quatorzième section « anti-terroriste » du parquet de Paris - qui devrait ouvrir une information judiciaire. Cette déclaration, faite au cours du Grand

Jury RTL-Le Monde, a suscité des réactions de « colère » et d'« incompréhension » chez certains responsables de la lutte antiterroriste. **POUR SA PART, la police ne**

comprend pas le but visé par les membres de la bande, auteurs d'attentats à main armée bâclées et souvent infructueuses.

L'affaire de Roubaix suscite une controverse au sein de la police

Tandis que le gouvernement continue de privilégier la piste du grand banditisme, certains policiers et magistrats spécialisés dans la lutte anti-terroriste souhaitent être saisis de l'enquête

TROIS JOURS après la fusillade de Roubaix qui, vendredi 29 mars, avait opposé des policiers du RAID à un groupe de malfaiteurs (Le Monde du 30 mars et daté 31 mars-1^{er} avril), le garde des sceaux, Jacques Toubon, invité du Grand Jury RTL-Le Monde, a, tout en évoquant « des éléments qui se rattachent à l'islam », estimé qu'il s'agissait d'une « affaire de banditisme de droit commun ». Selon M. Toubon, c'est d'ailleurs le parquet de Lille qui devrait ouvrir une information judiciaire, et non la quatorzième section du parquet de Paris, compétente pour des faits en relation avec le terrorisme sur l'ensemble du territoire français.

La ligne ainsi fixée par le mi-

nistre de la justice a provoqué des réactions d'« incompréhension », voire de « colère » chez certains responsables de la lutte antiterroriste, confiant, lundi matin 1^{er} avril au Monde une source policière. Les enquêteurs ont en effet découvert, parmi les débris de la maison dans laquelle s'étaient réfugiés les membres du groupe de Roubaix, et qui a presque entièrement brûlé, une série de documents attestant des contacts existant entre les malfaiteurs - dont cinq ont été tués - et certains milieux islamistes.

Dans son édition du 31 mars, Le Journal du dimanche précisait qu'avaient notamment été retrouvés plusieurs textes en langue arabe, un Coran, ainsi qu'un nu-

méro d'Al Ribat, l'un des journaux officiels des chefs exilés du Front islamique du salut (FIS) et, surtout, une édition d'Al Tabaïrat, publication de l'Armée islamique du salut (AIS), la branche armée du FIS.

LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

Édité en Grande-Bretagne, ce bulletin, dont la diffusion est interdite en France, serait imprimé en Allemagne par des militants islamistes - connus de plusieurs services de renseignement européens - adressé par télex aux « contacts » de l'AIS en Europe, puis reproduit et distribué clandestinement.

D'autres documents sont en cours d'examen, parmi lesquels

un ensemble de « correspondances avec des pays étrangers », a indiqué au Monde une source proche de l'enquête. Ces lettres accréditeraient, selon cette source, la thèse de « contacts étroits avec certains milieux islamistes ». En outre, des écoutes téléphoniques avaient été posées par les policiers sur les lignes des membres du groupe. Plusieurs des conversations ainsi interceptées possédaient « une connotation fortement religieuse », indiquait-on de même source. L'un des membres du groupe, Christophe Caze, un Français âgé de vingt-sept ans, tué par les gendarmes belges alors qu'il cherchait à s'enfuir sur l'autoroute Lille-Gand, s'était récemment

converti à l'islam. Ayant suivi des études de médecine, il s'était rendu il y a quelques mois en Bosnie, afin d'effectuer un stage pour le compte d'une « organisation humanitaire ». Or, les enquêteurs savent que ce type de stage a régulièrement été utilisé par les ré-

asants qu'à la PJ de Lille. Les enquêteurs de la sixième division de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ), spécialisés dans l'antiterrorisme, présents lors de la prise d'assaut de la maison par le RAID à titre d'« observateurs » ne sont officiellement pas concer-

M. Debré évoque « d'autres paramètres »

Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, a estimé, dimanche 31 mars à Evreux, qu'il n'était « pas impossible qu'il y ait d'autres paramètres » que le grand banditisme dans l'affaire de Roubaix. « Il n'est pas impossible que les milieux du banditisme fréquentent certains milieux proches de l'islam », a déclaré le ministre, qui a ajouté que l'on ne pouvait pas dire « à l'heure actuelle, compte tenu de nos investigations, que ceux qui ont agi ont agi avec des instructions », liées à « un réseau de l'étranger ». « Il ne faut pas tirer de conclusions trop hâtives », a conclu le ministre. Dès vendredi, quelques heures après la fusillade de Roubaix, M. Debré avait affirmé que cette affaire était de « droit commun » et n'avait « rien à voir » avec le terrorisme ou l'islamisme. Jacques Toubon, ministre de la Justice, a également estimé, dimanche, qu'il s'agit « d'une affaire de banditisme de droit commun ».

Les drôles de gangsters du 59, rue Henri-Carette

ROUBAIX de notre envoyé spécial

En gare de Roubaix, samedi 30 mars, à 15 h 53, deux moines bouddhistes descendant du TGV de Paris, vêtus de robes safran et de toques de fourrure beige, se frayent un chemin parmi les quelque trente CRS qui patrouillent dans la gare. Les moines sont guillerets, rient très fort, des moine-lions les attendent, prennent leurs bagages. Ils savent que ce n'est pas eux que l'on cherche. Dehors, c'est moins gai. La ville est déserte. Le seul taxi qui finit par s'arrêter et accepte de parler de la fusillade de vendredi matin, des truands « de grand banditisme », pour citer l'analyse faite à chaud par Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, est catégorique : « A mon avis, c'est tout simplement des cons... »

Le diagnostic est sans doute un peu abrupt. Il a au moins l'excuse d'exprimer à quel point on n'y comprend rien, dès lors qu'on veut voir dans les forcenés du 59 de la rue Henri-Carette de simples gangsters, même qualifiés d'« aploques ». On connaît la liste des agressions qui ont endeuillé la région. Le 27 décembre 1995, dix hommes attaquent un fourgon de la Brink's à la sortie d'autoroute de Lille-Esquin. Le chauffeur est tué, les recettes de plusieurs hypermarchés (10 à 15 millions de francs) disparaissent. Du travail de grands bandits classiques.

Le 27 janvier, autre attaque, sur un parking de supermarché de Croix, où des policiers étaient en planque. Les bandits ne sont plus les mêmes apparemment, et les premiers bandits, ceux du 27 décembre, sont dissociés de la série qui commence. Ceux-ci sont lourdement armés et visent posément, pour tuer. Le 8 février, plusieurs individus surarmés, attaquent une superette dans le quartier du Fresnoy, à Roubaix, s'affolent, tirent n'importe comment, partent sans butin. Dans leur fuite, ils tombent nez à nez avec une BMW, dont le chauffeur tente de s'échapper en marche arrière. Tir d'armes automatiques. On trouve la tête du chauffeur sur le siège du « mort ». Le 25 mars, sur le parking d'Auchan à Leers, ils attaquent un fourgon de la Brink's au kalachnikov et au lance-roquettes. Ils repartent bredouilles.

Les enquêteurs identifient quatre individus, trois Marocains d'une trentaine d'années, Omar Zemmiri, locataire du 59 rue Carette, Rachid Souidji, Saïd El Lahar, et un Algérien de cinquante-trois ans, Tesli Bel Achem. On envisage de les arrêter, mais après la tenue du G7 à Lille, pour éviter toute panique. Ce qui déclenche prématurément l'intervention du RAID, c'est la découverte devant le commissariat central de police de Lille, jeudi 28 au soir, d'une 205 contenant trois bouteilles de gaz et dans laquelle se produisent une petite détonation.

Bombe ratée, petite provocation ? La police ne veut pas risquer

plus gros pendant le G7. A 6 h 20, vendredi matin, le RAID encercle le 59, rue Henri-Carette. Des coups de feu partent de la maison, les hommes du RAID ripostent en proportion, et les proportions prennent une grande ampleur. Grenades, pistolets-mitrailleurs, les quatre occupants de la maison tirent plus de mille cartouches dans une fusillade qui dure près de vingt minutes, avant que le plancher et le toit de la maison s'effondrent en flammes. Les quatre occupants sont morts carbonisés, deux policiers sont blessés. Dimanche soir, les policiers ne connaissent pas l'identité de tous les malfaiteurs abattus.

Deux autres individus, dans le même temps, échappent à l'équipe du RAID, sans doute parce qu'ils n'occupaient pas la maison. Interpellés par la gendarmerie royale belge non loin de Courtrai, les deux hommes sont en train de se disputer violemment. La fusillade éclate avec la police. Christophe Caze, un jeune homme récemment converti à l'islam, est tué. Son complice, blessé, s'enfuit, prend deux femmes en otages dans une maison voisine, avant de se rendre. Il pourrait s'agir d'Omar Zemmiri. C'est le seul survivant du « gang » qui puisse encore parler.

Ils prennent leur propre voiture, partent sans emporter la caisse, utilisent des armes lourdes pour des actions bâclées et infructueuses

De toutes les énigmes non résolues de cette affaire de « haut banditisme », la moindre n'est pas celle qui tient aux motivations des acteurs et à leur psychologie déconcertante. Aujourd'hui, le 59, rue Henri-Carette est une coquille vide et fumante. Les voisins, des deux côtés, ont eu très chaud. Une partie de leur toit a brûlé, ainsi que les fils du téléphone. Dans la maison en face du 59, la fenêtre est percée de plusieurs trous ronds : des balles qui se sont fichées dans le mur de la chambre, au-dessus d'une dame qui dormait au moment de l'assaut. On ne comprend pas ce qui s'est passé avec ces gens du 59, apparemment tranquilles, chez lesquels on a retrouvé un Coran, mais la belle affaire : il y en a chez tout le monde dans le quartier de l'Alma. Des documents du FIS auraient été saisis également, encore à l'étude chez les enquêteurs, dimanche soir.

La police ne plus ne comprend pas le but visé par les malfaiteurs. Une audace et une détermination incroyables, une absence totale

d'hésitation avant de tuer. L'argent ? De ce côté, on n'imagine pas bandits plus bêtes. A plusieurs reprises, ils utilisent leur propre voiture, avec les papiers en règle. Ils partent sans emporter la caisse, ils attaquent un fourgon quand celui-ci ne contient que... les recettes de la cafétéria. Ce ne sont pas les « vrais » bandits du 27 décembre, assurément. Ils utilisent des armes lourdes, des lance-roquettes, pour des actions bâclées et infructueuses. On retrouvera dans les débris du 59 six kalachnikov. Quant à la 205 piégée, elle l'était si

mal qu'elle a fait long feu. Et pour quoi une voiture piégée, sinon pour provoquer, sans espoir de ne rien récolter d'autre que des balles dont peu ont été perdues ?

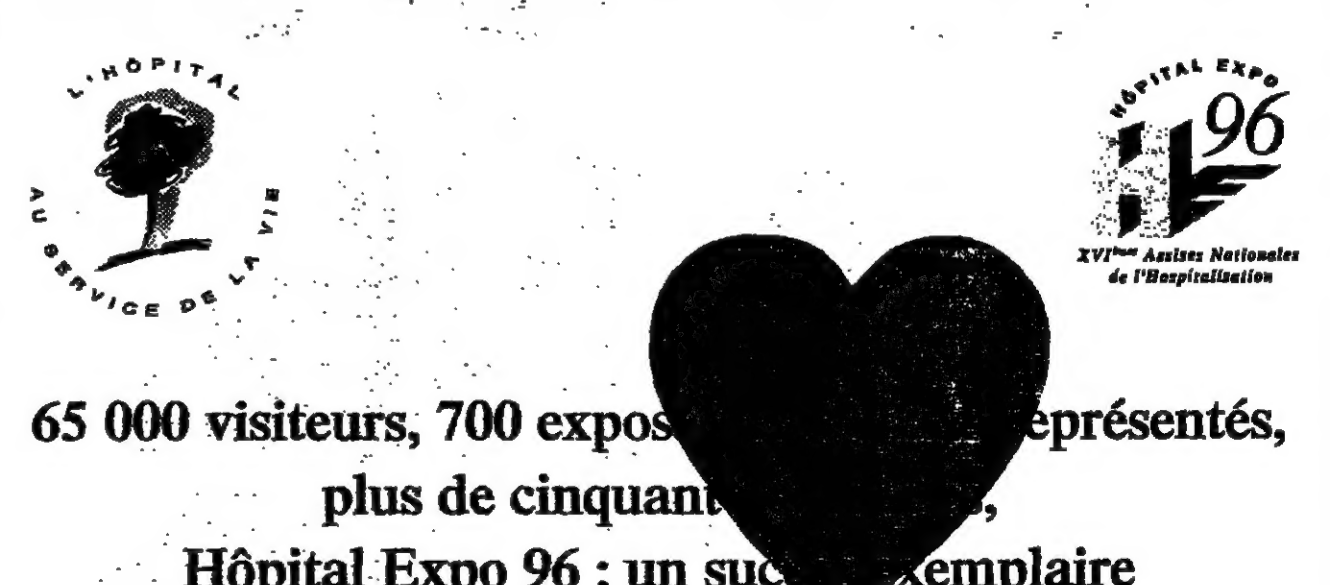
Certains ont tendance à voir la main cachée des islamistes derrière les réponses possibles. Le maire de Roubaix, René Vandierendonck, met en garde contre la tentation de l'« islamisme ». En attendant la suite de l'enquête, le terme de « grand banditisme » paraît bien inapproprié.

Michel Braudeau

seaux du GIA pour la formation para-militaire des sympathisants ralliés à leur cause. De même, la plupart des enquêtes conduites avant et après les attentats de 1995 ont montré que des passerelles existaient entre le banditisme classique - attaques de banques ou de transporteurs de fonds, trafic de drogue, voire proxénétisme - et l'activisme islamiste.

Pour l'heure, l'enquête est toujours confiée à l'Office central de répression du banditisme (OCRB)

Hervé Gattegno



65 000 visiteurs, 700 exposés représentés, plus de cinquante expositions, Hôpital Expo 96 : un succès exemplaire

Rendez-vous en 1998 autour de « l'Hôpital et ses Techniques »

En partenariat avec les industriels, les chambres syndicales et les organisations professionnelles

HOPITAL EXPO

Sous l'égide de la F.H.F

Fédération Hospitalière de France - 33, avenue d'Italie - 75013 Paris

Le président du club de football de Calvi a été assassiné à Hyères

Son ami, l'ancien entraîneur Rolland Courbis, a été blessé dans la fusillade

Dominique Rutly, président du club de football de Calvi, a été tué, samedi 30 mars, à la fin d'un match opposant son équipe à celle d'Hyères. Son

ami, l'ancien entraîneur Rolland Courbis, a été grièvement blessé. Les enquêteurs penchent pour la thèse d'un règlement de comptes. Condamné

en 1990 à quatre ans de prison pour participation à un hold-up, Dominique Rutly est décrit comme un membre important du milieu corse.

TOULON

de notre correspondant
Dominique Rutly, trente-cinq ans, président du club de football de Calvi (Haute-Corse), a été mortellement blessé, samedi 30 mars vers 20 heures, à la sortie du stade Perruc, à Hyères (Var), où il venait d'assister à un match opposant son équipe à celle du club hyérois. L'ancien entraîneur Rolland Courbis, qui l'accompagnait, a été grièvement blessé d'une balle à l'abdomen. Selon les premiers éléments de l'enquête, les deux hommes sont tombés dans un véritable guet-apens.

A peine la centaine de spectateurs de cette rencontre de nationale 3 s'étaient-ils dispersés que Dominique Rutly et Rolland Courbis empruntaient une rue proche du stade et déboulaient sur le parking de la Blaucarde, où était garé leur véhicule. Ils étaient pressés de rejoindre la capitale monégasque afin d'assister à la fin de la rencontre entre Cannes et Monaco. Ils n'avaient pas atteint leur voiture que trois ou quatre hommes jaillirent de la pénombre et firent feu sur eux en trois coups avec des armes de gros calibre (9 mm et 11,43 mm). Les policiers devaient retrouver une quinzaine de douilles sur les lieux de l'agression.

S'acharnant plus particulièrement sur Dominique Rutly, les meurtriers l'atteignirent à plusieurs reprises dans le dos et à la tête, le

blessant mortellement avant de s'enfuir à bord d'une voiture garée à proximité. Pour sa part, Rolland Courbis, touché à l'abdomen, était rapidement évacué sur l'hôpital d'Hyères, opéré et gardé en observation sans que son état inspire d'inquiétude. Ne perdant pas connaissance, il s'est même inquiété, avant son opération, du score de la rencontre monégasque à laquelle il n'avait pu assister.

Dimanche, il a été entendu par les enquêteurs dans sa chambre, interdite à toute visite et placée sous la protection de plusieurs policiers. Ancien capitaine et entraîneur du Sporting club de Toulon, puis de Bordeaux, d'Endoume et de Toulouse, Rolland Courbis, quarante-trois ans, était en disponibilité du ballon rond depuis son départ de Toulouse. Il était devenu conseiller technique, président d'honneur du club de Calvi et ami personnel de Rutly, avec lequel il partageait son goût des pelouses et des tapis verts.

C'est certainement sa passion du hasard qui avait valu à Courbis une mise en examen, en 1991, pour faux en écritures commerciales, abus de confiance et recel, liée à la gestion du club de football toulonnais. Cette affaire de fausses factures lui avait valu d'être écroué pendant quatre-vingt-dix-huit jours. En février 1995, il avait été condamné à trois ans de prison avec sursis et 300 000 francs d'amende. En revanche, au mois de janvier, la cour

d'appel d'Aix-en-Provence confirmait sa relaxe pour une affaire de baronnage au casino du Palm Beach de Cannes, dans laquelle il avait été impliqué avec sa compagne, la comtesse Marie-Louise Rizzo.

Dominique Rutly bénéficiait sur l'île d'une protection permanente et rapprochée donnant à penser qu'il pouvait être un membre influent du milieu corse

Dominique Rutly, lui, « était un gros poisson », à en croire l'un des enquêteurs, convaincu que ce sont des spécialistes qui ont fait le coup. « Et ça n'est pas un hasard, s'il s'est fait tuer à Hyères car il était seul, sans son escorte habituelle. » Condamné, en septembre 1990, à quatre ans de prison par la cour d'assises des Alpes-Maritimes pour sa participation à un hold-up

contre une agence du Crédit agricole de Nice en 1987, Dominique Rutly s'était fait remarquer par un train de vie exceptionnel dès sa libération. Patron d'immenses et de discothèques dans la région de Calvi et d'Ille-Rousse, il avait su faire preuve de qualités de manager exceptionnelles après avoir été le président fondateur du club de football de Calvi qu'il avait emmené en division d'honneur, tout en faisant partie du comité directeur du SC Bastia.

Son frère Alexandre, adjoint au maire de son village natal, Calanzana, avait été condamné en 1986 à la fermeture de sa boîte de nuit, Le Challenger. Dominique Rutly bénéficiait sur l'île d'une protection permanente et rapprochée qui donne à penser qu'il pouvait être un membre influent du milieu corse. « Il était un des responsables très discrets de la bris de mer », dit un enquêteur, ce groupe mafieux méditerranéen travaillant dans le grand banditisme et dont il serait peut-être un peu hâtif d'affirmer qu'il n'a aucun lien avec certains mouvements indépendantistes corses.

Samedi soir, Dominique Rutly était armé, mais ses agresseurs ne lui ont pas laissé le temps de riposter. « Sa mort sera certainement vengée », estime un ancien commissaire de police toulonnais qui connaissait bien Rutly.

José Lenzini

Le consommateur est sensible aux thèmes humanitaires et sociaux

LA NOTION d'« achat utile » a changé de dimension. De plus en plus, elle concerne non pas le consommateur-individu mais le consommateur-citoyen. Ces dernières années, se sont multipliées les campagnes de promotion de produits soutenant financièrement une « bonne cause » (humanitaire, écologique ou sociale sur le plan national ou international), une modeste partie du prix de vente étant reversée à une association, assez crédible pour inspirer confiance. Désormais, on parle donc de « consommation engagée ».

Idées à la demande de « assurance » de l'individu, ces pratiques qui mettent parfois mal à l'aise — une cause humanitaire ou sociale est aussi un excellent argument publicitaire, sans compter la difficulté de comparer engagements proclamés et comportements avérés — ne laissent pas le public indifférent, estime le Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) dans une étude réalisée à partir d'une enquête menée en novembre et décembre 1995 à partir d'un échantillon représentatif de 1 090 personnes.

La proportion de consommateurs qui, devant des produits réalisés par des industriels soutenant une cause humanitaire, admettent être tentés à l'achat est passée de 40 % en 1992 à 54 % en 1995. Néanmoins, le thème qui reçoit le plus d'écho est celui du « made in France » : quatre Français sur

cinq se disent très sensibles à cet aspect des choses. Le consommateur se préoccupe également du respect de l'environnement (à l'égard de ses employés (69 %), de la présence de garanties écologiques (65 %), de l'origine régionale du produit (62 %) et enfin du soutien à une cause humanitaire.

« ACHETER FRANÇAIS »

Les grandes causes humanitaires mobilisent surtout aux deux extrémités de la pyramide des âges (les moins de 25 ans et les plus de 55 ans), alors que la défense de l'environnement fait recette parmi les femmes et les classes moyennes, notamment les employés. Par ailleurs, deux tiers des retraités se rallient au slogan « Acheter français » (contre un peu plus de la moitié pour l'ensemble de la population). L'origine régionale d'un produit retient surtout l'attention des ruraux : la moitié des résidents des communes de moins de 20 000 habitants (contre 38 % en moyenne nationale) se déclarent disposés à soutenir la production régionale. Le résultat est presque aussi élevé parmi les retraités.

Le Credoc s'est également penché sur la pratique de certaines entreprises qui affichent leur propre philosophie sociale sous forme de grands engagements (respect des salariés, sous l'angle de

l'égalité des sexes, de la formation de jeunes, du refus d'utiliser les licenciements autrement qu'en dernier recours, par exemple). « Assez courant aux États-Unis, ce type d'engagement est tout juste en train d'apparaître en France. Par exemple, ce sera d'abord les artisans et petits commerçants qui se déclareront les plus incités à l'achat par un engagement du fabricant à respecter ses employés », constate l'étude. Explication avancée : « Ces catégories sont davantage sensibilisées à ce critère car elles sont les plus menacées par les restructurations. »

Enfin, le Credoc relève le comportement spécifique des catégories aisées (diplômés de l'enseignement supérieur, cadres supérieurs), qui se disent fort peu sensibles aux sirènes de la consommation citoyenne ainsi qu'à la publicité. « Se sentant habitués à exercer leur esprit critique, ces catégories se déclarent réticentes face à ce qu'elles perçoivent d'abord comme des tentatives de manipulation. Il n'est pas dit, cependant, qu'en pratique elles ne soient pas tout autant influencées et manipulées que les autres consommateurs », conclut le Credoc.

Jean-Michel Normand

★ « La consommation « engagée » progresse », revue du Credoc, n° 106, mars 1996.

Réfugiées à la Cartoucherie de Vincennes, les familles maliennes demandent un médiateur

UN RASSEMBLEMENT, un appel en leur faveur et la mise à disposition de plusieurs salles : le week-end des 30 et 31 mars a été chargé pour les familles maliennes évacuées, il y a dix jours, de l'église Saint-Ambroise et du gymnase Japy, dans le 11^e arrondissement, à Paris. Derrière quelques dizaines d'Africains encadrés par Mgr Gallot et les militants de Droits devant 1, seules les organisations d'extrême gauche (Ligue communiste révolutionnaire, SUD, AREV, Ras Front, Fédération anarchiste, Refex, CNT) ont alimenté les rangs de la manifestation qui a réuni deux mille personnes, samedi 30 mars, de Denfert-Rochereau à Saint-François-Xavier.

Le retrait des associations antiracistes témoignait du trouble jeté chez les militants par l'irruption des familles africaines sans papiers dans le débat sur l'immigration. L'omniprésence de slogans radicaux réclamant « des papiers pour tous les immigrés » a dissuadé les organisations modérées de participer à la manifestation. SOS-Racisme notamment, qui tente, pour quelques familles, une médiation avec l'archevêché de Paris,

brillait par son absence, et la vingtaine d'adhérents du MRAP présents, secrétaire général en tête, avaient été relégués en fin de cortège. Les dirigeants de Droits devant 1 eux-mêmes rejetaient les mots d'ordre durs, préférant marcher derrière une banderole plus modeste : « Solidarité avec les réfugiés de Saint-Ambroise. Droits des étrangers = droits de l'homme. La démocratie est en jeu. »

La plupart des familles maliennes n'avaient en revanche pas fait le déplacement. Après dix jours d'errance à travers Paris, elles disposent, depuis vendredi, d'un lieu d'accueil plus stable : la Cartoucherie. Les troupes théâtrales installées au cœur du bois de Vincennes ont mis à leur disposition deux salles. La cafétéria du Théâtre de la Tempête a été transformée en salle de réunion et avant chaque spectacle Ariane Mnouchkine organise une quête après un discours de soutien. La directrice du Théâtre du Soleil a posé une condition avant de recevoir les familles : ne pas accepter de personnes supplémentaires. Une liste a donc été établie et les nouveaux venus sont systématiquement refusés. Elle a également

averti que la troupe partant en tournée, tous devront quitter la Cartoucherie le 10 avril. Les associations qui encadrent le mouvement entendent donc profiter du répit pour « élargir l'action ». Les artistes vont être sollicités et un texte « rassembleur », réclamant un médiateur, est en cours de rédaction.

Moins consensuelles, une centaine de personnalités ont lancé, vendredi 29 mars, un « appel, en solidarité aux étrangers », pour exiger l'abrogation des lois Pasqua. Elles invitent les citoyens à « pratiquer [eux-mêmes] le droit d'asile bafoué par [leur] et à « désobéir par tous les moyens à [leur] disposition » à des lois « iniques et immorales qui transforment la délation et la discrimination en devoirs ». Parmi les signataires, on relève des intellectuels d'origines diverses : le sociologue Pierre Bourdieu, Henri Maler, le directeur de la revue Esprit, Olivier Mongin, l'historien Pierre Vidal-Naquet, mais aussi l'actrice Marina Vlady et l'ancien évêque d'Evreux Jacques Gallot.

Nathaniel Herzberg

L'Observatoire des prisons réservé sur la réforme de la discipline

L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL des prisons (OIP), qui a pour mission de surveiller les conditions de détention des prisonniers, estime que la réforme de la procédure disciplinaire présentée aux organisations syndicales le 8 février est un « net progrès ». Elle se félicite notamment que le texte définisse clairement les infractions disciplinaires, qui seront désormais classées en trois catégories en fonction de leur gravité (Le Monde du 15 février).

L'OIP estime cependant que le projet ne garantit pas suffisamment les droits de la défense. « Le détenu reste seul devant la commission de discipline, sans assistance ni consultation de son dossier autre que le procès-verbal du surveillant qui lui a été notifié, et sans information de ses droits autre que le recours hiérarchique devant le directeur régional ». L'Observatoire souhaite qu'un avocat puisse intervenir dans les cas les plus graves, notamment lorsque qu'un isolement ou un confinement préventif ont été décidés.

Une femme agressée dans un train au milieu de l'indifférence générale

UNE FEMME de 48 ans, passagère d'un train Paris-La Rochelle, a été violemment agressée vendredi 29 mars, sans qu'aucun des passagers présents ne vienne à son secours. La victime, qui se rendait à Poitiers, remontait le train en prévision de son arrivée. En traversant une voiture de première classe quasi-déserte, elle a été agressée par un voyageur armé d'un couteau qui l'a frappée et a tenté de la violer. Un agent commercial de la SNCF qui passait n'a pas porté secours à la victime, l'agresseur lui ayant affirmé qu'il ne s'agissait que d'une dispute conjugale. Après avoir vainement cherché de l'aide auprès des voyageurs dans d'autres wagons, la victime a réussi à s'échapper et a sauté sur le quai en gare de Poitiers.

Un passager a finalement réussi à maîtriser l'agresseur dans la gare, mais ne trouvant lui non plus aucune aide, il l'a conduit seul au bureau d'accueil où il a fait appeler la police. La femme souffre de multiples contusions et d'une fracture de la main. Son agresseur, un sans domicile fixe âgé de 24 ans, a été présenté au parquet de Poitiers dimanche matin.

DÉPÊCHES

■ **FOIRE DU TRÔNE** : des bandes rivales de banlieue se sont affrontées, samedi 30 mars, en fin d'après-midi, aux abords de la Foire du Trône, à Paris. Dix-sept personnes ont été blessées, dont sept policiers, par des jets de pierre et de canettes de bière. La police est intervenue et a interpellé 53 personnes. Une personne a été placée en garde à vue pour avoir blessé un jeune homme à coup de couteau. Le maire du 12^e arrondissement, Jean-François Perrin (UDF), a demandé un renforcement des effectifs de police aux abords de la foire.

■ **DRAC** : les parents des six enfants morts noyés en décembre dernier dans le lit du Drac, en Isère, après un délestage d'un barrage EDF, ont effectué samedi une « marche silencieuse contre l'oubli » à Grenoble. Près de 300 personnes ont participé à cette manifestation. Les parents des victimes ont reçu l'assurance d'une entente avec le maître (PSE) de Grenoble-Michel Destot, dans les 15 jours. Un rapport d'expertise sur l'accident a conclu à « l'absence de prise en compte par l'ensemble des acteurs des risques encourus » et a mis en cause les responsabilités de l'école, de l'institutrice et de l'accompagnatrice, ainsi que de l'EDF, du rectorat et de la mairie de Grenoble. Les parents des seize enfants qui ont échappé à l'accident se sont constitués parties civiles aux côtés des familles des victimes.

■ **IMMIGRATION** : la Ligne des droits de l'homme, réunie à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) pour son 76^e congrès, a appelé à la mobilisation contre le projet et avant-projet de lois destinés à renforcer les « lois Pasqua » sur l'immigration. A propos de l'occupation de l'église Saint-Ambroise par des familles maliennes sans papiers, la LDH a souligné que « la seule réponse des autorités a été la répression et la mise en avant de nouveaux textes tendant à durcir les lois Pasqua ». Le mouvement appelle à la mobilisation « contre ces textes qui créent une situation inacceptable au regard des règles fondamentales de la démocratie ».

■ **VIOL** : trois adolescents, auteurs ou complices présumés du viol perpétré sur une collégienne de 15 ans, le 28 mars à Rive-de-Gier (Loire), ont été mis en examen, samedi 30 mars, par le parquet de Saint-Etienne. La jeune fille avait été attirée, à la sortie des cours, par plusieurs de ses camarades qui lui avaient subtilisé son sac. La collégienne a été violée par deux des jeunes. Tous trois ont été interpellés par les gendarmes. Mohamed Chaouch, 20 ans, a été mis en examen pour viol en réunion et écroué à la maison d'arrêt de la Talaudière, (Loire) tandis qu'un adolescent de 14 ans à qui a été signifié le même chef de mise en examen a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Le troisième adolescent, âgé de 15 ans, a été mis en examen pour tentative et complicité de viol en réunion puis écroué.

■ **PELERINAGE** : près de 5 000 étudiants des facultés et grandes écoles de la région parisienne ont participé, samedi 30 et dimanche 31 mars, au 61^e pèlerinage de Chartres. Celui-ci a été marqué cette année par l'arrivée, en provenance de Rome, d'une croix de quatre mètres de haut qui fera le tour des diocèses et marquera la préparation de la Journée mondiale de la jeunesse, prévue du 18 au 24 août 1997 en France. En présence du pape, cette croix avait été remise dimanche à de jeunes Français par de jeunes Philippins, organisateurs à Manille en janvier 1995 de la dernière Journée mondiale. Un million de jeunes catholiques sont attendus à Paris, avec le pape, en août 1997.

Triple suicide familial à Toulouse

TROIS FEMMES de la même famille ont été retrouvées mortes, samedi 30 mars, dans un appartement à Toulouse. La mère, veuve, âgée de 46 ans et sa fille de 14 ans, ont été retrouvées avec les veines taillées, la tante, âgée de 41 ans, s'était pendue. La mort des trois femmes, qui vivaient seules, remontait environ à trois semaines. Aucune explication n'a pu être avancée selon les premiers témoignages recueillis auprès du voisinage de ces trois femmes qui vivaient seules. La police indiquait, dimanche, que la jeune fille avait « vraisemblablement » été tuée. Les enquêteurs semblent exclure l'appartenance à une secte, mais ils estiment qu'une part de mysticisme est probablement à l'origine de ce drame. Le sang de l'adolescente avait été recueilli dans une civette et placé près des corps des deux adultes. Des images pieuses, des ouvrages de littérature ésotérique et des autels de prière ont été trouvés dans l'appartement. Une information judiciaire devait être ouverte lundi 1^{er} avril par le Parquet de Toulouse.

ADMISSIONS PARALLELES
dans les
GRANDES ÉCOLES de GESTION

Bac+2
Passerelle Profils Tremplin ESC Lyon

Bac+3
HEC-ESCP-ESCP Sciences-Po

Bac+4
ESSEC

Toutes informations
IPESUP
18, rue du Cloître Notre-Dame 75004
43.25.63.30 3615 IPESUP®
(ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ) (1.29 FRM)

LE MONDE DES LIVRES
Retrouvez la sélection
du Monde sur Minitel
36 15 LEMONDE
2.23 F la minute

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

Bourg-en-Bresse, Rambouillet.
M^{me} Marie-Thérèse Accard-Couchoud, 82 ans, épouse de M^{me} Maurice Couchoud, ses enfants, Emile Couchoud et Bruno Calby, François Couchoud, ses petits-enfants, Julie et Elsa, ses arrière-petites-filles. Et toute la famille, ont la tristesse de faire part de la mort de

M^{me} Marie-Ange ACCARD, survenue à Bourg-en-Bresse, le 30 mars 1996, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 avril, à 10 h 30, en la basilique du Sacré-Cœur, à Bourg-en-Bresse.

Condoléances et remerciements à l'issue de la cérémonie.

26, avenue Foch, 73120 Rambouillet.

Francis et Jean-Louis Chalmes, Thomas, Robin, Martin, ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de leur grand-mère et arrière-grand-mère.

Fernande ACHACH, survenue dans sa quatre-vingt-douzième année, le 27 mars 1996, à Nice.

M^{me} Odile Benjamin, son épouse, M. et M^{me} Harold Benjamin, ses enfants, Nathanaël, son petit-fils, ont la tristesse de faire part du décès de

Obadiah Jamieson BENJAMIN, docteur en sciences de l'université de Paris.

survenue dans sa quatre-vingt-quatorzième année, à Pontotoc.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le jeudi 28 mars, en l'église réformée de France à Cergy-Pontoise.

1, rue de Neuville, 95000 Cergy.

Le docteur et M^{me} Michel Bercot, M. Alain Bercot, M^{me} Josette Chuli, M^{me} Martine Bercot et M. Michel Simouin, ses enfants, Emmanuelle, Marine et Stéphane Bercot, Erwan Le Douc-Bercot, ses petits-enfants, ont le grand plaisir d'annoncer le décès de

M^{me} Pierre BERCOT, née Vividiane PINÇON, survenue à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-six ans, le 26 mars 1996.

Elle a rejoint son époux.

Pierre BERCOT, rappelé à Dieu le 27 mars 1996.

Priez pour eux.

Les obsèques religieuses ont eu lieu en l'église Saint-Cloud, à Saint-Cloud, le 26 mars, dans la stricte intimité familiale.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris, à la mémoire de Vividiane et de Pierre Bercot.

24 bis, rue de Montreuil, 92210 Saint-Cloud.

Sophie et Julia, ses petites-filles, Dominique et Grégoire, leurs maris, Jeanne, sa belle-fille, Félix et Hippolyte, ses arrière-petits-fils, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Marguerite CLAIRET, née PARENT, survenue dans la nuit du 25 au 26 mars 1996.

Elle a rejoint son mari et sera enterrée à ses côtés, le jeudi 4 avril, à 15 h 15, au cimetière de Montrouge.

M. Christian Giacomotto, M. Lionel Giacomotto et M^{me} Sybille de Galbert, sa fiancée, M. et M^{me} Charles Larrere, M^{me} Marcel Giacomotto, ses sœurs, oncle, tante, neveux, parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

Michelle GIACOMOTTO, née LARRERE, survenue le 30 mars 1996, à Paris.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Saint-Paul-lès-Dax (Landes), le mardi 2 avril, à 14 h 30, et seront suivies de l'inhumation dans le caveau familial au cimetière de la ville.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés au profit des associations de recherche des professeurs Parc et Kyrielle (Hôpital Saint-Antoine, 184, rue Saint-Antoine, Paris-12^e), auprès de la famille, ainsi qu'au docteur Louvet et à leurs équipes, à rendre hommage pour leur compétence et leur dévouement au cours de ces années.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement, Toute son équipe en France et à l'étranger, touché par la récente disparition de

Marcel L'AOT, compagnon de route de l'Institut, s'associe à la douleur de sa famille, de ses amis en Bretagne, au Chili...

IRAM, 49, rue de la Glacière, 75013 Paris.

Bernard Poignant, maire de Quimper, Et le conseil municipal de Quimper, ont la tristesse de faire part du décès de

Marcel L'AOT, adjoint au maire, survenue le vendredi 29 mars 1996.

Ses obsèques religieuses seront célébrées ce lundi 1^{er} avril, à 16 heures, en l'église Saint-Mathieu de Quimper.

M^{me} Monique Solovière, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Jacques SOLOVIERE, le 30 mars 1996.

12, avenue de Carcottes, 75116 Paris.

M. et M^{me} André Vuarnet, ses parents, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Noël VUARNET. Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Saint-Sulpice, à Paris-6^e, le mercredi 3 avril, à 15 heures.

L'information aura lieu au cimetière du Montparnasse, à 15 h 45.

11, rue Servandoni, 75006 Paris.

4, boulevard Barriat, 75100 Aix-les-Bains.

Remerciements

Neuilly-sur-Seine. Jacqueline Schlumberger remercie vivement les personnes qui lui ont témoigné leur sympathie, après le décès de

Jacques BARDET, inextinguible ami et grand architecte.

Anniversaires de décès

Il y a dix ans, le 1^{er} avril 1986,

Alain BEYLOT quittait les siens.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Il y a cinq ans, Clémentine nous quitte.

Elle est toujours là, avec nous.

De la part de Gaëlle Le Milon, son frère, Micheline Boches, Jean-Renaud Le Milon, ses parents, Et de tous ceux qui l'ont aimé.

Messes anniversaires

Pour le deuxième anniversaire du départ de

Marcel BORDO POSADAS, une messe anniversaire a eu lieu dans l'intimité de sa famille, de ses amis.

Hasse siempre dulce principe.

Une messe sera célébrée, le lundi 8 avril 1996, à 18 h 45, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6^e, à l'initiative de

NGUYEN HUU GIAO, ancien avocat au barreau de Hô, décédé à Paris, le 8 avril 1994.

Souvenir

Il y a trente, disparition tragique.

Jean-Jacques KAMMOUN, avocat à la Cour.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94 ou 40-65-29-96 Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques : 105 F Abonnés et actionnaires : 95 F Communicants diverses : 110 F Titulaires étudiants : 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Séminaire Maria Leiria Cravero : « A la frontière de la mémoire. Suicide et écriture de Primo Levi », 3, 10, 17 avril, 20 heures-22 heures, salle RC2, université Paris-VII, place Jussieu, Paris-5^e.

Paul Bédouin : « Quelques problèmes de la représentation comme aux sciences et aux arts », 23, 30 avril, 7, 14 mai, 18 heures-20 heures, amphithéâtre des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5^e.

Dans le cadre du séminaire de Monique David-Ménard « Vérité du concept, vérité du fantasme : l'universel dans tous ses états », 11 avril, Paul Henry : « Infinité, négation, université de Berlin », 22 h 30, salle RCL, université Paris-VII, place Jussieu, Paris-5^e.

Séminaire autour d'un livre « Correspondance Goethe-Schiller », sous la direction de Claude Rolet avec J.-P. Millet, F. Popelin, J.-M. Pouget, C. Rolet et J. Selge, 13 avril, 9 h 30-12 h 30, amphithéâtre, Carre des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5^e, 28, 29 et 30 mars, école d'architecture de Clermont-Ferrand.

Toutes les activités du Collège international de philosophie sont libres et gratuites.

Renseignements sur salles, télécopieur : 44-41-46-85. Autres renseignements : 44-41-46-88.

Soutenances de thèse

M. Daniel Gervais a soutenu, le 22 mars 1996, à l'université de Nantes une thèse de doctorat en droit intitulée : « La notion d'œuvre littéraire et artistique dans la Convention de Berne et en droit comparé ». La thèse, dirigée par le professeur André Lucet, a reçu la mention « très honorable ».

M. Gervais est depuis 1995 secrétaire général adjoint de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (CISAC).

DISPARITIONS

Jean-Noël Vuarnet

Un écrivain familier des grandes mystiques

L'ÉCRIVAIN et essayiste Jean-Noël Vuarnet s'est définitivement éteint mercredi 27 mars, à l'âge de cinquante et un ans, à Paris, comme Gilles Deleuze dont il était l'ami.

Né en 1945 à Chambéry, il avait fait ses études de philosophie à Lyon. Docteur ès lettres, il était maître de conférence à l'université de Paris-VIII. C'est en 1967 que Jean-Noël Vuarnet publie son premier récit, *La Fiancée posthume* (Seuil), suivi de plusieurs essais : *Le Discours impur* (Gallimard, 1973), *Le Joli Temps. Philosophes et artistes sous la Régence et Louis XV* (Hatier, 1990).

Mais sa grande préoccupation, sa fascination faudrait-il dire, aura pour objet la mystique chrétienne féminine, et singulièrement le phénomène de l'extase religieuse. D'abord dans *Extases féminines* (Arthaud, 1980, repris chez Hatier en 1991), puis dans *Le Dieu des femmes* (L'Harmattan, 1989), il s'attachera à des personnalités d'exception comme sainte Thérèse d'Avila, sainte Catherine de Sienne, Angèle de Foligno et une foule d'autres amantes mystiques. Erudit inclassable, Jean-Noël Vuarnet s'intéressait moins à la théologie proprement dite qu'à la science des religions qu'aux modes d'expression, littéraire aussi bien qu'artistique, de ces expériences de l'excès. Dans un essai sur

Nietzsche, *Le Philosophe-artiste* (« 10/18 », 1975), il définissait sa conception esthétique.

« Le baroque religieux comme monde du vertige, du trompe-l'œil, du décentrement, comme âge des mystiques et de leur représentation, ne saurait être pensé sans l'extase », écrivait-il dans *Le Dieu des femmes*. Pierre Klossowski, dont les préoccupations n'étaient pas très éloignées, soulignait, chez Vuarnet, une « disposition "affinitive" préalable à son investigation, (...) en vertu de laquelle l'auteur, s'identifiant au support d'une expérience morale, réactualise du même coup l'univers apparemment révolu où cette expérience se pratiquait ».

Il y a quelques mois paraissait chez Gallimard, dans la collection « Haute enfance », ce qui devait être son dernier livre, *L'Aigle-Mère* (« Le Monde des livres » du 16 février). Evocation d'une grande mystique du XVIII^e siècle, Marie de l'Incarnation, et des rapports qu'elle entretint avec son fils, dom Claude Martin, ce récit singulier témoigne de la recherche d'une forme littéraire qui métamorphose des figures et des expériences antiques pour les rapprocher de celui qui écrit, dangereusement peut-être, au présent.

Patrick Kéchichian

■ ERIC LARNOY, peintre, graphiste et dessinateur de bandes dessinées est décédé mercredi 6 mars à Paris, vient d'annoncer son éditeur, Dupuis. Agé de trente-six ans, autodidacte, Eric Larnoy était un graphiste « gothique », qui privilégiait la description d'univers fantastiques. Il avait notamment dessiné les trois premiers tomes de la série *Thaïnos*, sur un scénario de Denis Parent et Claude Carrière, aux éditions Dupuis. Avant sa mort, il travaillait sur les planches du quatrième tome, dans son atelier montpelliérain. Eric Larnoy avait aussi réalisé une BD interactive pour les éditions Guy Delcourt, *Turlough le radeur*, ainsi qu'un album pour les éditions Zenda, *Shadowslayer*.

NOMINATION

CONSEIL D'ETAT

François Stasse a été nommé rapporteur général au Conseil d'Etat, en remplacement de Jean-Michel Belorgey.

(Né le 11 janvier 1948, François Stasse est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur d'Etat en sciences économiques. Il a occupé successivement les fonctions de chargé de mission puis de directeur de cabinet au commissariat au Plan (1975-1981) et de conseiller technique du président de la République pour les questions économiques et financières (1981-1984). Maître des requêtes au Conseil d'Etat depuis 1984, François Stasse a été directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris de 1989 à 1993. Directeur de l'édition des œuvres complètes de Pierre Mendès France (Gallimard), il est l'auteur de *La Morale de l'histoire* (Mitterrand-Mémoires France 1942-1982) (Seuil 1994).

Voici nos résultats 1995. Mais voulez-vous savoir comment nous envisageons l'avenir ?

1995

- Redéfinition des orientations stratégiques.
- Privatisation de l'entreprise.
- Simplification des structures : rachat des intérêts minoritaires dans Pechiney International.

1996

- Groupe recentré sur ses deux principaux métiers : l'aluminium et l'emballage.
- Structure financière fortement améliorée avec une réduction significative de ses frais financiers.
- Lancement du projet « Challenge » : une mobilisation de l'ensemble du Groupe autour d'un projet de réduction des coûts.

Bénéfice net : 1.465 MF.

Le bénéfice 1995 se répartit à égalité entre le résultat des activités (730 MF) et la plus-value dégagée par le programme de cessions d'actifs (735 MF). Le résultat des activités intègre pour 206 MF la contribution jusqu'à la date de leurs cessions des départements Boilage Métal et Spécialités Amérique du Nord, Boisson Verre Amérique du Nord et Éléments de Turbomoteurs et pour 524 MF le résultat des activités conservées. Ce résultat ne reflète que de façon très marginale l'importante économie de frais financiers qu'ont entraînée les cessions et l'augmentation de capital réalisée dans le cadre de la privatisation, ces opérations étant intervenues dans la seconde partie de l'année.

Le résultat pro-forma du Groupe, dans son nouveau périmètre et en incluant les effets en année pleine de toutes les opérations réalisées, s'élève à 732 MF, soit 9,30 F par action.

Doublement de la marge opérationnelle : 8.217 MF.

La progression est particulièrement importante pour le secteur Aluminium et pour l'activité Commerce International. Elle a cependant été réduite par la dépréciation de 10 % du dollar entre 1994 et 1995. Elle s'est d'autre part ralentie au second semestre en raison d'un net tassement de la demande constaté dans plusieurs activités.

Le secteur Aluminium a bénéficié de la forte remontée des cours du métal au LME (cours moyen sur l'année de 1.833 \$/t, contre 1.500 \$/t en 1994) et d'un environnement également favorable pour l'activité de transformation au cours du premier semestre. Cependant, en raison de contrats de vente à terme conclus en 1994 et arrivés à échéance en 1995, le prix moyen de vente du métal a été sensiblement inférieur aux conditions du marché, entraînant un manque à gagner significatif sur la contribution de ce secteur d'activité.

Dans l'emballage, les résultats de l'exercice confirment le net redressement de la rentabilité de l'activité Boilage boisson aux États-Unis, obtenu grâce à la répercussion complète sur les prix de vente des hausses de coût du métal, et la nouvelle progression constatée en Europe, grâce à une croissance du marché de la boisson supérieure à 10 % pour la deuxième année consécutive. Dans les activités d'emballage alimentaire et hygiène-beauté, la très forte augmentation des coûts des matières premières (en particulier, le plastique) n'a pu être que partiellement répercutée dans les prix de vente. Les investissements ont été sensiblement augmentés

dans l'emballage flexible aux États-Unis, dans l'activité hygiène-beauté (Cabal) avec de nouveaux développements au Mexique et en Chine, et dans la boisson boisson au Brésil.

Grâce à une conjonction favorable et aux effets des actions de restructuration engagées, les résultats de l'activité Electrometallurgie ont progressé pour la troisième année consécutive.

Quant au département Commerce International, il contribue à hauteur de 20 % à la marge opérationnelle du Groupe grâce à une excellente performance de l'activité négoce.

Dividende.

Il sera proposé à l'Assemblée générale du 26 juin le versement d'un dividende de 3,30 F par action A (soit 4,95 F avec avoir fiscal) et de 9,30 F par CIP (soit 14,25 F avec avoir fiscal inclus). Une option de paiement du dividende en actions est également prévue pour les actions A.

Perspectives.

Les premiers mois de l'année 1996 ne font pas apparaître, à ce jour, de reprise de l'activité. Le Groupe est cependant bien placé pour profiter de cette reprise, quand celle-ci interviendra. Grâce aux cessions d'actifs et au renforcement de ses fonds propres, le groupe Pechiney a sensiblement amélioré sa structure financière. Les efforts du Groupe visent désormais à donner à celui-ci les moyens financiers de son dynamisme industriel et commercial, en mettant tout en œuvre pour que, dans l'ensemble de ses domaines d'activité, Pechiney se situe au niveau de rentabilité de ses meilleurs concurrents. Tel est l'objectif du projet « Challenge », lancé au début de cette année et qui conduira à la mise en œuvre de plans d'actions dès l'automne prochain.

en millions de francs	1995	1994
Chiffre d'affaires	68.687	59.058
Marge opérationnelle des activités conservées	1.370	474
aluminium	1.379	1.080
emballage	250	257
activités industrielles diverses	718	154
commerce international	(200)	(124)
Total	3.517	1.843
Résultat net, part du Groupe 1.465 (3.181)		
dont plus-value nette de cession	735	—
Résultat pro-forma des activités conservées	732	—
global (MF)	9,30	—
par action A (F)	—	—
Ratio dettes/capitaux propres	0,85	1,69

Hans Koschnick,

L'ancien maire de Brême aura essayé, au péril de sa vie, de pacifier et de réunifier une cité d'ex-Yougoslavie divisée par la haine ethnique. Mandaté par l'Union européenne, il a échoué et quitte son poste d'administrateur mardi 2 avril, le cœur plein d'amertume

A l'automne 1994, l'ancien maire de Brême s'exclama : « Je suis désormais un Mostarien ! » Hans Koschnick était, depuis six semaines, administrateur de Mostar, principale ville d'Herzégovine occidentale, dans le sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine. Une roquette ambrassée venait de dévaster sa chambre d'hôtel. Sa chance l'a sauvé à minuit, il s'attardait encore, avec des amis, au bar. Visiblement peu secoué par l'attentat, M. Koschnick s'est contenté de bougonner. Dès le lendemain, il tenait une conférence de presse, s'adressant principalement aux nationalistes croates, auteurs de la tentative de meurtre. « Je suis un citoyen de Mostar, dit-il. Je dois sortir dans les rues et parler avec les gens. Je veux m'asseoir à une terrasse et boire un café, tranquillement. »

Un an et demi plus tard, le bilan de Hans Koschnick, nommé à son poste par l'Union européenne, est mitigé. La reconstruction de Mostar, théâtre de sanglants combats entre Croates et Musulmans, est certes spectaculaire et les services publics ont été rétablis. Pourtant, malgré les ponts construits par l'administration européenne, la rivière Neretva ressemble toujours à une frontière entre deux mondes. A l'est, les Bosniaques gouvernementaux, essentiellement des Musulmans ; à l'ouest, les séparatistes croates, qui ont proclamé une « République d'Herzég-Bosna » ethniquement homogène. Hans Koschnick, qui estime devoir réunifier la ville, ne se satisfait pas de cette situation.

Après des semaines de négocia-



tions vouées à l'échec, l'administrateur a tranché. Il y aura à Mostar un vaste district central multiethnique, autour duquel Croates et Musulmans conserveront, chacun, des arondissements. Il reprend ainsi une proposition bosniaque et tente de satisfaire les vrais Mostariens, partisans d'une cité réunifiée.

Les extrémistes ne l'entendent pas de cette oreille. A la sortie d'une réunion, début février, alors qu'il vient de présenter son projet, des voyous croates de Mostar-Ouest malmenèrent Hans Koschnick. La foule s'attaque à lui, sous le regard bienveillant des policiers croates. L'administrateur est projeté dans sa voiture blindée par ses gardes du corps, qui relèveront onze impacts de balles sur la carrosserie. Hans Koschnick vient d'échapper à une seconde fois à la mort, et il sent que la situation échappe à son contrôle. Car, entre-temps, les accords de Dayton ont été signés. L'OTAN a débarqué en Bosnie-Herzégovine et la paix s'installe. Les Etats-Unis pilotent le dossier bosniaque. M. Koschnick sent qu'il ira « embrasser [sa] femme plus tôt que prévu » : il songe à son retour en Allemagne et à la retraite.

Mélancoïque, il évoque Robinson Crusoe. « J'ai parfois le sentiment d'être sur une île, seul. Savez-vous que Robinson Crusoe est parti du port de Brême pour sa traversée de l'océan ? Je suis sur ses traces... », disait-il à cette époque. Seul, Hans Koschnick ne l'aura jamais autant été qu'au moment de la conférence de Rome, peu après ce second attentat : l'Union européenne et les Etats-Unis optent pour la solution croate. La réunification de Mostar n'est plus à l'ordre du jour, et l'administrateur européen se sent lâché. Par respect pour son mandat initial et pour les Mostariens qui lui font confiance, il annonce sa démission.

Le Robinson allemand, isolé sur la terre aride d'Herzégovine, continue de marteler que « les gens désirent la réunification de la ville ». Il accuse les chefs nationalistes croates de saboter systématiquement son travail. « Les Mostariens veulent vivre ensemble ! Seuls les

le Robinson de Mostar

chefs extrémistes et les réfugiés des campagnes chahutent la séparation. Ma vision, c'est Berlin, poursuit-il. Et je n'aime pas Berlin. Mon objectif est de supprimer les ghettos. Je suis optimiste, car la démocratie est le seul chemin vers l'avenir. Certains me reprochent de n'avoir pas su organiser une ville pour trois nations, croate, serbe et musulmane. Moi, j'ai voulu bâtir une ville pour des citoyens. Quelle ville au monde est l'espace d'une nation, et non pas de citoyens issus de nations différentes ? », s'interroge-t-il.

L'ESPACE de la ville, les battements de cœur d'une cité cosmopolite n'ont rien d'étranger à Hans Koschnick : le lieu de son enracinement, c'est Brême, ville-Etat, port jadis florissant, cosmopolite, ouverture de l'Allemagne vers les grands espaces. Pendant deux décennies, de 1967 à 1985, il en fut le bourgmestre, respecté aussi bien par les ouvriers des chantiers navals que par la haute société très fermée des armateurs et des négociants, appelés « sacs de poivre » en référence à leur fortune faite dans le commerce des épices.

Pourtant, par son origine familiale, Hans, né en 1929, est à des lieues de ce monde de l'aristocratie hanséatique qui peuple les romans de Thomas Mann. Son père, ouvrier tourneur, est un marxiste convaincu qui deviendra, dans les années 20, secrétaire de l'Union des syndicats de la ville de Brême. C'était un « lo-

mentier » de base, accueillant et protégeant les envoyés de l'Internationale syndicale rouge venus faire de l'agitation chez les marins de la mer du Nord. Sous le nazisme, arrêté plusieurs fois par la Gestapo, il finit par être incorporé dans la Wehrmacht et fut tué au front.

Quelques semaines avant la débâcle de 1945, à peine âgé de seize ans, Hans Koschnick dut prendre, lui aussi, l'uniforme vert-de-gris de la Wehrmacht et fut fait prisonnier par les Britanniques. Libéré en septembre 1945, il reprend ses études d'administration, ce qui lui permet d'entrer dans les services commu-

nauts de la ville de Brême. Militant syndical et social-démocrate, doué et travailleur, il gravit simultanément les échelons de sa profession et ceux du Parti. Elu au Sénat (conseil municipal) de Brême en 1955, il devient bourgmestre en octobre 1967. Une forte amitié le lie à Willy Brandt, homme du Nord comme lui et issu du même milieu modeste, qui le fait « monter » au comité directeur du SPD et le charge de missions délicates, notamment à l'est, dans le cadre de l'Ostpolitik allemande. « Koschnick est un homme de compromis, et pas de compromis boiteux », dit-on de celui qu'on appelle « le géant noir des rouges », en raison de sa haute taille et... de son amitié avec Helmut Kohl, le « géant noir du Palatinat ». Une vraie complicité lie les deux hommes depuis le début des années 70. Ils étaient alors les deux

plus jeunes ministres-présidents de l'Assemblée des chefs de Land. Malgré leurs convictions politiques opposées, les deux hommes se retrouvent dans une vision pragmatique de la politique, une proximité avec le peuple, un refus des idéologies bédouinées.

Koschnick est un social-démocrate de la vieille école, buveur de bière et joueur de skat, la belote populaire des Allemands. Viscéralement de gauche, il s'opposera dans son Land à l'application des interdic-

tions professionnelles pour les

rieure, un des nouveaux Länder de l'ex-RDA. La légende veut que Koschnick répondait au chauffeur de sa voiture de fonction qui lui demandait : « Où va-t-on ? » : « N'importe où, on peut toujours avoir besoin de moi ! »

En 1994, donc, direction Mostar. Charismatique, volontiers bougon, parfois colérique, Hans Koschnick a su se faire respecter des habitants de la ville à moitié détruite. A son arrivée, les Croates croyaient qu'il venait en ami. L'Allemagne a été le plus fidèle soutien de la Croatie depuis

l'écroulement de la Yougoslavie, et les séparatistes de Mostar-Ouest étaient persuadés d'avoir gagné la bataille. Très vite, ils ont déchanté. Entre le discours inoté et fascinant des nationalistes croates et l'enthousiasme viscéral des musulmans bosniaques pour une réunification de Mostar, Hans Koschnick n'hésite pas à afficher ses préférences. Il précise cependant qu'il est du côté des « citoyens de Mostar », de ceux qui sont prêts à vivre ensemble. Sa réaction sereine après le premier attentat dirigé contre lui a renforcé ce respect. Les Mostariens ont commencé à croire qu'ils avaient trouvé leur maire. Un homme qui n'est ni Croate ni musulman, qui combat sans relâche l'idée d'une séparation ethnique, qui pense qu'une

ville ne se divise pas. Hans Koschnick, à qui l'Union européenne avait confié un budget considérable, aura échoué. L'argent a bien été utilisé, afin de construire des ponts, des écoles, des hôpitaux. C'est le soutien politique de l'Europe qui lui aura fait défaut.

Hans Koschnick est amer. Sur son bureau de l'hôtel Euro, au bord de la ligne de démarcation, il conserve un ouvrage sur Brême en 1945. Il montre les photographies de la ville dévastée à ses visiteurs, raconte que sa chère cité allemande fut détruite

à 60 %, puis il parle de la réconciliation, inévitable. « Nous disions : « Plus jamais Auschwitz ! Plus jamais Hiroshima ! » Nous disions cela... Ici, j'ai trop vu d'images semblables. Trop de tueries... Il y a cependant une différence fondamentale avec l'Allemagne : l'Allemagne a perdu la guerre, ce qui signifie qu'elle a été désarmée. Ici, au terme de cette guerre civile, non seulement chaque personne sait quel voisin est coupable, mais chaque personne conserve une arme à portée de la main. » Hans Koschnick prêche pour la patience. C'est pourquoi il craint que la décision de la communauté internationale n'offre un trop beau cadeau aux extrémistes, aux dépens de la population et d'une lente clarification des blessures bosniaques. « S'il vous plaît, clame-t-il, donnez du temps aux gens afin qu'ils comprennent qu'ils doivent vivre ensemble. Ils ont un futur commun. » Il s'adresse aux diplomates, même s'il avoue qu'il a « un problème » avec ces hommes « simplement intéressés par la signature d'un bout de papier ». M. Koschnick leur reproche d'avoir espéré le « forcer à céder aux gens qui venaient d'essayer de [le] tuer ».

Ces « gens », Mijo Brajkovic les connaît bien. Il est le maire de Mostar-Ouest et veille aux intérêts de la « nation croate », Mostariens lui-même, considéré comme un modéré dans le paysage herzégovien. M. Brajkovic n'hésite toutefois pas à se féliciter du départ de l'administrateur européen. « Koschnick a fait des erreurs essentielles. Il a trop accusé les Croates de tous les maux, alors que ce ne pouvait pas être vrai. Ensuite, il n'a pas respecté les accords, en voulant créer ce district central. »

BIEN que condamnant l'attentat dont fut victime Hans Koschnick, le maire croate évoque « une réaction spontanée du peuple croate, des gens désespérés, d'invalides, auxquels se sont certes mêlés quelques voyous ». « L'UE a répondu à Koschnick qu'il avait tort de blâmer les Croates, pavaise Mijo Brajkovic. Nous ne voulons ni une division de la ville ni des murs, mais chaque nation a le droit de se protéger. Il est impossible de vivre ensemble du jour au lendemain alors que la guerre vient de s'achever. Le slogan communiste « Fraternité et unité » n'existera plus jamais ici, car il y a suffisamment d'espace pour que chaque nation ait son propre territoire. »

La réunification de Mostar est donc reportée sine die. « Cet Allemand voulait aller trop vite !, conclut Mijo Brajkovic. Il n'a pas compris le poids du cœur, le poids des blessures. Il a refusé de m'écouter. Mostar n'est pas une île. Il fallait comprendre que le sort de la ville est étroitement lié à l'avenir de la Bosnie-Herzégovine. »

Hans Koschnick s'en va. Les partisans du séparatisme ethnique sont satisfaits : ils espèrent que le prochain administrateur – un Espagnol, ancien maire de Valence – sera un peu moins encombrant. Les Mostariens sont attristés et comptent, eux aussi, sur le temps pour panser les plaies et désarmer les nationalistes. « J'ai réellement aimé cette ville, où je reviendrai peut-être, plus tard... », murmure Robinson, mélancolique, prêt à entamer sa dernière traversée, celle qui va le ramener en Allemagne, à Brême. Il compte désormais consacrer son temps à « embrasser sa femme » en rêvant, encore et toujours, qu'un jour les hommes seront assez sages pour ne plus dresser des murs entre les hommes.

Rémy Ourdan
et Luc Rosenzweig
Dessin : Pando

Raimon Panikkar, théologien d'origine indo-espagnole

« Qui a peur de perdre son identité l'a déjà perdue »

Le philosophe chrétien s'explique sur l'attrait des spiritualités orientales, sur les crispations des Eglises et la nécessité d'un dialogue intra-religieux pour faire face à la montée des intégrismes



« Sa » vérité ? Le dialogue intra-religieux que vous souhaitez, où chacun ne vient pas d'abord défendre des convictions mais partager des expériences, ne se réduit-il pas à une aimable conversation ?

« Je tiens à ma vérité. Je suis même prêt à engager ma vie et à mourir pour elle. Je dis simplement que je n'ai pas le monopole de la vérité et que le plus important est la façon dont, vous et moi, nous entrons dans cette vérité, nous la percevons et l'écou-tons. Thomas d'Aquin disait : « Vous ne possédez pas la vérité, c'est la vérité qui vous possède. » Oui, nous sommes possédés par la vérité. C'est elle qui me fait vivre, mais l'autre vit aussi avec « sa » vérité. Je ne m'engage pas d'abord à défendre ma vérité. Je m'engage à la vivre. Et le dialogue entre les religions n'est pas une stratégie pour faire triompher une vérité, mais une démarche pour la rechercher et l'approfondir avec les autres.

« Les Eglises chrétiennes s'efforcent d'insérer le message de l'Evangile dans la diversité des cultures. Comment concilier ce respect que vous avez des autres religions et cultures avec la nécessité, pour le chrétien que vous êtes, de cette « incarnation » de l'Evangile ?

« C'est d'inter-culturel qu'il faudrait parler, c'est-à-dire de rencontre entre des traditions, des cultures, et non d'implantation d'une culture dans une autre. C'est faire preuve de colonialisme de prétendre qu'un message religieux, comme par exemple le Nouveau Testament, a le droit et le devoir de s'incorporer partout, comme s'il était supra-culturel. L'Eglise doit prendre davantage au sérieux les cultures enracinées, traditionnelles et viser à leur fécondation mutuelle. Comment ? Par ce souffle mystique qui manque trop souvent à sa théologie. Par exemple, la meilleure manière d'expliquer à l'hindouisme classique le « scandale » chrétien, ce n'est pas de lui parler de Noël ou de Jésus de Nazareth, mais du Christ ressuscité et même de l'Eucharistie. Savez-vous que l'expression du concile de Trente (au XVI^e siècle) pour désigner l'Eucharistie — « unique sacrifice qui sauve le monde » — se trouve déjà dans un texte védique paru deux mille ans avant ? Autrement dit, le sacrifice qui sauve le monde, c'est d'abord une sorte de commerce entre l'humain et le divin, que comprend l'hindouisme aussi bien que le chrétien.

« Je crois à l'« incarnation » et je pense qu'après les avatars de deux millénaires le christianisme devrait cesser d'être la religion du Livre, pour devenir la religion de la Parole. Une parole que les chrétiens doivent entendre d'un Christ qui vit, comme dit saint Paul, hier,

aujourd'hui et toujours. Pour que leur foi devienne davantage une expérience personnelle. Proposer la foi à l'homme d'aujourd'hui, ce n'est pas chercher à introduire ici un peu de thomisme, là un peu de judaïsme, ou je ne sais quoi parmi les doctrines qui existent, c'est atteindre la couche la plus profonde, existentielle, humble et mystique de l'homme. Le fait chrétien, ce n'est pas le monopole d'une secte, le discours imposé par une sorte de colonisation, mais une poussée qui existe depuis le début des siècles et que saint Paul définissait très bien comme un « mystère qui existe depuis le commencement » et dont nous, chrétiens, ne connaissons encore qu'un très petit bout.

« Le dialogue entre les religions n'est pas une stratégie pour faire triompher une vérité, mais une démarche pour la rechercher et l'approfondir avec les autres »

« Est-ce la raison pour laquelle vous souhaitez un deuxième concile de Jérusalem, à l'instar du premier, qui avait décidé de cesser d'imposer les rites juifs aux convertis ?

« La crise d'aujourd'hui, ce n'est pas celle d'un pays, d'un modèle ou d'un régime. C'est une crise d'humanité. Il y aurait un concile à ouvrir, dont la problématique ne serait plus interecclésiale — les prêtres, les femmes, les évêques, etc. — mais centrée sur des questions autrement plus essentielles. Dans le monde d'aujourd'hui, les trois quarts de la population vivent dans une situation inhumaine. L'humanité se débat dans une telle détresse et une si grande insécurité que ses dirigeants croient devoir entretenir jusqu'à un total de 30 millions d'hommes armés ! L'Eglise ne peut pas rester étrangère à cette douleur, à ces cris, à cette injustice institutionnalisée. Elle ne peut pas rester sourde aux cris des peuples, des humbles et des pauvres. Ce concile ne serait bien sûr pas exclusivement chrétien, mais oecuménique, au sens où la parole serait donnée aux autres cosmologies et religions pour discerner ce que l'Esprit inspire à l'humanité afin qu'elle vive en paix, survive plutôt, et porte la joyeuse nouvelle de l'espérance. »

Propos recueillis par Henri Tincq

« Comment vivre avec un tel héritage, à la fois chrétien et hindou ?

« J'ai été élevé dans la religion catholique par ma mère, espagnole, mais je n'ai jamais cessé de chercher à rejoindre la religion tolérante et généreuse de mon père et de mes ancêtres hindous. Je ne suis pas pour autant un « métis » culturel ou religieux. Le Christ n'était pas mi-homme mi Dieu, mais pleinement homme et pleinement Dieu. De même, je me sens à 100 % hindou et indien, à 100 % catholique et espagnol. Comment est-ce possible ? A condition de vivre la religion comme une expérience, non comme une idéologie.

« Comment expliquez-vous l'attrait exercé en Occident par les religions et philosophies asiatiques et la peur qu'elles soulèvent dans les Eglises occidentales ?

« On pourrait renverser la question et se demander pourquoi l'Occident exerce un attrait si énorme en Orient ! La réponse à votre question est que la tradition chrétienne contemporaine a laissé dans l'ombre trop d'éléments-clés de la vie humaine, comme la contemplation, le silence, le bien-être du corps. Et il y a dans cet attrait pour l'Orient une gîte de l'Esprit, qui dit aux Eglises en Occident : réveillez-vous ! La découverte de l'autre, la recherche d'une plus grande paix de l'esprit, du calme du corps, de la sérénité et de la sainteté sont des sources de renouvellement. Toute l'histoire du christianisme est celle d'un enrichissement, d'un renouvellement par des éléments venus de l'extérieur. Noël, Pâques, toutes les fêtes chrétiennes n'ont-elles pas une origine non chrétienne ? Aurait-on pu formuler les dogmes chrétiens sans la tradition hellénique pré-chrétienne ? Tout corps vivant n'est-il pas en symbiose avec son milieu extérieur ?

« Alors pourquoi avoir peur ? Si l'Eglise veut vivre, elle ne doit pas craindre d'assimiler des éléments provenant d'autres traditions religieuses, dont elle ne peut plus ignorer aujourd'hui l'existence. Autre chose est la prudence, qu'il faut garder, et je comprends la voix de la hiérarchie catholique quand elle s'élève pour protester contre une superficialité envahissante.

« La majorité des conflits dans les sociétés modernes ne viennent-ils pas précisément de la peur d'une perte d'identité, qui conduit à toutes les formes de repli religieux qu'on nomme intégrismes ?

« Qui a peur de perdre son identité l'a déjà perdue. En Occident, on pense qu'on est identique à soi-même si on est différent de l'autre. On s'identifie par la différence. Le catholique s'identifie en ce qu'il n'est pas protestant, hindou ou bouddhiste. Mais, dans d'autres cultures majoritaires aujourd'hui, il y a une autre façon de penser son identité, non par la différence, mais par son identité même : je suis plus moi-même, en tant que je suis plus identique à moi-même ; et non en tant que je suis plus différent de l'autre.

« Dans les traditions issues d'Abraham (judaïsme, christianisme, islam), on cherche Dieu dans la différence, dans la supériorité ou la transcendance. L'identité divine, c'est de ne pas être homme. Mais, pour les hindous, le mystère divin est dans l'homme, dans ce qu'il a de plus profond et tellement

réel en lui qu'il ne peut pas s'en séparer, l'évacuer vers une transcendance. C'est le domaine de l'immanence, de cet archétype spirituel qu'on appelle *brahman*. Dans ce système hindou, on n'a pas peur de perdre son identité. On peut avoir peur de perdre ce qu'on a, mais on ne peut pas avoir peur de perdre ce qu'on est. Quand on est soi-même, on n'a pas peur de ne pas être.

« Avoir peur, c'est toujours mauvais signe. Le Christ dit : « Je vous donne la paix. » Ou « N'ayez pas peur. » Pourquoi le chrétien aurait-il peur dans le monde aujourd'hui ? Il se sent cerné et craint de se dissoudre. Mais que dit l'Evangile ? « Vous êtes le sel de la terre. » Autrement dit, le sel doit se dissoudre pour donner du goût à la nourriture. Le levain doit faire monter la pâte. La vocation chrétienne est de se perdre dans les autres. Si, d'un point de vue institutionnel, disciplinaire, je comprends les réactions de prudence actuelles dans les Eglises, pour le reste, le devoir du chrétien est de se dissoudre, c'est-à-dire de « perdre sa vie » pour la communiquer aux autres. Et la foi chrétienne nous dit même qu'en perdant sa vie on la gagne. Il est là le sens de la Résurrection que les chrétiens fêtent dans quelques jours à Pâques.

« Vous êtes à cheval sur deux cultures, deux traditions, et vous croyez en dialogue entre les religions. Mais à quelles conditions peut-il réussir ?

« Il est fini le temps où les religions pouvaient se réfugier dans leur splendeur isolée. On ne peut plus ignorer l'existence de millions d'étrangers qui, par exemple, vivent en Europe avec une autre culture. On ne peut plus ignorer que, sur les trois quarts de la planète, la religion dominante n'est pas le christianisme. Alors le dialogue, oui, mais pas n'importe comment. Il faut distinguer dialogue inter-religieux et dialogue intra-religieux. Le dialogue inter-religieux met face à face des religions déjà constituées et porte sur des thèmes de doctrine ou de discipline. Le dialogue intra-religieux, c'est autre chose. Il ne commence pas par la doctrine, la théologie ou la diplomatie. Il est *intra*. C'est-à-dire que, si je ne découvre pas en moi le terrain où l'hindou, le musulman, le juif, l'athée, l'autre peut avoir une place — dans mon cœur, dans mon intelligence, dans ma vie —, je ne pourrai jamais entrer dans un vrai dialogue avec lui.

« Tant que je n'ouvre pas mon cœur et que je ne vois pas que

est échange d'expériences religieuses, plus que de doctrines. Si on ne part pas de ce fonds-là, il n'y a pas de dialogue religieux possible, c'est du bavardage.

« Comment éviter alors de tomber dans un vague syncrétisme entre des expressions religieuses différentes ?

« Je suis évidemment contre le *zapping* actuel, qui consiste à aller chercher ici et là une satisfaction d'ordre spirituel et qui, en réalité, ne mène à rien. La démarche de dialogue que je propose est en-

humaine, avec des fenêtres et des rues, et non des autoroutes de l'information ? Pour un chrétien, la réponse est dans l'incarnation : parce que le mystère divin se fait corps. Pour le philosophe, c'est pour que les rapports humains restent personnels. Je ne peux pas avoir de contact humain avec un ordinateur. Une machine n'est pas un homme. Le vrai dialogue entre les religions doit donc être ce *dialogue* : entre toi et moi, entre toi et ton voisin, comme un arc-en-ciel dont on ne sait pas où commence une couleur et où finit l'autre.

« Mais peut-on encore parler de religion, si on n'est pas convaincu de détenir la vérité ?

« Quand Jésus, lors de son procès, interroge : « Qu'est-ce que la vérité ? », il ne répond pas. Ou il laisse la réponse dans le silence. La vérité ne se laisse pas conceptualiser, en effet. Elle n'est jamais purement objective, absolue. Parler de vérité absolue, c'est même une contradiction de termes. La vérité est toujours relation et l'Absolu (absolue, *déité*) ce qui n'a pas de relation. La prétention des grandes religions à détenir toute la vérité ne peut être comprise que dans un contexte limité et contingent. N'être pas conscient de son mythe même à l'intégrisme. Mais, pour être conscients de nos mythes, nous avons besoin du prochain, donc du dialogue, de l'amour. La vérité, c'est d'abord une réalité qui nous fait vivre, une vérité existentielle qui nous rend libres.

« Pour autant, je ne suis pas relativiste au point de penser et croire que la vérité se découpe en tranches comme un gâteau. Mais chacun a une participation à la vérité. C'est la vérité que j'aperçois de ma fenêtre. Et l'intérêt du dialogue entre les religions est précisément de m'aider à apercevoir qu'il y a d'autres fenêtres, d'autres perspectives. J'ai donc besoin de l'autre pour connaître et vérifier ma propre perspective de la vérité. La vérité, c'est une participation réelle et authentique au dynamisme de la réalité. Quand Jésus dit : « Je suis la vérité », il ne me demande pas d'« absolutiser » mon système doctrinal, mais d'entrer dans la Voie qui mène à la Vie.

« Pourtant, à quoi sert-il de croire et même d'engager sa vie, si ce n'est pas pour défendre

« Le devoir du chrétien est de se dissoudre, c'est-à-dire de « perdre sa vie » pour la communiquer aux autres. Et la foi chrétienne nous dit même qu'en perdant sa vie on la gagne »

Faut-il n'est pas un autre, mais une partie de moi-même, qui élargit et complète mon moi, je ne parviens pas au dialogue. L'hindouisme le comprend mieux, qui, le répète, a une autre conception de l'être soi-même (*atman*), de l'identité, qui n'est pas dans la différence. Si j'arrive à l'embrasser, par exemple, là je le comprends. Ce qui veut dire que le vrai dialogue intra-religieux commence en moi-même et qu'il

tentielle, intime, concrète. Son but n'est pas d'instaurer une religion universelle, d'aboutir à une sorte d'ONU des religions. Relisez la Genèse : pourquoi Dieu, en détruisant le rêve de Babel, n'a-t-il pas voulu d'un gouvernement mondial, d'un marché mondial, d'une banque mondiale, d'une démocratie mondiale ? Pourquoi a-t-il préféré, pour permettre aux hommes de communiquer, de petites huttes à échelle

Un croisement entre l'Orient et l'Occident

UNE SILHOUETTE ascétique de mystique hindou, Raimon Panikkar, âgé de soixante-dix-sept ans, est l'un des philosophes chrétiens les plus érudits de cette fin de siècle. Né d'un père indien et d'une mère espagnole, il est docteur en philosophie, en sciences et en théologie. Il a enseigné dans les universités de Madrid, de Rome, à Harvard, à l'université de Santa Barbara (Californie) et vit à Tavernet, petit village près de Barcelone, dans cette Catalogne où il a vécu l'essentiel de sa jeunesse. Son dernier ouvrage (et son testament), intitulé *Eloge du simple ou Le Moine comme archétype universel*, vient d'être publié en France aux éditions Albin Michel.



RAIMON PANIKKAR

son œuvre est le meilleur antidote à la montée des crispations identitaires et des intégrismes qui dominent cette fin de siècle.

D'origine chrétienne et hindoue, Raimon Panikkar refuse de se considérer comme un métis au plan religieux. Il se définit, en toute clarté, comme théologien catholique.

H. T.

Le Monde DES PHILATELISTES

Chaque mois, pour tous les passionnés de timbres

Trois digues de sable et deux aveux

par Claude Llabres

LES temps de la justice n'étant pas ceux de la politique, les échos des prétoires, sur l'argent noir et la politique, font, semaine après semaine, l'ouverture des journaux télévisés. L'affaire est dangereuse. Dans l'esprit de certains, le chemin raccourci entre la conscience qu'il y a des corrompus en République et l'idée d'une République corrompue. La pente est possible car l'opinion perçoit qu'il y a une loi pour les politiques et une loi pour les citoyens.

La seule parade, l'unique façon de réhabiliter la politique, de la civiliser, c'est l'aveu. Les responsables nationaux des partis

politique, la peur au ventre, s'est précipitée pour renforcer la digue et colmater les brèches. Tous ensemble, tous ensemble pour arrêter les juges. Illusoire résistance. Aucun des arguments avancés ne résiste à l'analyse. L'homme est intègre et le soldat-trésorier serait un voleur ?

Pour avoir longtemps vécu cette schizophrénie, je crois en l'homme indivisible. Pour être sorti du PCF, plus pauvre que je n'y étais entré, j'affirme que l'abnégation n'est pas le critère unique d'une conception civilisée de la politique. Voler pour enrichir « la cause », c'est appauvrir « la cause ». Parler d'acharnement po-

entreprise devait verser 5 % du montant des travaux aux partis. Et ce serait inique de poursuivre ? Avant la loi sur les partis, il y avait des lois pour les hommes, pour tous les hommes.

Sur la troisième digue, la défense est nue : « Emmanuelli n'a rien fait à sa mission dans ses fonctions. » En clair, un trésorier c'est fait pour collecter de l'argent, la couleur en est secondaire. J'halucine ! L'image des sommes versées par les patrons des grandes surfaces aux partis se superpose avec celle de cette caissière, licenciée pour avoir passé un Caddie à côté de sa caisse.

L'opinion sait. Mais, même si cela blesse un peu plus à gauche qu'à droite, elle s'habitue. C'est peut-être le pis. La gangrène des élites noircit, dans l'isolement, le front des citoyens.

Il n'y a pas d'autre solution, il ne nous reste que l'aveu. Il reste à nous appliquer à nous-mêmes les lois que nous proposons pour la République. À dire après Gramsci que seule la vérité est révolutionnaire. Dire et agir. L'aveu sans bagouillage peut nous permettre de porter, à nouveau, la politique comme on porte un drapeau.

Alors, je passe devant. J'avoue. J'ai décidé d'être témoin volontaire pour un procès qui s'instruit. Secret de l'instruction oblige, il faudra attendre encore quelques semaines ou quelques mois pour voir, entre le RPR la veille, le PR le lendemain et le CDS quelques jours plus tard, le présentateur du 20 heures nous annoncer que demain s'ouvrira le procès de l'argent noir et du PCF.

Comme les autres, ce parti a vécu de cette saleté. J'en ai témoigné à l'instruction, j'en témoigne à la barre. Je témoigne qu'il était plus facile, entre foie gras et Sauternes, d'accepter d'un patron

corrupteur les 5 % pour un appel d'offres pipé que de tendre, pour trois francs six sous, les drapeaux rouges de la souscription à la sortie des usines. Nous avions choisi, comme les autres, l'efficacité contre l'éthique. Je parle de tous les partis et non du FN qui, pour moi, n'est pas un parti mais un repère de beaufs. Et, sur eux, je ne peux jurer de parler sans haine.

Pour Emmanuelli, il reste une injustice qui me fait penser que ses juges n'ont jamais appartenu à la moindre association. Car ils sauraient qu'un trésorier qui, pour la cause, fait une entourage sans en parler à sa hiérarchie, cela n'existe pas. Quand on examine la liste des présidents et secrétaires nationaux des partis des années-racket, on peut comprendre que les mains des juges tremblent et qu'ils choisissent les fusibles.

Alors, je repasse devant et je ré-temoigne. Avec les communistes critiques, exclus, licenciés, rendus exsangues par la répression du groupe néo-stalinien, nous avons, pour ne pas mourir, reçu de l'Elysée et de Matignon quelques miettes des fonds secrets. Mais, Messieurs les présidents et secrétaires nationaux, au pays de Cyrano et des groupuscules, c'est moi qui portais la serviette.

Pardon citoyens, pardon mesdames et messieurs les juges. C'était dans une vie antérieure, quand l'homme politique n'était pas encore descendu de l'arbre. C'était avant la loi de 1990. C'était au temps où nous étions, sans loi... ni foi.

Claude Llabres, conseiller culturel du maire de Toulouse, est ancien membre du comité central du PCF et ancien coordinateur national des renovateurs communistes.

Pitié pour les vaches !

par Alain Finkielkraut

LA barrière des espèces a donc été franchie. Les vaches anglaises sont en train d'empoisonner les hommes. Folles, elles nous transmettent leur folie. Du seul fait d'avoir croqué un bonbon ou mangé un bon bifeck, nous risquons d'avoir le cerveau transformé en éponge. La viande, c'était le sang, la vie, la force taurine : voici venir les temps de la viande mortelle. La confiance du consommateur est atteinte. Le spectre d'une nouvelle épidémie se profile : la peste moderne semble même prendre un malin plaisir à s'insinuer dans les moments les plus insouciantes et les plus joyeux de l'existence.

Est-il exorbitant de réclamer un peu de mauvaise conscience dans le cas, probable, d'un grand massacre conjuratoire ?

Pour protéger l'humanité, il faut donc prendre les grands moyens, c'est-à-dire, si l'on en croit les experts les plus avisés, abattre le cheptel coupable. Tout le cheptel ? Peut-être pas, mais, disons, trois ou quatre millions de têtes. Pour l'exemple. Pour enrayer la maladie. Pour traquer le problème à la racine. Pour restaurer la crédibilité des éleveurs britanniques. Pour montrer au public affolé par la « vache folle » qu'on a la situation bien en mains et qu'il n'a plus de raison de s'inquiéter. Ainsi le mar-

ché retrouvera sa vigueur, McDonald's son sourire, et les hommes leur appétit.

Il devrait pourtant le perdre s'il restait un peu d'humanité sur la terre. Aucun ruminant anglais, breton ou germanique n'a réclamé de la viande de mouton avariée pour agrémenter ses repas. Ces mammifères étaient tous herbivores et contents comme ça. Mais pour ceux qui ont érigé la démesure en règle de fonctionnement, pour ceux qui vivent dans l'illimité, qui affirment la plasticité totale de l'être et qui ne conçoivent la réalité qu'opérable, machinable, rentable et entièrement disponible, cette donnée naturelle ne saurait être qu'un obstacle transitoire et contingent.

Il s'est donc levé l'obstacle et, en devenant carnivores, certains ruminants sont devenus fous. Un crime, autrement dit, à eu lieu, mais comme les victimes de ce crime sont des bêtes, c'est à elles de payer.

Qu'elles payent donc le prix de la folie humaine : il serait absurde d'ajouter la négligence à la démesure et de mettre en péril la santé de notre espèce déjà traumatisée et fragilisée. Est-il, néanmoins, exorbitant de réclamer un peu de mauvaise conscience dans le cas, probable, d'un grand massacre conjuratoire ? Après tout, le droit du plus fort n'est pas la forme la plus civilisée du droit, ni l'éradication du donné le plus ultra de l'humanité. « Qui soit si l'âme du fils d'Adam va en haut, et si l'âme des bêtes va en bas ? », se demandait-il y a bien longtemps, l'Écclésiaste. La question n'a rien perdu de son actualité.

Alain Finkielkraut est philosophe et directeur de la revue « Le Messager européen ».

Je témoigne qu'il était plus facile, entre foie gras et sauternes, d'accepter d'un patron corrupteur les 5 % pour un appel d'offres pipé que de tendre, pour trois francs six sous, les drapeaux rouges de la souscription à la sortie des usines

doivent aller au-devant de la justice et au-devant de l'opinion pour avouer globalement et dans le détail les années de pillage de fonds publics et d'utilisation des commandes publiques pour racketter des entreprises. L'aveu est le prix du pardon, le prix de la réconciliation entre les citoyens et les élites. Les autres lignes de défense ne sont que digues de sable.

Après la condamnation d'Henri Emmanuelli, le PS a bâti, à la hâte, une première digue. Une pelle pour l'intégrité, une pelle pour le non-enrichissement personnel et une pelle contre l'acharnement politique. Une partie de la classe

litique quand Emmanuelli, Carignon et Noir font la même semaine la « une » des journaux n'est que fadeuse pour préaux.

Même l'émotion, réelle et respectable, des condamnés est contre-productive. L'écho des comptoirs devient féroce : « Les politiques sont pris par la patrouille, c'est bien fait pour leurs gueules. »

Le PS a dressé une deuxième digue : « C'était avant la loi portant sur le financement public. » Nouveau regroupement des hypocrites de droite et de gauche. Décryptons et résumons. Avant 1990, pour construire l'école maternelle ou refaire le toit de l'église, une

faute surtout pas le dire. Cette histoire de cinq ans, écrite sous la dictée américaine, a visé à assurer la survie d'Israël et à rendre une terre aux Palestiniens, tout en leur donnant les moyens de créer un Etat. Cette entreprise honorable ne pouvait s'accomplir qu'en libérant les uns et les autres des servitudes de la haine.

Il y avait pourtant un homme qui prospérait sur cette haine. Hafez El Assad souffrait sur les braises de la discorde, manipulant les cracheurs de feu, répandant le sang en sous-main. Chacun de ses crimes donnait du corps à ses rêves de Grande Syrie. Les Américains, décidés à forcer la paix, lui firent des yeux doux, parce qu'ils pensaient que la fin justifiait les moyens, et parce que la Syrie fait partie de leur zone d'influence depuis que la Grande-Bretagne a renoncé à l'autonomie de sa politique étrangère.

Bush d'abord, Clinton ensuite, qui ont leurs intérêts propres en Orient, différents des nôtres et même parfois contradictoires, lui ont cédé la souveraineté du Liban en échange de sa bonne volonté

Si Jacques Chirac, à Beyrouth, dit simplement le droit et la vérité, s'il réclame l'organisation d'élections libres sous contrôle international, les Libanais regagneront aussitôt la moitié de leur liberté

réservés aux proches collaborateurs de Damas, tels Nabî Berni ou Rafic Hariri, qui se conduisent, à Tyr et à Beyrouth, comme s'ils étaient les propriétaires à titre privé de la terre libanaise et de sa vieille histoire. Mais autant il est facile d'évoquer le retour de la paix et celui de l'argent au Liban, autant le thème de sa souveraineté piétinée n'entraîne aujourd'hui que sarcasmes et soupçons lassés. S'il est vrai, comme l'écrivait Camus, que la liberté consiste d'abord à ne pas mentir, force est bien de constater que la liberté au Liban est morte deux fois plus que non seulement le Liban n'existe plus, mais qu'il ne

dans le processus de paix, sans jamais oser toutefois rayer le nom de la Syrie de la liste des pays terroristes. Le Liban fut sacrifié sur l'autel de la paix. La France se tut, se laissant dériver comme un corps inerte dans le sillage de la politique américaine.

Tout cela n'empêcha pas l'ami du crime de poursuivre ses basses œuvres, s'amusant et se jouant d'un même élan de nos hypocrites, de nos mensonges et de nos bonnes volontés. Le résultat ? Assad ambitionne plus que jamais de régner sur la région. Il ne peut espérer affermir son emprise que dans le tumulte. Il construit son

avenir dans une tragédie sans dénouement. Le Liban, où il vient d'installer un million de colons syriens, ne lui suffit plus. Il a besoin maintenant que les Israéliens se déclarent entre eux et que les Palestiniens se divisent sur la légitimité d'Arafat.

Et s'il faut lui rendre un mérite, osons parler de sa sincérité. L'hypocrisie est bannie dans les dialogues d'ombres du maître de Damas. Tous les dissidents de l'OLR entrés en guerre contre Arafat, sont campés et dorlotés au grand jour dans ses palais. Et c'est de Damas, très naturellement, qu'ils revendiquent maintenant encore leurs attentats contre des cibles palestiniennes ou israéliennes.

Il n'y pas d'école plus difficile que celle de la patience désespérée. Le président français à Beyrouth va donc rencontrer un peuple à bout de souffle après une solitude de cinq ans, victime de la paix comme il le fut de la guerre, plus pauvre que jamais, mais qui trouvera peut-être encore la force de l'acclamer. Que Jacques Chirac ne se méprenne pas. Les applaudissements qui monteront des rues de Beyrouth s'adresseront au président d'une France fraternelle et juste. Les Libanais attendent de lui qu'il les étonne, comme il étonna les Bosniaques par son discours du 14 juillet 1995.

Comme tous les peuples qui ont vécu beaucoup de tragédies, les Libanais ont le cœur sevré. Ils ne peuvent plus croire à l'avenir, mais ils continuent de penser à la vérité. Si Jacques Chirac, à Beyrouth, parle de la francophonie, qu'il n'oublie pas que les mots en français ne sont pas des « prophètes désarmés ». Si le président de la République, à Beyrouth, dit simplement, calmement, le droit et la vérité, s'il réclame en leur nom l'organisation d'élections libres sous contrôle international, les Libanais regagneront aussitôt la moitié de leur liberté, et notre pays une part non négligeable de l'intelligence qu'il a parfois gaspillée sur des chemins trop silencieux.

Daniel Rondeau est journaliste et écrivain.

Comme un roman

par Patrick Prado

LA vache folle anglaise n'est pas si folle quand elle rapporte gros. Un roman, *Testament à l'anglaise*, de Jonathan Coe, édité en Angleterre en 1994 et en France en 1995, consacre un chapitre à l'élevage des veaux, vaches, cochons et couvées, qui est à la fois réaliste et hallucinant. Une famille aristocratique anglaise se partage la terre, l'élevage, les ventes d'armes, la banque et le contrôle de la télévision. « Poulets dont les pattes ne pouvaient plus supporter les corps disproportionnés, bétail à l'arrière-train déformé par trop d'injections d'hormones. Dorothy avait commencé par racheter toutes les petites fermes de la région et par les mettre sous contrat... La tâche des fermiers était d'employer tous les antibiotiques et tous les pesticides pour satisfaire les exigences de rendement. (...) Ils étaient également tenus de passer leurs commandes auprès d'une société appelée Nutrilite, contrôlée par Dorothy, et de les compléter par des additifs chimiques obtenus par une autre compagnie, elle aussi contrôlée par Dorothy. (...) Les poulets de Dorothy étaient élevés avec, pour chacun, un espace de 25 centimètres de côté... Les mâles d'une couvée n'engraissent pas et n'ont, par conséquent, pas de valeur économique pour la consommation, il faut donc les détruire, dès la naissance si possible, mais comment procéder ? Solution : durant un moment, Dorothy expérimenta un moulin spécial capable de réduire en bouillie mille poulets en deux minutes. La bouillie obtenue pouvait servir de nourriture ou d'engrais. »

Evidemment, Dorothy garde un petit troupeau de porcs et de veaux élevés en plein air pour son usage personnel : « Comme sa cousine Hilary, qui ne regardait jamais ses propres programmes de télévision, Dorothy n'avait jamais eu la moindre intention de consommer les produits qu'elle était trop heureuse d'imposer à un public résigné. » Suivent d'autres descriptions apocalyptiques. Mais Henry, un autre de ses cousins, politicien, député, futur ministre et qui retourne sa veste à chaque élection, la ras-

sure : « Tu n'as pas à t'inquiéter pour cela (les groupes de pression), les journaux ne vont pas se mettre à parler d'une chose aussi barbant que la production alimentaire, et si jamais ils le font, le public ne s'y intéressera pas, car il est trop stupide. Tu sais ça aussi bien que moi. »

Les romanciers annoncent les crises de demain. Mais qui les lit ?

« De plus, la plupart des données sont protégées par la loi sur les secrets d'Etat. C'est absurde, mais c'est ainsi. Et de toute façon, quand un de ces dingues en blouse blanche pond un rapport idiot, qu'est-ce qui nous empêche de produire des statistiques qui prouvent exactement le contraire ? »

Pour chaque chapitre du roman, l'auteur fournit des références. Par exemple, l'ouvrage de Richard Body *Our Food, our Land* (Notre nourriture, tel pays), édité en 1991.

Comme partout, les romanciers ont souvent raison contre les marchands de poisson et annoncent les crises de demain. Mais qui les lit ? Qui les écoute ?

Patrick Prado est chargé de recherches au CNRS.

AU COURRIER DU MONDE

PUBLICITÉ DÉTOURNÉE

Le Monde du 2 mars a consacré une page entière à la méthode de la firme Reynolds pour contourner la loi antitabac. C'est bien. Mais que dire de l'exposition sur le nouveau paquet de Gitanes blondes au centre Beaubourg sous le titre « Vingt créateurs pour une silhouette » (la fameuse Gitanes) ?

Cette exposition a fait l'objet d'une grande campagne de publicité. Ne faut-il pas aussi balayer devant notre porte ?

Alix Gausse, Paris

Le Monde

EDITORIAL

« Vaches folles » : les silences coupables

Il faut le rappeler : dès 1992, le gouvernement français avait fait retirer du marché tous les médicaments à base de tissus bovins. Si les mots ont un sens, et les lois ou règlements de la République un fondement, cela veut tout simplement dire que, déjà à cette époque, on n'excluait pas le risque de transmission à l'homme de la maladie de la « vache folle ». Quelques années auparavant des dispositions avaient été prises pour assainir la fabrication des aliments du bétail tenus pour responsables de l'épidémie. Ces dispositions démontrent que la lutte contre le fléau avait été engagée avant que, le mercredi 20 mars, le gouvernement britannique provoque un mouvement de panique en évoquant l'hypothèse d'un lien entre l'affection bovine et la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

Des actions préventives avaient été engagées, pratiquement sans information du public. Etait-ce pour ne pas effaroucher ? Dans ce scandale comme dans d'autres, ce silence, une fois brisé, revient comme un boomerang. Pourquoi ne nous avoir rien dit à l'époque ? Si on nous a caché quelque chose, c'est que l'affaire était grave. Rattrapés au tournant de leur mutisme, les responsables politiques se sentent au

jourd'hui obligés d'intervenir publiquement, voire de surencherir ou de mettre la presse en cause, exacerbant l'angoisse de leurs concitoyens. Dernier exemple en date : sous l'égide du commissaire européen chargé de la protection des consommateurs, l'italienne Emma Bonino, les fabricants de cosmétiques vont demander à leurs adhérents de retirer du marché des produits qui pourraient contenir des tissus bovins. Dans le monde les mesures annoncées par les gouvernements ne font qu'amplifier l'angoisse des consommateurs. Mesures qui n'ont souvent rien de directement avec la maladie mais font partie d'une stratégie plus bassement commerciale. Comment comprendre l'annonce par le ministre égyptien du commerce que l'interdiction d'importer du bœuf européen s'appliquera aussi au cuir

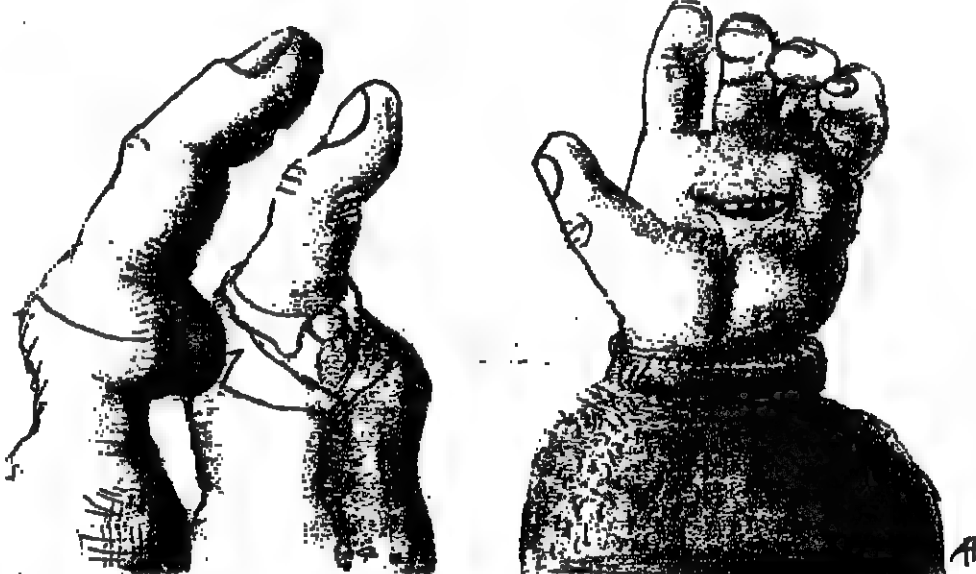
sinon par le fait que l'Égypte veut défendre son industrie de la chaussure ?

L'ampleur des décisions prises ou annoncées depuis le 20 mars, comme leur caractère souvent cacophonique, mercantile ou cocasse – les éleveurs d'autruches du Zimbabwe vont lancer une campagne de promotion de leurs produits en Europe ! –, ne fait qu'alimenter le mouvement, forcément irrationnel, de panique. Le coût prévisible des dépenses engagées ne peut aussi que faire peur : après tout, une partie des fonds qui auraient pu être utilisés par l'Europe pour financer des grands travaux et fournir ainsi du travail à des dizaines de milliers de chômeurs sera peut-être détournée de son but initial pour payer l'abattage du cheptel de Grande-Bretagne et soutenir les éleveurs de ce pays. Les citoyens européens sont en droit de demander des comptes.

Comme ils sont en droit de réclamer des aliments sains. Les experts scientifiques ne sont pas aujourd'hui en mesure de répondre aux interrogations que leur posent, trop tardivement, les responsables de l'Union européenne. Ces incertitudes sont légitimes. Elles ne justifient en aucune façon la gestion désordonnée de cette affaire par les gouvernements concernés comme par la Commission de Bruxelles.

Une semaine avec André François et les derniers soubresauts des Tactylosaures

Regardez comme c'est vulgaire une main pleine de doigts (2 pinces tactyloles et 1 tactylosaure)



Avant, il y avait la vraie vie. Ils touchaient de vraies mains, sentaient de vraies odeurs. Ils étaient des Tactylosaures. Maintenant, ils appellent le soubresaut qui stopperait leur mutation en Perissotactyles – ceux qui vont s'éteindre. Leur doigt unique déclenchera une vie irrationnelle où ils se verront de dos, de face et de profil, coulant dans la mer – mélasse des virtualités.

La nouvelle sagesse du football français

LE FOOTBALL français n'est pas à l'abri d'un faux pas. Héros des quarts de finale des coupes d'Europe, Bordeaux, Nantes et Paris SG peuvent trébucher lors des demi-finales, dont les matches aller se disputent du 2 au 4 avril à Prague, Turin et La Corogne. Tourterelles, une défaite, même lourde, ne remettrait pas en cause le constat optimiste dressé depuis une quinzaine de jours. Le temps n'est plus où les supporters français devaient se contenter de guigner un exploit isolé et se satisfaire de joies chichées. Les campagnes du Stade de Reims et de Saint-Etienne, dans les années 50 puis dans les années 70, avaient débouché sur de longues périodes d'abstinence, émaillées de faits d'armes sans lendemain, comme l'épopée de Bastia en 1978 ou la victoire de Metz à Barcelone en 1984 (4-1).

Trois ans après l'éphémère triomphe de l'Olympique de Marseille en Coupe des champions, on constate que non seulement le football français n'a pas souffert du traumatisme de l'affaire OM-VA, mais qu'il est présent sur tous les fronts. L'équipe de France, invaincue depuis plus de deux ans, ira au Championnat d'Europe des nations, du 8 au 30 juin en Angleterre, avec une étiquette de favori. Les Espoirs, encore en course pour le titre de champions d'Europe, qui sera décerné fin mai à Barcelone, sont qualifiés, avec de réelles chances de succès, pour les Jeux olympiques d'Atlanta. Les équipes nationales juniors et cadets participeront, elles aussi, aux champion-

nats européens. Enfin, les militaires sont champions du monde en titre. D'où vient une telle vitalité ? Incontestablement de l'assainissement entrepris par les dirigeants du football français au début des années 90. Bernard Tapie ayant pris le relais de Claude Bex, l'OM imposait alors au championnat de France une loi d'airain, pas seulement sportive. Le club phocéen régentait le football de sa puissance financière, obligeant ceux qui refusaient de s'y soumettre à de fatales surenchères. Des équipes françaises atteignaient régulièrement les demi-finales des coupes d'Europe, mais à quel prix ? Celui de la spirale des déficits, de l'argent fou, des gestions opaques, sans parler du malaise entretenu par le silence complice de la profession autour des pratiques que révélait l'affaire VA-OM.

Désormais, le football a trouvé une meilleure assise économique, un équilibre financier que le Calcio Italien ou la Liga espagnole commencent à lui envier. En même temps, il semble avoir acquis une sérénité propice à des résultats durables. Les dirigeants de clubs ambitieux ne sont plus condamnés à la folie des grandeurs, grâce à la politique de répartition des richesses – notamment le pactole des droits de télévision – défendue par Noël Le Graët, président de la Ligue nationale de football (LNF). Aucun club ne joue plus sa survie à la loterie des exploits.

D'aucuns s'étaient inquiétés de l'apathie du marché des transferts, à l'intersaison. Ce n'était pas la

marque d'un football en crise, mais le début de la sagesse, la fin en tout cas des dépenses pharaoniques. L'exemple venait du Paris SG, pourtant le plus riche avec l'AS Monaco. Pourquoi chercher ailleurs, à grand frais, ce qu'il suffisait souvent de puiser dans ses réserves ? La politique française de formation, il est vrai, porte ses fruits : l'Olympique lyonnais a été le premier à terrasser une équipe italienne (Lazio Rome) cette année, grâce à ses « gones » formés au club ; c'est avec les jeunes pousses de la jonelière que Nantes est sorti de la crise, il y a deux ans.

RÉÉQUILIBRAGE

L'exil des stars a favorisé l'éclosion de nouveaux talents. Aimé Jacquet peut se passer volontairement d'Eric Cantona et de David Ginola pour bâtir une équipe compétitive. Quel autre sélectionneur européen pourrait se permettre une telle impasse ? L'Auxerrois Sabri Lamouchi est le meilleur exemple de cette richesse nouvelle : à peu près inconnu en début de saison, le voilà quasi-titulaire en équipe de France. La génération des Pires-Vieira-Maurice ne peut que rassurer les dirigeants français à l'heure de l'arrêt Bosman. La qualité du football national le rend solvable.

Avec l'arrivée dans l'élite nationale de clubs comme Guingamp ou Gueugnon, s'ajoutant à Martigues et Bastia, on pouvait craindre une baisse de niveau. La saison actuelle témoigne au contraire d'un nivellement par le haut. Fabio Capello,

DANS LA PRESSE

LE JOURNAL DU DIMANCHE

Alain Genestier
■ Dans cette affaire précise des vaches folles, la presse n'a rien inventé (...). La vraie responsabilité de la psychose est d'ordre politique et scientifique. Politique car l'attitude des gouvernements, notamment des gouvernements anglais, a alimenté le doute. Ils ont alerté, puis tergiversé, ôtant ainsi toute crédibilité à l'information supposée officielle. Scientifique, car la communauté des experts a déclenché sa rituelle polémique, laissant le soupçon et l'inquiétude s'en nourrir (...). Logiquement, professionnellement, les médias se font l'écho du doute, l'exposent, l'analysent, débattent des hypothèses.

EUROPE 1

Alain Duhamel
■ François Léotard a remporté une belle victoire. Il lui faut maintenant la gérer. L'UDF a certainement besoin de rénovation, et peut-être de refondation (...). Elle bénéficie d'une excellente implantation locale et d'une quasi-parité parlementaire avec le RPR. En revanche, elle exhibe un lourd déficit en matière d'unité et d'idées.

FRANCE INTER

Bernard Guetta
■ C'est la deuxième fois que les sept pays les plus industrialisés du monde se réunissent, au niveau ministériel, pour débattre de l'emploi et de leurs 23 millions de chômeurs (...). De nouveaux équilibres politiques et sociaux sont à trouver. Personne n'est d'accord sur les solutions. Elles seront, en tout état de cause, douloureuses.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE.
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani.
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alfaro, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint.
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel.
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Pirelli, Robert Solé.
Jean-Paul Besset, Bruno de Crous, Pierre Gaspard, Laurent Groussier, Danièle Heymann, Bernard Le Gendre, Jean-Pierre Lhomme, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig.
Directeur adjoint : Dominique Ravetto.
Rédacteur en chef technique : Eric Assi.
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment.
Directeur éditorial : Eric Platon ; directeur délégué : Anne Chaussebourg.
Conseiller de la rédaction : Alain Rollin ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet.
Médiateur : André Laurens.
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Billaud, vice-président.
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méty (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecaillon (1991-1994).
Le Monde est édité par la SA Le Monde.
Domicile de la société : 10 rue de la Harpe, 75001 Paris.
Capital social : 995 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Benoit-Méty, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance.
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 05.
Tél. : (0) 45-25-25-25 Télécopieur : (0) 45-25-25-25 Tél. : 384 800 F.
ADMINISTRATION : 1, place Hubert Benoit-Méty 75001 PARIS CEDEX 05.
Tél. : (0) 45-25-25-25 Télécopieur : (0) 45-25-25-25 Tél. : 384 800 F.

L'espace restreint de « l'autre droite »

Suite de la première page

Où peuvent-ils trouver, d'abord, le fondement de leur identité collective face au RPR, sinon dans le triptyque rappelé par Valéry Giscard d'Estaing et sur lequel il avait appuyé sa présidence : le centre, l'Europe, les régions ? La seule innovation qu'ils y aient apportée a déjà pris de l'âge : c'est la dimension libérale, illustrée semblait-il par François Léotard et par Alain Madelin.

Le premier opposé au « groupe social », défendu par le Parti socialiste, et à « l'autorité », proclamée par le RPR, la « personne », dont il incomberait à l'UDF de faire valoir les aspirations et les droits. Le second souligne qu'au-delà de la nécessaire « sécurité sociale » le centre doit promouvoir la « considération sociale » pour les individus. Or, ce libéralisme n'est en aucune façon l'apanage de l'UDF : il est partagé, dans son principe, par toute la droite et, par toute la droite aussi, exprimé le plus souvent avec la prudence que lui impose le coût social de cette doctrine.

François Léotard et François Bayrou peuvent se prévaloir d'avoir mis en échec la tentative d'annexion de l'UDF par le président de la République

Restent donc le centre, l'Europe et les régions, mais, sur ces sujets aussi, l'analyse giscardienne fait encore une fois la preuve de sa pertinence. Jacques Chirac s'installe en effet, petit à petit, dans la fonction présidentielle en affirmant toutes les couleurs du centrisme le plus classique – jusqu'à la « désorption » permanente vis-à-vis de la gauche –, en adoptant une posture résolument européenne et en laissant se développer discrètement, dans les rangs de la droite, un débat sur les structures administratives qui pourrait bien aboutir à une sérieuse mise en cause du département au bénéfice de la région.

Avec un héritage giscardien capté par le chef de l'Etat en place, et

leur propre « carte d'identité » libérale partagée par le parti au pouvoir, les nouveaux maîtres de l'UDF ne disposent, comme le leur a fait observer l'ancien président, que d'un « espace politique étroit ». Il serait mieux de dire qu'ils n'en ont, en réalité, aucun, sinon celui de cette « alternative au sein de la majorité » qu'Alain Madelin, sans davantage cacher son jeu, se proposait de constituer. L'UDF ne sera donc jamais qu'une « autre droite », pour fatigués du gaullisme il y a vingt ans, pour déçus du chiraquisme demain. Mais cette autre droite n'aura pas les couleurs dont rêvait l'ancien ministre de l'économie.

Les voix rassemblées par Alain Madelin au sein de la confédération – à peine plus de 30 % – ne lui permettent pas d'envisager tout simplement de s'en séparer et de courir l'aventure pour son propre compte. L'option néo-poujadiste qu'il leur proposait n'a pas convaincu les élus centristes et libéraux qu'ils pourraient trouver là l'oxygène nécessaire à leur réélection. Il était prévisible que l'abri des « appareils » du Parti républicain et de la Force démocrate leur paraîtrait plus sûr pour négocier les investitures avec le RPR, d'abord, et affronter les électeurs, ensuite, en 1998.

Cependant, les flamboyantes « primaires » contre des notables réputés usés et incapables de répondre aux « aspirations populaires » chantées par l'ancien ministre de l'économie n'ont pas, non plus, séduit un grand nombre de ceux qui, derrière les élus, aspirent à prendre leur place.

L'UDF reste donc, sous la présidence de François Léotard, cette deuxième composante de la droite, à laquelle correspondait Edouard Balladur et sur laquelle Alain Juppé peut compter pour équilibrer la majorité et asseoir sa position de premier ministre. Le renouvellement de la représentation centriste et libérale au sein du gouvernement est dans les têtes des partisans de François Léotard, tandis que ceux qui n'ont dû leur portefeuille ministériel qu'au soutien de Valéry Giscard d'Estaing s'inquiètent pour leur avenir. Le « chiraquo-libéralisme » inventé inopinément par Alain Madelin fin 1994 n'est pas, aujourd'hui, une solution de rechange à la solidarité centriste et libérale dont l'ancien chef de l'Etat et Jean Lecanuet avaient institué les règles il y a vingt ans.

Cantonné à l'intérieur de l'UDF – même s'il ne s'interdit pas de continuer à se faire entendre, aussi, à l'extérieur –, l'ancien ministre de l'économie va sans doute continuer à parcourir les chemins incertains où se croisent et, parfois, se rencontrent la droite républicaine et les électeurs tentés par l'extrême droite. Il est voué à un rôle de serre-file, auquel Jacques Chirac tient beaucoup, mais ceux qui l'imaginaient arpentant la campagne, comme le président du RPR en 1978, pour convaincre les mécontents d'apporter quand même leur bulletin de vote, une fois encore, à la majorité en place et au chef de l'Etat, vont devoir réviser leurs plans.

S'ils ne peuvent tirer gloire du départ de Valéry Giscard d'Estaing, François Léotard et François Bayrou peuvent se prévaloir, en revanche, d'avoir mis en échec la tentative d'annexion de l'UDF par le président de la République. Le grand vent dans lequel Alain Madelin promettait d'emporter les vieilles résistances centristes et léotardiennes s'est brisé sur les massifs de l'Ouest et du Sud-Est. C'est un résultat non négligeable, mais le tout est de savoir ce que les deux compères sauront en faire.

Patrick Jarreau



STATUT Le 11 avril, les principales organisations syndicales de France Télécom (CGT, SUD, CFDT, FO et CFTC) appellent les personnels à une grève contre le projet du gouvernement de

privatisation partielle. ● L'ÉTAT DES LIEUX des arguments des partisans et des opposants de cette réforme montre que, depuis trois ans et l'initiative avortée du gouvernement

d'Edouard Balladur, les deux parties campent sur leurs positions. ● GOUVERNEMENT ET DIRECTION générale estiment que seule une évolution peut donner à l'opérateur les moyens

de faire face à la mutation que va représenter l'ouverture totale à la concurrence début 1998. ● LES SYNDICATS, aux yeux desquels le statut actuel offre des atouts suffisants,

prennent à témoin l'annonce par le groupe américain AT&T de 40 000 suppressions de postes pour dénoncer les risques d'une privatisation partielle.

Guerre de positions autour de la réforme de France Télécom

Les syndicats appellent les personnels de l'exploitant téléphonique à une grève le 11 avril. Du degré de mobilisation dépendra pour une part l'évolution de ce dossier que le gouvernement entend boucler cette année.

L'HISTOIRE ne se répète pas, dit-on. Qu'elle le fasse ou non, le 11 avril prochain, et les principaux syndicats de France Télécom s'en satisfont sans doute. Leur objectif, en appelant les personnels de l'exploitant téléphonique à une « grève d'avertissement » ce jour-là, est, officiellement, de faire reculer Alain Juppé sur ses projets de changement de statut et de privatisation partielle, comme ils avaient fait reculer Edouard Balladur en octobre 1993 et, quatre ans plus tôt, Jacques Chirac.

La volonté d'Alain Juppé de réaliser cette réforme paraît intacte. Le premier ministre l'a réaffirmée, le 18 mars, en adressant une lettre de mission à Michel Bon, le président de France Télécom : il a invité ce dernier à lui proposer les

décisions nécessaires à une évolution de l'opérateur, qui serait engagée dès cette année.

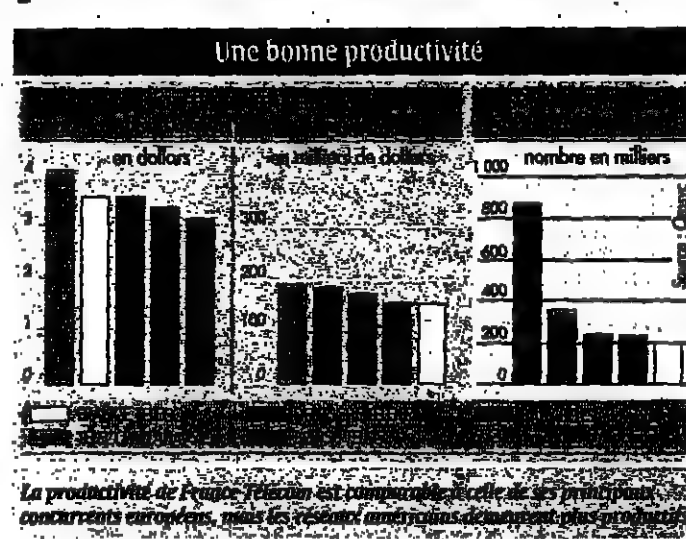
Le « débat » s'articule autour d'un thème central : la confrontation de France Télécom avec un monde des télécommunications en pleine mutation sous l'effet de la libéralisation. Il mêle appréciations sur les capacités de développement à l'international de l'opérateur et sur ses capacités de mutation interne.

VOLONTÉ DE CONCILIATION

Alain Juppé, échaudé par les mouvements de décembre liés à ses projets de réforme pour la SNCF et la Sécurité sociale, a voulu afficher sa volonté de conciliation. Son invitation aux syndicats à négocier avec Michel Bon, par

l'intermédiaire de la lettre de mission adressée à ce dernier, est cependant restée sans suite. Si la CGC et la SNC (syndicat des contractuels) ont indiqué qu'ils rencontreraient le président de France Télécom, les principales organisations syndicales s'y sont refusées.

Tout va maintenant dépendre de la mobilisation des personnels, le 11 avril. Le contexte dans lequel s'inscrit cette grève est quelque peu différent de celui qui prévalait en 1993. Cette évolution ne se situe pas dans les engagements pris par Alain Juppé, dans la lettre adressée à Michel Bon, sur le maintien du contrôle majoritaire de l'État (51 %) sur France Télécom et du statut des agents fonctionnaires : ils avaient déjà été formu-



lés en 1993 par le gouvernement d'Edouard Balladur.

La « nouveauté » vient plutôt de la définition des règles du jeu qui s'appliqueront en 1998, avec l'ouverture totale à la concurrence. Le texte du projet de loi traçant ce nouveau cadre sera approuvé en conseil des ministres le 3 avril et devrait être adopté par le Parlement d'ici la fin juin. Il a certes fait l'objet de critiques, notamment sur la révision de la notion de service public, remplacée par celle plus restreinte de service universel. Mais il confirme France Télécom dans son rôle d'opérateur de service universel. Les personnels de l'exploitant public ne peuvent pas y être insensibles.

Philippe Le Coru

Près de 157 000 salariés

● **Chiffre d'affaires** : il aurait avoisiné 133 milliards de francs en 1995 pour la maison mère, contre 129,3 milliards un an plus tôt. ● **Bénéfice** : le résultat net, au niveau maison mère, devrait avoisiner 7 milliards de francs pour 1995, contre 9,2 milliards en 1994.

● **Endettement** : fin 1995, il aurait été ramené à 82 ou 83 milliards de francs, contre 95 milliards fin 1994 et 105,6 milliards fin 1993.

● **Investissements** : ils auraient atteint 29 milliards de francs en 1995, contre 35 milliards en 1994 et 106,6 milliards fin 1993. France Télécom est tenu, par son contrat de plan, de ne pas dépasser 132 milliards de francs d'investissements sur la période 1995-1998, contre 150 milliards sur la période du précédent contrat de plan. Les comptes définitifs de l'exercice 1995 seront connus dans quelques semaines.

● **Effectifs** : France Télécom employait 156 900 personnes fin 1994, contre 158 700 un an plus tôt et 169 600 fin 1993. L'opérateur réduit chaque année le nombre des titulaires (148 950 fin 1994, contre 164 000 fin 1993), alors que les contractuels voient leur nombre s'accroître (7 890 fin 1995, contre 4 530 fin 1990).

● **Profil des personnels** : ce sont en grande majorité des hommes (60,8 % des effectifs). L'âge moyen était de 42 ans fin 1994, contre 41,5 ans fin 1993. Les employés et techniciens comptent pour 67 % du total des personnels. La maîtrise représente 12 % des effectifs, les cadres et cadres supérieurs respectivement 12 % et 9 %.

● **Le vote des salariés** : la CGT s'arroge 31,97 % des voix (cadres, non-cadres, titulaires et contractuels confondus). SUD vient au deuxième rang avec 26,69 % des voix. La CFDT et FO suivent avec respectivement 18,14 % et 15,23 % des suffrages. La CFTC représente 4,63 % des voix et la CGC 3,35 %.

● L'OUVERTURE À LA CONCURRENCE

— **POUR**. Dans la perspective de l'ouverture totale à la concurrence des services téléphoniques, début 1998, « le statut de l'entreprise doit évoluer pour lui permettre d'avoir les mêmes armes que ses concurrents », assure François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace. Pour le sénateur RPR des Yvelines Gérard Larcher, auteur d'un récent rapport sur France Télécom, la concurrence mettra fin aux « conditions (le monopole) qui fonde l'actuelle prospérité ». « Sans changement de statut, France Télécom restera dans un carcan et il y aura risque de marginalisation sur les secteurs les moins rentables », ajoute-t-on à Matignon. La privatisation partielle « aurait l'avantage de fournir les moyens d'une gestion et d'une autonomie commerciale adaptées à un environnement demandant beaucoup de réactivité », plaide encore Gérard Larcher. France Télécom devant être coté en Bourse, « cela l'aidera à être meilleur », estime Michel Bon, le président de France Télécom. « C'est une bonne chose d'être coté en Bourse et d'avoir des actionnaires privés qui exercent sur le management une saine discipline ».

— **CONTRE**. « Ce n'est pas le statut de l'entreprise, c'est l'organisation interne, l'adaptation de l'offre, la capacité de recherche-développement, la motivation du personnel » qui feront la différence dans un environnement concurrentiel, rétorquent la CFDT et FO. « Le statut, c'est l'arbre qui cache la forêt, c'est-à-dire les problèmes internes de réactivité, de management », ajoute la CFDT. « Si France Télécom est en danger, pourquoi le projet de loi sur la réglementation cherche-t-il à mettre en place un cadre le pénalisant au profit des nouveaux concurrents ? », interroge SUD, alors que la CFTC estime que « l'arrivée d'actionnaires privés conduirait à prioriser une logique purement financière mettant en cause le service public ».

Quant à l'autonomie accrue de gestion, « il ne faut pas confondre évolution du statut et capacités de gestion », souligne un cégétiste, pour qui « France Télécom ne dispose pas d'une culture managériale, ne sait pas gérer son personnel ». « Si, comme le jure le gouvernement, l'État conservait bien 51 % du capital, il aurait la même possibilité de contrôler que dans le cadre actuel », ajoute SUD.

● LES ALLIANCES INTERNATIONALES

— **POUR**. Qui dit fin du monopole, dit nécessité d'aller chercher ailleurs des compensations aux pertes de parts de marché qui interviendront au plan national, donc de nouer des alliances, font valoir les partisans de la transformation de France Télécom. « Même si le statut actuel ne reviendrait pas à ne rien faire, il rendrait les choses plus difficiles », explique-t-on dans l'entourage d'Alain Juppé à Matignon. « Le statut de société anonyme donnera l'accès à des marchés internationaux », ajoute la CGC, qui est l'un des rares syndicats à soutenir la réforme. « Il serait illusoire de croire que les alliances internationales pourraient résister si France Télécom continue à ne pas disposer d'un capital social, ni d'une autonomie stable de gestion », explique Gérard Larcher. Seuls des semblables peuvent s'associer durablement et résister ensemble. Les liens avec Deutsche Telekom (par le biais des sociétés communes Global One, où l'on trouve aussi l'américain Sprint, et Atlas) ne pourront que se relâcher s'ils ne peuvent être confortés par des rapprochements financiers et si les partenariats connaissent des évolutions par trop divergentes.

— **CONTRE**. Les syndicats soulignent que France Télécom, avec son statut actuel, a su nouer nombre d'alliances et s'implanter dans différents pays au niveau mondial. L'argument de l'échange du capital est également rejeté. « Dans le monde des opérateurs téléphoniques, il n'existe aucun exemple de ce type », note SUD. La CFDT, qui, de même que FO et SUD, s'interroge sur la réelle volonté de Deutsche Telekom de nouer des participations croisées avec France Télécom, souligne que « le différend Havas-CLT dans la télévision numérique montre que même les participations croisées ne sont pas des garanties quand il y a divergence de stratégie ». Pour FO, le seul argument « qui pourrait tenir » est que « la présence de l'État derrière France Télécom peut avoir un effet de blocage » au niveau des alliances et des prises de participation à l'international. « Mais il ne tient plus dès lors que l'on assure que l'État demeurera majoritaire dans France Télécom ». « Dès sa transformation en société anonyme, France Télécom devrait emprunter à plus cher qu'aujourd'hui car elle n'aurait plus la même garantie de l'État », indique également SUD.

● L'EMPLOI

— **POUR**. Le gouvernement et la direction de France Télécom assurent que les salariés n'ont rien à craindre en termes d'emploi. France Télécom ne serait pas dans la même situation que le britannique BT il y a dix ans, lors de sa privatisation, ou que Deutsche Telekom aujourd'hui (le groupe allemand va supprimer 70 000 emplois). Sa productivité serait meilleure.

Michel Bon se déclare ainsi convaincu que « la concurrence fait grandir le marché, et, si on est dégoûté, on pourra créer des emplois ». La CGC affirme ne pas craindre de « dégraissages », car « il y a pas de sureffectif », sauf à « on réduit l'activité » de l'entreprise en France. « Si l'entreprise fléchit, si elle régresse sur ses marchés par manque d'armes commerciales adaptées, cela aura des répercussions sur le niveau d'emploi », indique M. Larcher, pour qui, « à l'inverse, sa socialisation est la meilleure façon d'assurer l'adaptation compétitive ».

— **CONTRE**. « Le processus de privatisation, s'il devait aller au bout de sa logique, aurait des conséquences incalculables sur le personnel et son avenir, en premier lieu son emploi », indique la CGT, qui affirme ne pas vouloir « voir ici un jour les 40 000 licenciements d'AT&T, justifiés par la seule volonté de faire grimper les actions à Wall Street ». « Ce que ne peut pas faire France Télécom, c'est licencier du personnel, embaucher du personnel précaire. C'est là l'un des objectifs du changement de statut », relève SUD, pour qui, « en changeant de statut, ce ne sont plus les ratios de productivité classiques qui comptent — où effectivement France Télécom est sans doute meilleur que BT ou Deutsche Telekom —, mais le cours de l'action ».

Pour la CGT, SUD, la CFDT, FO et la CFTC, la garantie avancée sur le maintien du statut de fonctionnaires des agents n'est par ailleurs pas recevable. « À partir du moment où il y aura des actionnaires privés, combien de temps peut-on penser qu'ils acceptentont du personnel qui a la garantie de l'emploi, qui possède un système de retraite différent de celui du privé ? », interroge-t-elle. « Aujourd'hui, on nous explique que l'on garantit le statut de fonctionnaire. Dans deux ans, on nous dira : "Désolés, mais les actionnaires n'en veulent pas. Nous avons essayé, mais vous ne pouvez pas garder ce statut" », souligne SUD.

Les retraites constituent sans doute le seul point sur lequel les avis de partisans et des opposants d'un changement de statut de France Télécom convergent : tous indiquent que, quelle que soit l'évolution de l'entreprise, ce problème devra être traité. « Quel que soit le statut, si l'État ne prend pas à sa charge les retraites, il y a un problème vers 2005-2010 », résume FO. Selon Gérard Larcher, « les charges imposées à l'entreprise en raison de son statut sont, à terme, un facteur d'asphyxie financière » et la transformation en société anonyme peut « permettre de fonder le bouclier de la dette de retraites en un ressort concurrentiel ».

Les pensions des fonctionnaires de France Télécom sont actuellement versées par l'État et intégralement remboursées à ce dernier par l'opérateur. En outre, France Télécom rembourse à l'État les charges résultant des mécanismes de compensation (« compensation généralisée démographique vieillée ») et de surcompensation (« compensation spécifique vieillée »). Ce système « conduirait à ce que le ratio charges de retraites des fonctionnaires sur masse salariale des fonctionnaires augmente sensiblement », explique Gérard Larcher. « Le taux de contribution patronale passerait de 29 % aujourd'hui à 38 % en 2000, 47 % en 2005 et 77 % en 2010. Si France Télécom continuait, à cet horizon, à bénéficier d'un monopole, elle pourrait financer l'accroissement de cette charge. Ce ne sera plus le cas. Elle se trouvera confrontée à la concurrence d'entreprises acquiescentes déjà aujourd'hui de l'ordre de dix points de charges de retraite en moins ».

Gérard Larcher propose que, à compter de l'année suivant changement de statut, l'État prenne en charge, sans remboursement intégral par l'opérateur, le paiement des pensions des anciens agents. France Télécom payant à compter de cette date une cotisation patronale au régime de retraite des fonctionnaires et s'acquittant d'une somme ayant vocation à compenser partiellement le coût du transfert vers le budget de l'État du paiement intégral des droits acquis des anciens pensionnés. « Sous prétexte de garantir les retraites, les différentes propositions ont en réalité pour objectif de recuser d'éventuels actionnaires privés et de transférer des charges supplémentaires sur l'État », dénonce la CFTC.

Les Parisiens vont payer plus cher les transports en commun

COMMENT augmenter ses tarifs tout en incitant les Franciliens à utiliser davantage les transports en commun ? Confrontée à cette question, particulièrement épineuse cette année, la RATP plaiderait auprès du gouvernement, selon des sources proches du dossier, pour une augmentation différenciée de ses tarifs au 1^{er} mai. La hausse, qui atteindra en moyenne 5,2 %, pourrait être plus importante pour les Parisiens et les acheteurs de billets à l'unité et au carnet, mais plus faible pour les voyageurs qui circulent entre la banlieue et Paris.

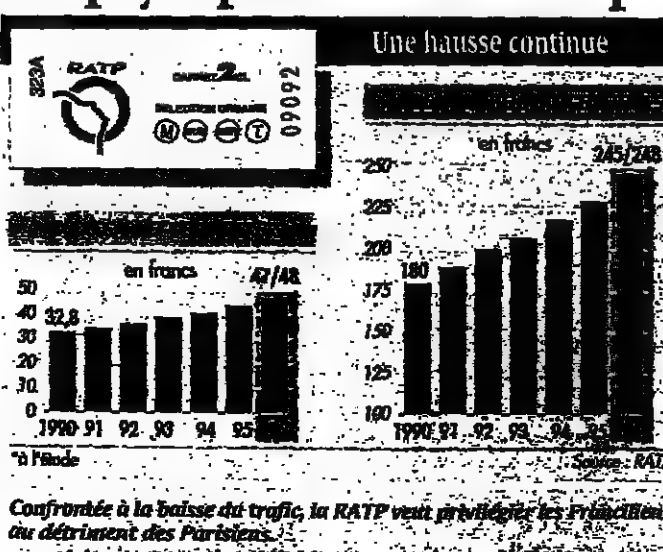
Le ticket de métro et le carnet augmenteraient d'environ 7 % (respectivement de 7,5 francs à 8 francs et de 44 francs à 47-48 francs) et la Carte orange deux zones pourrait être vendue plus de 245 francs (contre 230 francs au-

jourd'hui). A l'inverse, les Cartes orange comprenant les zones 3 et 4 (proche banlieue) seraient augmentées de manière beaucoup plus modérée (3 %, voire 2 %). Idéalement, la RATP (qui perçoit 65 % du montant des Cartes orange, contre 35 % pour la SNCF) aurait même souhaité faire varier les augmentations de 0 % (pour la banlieue) à 10 % (pour Paris).

REPORTS PROGRESSIFS

Le gouvernement, majoritaire au sein du Syndicat des transports parisiens, l'autorité organisatrice des transports collectifs en Île-de-France, devrait réfréner les ardeurs réformatrices de la RATP et n'autoriser qu'une refonte progressive de la tarification. Son arbitrage est attendu pour la mi-avril.

Confrontée à une baisse de son



Confrontée à la baisse du trafic, la RATP veut privilégier les Franciliens du détriment des Parisiens.

trafic de 10 % en 1995 (2,1 milliards de voyages), principalement à cause des grèves, la RATP a encore enregistré une baisse de son activité depuis le début de l'année. Pour dynamiser la demande, la RATP ne peut pas modérer la hausse de ses tarifs. Elle s'est engagée, dans son plan d'entreprise 1995-1997, à « poursuivre la hausse tarifaire de trois points par an au-delà des prix ». Depuis 1990, le prix du carnet de métro a augmenté de 34 % (passant de 32,80 francs en 1990 à 44 francs en 1995) et la Carte orange deux zones de 27 % (230 francs contre 180 francs). L'objectif est de faire payer à l'usager francilien la moitié du coût du transport (contre 38 % aujourd'hui), afin de rapprocher la situation du transport public parisien de celle des autres villes de province et d'alléger les charges

supportées par la collectivité et les contribuables.

Contrairement à ce qu'il se passe ailleurs, la RATP choisit de solliciter davantage la clientèle parisienne, captive et relativement bien traitée en termes de qualité de service. A l'inverse, la clientèle de proche banlieue, moins bien lotie par le transport public et plus encline à préférer d'autres modes de transport, bénéficiera d'un allègement relatif du prix du transport. Autre chantier en cours : le gouvernement et la RATP réfléchissent à la tarification du transport des plus jeunes, qui acquittent aujourd'hui le tarif plein, alors que leurs parents salariés sont remboursés, par leur employeur, de la moitié du coût du coupon mensuel.

Christophe Jakubyszyn

Kodak estime à 28 milliards de francs le coût de la « concurrence déloyale » de Fuji

Les deux géants de la photographie croisent le fer pour le marché nippon

Après les semi-conducteurs, l'automobile, l'assurance et le transport aérien, c'est au tour de la photographie d'être le sujet d'affrontements

entre les Américains et les Japonais. Kodak accuse son grand rival à l'échelle planétaire, Fuji, de « concurrence déloyale » sur le marché japonais.

Fuji a porté les mêmes accusations sur les pratiques de Kodak aux États-Unis. La solution du conflit est entre les mains des politiques.

TOKYO
correspondance

Le marché japonais de la photo est l'objet d'un affrontement entre les deux géants Kodak et Fuji, dont l'issue dépend en partie de la position qu'adopteront Bill Clinton et Ryutaro Hashimoto, le premier ministre nippon, lors de la visite du président américain au Japon le 16 avril. Curieusement, la bataille intervient dans un secteur promis à quelques bouleversements technologiques dans les années à venir : avec la création par Kodak et Fuji d'un nouveau format de pellicule (APS) et avec l'utilisation du numérique.

Coutumiers des attaques contre la forteresse économique nipponne par l'application de sanctions, dans le cadre du chapitre 301 de la loi américaine sur la concurrence, les Américains sont de plus en plus critiques pour cette approche bilatérale et enjointe par leurs partenaires de régler leurs différends devant l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Mais ils ne semblent pas en prendre le chemin. Suite à la plainte déposée en mai par Kodak, Mickey Kantor, le représentant américain au commerce, a annoncé en juillet l'ouverture d'une enquête qui pourrait aboutir à l'imposition de sanctions contre les produits japonais. Alors que Kodak souhaite que les deux gouvernements s'assoient à la table des négociations - il a intensifié sa campagne de pressions auprès de l'administration américaine -, les représentants officiels de l'administration japonaise font la sourde oreille. L'annonce en février, juste avant la visite de M. Hashimoto aux États-Unis, par la Fair Trade Commission japonaise, l'organisme chargé de faire

respecter la concurrence, de l'ouverture d'une enquête sur le marché de la photo au Japon n'a pas apaisé les revendications des Américains, tant ils jugent les moyens de celle-ci limités.

L'offensive de Kodak remonte à mai, quand la société a rendu public un document de 250 pages détaillant les pratiques anticoncurrentielles de Fuji sur le marché japonais et la collusion des pouvoirs publics nippons - MITI et Fair Trade Commission en tête - pour

concurrer déloyale le marché japonais depuis le milieu des années 70 à 5,6 milliards de dollars (28 milliards de francs). Au-delà de l'ouverture du marché japonais les enjeux concernent la domination du marché mondial : Kodak soutient que Fuji a financé ses exportations grâce aux bénéfices indus réalisés sur le marché japonais. La part de marché de Fuji au Japon s'établit à 70 % pour les pellicules couleur et 50 % pour le papier photographique.

fièr les piètres performances de Kodak sur le marché japonais et empêcher que les consommateurs japonais ne préfèrent Fuji. La société japonaise a également porté le débat sur le marché américain, accusant Kodak d'y bénéficier d'un monopole comparable à celui de Fuji au Japon et de fidéliser les distributeurs selon des procédés de motivation tout aussi discutables.

DIFFÉRENCES CULTURELLES

Au-delà d'une querelle d'experts de plus en plus technique, le litige fait ressortir l'importance des différences culturelles. Au Japon même, où les milieux d'affaires et la classe politique ne luttent que par la réglementation, les observateurs soulignent les limites d'un système qui a longtemps privilégié la croissance et l'excellence à l'exportation, face au respect de la concurrence. Aussi les pratiques de regroupement et de fidélisation des détaillants, si répandues dans l'industrie japonaise, légitimes dans une logique de reconstruction, peuvent-elles facilement s'apparenter à de la collusion, des ententes ou de l'abus de position dominante. Car c'est là que le bât blesse : la faiblesse des mécanismes antitrust au Japon. Si elle a vu son rôle augmenter au cours des dernières années, la Fair Trade Commission japonaise, aux yeux des experts américains ou européens, mais aussi des économistes japonais, n'a pas encore à sa disposition les moyens financiers (elle est trois fois plus petite que son homologue américaine) et politiques de faire appliquer la loi. L'enquête qu'elle a lancée pourrait lui servir de test.

Brice Pedroletti

Les contentieux américano-japonais

Si les différends nippo-américains sur l'automobile et les semi-conducteurs, dont l'accord expire fin juin, sont officiellement réglés, ce n'est pas le cas dans l'assurance et les transports aériens. En dépit d'un accord signé en 1994 sur l'ouverture du marché nippon de l'assurance, l'administration américaine reproche au Japon de retarder la libéralisation de l'assurance-vie, en accélérant celle de l'assurance-dommages, dont les compagnies étrangères détiennent déjà une part de marché importante. Dans le transport aérien, un nouveau conflit est apparu le 29 mars, deux jours après la signature entre les deux pays d'un accord sur le fret. Le ministère japonais du transport a rejeté une demande de la compagnie américaine United Airlines pour augmenter le nombre de ses vols entre Honolulu et l'aéroport international de Kansai (ouest du Japon). Ce refus intervient après celui des responsables de l'aviation civile américaine, qui n'ont pas autorisé Japan Airlines à assurer des liaisons entre Tokyo et Kona (Hawaï).

protéger le marché derrière des barrières invisibles. Kodak critique l'exclusivité de facto dont dispose Fuji auprès de quatre grands distributeurs spécialisés, les *tokuyakuten*, et dresse toute une liste de pratiques anticoncurrentielles ou carrément illégales, qui vont de la fixation des prix et du recours à des remises préférentielles à l'intimidation et au versement de dessous-de-table.

Kodak estime le coût global de la

phique couleur, contre environ 10 % pour Kodak dans les deux cas, alors que la société américaine a 70 % du marché américain et environ 40 % des marchés européens de la pellicule couleur.

Outrés par ces accusations, les dirigeants de Fuji ont d'abord rédigé un rapport réfutant les allégations de Kodak, puis fourni de nouveaux éléments de réponse aux services de Mickey Kantor. Pour Fuji, la rhétorique américaine ne saurait justi-

Renault redéfinit sa stratégie internationale

SAO PAULO

de notre envoyé spécial
Croître se dit maintenant créer chez Renault. Confronté à une stagnation de son marché automobile intérieur - l'Europe occidentale -, le constructeur français parle brésilien.

Avec 3,5 milliards de francs d'investissement pour bâtir une usine à Curitiba, dans l'État de Paraná, afin de produire 120 000 Mégane en 1999, Renault veut conquérir 7 à 8 % du marché brésilien du début du millénaire, estimé à 2 millions de voitures. Après Fiat, Volkswagen ou Toyota, Renault croit à l'essor du Mercosur, le marché commun du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay. Mais si le puissant General Motors peut multiplier ses investissements à l'étranger, Renault doit mesurer les siens, faute de moyens financiers et surtout humains.

A l'heure où les comptes du groupe se ressentent cruellement de la morosité de l'économie européenne - il a perdu 1,7 milliard de francs dans le secteur automobile en 1995 -, Renault estime que la croissance des années à venir viendra d'une diversification de ses marchés. Au début du XXI^e siècle, il veut réaliser le quart de ses ventes hors d'Europe occidentale, entre 400 000 et 450 000 voitures.

Les marchés américain et japonais sont jugés hors de portée. Acheter un réseau de concessionnaires dans l'archipel nippon est trop onéreux. S'implanter en Amérique du Nord suppose d'y as-

sembler une voiture spéciale (4 x 4 ou *light truck*) dont le constructeur français ne dispose pas. Reste à viser les marchés émergents.

En Europe occidentale, Renault accroît ses ventes pays par pays « sans que cela nécessite d'implantations industrielles ». Surtout, « les difficultés économiques, l'état des infrastructures et les très fortes incertitudes politiques n'ont pas permis de voir s'annoncer la création de véritables marchés automobiles ». L'usine de Slovénie devrait suffire à approvisionner la région. Les autres marchés (Moyen-Orient ou Afrique) sont trop étroits.

DES VÉHICULES SPÉCIFIQUES

L'Asie affiche en revanche des croissances attractives. La production de la région, hors Japon, devrait passer de 4 millions de voitures en 1992 à 11 millions au début du XXI^e siècle. Mais Renault

s'y sent un acteur de petite taille. « Nous y sommes encore en phase d'apprentissage », dit Manuel Gomez, directeur des affaires internationales. Au bout de cet exercice d'élimination géographique, le groupe s'est convaincu que « le potentiel de développement le plus naturel » est offert par l'Amérique latine. D'où l'importance de l'investissement brésilien.

« D'ici à l'an 2000 nous pourrions faire un investissement de la même taille », explique Louis Schweitzer, le PDG du groupe. Ce pourrait être le cas par exemple en Chine si l'opportunité se présentait. Mais, visiblement, le dirigeant de Renault préfère, après le Brésil, miser sur des projets de moindre importance. Il négocie des associations avec des industriels locaux en Malaisie ou en Inde pour la fabrication de petites unités de 10 000 voitures.

L'une des difficultés est de rester bénéficiaire sur les marchés émergents. Les clients n'acceptent plus les véhicules d'anciennes générations qui offrent de très belles marges. Il faut exporter ou fabriquer les mêmes voitures qu'en Europe, technologiquement plus avancées mais aux marges inférieures. Cette difficulté explique, en partie, pourquoi Renault rééchiffait au développement, à l'image de Fiat, d'un véhicule adapté aux pays émergents : simple, robuste, multi-usages. Il pourrait le faire seul ou avec un autre constructeur, et pourquoi pas Peugeot.

Prudence et parcimonie restent les mots-clés du développement international du groupe français. Même dans dix ans, Renault restera très dépendant de l'Europe et de ses cycles économiques.

Eric Le Boucher

Physiologie des PME

IL N'Y AURA PLUS déficit d'information sur les petites et moyennes entreprises qui produisent la moitié de la richesse française et emploient 60 % des salariés.

Une énorme enquête sur le sujet vient d'être publiée par Bertrand Ducheneaut, après cinq ans de travail. Rien n'échappe à sa volonté d'investigation : l'histoire, le poids économique des PME, les thèmes sociaux de ces entreprises « à taille humaine », les questions commerciales, financières, politiques qui leur sont propres, les paysages de leur création, de leur transmission, de leur mortalité, de leur développement régional, local, de leurs rapports avec les marchés étrangers, de leur faculté d'innovation...

Face aux fusions conduisant à des géants multinationaux, on assiste aujourd'hui à un regain de vitalité des PME dû à leur forte capacité d'adaptation et au développement des services. La France, qui a lancé récemment un

« plan PME », n'a aucune spécificité en la matière. Elle se situe dans la moyenne européenne. En revanche, pour les relations sociales, la France constitue une exception, le développement de la part relative des PME ayant abouti à une très forte désynchronisation par rapport aux autres pays européens.

Les conditions de travail dans les PME se signalent par une moindre utilisation de la micro-informatique, un taux d'absentéisme équivalent à celui enregistré dans les grandes entreprises, un taux de rotation du personnel supérieur mais une durée du travail plus longue et une féminisation plus forte. Les critères de recrutement ne sont pas très différents selon la taille de l'entreprise. Viennent en ordre de croissant, le comportement, la compétence technique d'adaptabilité, l'expérience et les diplômes. Quant au niveau des salaires, ils sont inférieurs de 15 % environ dans les PME, sauf pour deux fonctions mieux rémunérées : celle des technico-commerciaux et des ouvriers qualifiés. La rentabilité du capital est meilleure que celle du travail dans les PME. Les petites entreprises figurent rarement à

l'international mais la moitié des moyennes entreprises (entre 50 et 500 salariés) l'affrontent avec succès.

Une autre enquête, *PME et grands marchés*, approfondit ce sujet. Ses auteurs ont rassemblé une série d'analyses sur les PME québécoises et françaises face à l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain) et au marché unique européen. Beaucoup plus d'entreprises qu'on ne le pensait au départ ont cherché à se battre, hors des frontières nationales, non seulement par de petites améliorations de produits ou en changeant de gammes, mais aussi dans le processus de production, en introduisant des innovations particulières et en transformant leur organisation. L'appel du grand large stimule les énergies.

Pierre Drouin

★ Enquête sur les PME, de Bertrand Ducheneaut, Édition Maxima Laurent du Mesnil, 578 p., 295 F.
★ PME et grands marchés, sous la direction de P.-A. Julien, P.-Y. Léaud et J. Philippe, Éditions L'Harmattan, 220 p., 140 F.

La fusion Ciba-Sandoz permettra d'économiser 3,8 milliards de francs

LE FUTUR GÉANT suisse de la pharmacie, Novartis, issu de la fusion annoncée entre les industriels Ciba et Sandoz, peut tabler sur une économie de 900 millions de francs suisses (3,8 milliards de francs) en dix-huit mois, grâce à un premier jeu de synergies, ont indiqué le 30 mars les deux groupes. Ce mariage doit cependant recevoir l'aval d'une majorité des deux tiers des actionnaires des sociétés bâloises, à l'occasion de leurs assemblées générales des 23 et 24 avril. Si tel n'était pas le cas, 50 millions de francs suisses (210 millions de francs) auraient été engloutis dans la mise sur rails de ce projet. En joignant leurs forces, Ciba et Sandoz constitueront le numéro deux mondial de la pharmacie, avec 4,4 % des parts de marché, derrière le britannique Glaxo, grâce à un chiffre d'affaires combiné de 36 milliards de francs suisses (151 milliards de francs).

DÉPÊCHES

■ CRÉDIT FONCIER DE FRANCE : le conseil d'administration qui doit approuver les comptes et définir le plan de soutien de l'institution a été repoussé du 3 au 29 avril. C'est à l'issue d'une réunion de cinq heures qui s'est déroulée au Trésor en présence des banques conseils et des responsables du CFF que cette décision a été prise. Un reprenant - pour la partie saine des activités - serait en effet sur les rangs. Mais il aurait demandé un délai de réflexion. La manifestation qui s'est déroulée vendredi 29 mars devant l'hôtel Matignon à l'appel des syndicats a réuni quelque 2 200 personnes sur les 3 600 que compte le CFF.

■ FUSION : trois groupes bancaires géants ont pris naissance lundi 1^{er} avril aux États-Unis et au Japon. Avec 314,8 milliards de dollars d'actifs (1 574 milliards de francs), la nouvelle Chase, née de la fusion entre Chase Manhattan et Chemical Banking, devient la première banque américaine et détrône la Citicorp. La fusion entre Wells Fargo et First Interstate constitue un ensemble de 12,9 milliards de dollars. Au Japon, la Tokyo-Mitsubishi Ltd, produit de la fusion entre Mitsubishi Bank et Bank of Tokyo, va peser quelque 700 milliards de yens d'actif (environ 3 500 milliards de francs).

■ LLOYD'S : le gouvernement britannique a donné vendredi 29 mars son feu vert à la structure de défaillance Equitas, signant ainsi la survie du marché londonien de la réassurance. Entre 1988 et 1992, le Lloyd's a accumulé des pertes colossales de 8 milliards de livres (environ 60 milliards de francs), qui l'ont conduit au bord de la faillite.

■ FAILLITE : la banque régionale japonaise Taiheyo Bank, basée à Tokyo, vient de fermer ses portes. Il s'agit de la deuxième banque régionale à faire faillite depuis le naufrage spectaculaire de la Hyogo Bank en août 1995. Ses activités vont être reprises par un nouvel établissement créé par Sakura Bank et trois autres banques, a annoncé le vice-président de Sakura, Yasuyuki Watanabe. Selon l'agence Jiji Press, Taiheyo a accumulé quelque 280 milliards de yens (13 milliards de francs) de créances douteuses, dont 170 milliards sont irrécouvrables.

■ SYNDICAT NATIONAL DE LA BANQUE CGC : Michel Ortiger, jusqu'ici premier vice-président du SNB-CGC, a succédé à Jean-Claude Cuny, à la présidence de ce syndicat, qui est le deuxième du secteur. Jean-Claude Cuny, cadre au Crédit lyonnais, a décidé, à la faveur du plan social de cette banque, de créer sa propre entreprise. Il a donc quitté ses fonctions syndicales. Michel Ortiger est salarié de la Société Générale.

■ BANCO DI NAPOLI : après avoir perdu 1 147 milliards de lires (près de 3,7 milliards de francs) en 1994, le Banco di Napoli, la plus importante banque du sud de l'Italie, a annoncé vendredi 29 mars une perte record pour 1995 de 3 155 milliards de lires, soit 10,12 milliards de francs. La banque détenue à 13 % par le Trésor italien et à 70 % par une Fondation devra être recapitalisée.

■ HUGO BOSS : le groupe de prêt-à-porter masculin allemand détenu majoritairement par le groupe textile italien Marzotto a réalisé en 1994 un chiffre d'affaires en hausse de 3,1 %, à 900,9 millions de marks (3 milliards de francs), dont 62 % à l'export. Peter Littmann, président-directeur général, a annoncé, lundi 1^{er} avril à Stuttgart, un résultat net de 38 millions de marks (+10,7 %), soit le cinquième résultat record consécutif.

■ INDUSTRIE PAPETIÈRE : le plus grand groupe papeter japonais, New Oji Paper Co. Ltd, a annoncé vendredi 29 mars qu'il allait fusionner avec le premier fabricant de carton, Honshu Paper Co. Ltd, créant ainsi le troisième groupe mondial du secteur. Selon les performances enregistrées lors de l'exercice clos en mars 1995, le groupe issu de la fusion détendra une part de marché de 19,2 % au Japon dans le secteur papier et carton ondulé.

■ ALCATEL SEL : la filiale allemande du groupe français Alcatel Alsthom a annoncé vendredi 29 mars la suppression de 3 000 emplois d'ici la fin de 1997. Les coupes toucheront tous les sites de production, sans qu'aucun ne doive fermer. Alcatel SEL, qui employait environ 17 000 personnes fin 1995, a également annoncé qu'elle sera déficitaire cette année et que « la maison mère Alcatel Alsthom a décidé une injection d'argent frais pour un montant de 1 milliard de marks, afin de compenser les pertes de sa filiale et de renforcer le capital propre ».

■ SNECMA : le motoriste français a perdu 1,24 milliard de francs en 1995, selon les chiffres qui ont été présentés vendredi 29 mars au conseil d'administration. L'Etat a deux ans à compter du 1^{er} janvier 1997 pour réinjecter au minimum 1 milliard de francs.

SICAV

OBLIFUTUR

- Orientation : obligations françaises
- Durée de placement : 3 à 5 ans
- Valeur liquidative au 15.03.1996 : 3 770,43 F

Assemblée générale extraordinaire

Les actionnaires de la Sicav Oblifutur sont convoqués à l'assemblée générale extraordinaire le lundi 29 avril 1996 à 10 h 30, 23 Place de Catalogne - 75014 Paris, pour statuer sur la création de deux catégories d'actions : des actions C de capitalisation et des actions D de distribution.

En cas de défaut de quorum, une seconde assemblée est prévue le vendredi 10 mai 1996 à 10 h 30, 23 Place de Catalogne - 75014 Paris

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours d'OBLIFUTUR sur

■ SICAVÉCOUTE Tél. : 36.68.56.55 ■ Code : 63 (3 unités par euro)



SEGESPAR la société de gestion du Crédit Agricole

Dans grande université Californie

Opportunité exceptionnelle pour Bac, Bac + 1 et + 2

Spécialisation en pub, marketing, management avec stage entreprise inclus.

12 mois (15, si anglais faible) + poss. emploi rémunéré 1 an.

Cours, logement, repas inclus (Prix : 11 800 \$)

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA

CEPES (1) 45-51-23-23

RÈGLEMENT
MENSUELLUNDI 1^{er} AVRIL
Liquidation : 23 avril
Taux de report : 4,50
Cours relevés à 12h31CAC 40
PARIS+0,01 %
CAC 40 :
2045,09VALEURS
FRANÇAISESCours
précéd.Derniers
cours%
variation

31/12 (1)

EDF-GDF 3%

B.N.P. (T.P.)

C.L.Y. (T.P.)

Renault (T.P.)

Rhone-Poulenc (T.P.)

Saint-Gobain (T.P.)

Thomson S.A. (T.P.)

Acor

Alp Liquide

Alcatel-Alsthom

Alcatel Cable

Agiel

AGF-Asa-Gen-France

Axa

Adisse

B.N. Investis

Banque Paribas

Bazar H&V

Bernardini

BIC

BIS

B.N.P.

Boulogne Techno

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

Boulogne

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

CPI

AUJOURD'HUI

SPORTS

MOTOCYCLISME Les pilotes italiens ont créé la sensation, dimanche 31 mars, lors du Grand Prix de Malaisie à Shah Alam, première épreuve de la saison 1996. Luca Ca-

dalora a remporté l'épreuve des 500 cm³ au terme d'une course interrompue par la pluie et disputée en deux manches. Le champion du monde en titre, l'australien Michael

Dooan, s'est contenté de la cinquième place. ● EN 250 CM³, l'italien Massimiliano Biaggi, tenant du titre mondial, a confirmé sa suprématie sur la discipline en gagnant

l'épreuve après l'avoir menée de bout en bout. Stefano Perugini (Aprilia) a complété le triomphe italien en s'imposant en 125 cm³. ● LES FRANÇAIS ont réussi leur rentrée.

Jean-Michel Bayle, dont c'était la première course sur 500 cm³, termine sixième. En 250 cm³, Olivier Jacque et Jean-Philippe Ruggia se sont classés quatrième et cinquième.

Le Grand Prix moto de Malaisie consacre de nouveaux héros

Etouffés par la puissance de la formule 1, les protagonistes des courses de vitesse sur deux-roues veulent muscler la saison 1996 afin de retenir un public dans les tribunes comme devant les écrans de télévision

SHAH ALAM
de notre envoyé spécial
Plus que jamais, la moto a besoin de légende. Face à l'hégémonie de la formule 1, elle se cherche une image et des héros. Chassés d'Australie par le départ en fanfare de la saison de la toute-puissante concurrence à Melbourne, il y a trois semaines, les premières courses de vitesse de l'année ont dû trouver refuge en Malaisie, dimanche 31 mars. Un nouveau décor de rentrée qui se voulait symbolique pour un show mécanique ambivalent.

La Malaisie mérite son titre de nouveau « dragon » du Sud-Est asiatique avec 8 % de croissance annuelle. Les tours de béton poussent dans toute l'agglomération de Kuala Lumpur comme des plantes tropicales sous l'équateur. Quand ils ne conduisent pas fièrement leurs voitures climatisées, essentiellement des Protons construites dans la péninsule, les Malaisiens des villes se déplacent sur deux roues. Et derrière chaque motocycliste, c'est un pilote de Grand Prix qui sommeille. Les petites cylindrées japonaises s'allient au feu rouge comme sur une grille de départ. Les motards malaisiens se fauillent dans l'épaisse circulation avec agilité et témérité. Rien ne les arrête, pas même les trombes d'eau des orages quotidiens.

Les passionnés indiens, chinois et

malais sont cependant repartis frustrés du petit circuit de Shah Alam, situé à quelques kilomètres de Kuala Lumpur. Les essais leur avaient promis des surprises. Les pilotes français, en particulier, avaient apporté un peu de fraîcheur à des courses étouffées depuis 1994 par la domination de deux doubles champions du monde. En 250 cm³, l'italien Massimiliano Biaggi est impérial. Sur son Aprilia, il a remporté huit des treize Grands Prix en 1995. L'australien, Michael Dooan, a fait presque aussi bien avec sept victoires en 500 cm³ sur Honda. Mais, comme en F1, les victoires faciles tuent la course. « Max » Biaggi n'a que vingt-quatre ans et menace d'effacer longtemps son bouc conquérant sur les podiums. Quant à Michael Dooan, à trente ans et grisonnant, il est prêt à mettre un terme à une carrière ponctuée d'accidents qui ont martyrisé sa grande carcasse.

DE LA TERRE À LA PISTE

Le Grand Prix de Malaisie devait permettre d'apprécier la qualité de la relève. La course du 250 cm³ n'aura servi qu'à creuser le fossé qui sépare le champion du monde de ses prétendants. Le concurrent italien a volontairement multiplié les excentricités sur une roue pour ne pas laisser ses poursuivants à plus d'une minute.

Accrocheurs aux essais, deux

Français pouvaient créer la surprise. En butte à des problèmes de pneus sur une piste surchauffée à plus de 50 degrés, Olivier Jacque et Jean-Philippe Ruggia ont préféré assurer des points au championnat du monde avec des quatrième et cinquième places. Mais cette prudence peut être riche de promesses. Olivier Jacque a confirmé les espoirs mis en lui en réalisant le deuxième meilleur temps dans la première séance d'essais. Sacré meilleur débutant l'an dernier, le jeune Nancéen dispose d'une Honda d'usine comme son coéquipier

Jean-Philippe Ruggia, cinquième au championnat du monde 1995.

Leur équipe Tech 3 démarre la saison avec un budget de 10 millions de francs. Ils ont pu s'offrir un sigle prestigieux, celui de Ferrari, mais le stand n'en copie pas moins la F1 : outils méticuleusement rangés, ordinateurs et huit mécanos en uniforme. Hervé Poncharal, responsable de Tech 3, envisage la saison avec optimisme : « L'expérience de Jean-Philippe complète l'enthousiasme d'Olivier. Ils collaborent parfaitement pour que

nous puissions obtenir rapidement de meilleurs résultats. » Également vainqueurs en 125 cm³, les Italiens ont fait carton plein en Malaisie. Le succès de Luca Cadalora en 500 pourrait annoncer la naissance d'une vraie vedette des circuits. Comme le Britannique Philippe Read l'avait réussi dans les années 70, le pilote italien peut remporter, à trente-deux ans, un titre dans la dernière des trois catégories du championnat du monde qui manque à son palmarès.

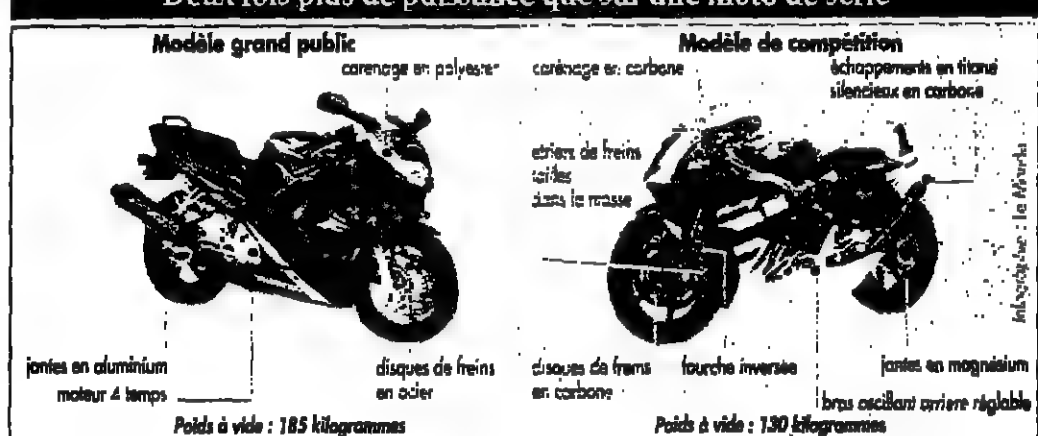
Face à lui, c'est pourtant encore un Français qui lance le défi de la

popularité après avoir tout gagné en moto tout-terrain. Jean-Michel Bayle est en passe de montrer qu'il peut réussir son passage de la terre à la piste. Désavantagé par son grand gabarit pour ces deux saisons complètes en 250, « JMB » a pris une prometteuse sixième place en Malaisie. « J'ai encore des progrès à faire, mais je suis prêt à tout pour atteindre mon objectif », dit-il. C'est Kenny Roberts, l'ancien champion américain, qui lui a confié le guidon d'une Yamaha d'usine. « Jean-Michel a une faculté d'adaptation qui peut lui permettre de penser à son objectif. Peut-être lui manquera-t-il seulement un peu d'expérience pour le titre de champion du monde ».

Les promesses des nouveaux pilotes rassurent les organisateurs du Grand Prix moto à Shah Alam. Karl Speleeta, le directeur général de Dorna, avoue sa satisfaction : « Nous devons capter l'attention du public pendant quinze Grands Prix cette année. » Et les choses se gâtent pour la société créée par Bernie Ecclestone, mécontent des retombées des Grands Prix moto (Le Monde du 21 décembre 1995). L'IRTA, l'association des constructeurs, veut retirer à Dorna, la société dirigée par le patron de la F1, l'organisation des circuits des Grands Prix pour la confier à ISL, la puissante firme de marketing sportif.

Christophe de Chenay

Deux fois plus de puissance que sur une moto de série



Pour la catégorie reine des 500 cc, la puissance du moteur atteint 200 chevaux (contre 100 maximum pour une moto de série), le poids a été réduit de plus de 50 kg. La vitesse maximale peut être de 320 km/h.

Damon Hill réaffirme au Brésil la supériorité des Williams-Renault

LE DÉBUT de saison leur appartient. Sur la piste tortueuse d'Interlagos, Damon Hill et sa Williams-Renault ont confirmé qu'ils forment, pour l'instant, un couple invincible. Deuxième grand prix, deuxième victoire. La voiture d'avance sur ses rivaux.

Elle sait apprivoiser les pistes jusqu'à ce curieux tracé brésilien où il faut tourner dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. Le pilote joue au mieux de sa connaissance de l'équipe, et de la nouvelle assurance qui l'habite au volant.

Hill n'a plus peur. De rien ni de personne. C'est un pilote comme neuf. Il fonce, débarrassé de l'ombre encombrante de Michael Schumacher, enfin libre dans cette chasse au titre dont il a privée ces deux dernières saisons, le champion allemand. A Sao Paulo, Damon Hill n'a qu'une minute à peine de la course, le temps de procéder à l'exercice obligé du ravitaillement. Il n'a jamais eu d'adversaire dans son rétroviseur. La bataille se jouait der-

rière, elle ne le concernait pas. Aucun rival n'a pu venir taquiner l'insolente domination du pilote anglais. Il est resté seul.

Et pourtant, le ciel brésilien paraissait en avoir décidé autrement. A quelques minutes du départ, il a fallu se rendre à l'évidence. Le deuxième grand prix de la saison se courait sous l'orage. Les nuages bas et gris se déchiraient en une fulgurante averse, comme seuls en font les tropiques. En quelques minutes, la piste d'Interlagos se transformait en une redoutable patinoire, lardée de rigoles d'eau qui promettaient la pire des punitions au moindre écart de conduite. Ces dimanches de pluie

auxquels se confronte épisodiquement la formule 1 laissent toujours le même sentiment partagé.

STRATÉGIE RÉUSSIE

Les accidents du ciel rehaussent le spectacle de la course. Ils sont une aubaine sportive, car en diminuant les performances ils relancent des voitures qui, sur le sec, ne peuvent rivaliser avec les meilleures. Ils offrent une seconde chance aux pilotes qui sont un peu plus qu'adroits. Mais ils augmentent les risques. Transformant les deux heures du grand prix en une gigantesque partie de dés. A 200 kilomètres à l'heure, l'aquaplaning devient une malédiction.

Pas de moteur Renault pour Ligier

Patrick Faure a confirmé, samedi 30 mars à Sao Paulo, que Renault n'équipera que deux écuries de F1 en 1997 : Williams et Benetton. Cette annonce confirme que la direction de Renault n'a pas cédé aux pressions exercées sur elle pour équiper Ligier et lancer le projet d'une écurie entièrement française (Le Monde du 12 mars).

Ce projet, nourri par Guy Ligier et soutenu par le ministre délégué à la jeunesse et aux sports, Guy Druet, devait faire plier le constructeur automobile, dont l'état décline encore la majorité du capital, et trois ou quatre autres grandes entreprises nationales – dont les noms n'ont jamais été précisés – à qui l'on aurait demandé de racheter l'écurie. « On n'a pas le droit de perdre », explique Patrick Faure, convaincu que le projet d'écurie française n'est pas sérieux, ni d'un point de vue sportif ni d'un point de vue financier.

« Renault » cultive le mythe Senna

SAO PAULO
de notre envoyé spécial

Dès la veille du Grand Prix, Renault faisait déjà la « une » de tous les journaux du Brésil, avec la pose de la première pierre de l'usine de Curitiba, dans l'Etat de Paraná. Convoqués, vendredi 29 mars, sur le parcours officiel, entre l'aéroport et le site de la future usine, les enfants des écoles agitaient des drapeaux français et brésiliens : « Je t'aime Renault ». Prononcez « rénaulte ».

Même si la politique sportive a pour objectif de soutenir l'internationalisation du groupe, une victoire en F1 à Sao Paulo compte moins que cette usine pour ancrer la marque au Brésil et, au-delà, dans le cône sud-américain. « Ce sont les victoires des pilotes nationaux qui créent l'intérêt d'un pays », dit Patrick Faure, directeur adjoint de Renault et patron de Renault-Sport, pour éclairer l'engouement de la région pour le sport automobile. Manuel Fangio a donné le goût de l'huile de ricin chaude et des célèbres dérapages contrôlés aux Argentins. Ayrton Senna a enflammé le Brésil. « Surtout, poursuit Patrick Faure, parce qu'il a réussi à gagner grâce à son travail et à son perfectionnisme. Ce sont des qualités dont rêvent les Brésiliens quand

ils se reprochent leur nonchalance. D'où le mythe. » L'usine de Curitiba porte le nom d'Ayrton Senna, et sa sœur Vivianne était à l'inauguration. Renault veille à s'associer à l'image du dieu du grand circuit.

En Argentine, fort d'une implantation qui remonte à 1959, le constructeur français occupe 21 % du marché. Au Brésil, Renault n'a vendu que 10 000 voitures l'an passé (0,8 % du marché). Des Twingo et surtout des R19, dont une partie vient de l'usine argentine. A l'horizon 2005, Renault vise une part de 7 % ou 8 % des ventes brésiliennes. Le Mercosur, le marché commun qui unit le Paraguay, l'Uruguay, l'Argentine et le Brésil, est l'axe de développement principal du groupe français hors d'Europe. Le Brésil de Senna est le cœur de la cible.

En fait, l'impact de la F1 au Brésil n'a pas fait l'objet d'études comme ailleurs en Europe ou au Japon. Mais « ça nous donne une rapide notoriété », explique Louis Schweitzer, le président de Renault. La F1 nous fait connaître là où nous sommes ignorés, faute d'implantation historique. Pour les Japonais, Renault est le V10 qui a battu le V10 Honda.

Eric Le Boucher

Le cavalier Ludger Beerbaum multiplie les conquêtes

LORSQU'IL se souvient de son enfance, Ludger Beerbaum plisse un sourcil en coin. Il aime rappeler qu'il apprit l'équitation sur un âne. Par cette habitude taquine, il justifie son rang. A trente-deux ans, ce grand garçon allemand aux cheveux bruns et à l'œil acéré est l'un des meilleurs cavaliers du monde. D'apparence flegmatique, il est têt, volontaire, et il épate son entourage en conduisant vers la victoire des chevaux différents.

Ludger Beerbaum n'est pas un homme de couple. Il ne possède pas de cheval mythique, de monture unique. Il a gagné trois fois, cette saison, avec trois chevaux différents : Gaylord, Ratina Z et Rush On. A Paris, il a gagné le jumping de Bercy avec ce dernier, un hongre de quatorze ans. La performance n'est pas historique. Elle est seulement très belle : « A force de passer ma vie à apprivoiser des chevaux, et surtout des têtes de mule comme moi, je crois que je sais faire avec eux, dit-il. Bien-sûr, j'ai la chance d'avoir d'excellents éléments. »

AU JOUR LE JOUR

Son succès est dû à son travail. « Quand je rentre en Allemagne, je consacre la plupart de mon temps à chercher des chevaux. J'observe, je prends les informations, je négocie. » Ses élus partiront chez lui, dans son centre exclusivement consacré à la compétition, où il développera avec eux son goût pour la pédagogie. Il y a la chance et il y a le passé. Un cavalier ne mérite pas la confiance pour rien. Ludger Beerbaum possède une bonne carte de visite. Il est champion olympique en individuel et champion du monde en titre par équipe. « J'ai eu ces succès car j'ai eu de la chance, explique-t-il. Trouver de bons chevaux n'est pas seulement une question d'argent. »

Après les Jeux olympiques, Ludger Beerbaum, pourtant, connaît une fâcheuse saison. Classic Touch, sa jument, est partie à la retraite, et les nouvelles recrues, qui abondent, confiées par les propriétaires.

sont trop jeunes et pas assez expérimentés. Ludger prend patience. Dans l'écurie, il a repéré trois chevaux, Ratina, une jument, et deux hongres, Gaylord et Rush On. Baladés de concours en concours, ceux-ci apprennent les rudiments, puis le métier. « Ce qui est formidable, pour un cavalier, c'est qu'ils sont tous trois très différents, dit Beerbaum. Je suis obligé de me remettre en question tout le temps. Avec eux, je vis au jour le jour et je considère que j'ai du temps. »

COMPLICITÉ

Ludger Beerbaum reconnaît que son titre olympique l'a aidé à bien mûrir. Il s'estime plus patient et plus confiant. « Je me souviens de ce jour de victoire. Très vite, je me suis senti plus relaxé. Je n'avais plus de pression. Mais je savais que le lendemain il faudrait tout recommencer. Dans cette discipline, tout est soumis à cette barre qui tombe. Un jour vous êtes un héros, le lendemain, vous n'êtes plus rien parce que vous avez fait une faute ou que votre cheval n'était pas en forme. » Son titre de champion olympique lui permet d'encaisser mieux les mauvais coups. « Si je suis encore parmi les meilleurs quatre ans après mon titre, c'est que j'ai de l'assurance, de l'ambition et, parce que je le veux, beaucoup d'humilité. Chaque compétition, triomphale ou terrible, m'a toujours remis les pieds sur terre, tout champion olympique que je fusse. »

Dans quatre mois, aux Jeux olympiques d'Atlanta, il remet sa médaille d'or en jeu. Aux Etats-Unis, il voyage avec sa jument Ratina. Il l'a choisie très vite parmi les autres. Avec elle, il se souvient d'instant de plus grande complicité, il lui sait aussi un caractère fort, mais égal, une qualité nécessaire pour les grandes occasions. L'or ? Il soupire en gonflant ses joues : « J'ai ce titre à défendre, mais je ne le vois pas comme cela. Un cheval est si passager. Une blessure, un jour sans, et je n'aurai même plus d'espoir d'être bien classé. »

Bénédicte Mathieu

■ **CYCLISME** : Laurent Jalabert a déclaré forfait pour la Flèche wallonne et Liège-Bastogne-Liège. Le Français souffre toujours du genou, une blessure survenue lors d'une chute sur le Paris-Nice. Absent de Milan-San Remo et du Critérium international, il doit donc encore modifier son programme. Il devrait participer au Tour du Pays basque le week-end prochain.

■ **HOCKEY SUR GLACE** : Brest est devenu champion de France pour la première fois de son histoire. Samedi 30 mars, les Albatros ont gagné la troisième manche (4-2) après avoir remporté les deux premières (4-3, 4-3).

■ **FOOTBALL** : Manchester United s'est qualifié pour la troisième année consécutive pour la finale de la Coupe, en battant Chelsea (2-1), samedi 30 mars. Eric Cantona, qui était capitaine, a été nommé homme du match. En finale, Manchester United rencontrera Liverpool, le 11 mai, à Wembley. (AFP)

■ **GOLF** : Fred Couples a remporté la victoire, dimanche 31 mars, en s'adjugeant le Players Championship, à Ponte Vedra Beach (Floride). Le golfeur américain n'avait plus gagné de grand rendez-vous depuis janvier 1994. Pour son « retour », il a signé le meilleur score jamais réalisé au Players Championship lors du dernier parcours : huit sous le par. (AP)

■ **TENNIS** : Goran Ivanisevic a cédé la victoire à Andre Agassi, lors du tournoi de Key Biscayne, dimanche 31 mars. Vainqueur, vendredi, de Pete Sampras en demi-finale, le Croate s'est réveillé avec un torticolis. Goran Ivanisevic a joué dix minutes et a laissé filer trois fois avant de déclarer forfait. Samedi, l'Allemand Steffi Graf a remporté sa cinquième victoire - trois consécutives -, à Key Biscayne. La première joueuse mondiale a disposé de l'Américaine Chanda Rubin. (AFP)

■ **MONICA SELES** a déclaré forfait pour le tournoi d'Hilton Head (Caroline du Sud), qui a commencé lundi 1^{er} avril. L'Américaine souffre toujours d'une épaule : une tendinite et une petite déchirure du cartilage de l'articulation contractée lors des internationaux d'Australie en janvier.

Le parcours européen du Slavia traduit l'exploit du club tchèque

L'adversaire de Bordeaux domine son championnat national

Les demi-finales aller des coupes d'Europe des clubs commencent mardi 2 avril avec la rencontre entre le Slavia de Prague et les Girondins de Bordeaux (en direct sur Canal Plus à 20 h 30). Après des années difficiles, le club tchèque tente de redorer son blason et d'obtenir la reconnaissance des amateurs de la ville.



FOOTBALL

de notre correspondant
Quel que soit le résultat du match, mardi 2 avril, entre les Girondins de Bordeaux et le Slavia de Prague, l'accession aux demi-finales de la Coupe de l'UEFA a un parfum de miracle pour le club tchèque, tombé de Lens en huitièmes de finale. Il est enfin parvenu à faire mentir sa réputation de club « maudit » des compétitions européennes en franchissant les premiers tours, qui lui ont été si souvent fatals dans le passé.

« Maudit » aussi en compétitions nationales, où, après un début de saison en tête du classement de la Ligue, le Slavia avait pris l'habitude de dégringoler les marches du podium au rythme des journées de championnat. Mais cette année, à moins de deux mois de la fin de saison, il mène toujours la danse, avec plusieurs points d'avance sur son éternel rival, le Sparta. La raison ? « Le club est aujourd'hui consolidé, sur le plan financier et organisationnel, et surtout au niveau de l'encadrement de joueurs dont la moyenne d'âge tourne autour de vingt-quatre ans », explique Jaroslav Setec, le manager sportif du Slavia.

Après la chute du communisme en 1989, le football tchèque a traversé une violente tourmente. Les bons joueurs sont partis à l'étranger, l'organisation et le financement des clubs ont changé, les valeurs de jeu ont été remodelées et le ballet

d'entraîneurs n'ont pas contribué à la tranquillité et la concentration des équipes. Chacune après la « révolution de velours », la fin de la tempête approche pour la plupart des clubs, et en particulier pour le Slavia, qui vient de se transformer en société anonyme avec trois gros sponsors des plus sérieux.

MED DE NEZ

Tout récemment, le groupe Volkswagen a rejoint Benzina, la compagnie pétrolière nationale, et Adidas. C'est un pied de nez à son concurrent direct, Opel, qui soutient le... Sparta, bien sûr, puisque le duel Sparta-Slavie reste le clou du championnat, apparu après le départ des clubs slovaques.

Cette rivalité, affichée maintenant sur le maillot, date de la fondation des deux clubs, à la fin du siècle dernier (1893). Le Slavia, club « bourgeois » qui recrute

Les retransmissions télévisées

● **Mardi 2 avril** : Prague-Bordeaux (AC) (Coupe de l'UEFA) en direct sur Canal Plus à 20 h 15.

● **Mercredi 3 avril** : Juvenius de Turin-Nantes (Ligue des champions) en direct sur TF1 à 20 h 20 puis, à 22 h 25, la deuxième demi-finale : Ajax Amsterdam-Panathinaïkos d'Athènes en direct (Ligue des champions).

● **Judi 4 avril** : La Corogne-Paris SG (Coupe des coupes) en direct sur Canal Plus à 20 h 35.

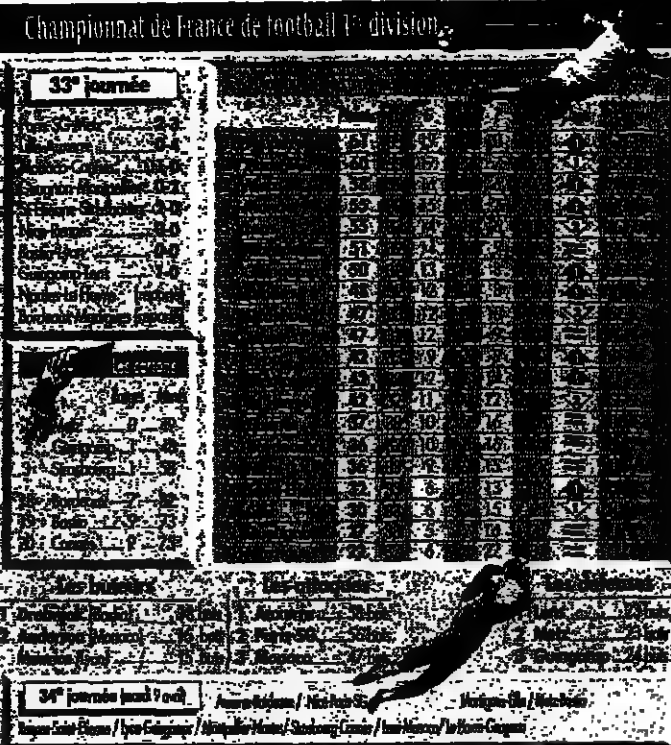
ses supporters parmi la classe moyenne des fonctionnaires et de l'intelligentsia, fut le meilleur club du pays jusqu'en 1945, avec huit titres nationaux aux palmarès. Après l'obtention de son dernier titre de champion en 1947, les communistes, qui ne juraient que par le Sparta, le club des ouvriers, firent tout leur possible pour affaiblir le Slavia. Le club fut déplacé dans un quartier périphérique, au nom trompeur d'Eden, et dépecé de ses meilleurs éléments au profit du Dukla, le club de l'armée, autre chouchou du régime.

Après quarante ans passés à végéter, les seuls grands moments étant les derbys pragoï où soutenir le Slavia prenait l'allure d'un combat contre le pouvoir, le club d'Eden se prend à espérer. Un riche émigré tchèque, Boris Korbek, ex-hockeyeur, éconduit par le Sparta, amène argent, managers et joueurs étrangers.

Mais la greffe ne prend pas, le titre n'est pas au rendez-vous, et Korbek jette l'éponge au bout de trois saisons.

Depuis, les dirigeants du Slavia ont les pieds sur terre : pas question de dépenser sans compter comme le rival, qui est lourdement endetté. Alors, au stade d'Eden, on se contentera encore quelques temps des tribunes en bois et on continuera à s'appuyer sur le vivier de joueurs dont le club dispose. D'autant que « la première menace qui pèse sur chaque club et sur le football tchèque est le départ des bons joueurs pour l'étranger, où leurs salaires sont incompréhensibles », soupire, résigné, M. Setec.

Martin Pichot



Auxerre souffle la première place au Paris-Saint-Germain

LE PARIS-SG s'est incliné, samedi 30 mars, au Parc des Princes, face à Metz (3-2), laissant à Auxerre la tête du Championnat de France de première division à cinq journées de la fin de la compétition. Le club de Guy Roux est allé battre Lille (4-0) grâce à des doublés de Constantin Marica (7^e et 47^e) et Sabri Lamouchi (19^e et 31^e).

Privé de trois de ses attaquants, Djorkaeff, Rai, et Loko, seulement entré en jeu dans les dernières minutes, le Paris-SG a concédé sa deuxième défaite à domicile depuis le début de la saison. Si les Parisiens ont dominé et ont trouvé les meilleures occasions, ils ont été dépassés par la vélocité des Mésins. Les trois buts ont été inscrits à la suite de rapides contre-attaques mesurées et d'erreurs de la défense parisienne débordée, par Robert Pires (37^e et 64^e) et de Cyrille Pouget (51^e). Les buts de

Laurent Fournier (57^e) et de Paul Le Guen (84^e) n'ont pas rassuré les Parisiens à cinq jours de la demi-finale aller de la Coupe des coupes, jeudi 4 avril, contre le Deportivo à La Corogne, en Espagne.

Séverement défaits par Auxerre, les Lilleois retrouvent la position de relégable, que leur cède Saint-Etienne. Vainqueurs à domicile sur Strasbourg (2-0), les Verts obtiennent leur premier succès depuis quatre mois. Les Alsaciens ont disputé la deuxième mi-temps à dix, après l'expulsion de David Régis pour contestation d'une décision d'arbitre. Pour Guegnon, les chances de maintien ont quasiment disparu après la défaite 2 à 0 face aux Montpelliérains.

En raison des coupes d'Europe, Nantes-Le Havre a été reporté au 2 mai et Bordeaux-Martigues au 3 mai. Guingamp accueillera Lens en match en retard, dimanche 7 avril.

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX DU BRÉSIL

1. D. Hill (GB), Williams-Renault, les 307,078 km en 1 h 14 min 32 s 574 ; 2. A. Alais (Fra., Benetton-Renault), à 37 s 582 ; 3. M. Schumacher (All., Ferrari), à un tour ; 4. M. Häkkinen (Fin., McLaren-Mercedes), à un tour ; 5. M. Salo (Fin., Tyrrell-Yamaha), à un tour ; 6. O. Panis (Fra., Ligier-Mugen Honda), à un tour.

Classement du championnat du monde des pilotes : 1. D. Hill (GB), 20 pts ; 2. V. Iannone (Can.), 1 pt ; 3. A. Alais (Fra.), 1 pt ; 4. M. Häkkinen (Fin.), 1 pt ; 5. E. Irvine (GB), 1 pt ; 6. M. Schumacher (All.), 1 pt ; 7. M. Salo (Fin.), 1 pt ; 8. M. S. Williams-Renault, 26 pts ; 9. Benetton-Renault, 9 pts ; 10. Ferrari, 8 pts ; 11. McLaren-Mercedes, 5 pts ; 12. Tyrrell-Yamaha, 3 pts.

BASKET-BALL

COUPE DE FRANCE

Huitièmes de finale
Villeneuve (Pro A)-Cholet (Pro A) : 74-64 ; Bourges (Pro A)-Nancy (Pro A) : 81-58 ; Lyon (Pro A)-Limoges (Pro A) : 74-66 ; Poitiers-Chalon (Pro B)-Strasbourg (Pro A) : 62-60.

Quartiers de finale
Strasbourg (Pro A)-Châlons-en-Champagne (Pro B) : 86-77 ; PSG-Racing (Pro A)-Montpellier (Pro A) : 85-79 ; Besançon (Pro A)-Levallois (Pro A) : 82-80 ; Roanne (Pro B)-Grenoble (Pro A) : 73-61.

CYCLISME

CRITERIUM INTERNATIONAL

Classement final : 1. C. Boardman (GB), 40 min 14 s 54 ; 2. M. Coppi (Ita.), à 5 s ; 3. M. Geronzi (Sui), à 8 s ; 4. F. Vandenbroucke (Bel.), à 47 s ; 5. N. Stephens (Aus.), à 48 s.

ESCRIME

COUPE DU MONDE DE FLEURET

Messieurs
Classement final : 1. C. Ye (Chn.), 2. R. Bordin (Fra.), 3. M. Masi (Hon.), et Z. Essik (Hon.).

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D2

Troisième journée
Sochaux-Toulouse : 1-2 ; Charleville-Metz : 1-0 ; Valenciennes-Lens : 1-0 ; Niort-Aux : 4-0 ; Red Star-Lorient : 2-0 ; Marseille-Nancy : 2-0 ; Châteauroux-Poitiers : 0-0 ; Lorient-Clermont : 0-0 ; Angers-Perpignan : 2-0 ; Spinal-Dunkirk : 1-0 ; Classement : 1. Marseille, 68 pts ; 2. Caen, 59 pts ; 3. Le Mans, 55 pts ; 4. Red Star, Nancy et Châteauroux, 54 pts ; 5. Lorient, 53 pts ; 6. Sochaux, 52 pts ; 7. Auxerre et Perpignan, 50 pts ; 8. Lorient-Clermont, 45 pts ; 9. Lorient, 42 pts ; 10. Epinal, 40 pts ; 11. Niort, Valenciennes et Angers, 39 pts ; 12. Dunkirk, 32 pts ; 13. Angers, 27 pts ; 14. Ales, 17 pts.

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE

Septième journée
Bayern-Munich : 4-0 ; Borussia Dortmund : 2-1 ; VfB Stuttgart : 1-0 ; Eintracht Frankfurt : 1-0 ; FC Schalke 04 : 1-0 ; Borussia Mönchengladbach : 1-0 ; VfL Wolfsburg : 1-0 ; FC Köln : 1-0 ; Hertha BSC : 1-0 ; Hamburger SV : 1-0 ; FC Nürnberg : 1-0 ; FC Augsburg : 1-0 ; FC Heidenheim : 1-0 ; FC Ingolstadt : 1-0 ; FC Schweinfurt : 1-0 ; FC Bayern II : 1-0 ; FC Bayern III : 1-0 ; FC Bayern IV : 1-0 ; FC Bayern V : 1-0 ; FC Bayern VI : 1-0 ; FC Bayern VII : 1-0 ; FC Bayern VIII : 1-0 ; FC Bayern IX : 1-0 ; FC Bayern X : 1-0 ; FC Bayern XI : 1-0 ; FC Bayern XII : 1-0 ; FC Bayern XIII : 1-0 ; FC Bayern XIV : 1-0 ; FC Bayern XV : 1-0 ; FC Bayern XVI : 1-0 ; FC Bayern XVII : 1-0 ; FC Bayern XVIII : 1-0 ; FC Bayern XIX : 1-0 ; FC Bayern XX : 1-0 ; FC Bayern XXI : 1-0 ; FC Bayern XXII : 1-0 ; FC Bayern XXIII : 1-0 ; FC Bayern XXIV : 1-0 ; FC Bayern XXV : 1-0 ; FC Bayern XXVI : 1-0 ; FC Bayern XXVII : 1-0 ; FC Bayern XXVIII : 1-0 ; FC Bayern XXIX : 1-0 ; FC Bayern XXX : 1-0 ; FC Bayern XXXI : 1-0 ; FC Bayern XXXII : 1-0 ; FC Bayern XXXIII : 1-0 ; FC Bayern XXXIV : 1-0 ; FC Bayern XXXV : 1-0 ; FC Bayern XXXVI : 1-0 ; FC Bayern XXXVII : 1-0 ; FC Bayern XXXVIII : 1-0 ; FC Bayern XXXIX : 1-0 ; FC Bayern XL : 1-0 ; FC Bayern XLI : 1-0 ; FC Bayern XLII : 1-0 ; FC Bayern XLIII : 1-0 ; FC Bayern XLIV : 1-0 ; FC Bayern XLV : 1-0 ; FC Bayern XLVI : 1-0 ; FC Bayern XLVII : 1-0 ; FC Bayern XLVIII : 1-0 ; FC Bayern XLIX : 1-0 ; FC Bayern L : 1-0 ; FC Bayern LI : 1-0 ; FC Bayern LII : 1-0 ; FC Bayern LIII : 1-0 ; FC Bayern LIV : 1-0 ; FC Bayern LV : 1-0 ; FC Bayern LVI : 1-0 ; FC Bayern LVII : 1-0 ; FC Bayern LVIII : 1-0 ; FC Bayern LIX : 1-0 ; FC Bayern LX : 1-0 ; FC Bayern LXI : 1-0 ; FC Bayern LXII : 1-0 ; FC Bayern LXIII : 1-0 ; FC Bayern LXIV : 1-0 ; FC Bayern LXV : 1-0 ; FC Bayern LXVI : 1-0 ; FC Bayern LXVII : 1-0 ; FC Bayern LXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXIX : 1-0 ; FC Bayern LXX : 1-0 ; FC Bayern LXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXV : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXVIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXX : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXXI : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIII : 1-0 ; FC Bayern LXXXXXXXIV : 1-0 ; FC

La fuite des jeunes couples parisiens

Un ménage sur cinq « souhaite ardemment » émigrer vers la province. Le départ est le fruit d'une décision mûrement réfléchie

C'EST UN IMMEUBLE du boulevard de Belleville, entre une synagogue et un quincailleur. Au quatrième étage, les locataires viennent d'écarter le propriétaire qu'ils vont quitter les lieux. Destination : Nantes, la Loire et une maison avec jardin. Dès qu'ils le pourront, leurs voisins du cinquième feront de même vers le Jura.

Dans trois mois, Martine Rigaud, son compagnon et leur enfant seront nantais. L'ami de Martine a décroché un emploi de technicien vidéo. Elle-même cherchera sur place. Enfin, ils pourront quitter ce trois-pièces étroit, fuir Paris et la pollution. Une ville « où il faut toujours lutter, pour une place de stationnement, une place de crèche, une place à l'école, une baby-sitter pour la soirée... », peste Martine, arrivée d'Albi « par envie », mais aujourd'hui « excédée » de vivre dans la capitale.

« Dix ans à Paris, cela suffit, reprend-elle. Ce fut formidable. Mais avec un enfant, on s'est dit : pas un été de plus ici. » Pour mener à bien son projet, le couple s'est servi d'une carte de France, sans idée préconçue. Finalement, ce sera Nantes « parce que ça a l'air de bouger, et ce n'est pas loin de la mer ni de Paris ».

Les voisins du cinquième les envient. « Avec deux enfants de cinq et deux ans dans un trois-pièces et la hantise de devoir partir en banlieue à cause du prix des loyers, on ne peut que vouloir partir », admet Véronique Valler, infirmière. Depuis près de deux ans, elle et son compagnon, lui-même aide-soignant à l'hôpital, cherchent un emploi dans la région du Jura, où ils ont des attaches. « On relance tous les six mois. On y arrive », affirme, optimiste, la jeune femme, devenue infirmière « pour avoir plus de chances de trouver un travail là-bas ».

Martine Rigaud et Véronique Val-

let ne sont pas des exceptions. La preuve : une enquête que vient de publier l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (Iaurif) estime qu'un Francilien sur cinq entre vingt-cinq et trente-quatre ans « désire ardemment quitter l'Île-de-France ». Après avoir attiré des générations de provinciaux, Paris - devenu synonyme de pollution, de logements hors de prix et de temps de transport insupportables - a-t-il perdu tous ses attraits ? Ces questions ne peuvent que tourmenter les responsables politiques d'Île-de-France. Alors que le conseil régional a financé l'enquête de l'Iaurif, le maire de Paris saisit toutes les occasions pour vanter les efforts réalisés dans le domaine de la qualité de vie, dont les derniers concernent la mise en place de pistes cyclables.

LE PHÉNOMÈNE S'AMPLIFIE

Il est vrai que l'enquête sur les velléités de départ en province des jeunes Franciliens révèle des handicaps préoccupants pour la réputation de la région parisienne. Deux tiers des 25-34 ans envisagent de la quitter, 22 % le « désirent ardemment », c'est-à-dire qu'ils s'en donnent les moyens. Le dernier recensement indique que 14 % de la tranche d'âge ont réellement largué les amarres, mais le phénomène s'amplifie. Depuis 1990, le solde migratoire entre Paris et la province est déficitaire de 68 000 personnes, et ce sont davantage les jeunes que les retraités qui s'en vont.

L'arrivée d'un enfant joue un rôle important, tout comme le chômage de l'un des conjoints. Ce phénomène de rejet de la capitale a toujours existé, mais il est amplifié par la crise économique. « On reste à Paris en période de croissance, quand on espère obtenir une part du gâteau, explique un candidat au départ. Aujourd'hui, le jeu n'en vaut plus la

chandelle. » « Lorsque l'année suivante ne peut qu'être pire que la précédente, alors on décide de partir », renchérit un ancien directeur artistique dans une agence de publicité, qui a « profité au-delà du raisonnable des années 80 » et vit aujourd'hui, moins bien qu'auparavant, de contrats ponctuels.

Ceux qui « désirent ardemment » fuir Paris ne se contentent pas de rêver à une mythique ville de province où l'on vit dans des appartements de 200 mètres carrés dans le centre pour le prix d'un 80 mètres carrés en banlieue. Leur démarche est active, volontariste, car l'emploi demeure une valeur rare et ces jeunes couples franciliens ont souvent de bons salaires. Les fonctionnaires font des demandes de mutation, les salariés envoient des curriculum vitae, les professions libérales se lancent dans des études de marché, les chômeurs envisagent une reconversion.

Voilà dix-huit mois que Chantal Jacquemart et Lionel Jaquier, fonctionnaires tous les deux, ont quitté Paris pour Grenoble, leur ville d'origine. Depuis, leur fils de deux ans et demi s'initie au ski le week-end, ils ont trouvé leur quatre-pièces du 19^e arrondissement pour un appartement de 145 mètres carrés... situé dans un château du XVIII^e siècle de la banlieue alsacienne de Grenoble.

« A Paris, nous n'aurions même pas pu acheter un trois-pièces », sourit Lionel Jaquier. « Il nous fallait partir, reprend sa compagne. La vie parisienne est dure pour les enfants, comme elle est inadaptable pour les personnes âgées ou les handicapés.



Hippo-végétarien

Un lancement le 1^{er} avril aurait sans doute davantage d'impact, mais risquerait de cultiver une sournoise ambiguïté. Aussi, c'est à compter du 2 mai que la chaîne de restaurants Hippopotamus, figure emblématique des amateurs de viande rouge, intégrera dans son menu un steak végétarien. Réalisé à base de soja, le « végéturber » - il faut bien sauver les apparences ! - sera proposé aux alentours de 65 francs. Pourquoi donc des établissements réputés pour leurs ruminants bien saignants font-ils des avances à une clientèle qui, précisément, apprécie rien moins que la pièce du boucher ? L'initiative n'a rien à voir avec les doutes qui pèsent sur la viande de bœuf importée de Grande-Bretagne. « Nous avons été intrigués par le nombre de

clients qui commandaient une salade de chef sans poulet ni jambon, répond Pierre Cassagne, directeur général du groupe. Renseignements pris auprès des intéressés, nous avons rapidement compris qu'il s'agissait de végétariens. » Plongés dans un abîme de perplexité, mais persuadés qu'il ne faut pas ignorer ce public particulier, les responsables de la chaîne ont alors eu l'idée de lancer un appel parmi le personnel. A la question « y a-t-il des végétariens dans la salle ? », une dizaine de personnes parmi les mille salariés du groupe Hippopotamus ont, sans complexe, répondu par l'affirmative.

témoigne à l'endroit d'une minorité diététique n'est pas fortuit. Connaissant que les végétariens sont de plus en plus nombreux, les dirigeants d'Hippopotamus souhaitent surtout faire en sorte que, lorsqu'un groupe d'amis décide d'aller ensemble au restaurant, la



une heure et demie de voiture par jour avec un bébé de huit mois pour l'emmener à la crèche de mon administration, ce n'est pas humain. Paris avec beaucoup d'argent, c'est sûrement très agréable. Avec deux salaires comme les nôtres, on vit incomparablement mieux en province. » Mais ce départ a aussi un coût. « Nous avions adoré Paris, reprend Lionel. Il a fallu abandonner cet anonymat bien confortable, ces ren-

contres avec des gens différents, qui ont beaucoup bougé. » Les premiers temps ont été difficiles. Durant près de quatre mois pour Chantal, plus longtemps pour Lionel, l'idée d'un retour à Paris les a chatouillés. Aujourd'hui, ils rendent visite à leurs amis parisiens le week-end. Mais pas davantage. Jamais ils ne refaient le chemin inverse.

Michèle Aulagnon

et immédiatement été enrôlés pour participer à la mise au point du « végéturber ».

« Nous n'avons procédé à aucune étude de marché. Il s'agit simplement d'adresser un clin d'œil et de rendre service à une partie de la clientèle », souligne Pierre Cassagne.

Evidemment, ce respect d'une minorité diététique n'est pas fortuit. Connaissant que les végétariens sont de plus en plus nombreux, les dirigeants d'Hippopotamus souhaitent surtout faire en sorte que, lorsqu'un groupe d'amis décide d'aller ensemble au restaurant, la

présence parmi eux d'un végétarien ne les détourne point d'une table plus connue (au moins jusqu'à présent) pour son steak-frites que pour sa tourte au potreau, son bié concassé ou son tofu. « Coup » commercial sans grand risque ? Sans doute. Présence ? Qui sait ! Hippopotamus, qui a déjà répondu à la baisse tendancielle de la consommation de viande rouge (les prix y sont, certes, pour quelque chose) en proposant divers plats à base de volaille, sait fort bien que les pays d'Europe du Nord ont depuis longtemps appris à ne pas négliger les non-mangeurs de viande. Quant aux Etats-Unis, la proportion de végétariens parmi les adolescents y est aujourd'hui deux à trois fois supérieure à celle de la génération précédente. Et puis un hippopotame est un mammifère amphibie et... herbivore.

J.-M. N.

Aude Dassonville

AUTO MOBI

SUZUKI VITARA Cab. J.LXI
Juil. 94 (mod. 95) - Première Main
Gris anthracite verni - Tactique
Glace électriques - Coupe Circuit
Direction assistée - Jantes alu
Pare Brûle chromé - Jantes T.T.
Radio K7 Alpine 4 HP.
20 000 Km - PRIX : 85 000 F
Tél : 80.36.02.76 (Dom.)

TOYOTA FRANCE CENTRE LEXUS

- GS 300
- LS 400
de 92 à 95
Garantie 24 mois
Crédit exceptionnel
Jean Yves PATALANE
☎ 46.13.46.72

PORTE DE VERSAILLES AUTO
45.31.51.51

- BMW 318i - 93
- BMW 525i BA - 92
- BMW 850i - 91/92
- SEAT TOLEDO Tbo D - 93
- MERCEDES C 250 D - 94
- SAFRANE RT DT Clim. - 93
- BMW M3 Pack - 94
- XANTIA 1.8 L SX - 94
- TOYOTA RAV4 - 95
- POLO NEW - 5P - D.A. - 95

Vente de Véhicules récents
Faibles Kilomètres
Millésime 98
Garantie 1 an ou 12 000 Km
Possibilité d'essai ou
financement intéressant
AVIS CENTRE OCCASION
5, rue Bido - 75007 PARIS
(1) 44.18.10.65
Port. 07.84.10.33
Pascal Bonnet

OFFRE SPECIALE JUSQU'AU 30 AVRIL 1996

REPRISE MINIMUM
de votre voiture

12.000F TTC

Pour l'achat d'une CITROËN RÉCENTE, ZX, XANTIA, XM, EVASION.
Reprise 7.000F TTC pour l'achat d'une AX

« Ce n'est pas un poisson d'avril ! »

Citroën Félix Faure Moi J'aime

PARIS 15ème - 10, place Etienne Pernet tél. : 53.68.15.15
PARIS 14ème - 50, boulevard Jourdan tél. : 45.89.47.47
PARIS 19ème - 59 bis, av. Jean Jaurès tél. : 42.08.86.60
(EN ECHANGE DE CETTE PUBLICITE)

SUZUKI VITARA Cab. J.LXI
Juil. 94 (mod. 95) - Première Main
Gris anthracite verni - Tactique
Glace électriques - Coupe Circuit
Direction assistée - Jantes alu
Pare Brûle chromé - Jantes T.T.
Radio K7 Alpine 4 HP.
20 000 Km - PRIX : 85 000 F
Tél : 80.36.02.76 (Dom.)

MEGANE 1.6 RT Clim.
argent métal, 13 500 km, 98 : 91 000 F
ASTRA 1.7 D GL opt.
bois métal, 12 500 km, 98 : 75 500 F
OPEL VECTRA 1.6 GL
gris argent, 12 000 km, 96 : 92 500 F
AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 44.18.10.65
Port. 07.84.10.33

Particulier vend GOLF Cabriolet
Bon état général
130 000 km
Prix : 32 000 F.
Tél : 30.61.90.16 soir (ou rép.)

TOYOTA FRANCE

- SUPRA Biturbo - 96
- RAV GX - VX - 95/96
- BMW 540i - 94

Jean Yves PATALANE
(1) 46.13.46.72

NEUBAUER
vend ses véhicules de direction générale

- 408 LX 1.7 L 92, 10000 km, 98 : 125 000 F
- 408 LX 2.1 92, 10000 km, 98 : 125 000 F
- 408 LX 2.1 92, 10000 km, 98 : 125 000 F
- 408 LX 2.1 92, 10000 km, 98 : 125 000 F
- 408 LX 2.1 92, 10000 km, 98 : 125 000 F
- 408 LX 2.1 92, 10000 km, 98 : 125 000 F
- 408 LX 2.1 92, 10000 km, 98 : 125 000 F
- 408 LX 2.1 92, 10000 km, 98 : 125 000 F
- 408 LX 2.1 92, 10000 km, 98 : 125 000 F
- 408 LX 2.1 92, 10000 km, 98 : 125 000 F

☎ 49.33.60.60
227, boulevard Anatole-France 93200 SAINT-DENIS

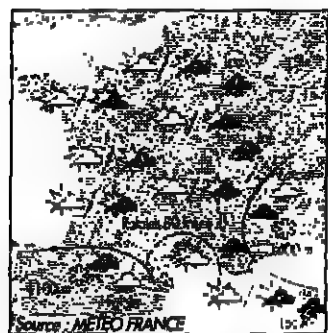
HONDA CONCERTO
mod. 93, 7 cv, 30 000 km,
état neuf, bleu métallisé,
verrouillage central,
T.O., auto-radio code.
PRIX : 58 000 F.
Tél. 49.30.97.01 (entre 12h et 14h)

HONDA ACCORD 2.2L
EXI - 4WS (mod. 92)
11 cv - 78 000 km
Série Trophée :
sièges cuir, climat., ABS.
PRIX : 79 000 F.
Tél : (16) 92.15.12.75

CHACQUE SEMAINE RETROUVEZ NOTRE RUBRIQUE "AUTOMOBILE"
Pour vos annonces publicitaires contactez Paula GRAVELOT ☎ 44.43.76.23 (fax : 44.43.77.31)

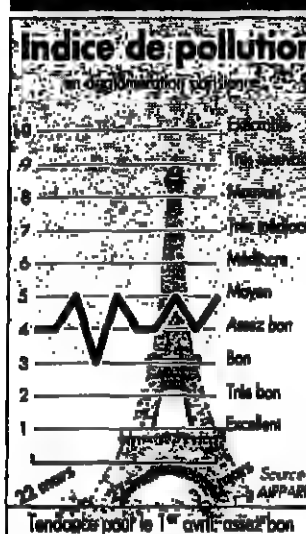
Nuages, soleil et températures fraîches

LES HAUTES PRESSIONS s'installent sur les îles Britanniques. Une perturbation traverse le sud du pays et passe en Méditerranée. La dépression associée se trouvera mardi sur le golfe de Gênes, provoquant des vents forts en Méditerranée. Entre les hautes pressions et la dépression, les vents seront de secteur nord-est et accentueront l'impression de froid.



Prévisions pour le 2 avril vers 12h00

La qualité de l'air



Tendances pour le 1er avril: excellent

Mardi matin, sur le Languedoc-Roussillon et l'ouest de la Provence, le temps sera bien ensoleillé grâce au mistral et à la tramontane qui souffleront entre 70 et 80 km/h. Dans les Pyrénées, l'Aquitaine, la région Midi-Pyrénées, le sud du Massif Central, Rhône-Alpes, l'est de la Provence, la Côte d'Azur et la Corse, le ciel sera très nuageux avec des précipitations instables sur le relief. Il neigera sur les Pyrénées au-dessus de 1 000 mètres à 1 600 mètres d'ouest en est, sur les Alpes au-dessus de 1 400 à 1 700 mètres et en Corse au-dessus de 2 000 mètres.

Ailleurs, le soleil se montrera malgré des développements nuageux. En Lorraine, en Alsace et en Franche-Comté, il pourra y avoir quelques averses de neige à basse altitude. L'après-midi, les nuages resteront présents sur les massifs. La limite pluie-neige s'abaissera entre 700 et 1 200 mètres dans les Pyrénées. Les précipitations s'atténueront sur les Alpes du Nord, mais le risque d'averses orageuses persistera sur les Alpes du Sud et la Corse.

En plaine, les nuages deviendront moins nombreux. Le mistral et la tramontane se renforceront à 90-100 km/h en mer. Le mistral atteindra 80 km/h en vallée du Rhône. Dans le reste du pays, nuages et éclaircies alterneront avec un risque d'averse de neige à basse altitude sur le Nord-Est.

Les températures matinales seront fraîches avec des gelées entre 0 et -4 degrés sur la moitié nord, 0 et -2 sur le Centre-Est. De la Bretagne à l'Aquitaine et à Midi-Pyrénées, il fera entre 0 et 5 degrés et, sur les régions méditerranéennes, entre 5 et 9 degrés. L'après-midi, il fera entre 5 et 10 sur la moitié nord et 8 à 15 sur la moitié sud.

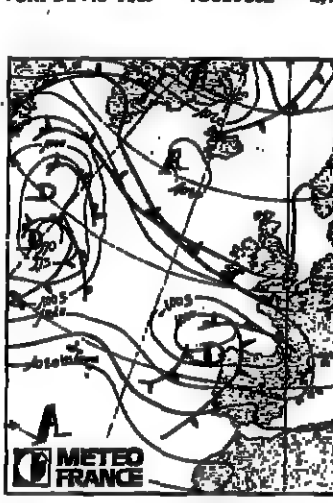
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 2 avril vers 12h00

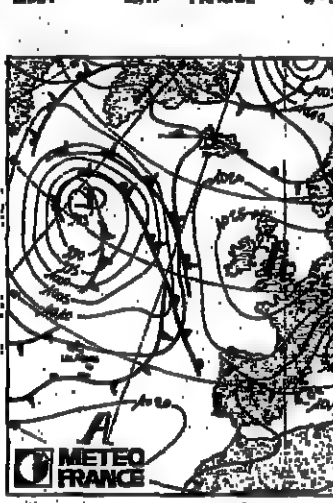


TEMPÉRATURES	CRÉNOBLE	14/2	TOURS	11/7
du 31 mars	1112	14/2	2/7	11/7
max/min	14/2	14/2	2/7	11/7
	14/2	14/2	2/7	11/7
	14/2	14/2	2/7	11/7
	14/2	14/2	2/7	11/7



Situation le 1er avril, à 0 heure, temps universel

TEMPÉRATURES	CRÉNOBLE	14/2	TOURS	11/7
du 31 mars	1112	14/2	2/7	11/7
max/min	14/2	14/2	2/7	11/7
	14/2	14/2	2/7	11/7
	14/2	14/2	2/7	11/7
	14/2	14/2	2/7	11/7



Prévisions pour le 3 avril, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Crise alimentaire

DEPUIS quelques jours les déclarations pessimistes sur la situation alimentaire mondiale se multiplient. Aux quatre coins du monde, les autorités responsables font ressortir le déficit impressionnant de la production agricole. (...) Cinq cents millions d'hommes sont menacés de famine. Comment conjurer une telle crise ?

La nécessité d'un organisme international efficace ayant pouvoir de prendre des décisions et de les faire appliquer s'impose de jour en jour. Mais le succès de cette action n'est possible que si elle est soutenue par l'opinion publique internationale; celle-ci doit se rendre compte que tant sur le plan individuel qu'au point de vue international le « débrouillage » ne peut que nuire à la collectivité et se retourne finalement contre celui qui en use. Il est temps que le morcellement de l'enjeu de marchandises ou de calculs politiques.

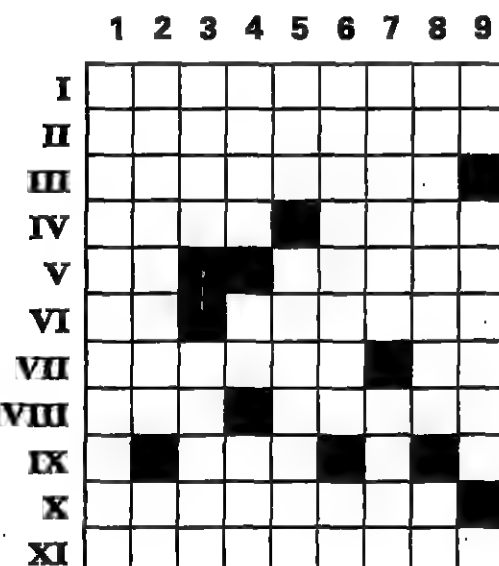
Faut-il céder au pessimisme ? Certains faits récents permettent de penser que la voie de la coopération internationale n'est pas abandonnée. Aux États-Unis ce sont les mesures prises contre le gaspillage, la suppression des cétales pour l'alimentation animale. C'est aussi la création du comité de la famine, l'activité en Europe de la mission Hoover.

Au Canada et dans tout l'empire britannique on met au point un nouveau programme d'exportations et d'augmentation de la production alimentaire. Enfin, ce sont, en partie, des bateaux américains qui transporteront le blé russe vers la France. On trouvera-t-on un meilleur exemple de cette coopération internationale indispensable pour maîtriser la famine ?

Henri Pierre
(2 avril 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6790



HORIZONTALEMENT
1. Quand il se met à table, il y a du sport. - 2. Peut-être l'homme d'un parc. - 3. Légumes chez les Romains. - 4. Aussi familier. Faire un mauvais accueil. - 5. Saint. C'est le moment de sortir quand elle a été purgée. - 6. Romains. Fait les gros yeux.

quand l'est-est. - VII. Une famille qui fournit trois papes. Devient un ton. - VIII. On n'y a pas de dévotion. Pas aimable. - IX. Ne conserve pas. - X. Volant, c'est le polka. - XI. Prises avec les dents.

VERTICALEMENT
1. Se composer comme le sphinx. - 2. Refuge des pêcheurs. Un mégalithe. - 3. L'océan, pour les Américains comme pour ceux qui violent à l'étranger. Boisson forte. - 4. Un maître spirituel. Note. Se fait au centre. - 5. L'endroit le plus proche. Peut-être occupée par une dame. - 6. On y fait les poches. Une finissante. - 7. Pour dévoter des fardeaux. Fait appel. - 8. On y trouve la maison de Bach. Pronom. - 9. Abréviation. Ne plus reconnaître.

SOLUTION DU N° 6789
HORIZONTALEMENT
1. Distributions. - 2. Bagage. Enroulé. - 3. Na. Née. Acra. - 4. Tite. Rituels. - 5. Eglé. Luv. - 6. Égérie. Nautile. - 7. Résines. Ok. - 8. Sec. Ténir. - 9. Tête. Note. Usé. - 10. In. Alacrité. - 11. Orale. Près. - 12. Noct. Erreur. - 13. Succ. Rote. Inini. - 14. Eres. Ut. Ores. - 15. Isaac. Pierre. Ut.

Guy Brody

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0046-1310) is published daily for 5 francs per year. LE MONDE is published daily for 5 francs per year. LE MONDE is published daily for 5 francs per year. LE MONDE is published daily for 5 francs per year. LE MONDE is published daily for 5 francs per year.

POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 3615 LE MONDE, New York, NY 10017-2499. For all other countries, send address changes to LE MONDE, 3615 LE MONDE, New York, NY 10017-2499.

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Pays : 601 MQ 001

Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires
Changement d'adresse :
● par écrit 10 jours avant votre départ.

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
Resendement: Portage à domicile ● Suspension vacance.
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
33 (1) 44-43-76-00 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25
Télématique 3615 code LE MONDE
CompuServe 36 63 81 22
Adresse Internet: http://www.lemonde.fr
Documentation 3617 code UMDOC
ou 36-29-04-56
CD-ROM: (1) 44-08-78-30
Index et microfilms: (1) 40-65-29-33

Films à Paris et en province:
36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (123 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Composition paritaire des journaux et publications.
ISSN: 0395-2037

Imprimerie du Monde:
12, rue M. Gursbourg,
94852 Ivry-Cedex.
PRINTED IN FRANCE 1996

Président-directeur général:
Dominique Aldy
Directeur général:
Gérard Maitre
Directeur commercial:
Gilles Puyou

Score Météo de la SA
la France et les Îles
et Vape Europe SA

133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08
Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ITALIE.** La compagnie privée italienne Air One, qui a lancé ses premiers vols en novembre dernier, a augmenté, le 1er avril, le nombre de ses liaisons Milan-Rome, entre 17 et 20 heures, de deux à quatre, et celui de ses liaisons Rome-Milan, dans la même tranche horaire, de trois à quatre. - (AFR)
■ **MANCHE.** La compagnie britannique Stena Line envisage pour le printemps prochain une liaison par catamaran rapide entre Cherbourg (Manche) et Southampton (Grande-Bretagne) qui mettra le port français à 2 h 30 de l'Angleterre. - (AFR)

JEUX

LE MONDE	
1	15
2	20
3	30
4	40
5	50
6	60
7	70
8	80
9	90
10	100
11	110
12	120
13	130
14	140
15	150
16	160
17	170
18	180
19	190
20	200
21	210
22	220
23	230
24	240
25	250
26	260
27	270
28	280
29	290
30	300
31	310
32	320
33	330
34	340
35	350
36	360
37	370
38	380
39	390
40	400
41	410
42	420
43	430
44	440
45	450
46	460
47	470
48	480
49	490
50	500
51	510
52	520
53	530
54	540
55	550
56	560
57	570
58	580
59	590
60	600
61	610
62	620
63	630
64	640
65	650
66	660
67	670
68	680
69	690
70	700
71	710
72	720
73	730
74	740
75	750
76	760
77	770
78	780
79	790
80	800
81	810
82	820
83	830
84	840
85	850
86	860
87	870
88	880
89	890
90	900
91	910
92	920
93	930
94	940
95	950
96	960
97	970
98	980
99	990
100	1000

LE MONDE 3615 LE MONDE

LE MONDE 3615 LE MONDE

LE MONDE 3615 LE MONDE

LE MONDE 3615 LE MONDE

LE MONDE 3615 LE MONDE

LE MONDE 3615 LE MONDE

LE MONDE 3615 LE MONDE

LE MONDE 3615 LE MONDE

LE MONDE 3615 LE MONDE

LE MONDE 3615 LE MONDE

LE MONDE 3615 LE MONDE

LE MONDE 3615 LE MONDE

PARIS EN VISITE

PARIS EN VISITE

Mercredi 3 avril

■ **LE LONG DE LA COULÉE VERTE.** avec des visites d'ateliers (55 F + d'entrée), 11 heures, au pied de l'escalier de l'Opéra-Bastille (Mathilde Hager).
■ **DE LA PLACE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS à l'imprimerie de Balzac:** promenade balzacienne (55 F), 14 h 30, devant la fontaine Saint-Michel (Pierre-Yves Jaslet).
■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** (23 F + prix d'entrée): un autre regard sur la marquetterie, évolution des styles, 14 h 45; un autre regard sur la peinture, support et matière, 14 h 45 (Musées de la Ville de Paris).
■ **MUSÉE DU LOUVRE:** le thème de Pâques dans la peinture française (37 F + prix d'entrée), 15 h 30, sous la pyramide côté auditorium (Monuments historiques).

SALON DE L'ETUDIANT

SPECIAL 3es CYCLES

"Bac + 4 + 5, choisissez votre 3^e cycle"

Jeu 4 avril et Vendredi 5 avril à l'Espace Champerret Paris 17

3615 LE MONDE

3615 LE MONDE

3615 LE MONDE

3615 LE MONDE

3615 LE MONDE

3615 LE MONDE

CULTURE

LE MONDE / MARDI 2 AVRIL 1995

ART Francisco Goya est né il y a tout juste deux cent cinquante ans, le 30 mars 1746. L'Espagne consacre à la célébration de cet anniversaire un nombre imposant de manifesta-

tions, tout au long de l'année. Composée pour l'essentiel de tableaux figurant dans les collections permanentes du Musée du Prado, la rétrospective qui s'est ouverte ven-

dredi 29 mars à Madrid est sévèrement critiquée. ● CETTE EXPOSITION, ainsi que la découverte récente d'un tableau un peu vite attribué à Goya, relance les polémiques autour des « faux Goya ».

Certains experts affirment qu'il y aurait près de cent cinquante Goya incertains dans le monde et appellent à une révision des attribu-

tions. ● GRÂCE À CETTE COMMÉMORATION, réunissant expositions, pièces de théâtre et concerts, la société d'Etat Goya 96 espère développer le tourisme culturel en Espagne.

L'Espagne célèbre les deux cent cinquante ans de Goya

Une grande rétrospective au Musée du Prado, à Madrid, inaugure une année de commémoration. Pendant plusieurs mois, différents événements vont être consacrés à l'œuvre d'un des maîtres de la peinture espagnole

GOYA. Museo del Prado, Paseo del Prado, Madrid. Tl) sauf lundi de 9 heures à 21 heures, jusqu'au 2 juin.

MADRID
de notre envoyé spécial
Goya est né le 30 mars 1746, il y a deux cent cinquante ans. Ce chiffre est le prétexte de l'exposition, anniversaire, circonstance solennelle, publique - très publique - et nécessairement heureuse. Il s'agit de rendre hommage, de porter aux nues, un grand peintre national, l'un des deux ou trois maîtres - avec Zurbarán et Velázquez - de l'histoire espagnole. L'intention apologétique s'affiche, apologie et petit commerce touristique ne pouvant que faire bon ménage.

Mais comment procéder ? Quel Goya montrer et selon quelles idées ? On imagine l'inquiétude des conservateurs du Prado, invités à renouveler la vision d'un artiste si fameux que chacun a la conviction de le connaître. De toutes les solutions possibles, ils ont choisi la plus simple - celle, du moins, qui a l'apparence de la plus immédiate lisibilité : ils ont entrepris de démontrer que Francisco Goya était bien un grand peintre.

Or qu'est-ce qu'un grand peintre, a priori ? Quelqu'un qui



« Femmes en conversation », 1790-1792, Hartford, Wadsworth Atheneum.

ment limpide. Un cynique observerait tout au plus que ce procédé permet d'obtenir une rétrospective à relativement bon marché, puisqu'elle se compose pour l'essentiel des collections permanentes du musée où elle se déroule. Il ajouterait que les bénéfices de l'opération n'en seront que plus considérables. Voilà donc des tableaux de Goya. Mais Goya ne fut pas que peintre. Il dessina énormément, et grava,

chantes images ne figurent dans l'exposition. Elle en comprend la sérénité, elle risquerait de troubler les visiteurs, que rien ne doit perturber tout le temps de leur promenade.

Autrement dit : le Prado célèbre un certain Goya, séduisant, habile, courtisan et pieux même, d'une piété espagnole naturellement. Certes, il finit mal. Avant de s'enfuir de son pays pour s'exiler et mourir à Bordeaux, il exécute les peintures murales de la Quinta del sordo - la maison du sourd -, allégories extravagantes et sanglantes. Elles sont dans l'exposition - pas moyen de faire autrement. Mais elles sont à l'écart, dans l'ombre, alors que la *Maja desnuda* n'en finit pas d'exhiber son anatomie de fausse maigre dans une ronde où elle voisine avec sa version habillée, plus érotique, et une immense machine symbolique et patriotique, *L'Espagne, le Temps et l'Histoire*, qui est exactement ce que Goya aurait pu ne pas peindre, une allégorie affectée et dénuée de toute expression.

Ce sont là bien des défauts et autant de raisons de ne pas participer à la « goyamania », pendant ibérique de la « vermeermania ». Il se trouve cependant que les vices du projet produisent à leur insu un effet singulier, et qui s'accroît à mesure que l'on parcourt les salles à rebours de l'ordre chronologique qu'elles s'efforcent d'imposer. Il semble, confusément puis plus clairement, que Goya se débat. Il ne se laisse pas faire. On le dit polé, bien-pensant et, pour ainsi dire, homme du monde. Avec l'humilité d'un fils d'artisan promu familier des grands, il aurait cherché la perfection du style et l'élégance de la touche ?

Mais, dans ce cas, pourquoi ce malaise et ces bizarreries désaccordées si tôt dans sa carrière ? Pourquoi ce sentiment que l'harmonie

pourrait être anéantie ? Voyez les tableaux des décennies 1770 et 1780. Le natif de Fuendetodos, province de Saragosse, qui a échoué deux fois au concours de l'Académie de Madrid et une fois à celui de l'Académie de Parme, mais a épousé la sœur de Francisco Bayeu, peintre de la chambre du roi - tous les moyens sont bons -, le petit Goya, donc, est appelé, en 1774, à travailler pour la manufacture royale de tapisseries, qu'il doit fournir en cartons. Il produit, avec fécondité, des scènes de la vie madrilène. Les plaisirs de la cour et de la ville y tiennent plus de place que le labeur des humbles. Concerts, fêtes, déjeunements, amours, chasses : rien d'inquietant là-dedans. Des couleurs claires parent des compositions adroitement disposées sur fond de paysage.

Rien ne doit troubler les visiteurs tout le temps de leur promenade

Mais quelque chose ne va pas. Les poses sont trop raides, les gestes trop exactement conformes à la convention. Les mimiques trop appuyées, les regards trop fixes ou comme vides. Ces gens, ces belles, ces gentilhommes et leurs laquais se donnent la comédie. La jeune fille joue à la vierge. L'aristocrate joue au mécano.

Cela se voit d'autant mieux que, derrière eux ou près d'eux, dans la plupart de ces œuvres, se trouve un personnage qui, lui, ne joue pas, ne bouge pas, ne sourit pas, mais regarde vers le spectateur, qui est aussi le peintre.

Son immobilité et son air absent dénoncent le factice de la scène :

elle a été composée pour « la montre », pour être vue et appréciée. Il faut sembler heureux. Il faut paraître s'amuser follement, s'émouvoir franchement, almer vraiment. Sinon, ce serait le règne de l'équivoque et du soupçon. La vie en société se révélerait une longue suite de pantomimes et faux-semblants. Pas question. Il en va de l'ordre et de la moralité publiques.

Goya le parvenu a compris ces rites - et qu'il lui faut affecter de les respecter. Peut-être même a-t-il commencé par les respecter sincèrement, mais pas longtemps, jusque vers le milieu des années 1780. Celui qui peint, en 1791, des jeunes filles du monde en train de faire sauter sur un drap un mannequin masculin, a compris. Celui qui, en 1786, a portraituré la marquise de Pontefiel en l'ornant de toutes les grâces du costume sans lui ôter pour autant son air de mélancolie, celui-là n'est pas dupe. La même année, nommé peintre du roi, il le peint et l'on a peine à croire que l'édit monarchique, Charles III, ne se soit pas aperçu de

l'offense, pas plus que son successeur, Charles IV, que la reine Marie-Louise ou que, plus tard, le cardinal de Bourbon, un niais costumé de rouge pour un carnaval.

Goya ne cesse pas pour autant de donner le change. Il exécute ce qu'il faut de portraits équestres et de portraits de groupes, manière de se poser en héritier de Velázquez. Il laisse poser devant lui des généraux, des marquis, un dandy et l'adorable comtesse de Chinchon, qui pourrait passer pour un Reynolds. Ces modèles sont traités avec considération et avec une élégance suprême de gris un peu verts, d'ocres légèrement rouges, de bleus diaphanes rehaussés de jaune pour les femmes, avec des harmonies sombres en rouge et noir pour les hommes. Le système est admirablement au point, comme il l'a été chez Hals, comme il le sera chez Manet.

Mais c'est un système, et Goya le sait. Aussi, de temps en temps, il le pervertit et en sort. Il lui arrive de pousser la convention à son paroxysme, afin d'en suggérer la ridicule. Ce malheur est arrivé à la marquise de Santa Cruz, qu'il a costumée en muse et munie d'une lyre, dont elle paraît fort embarrassée, plus habituée semble-t-il aux plaisirs de l'amour qu'à ceux de la poésie.

Il peut aussi durcir le geste et trouver sous la chair la géométrie du crâne afin de changer le portrait en vanité. Passé 1800, de plus en plus, il se permet de ces incongruités en peinture, la mettant à l'unisson de ses dessins et gravures. Les mimiques se font grimaces, le noir l'emporte sur la couleur, le tragique s'accuse. Ce qui se devinait éclate, ce qu'il faudrait taire est proclamé. *Dos de Mayo*, *Tres de Mayo*, portraits spectraux des derniers amis bordelais, cycle de la Quinta del sordo : ce Goya-là n'a rien de plaisant, rien d'élégique, rien de facile. Il est seulement vrai.

Philippe Dagen

Une trentaine de manifestations pour développer le tourisme culturel

MADRID
de notre correspondant

Le 250^e anniversaire de la naissance de Goya est utilisé en Espagne pour promouvoir le tourisme culturel. Une société d'Etat, Goya 96, a été créée afin d'organiser et de coordonner toutes les activités autour du peintre. Au total, une trentaine de manifestations (expositions, cycle musical, cycle théâtral, itinéraires touristiques, congrès, séminaires) ont été mises sur pied pour exploiter cette commémoration. Margarita Saenz de la Calzada, présidente de Goya 96, estime que ces différents événements culturels pourraient attirer près d'un million de personnes à travers tout le pays.

Le tiers du budget total du projet - 600 millions de pesetas (24 millions de francs) - est consacré à la promotion touristique. « Sur les 38 millions de personnes qui font du tourisme culturel en Europe, l'Espagne n'en accueille que 3 millions, soit 8 % », déplore Margarita Saenz de la Calzada. « Le but est d'augmenter 15 à 20 % », précise Miguel Gongora, secrétaire général au tourisme.

Il ne s'agit pas de détourner les 40 % des touristes européens qui viennent sur les plages espagnoles, mais d'offrir à d'autres la richesse d'un patrimoine. Goya sert donc de « promoteur » à cette opération parrainée par des entreprises privées, pour l'essentiel espagnoles.

En dehors de l'exposition principale du Prado, Goya 96 propose : ● A la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando, Madrid, deux autoportraits et autres toiles,

dont *L'Enterrement de la sardine* (à partir du 1^{er} avril).

● Au Palais royal de Madrid, tapisseries et cartons réalisés par l'artiste lorsqu'il travaillait à la fabrique royale de Santa Barbara (de mai jusqu'au 31 juillet).

● A la Bibliothèque nationale de Madrid, une exposition de deux cents eaux-fortes, gravures et estampes du Goya tragique, les fameux *Caprices*, ainsi que *Los Desastres de la guerre* (du 27 juin au 20 septembre).

● Au Musée archéologique national, à Madrid, « La vie quotidienne au temps de Goya », meubles, objets, bijoux... (du 15 septembre au 1^{er} décembre).

● Au Musée du Prado, « Les dessins de Goya », une cinquantaine de croquis (à l'automne, dates non encore précises).

● A la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando, à Madrid, « La musique espagnole au temps de Goya » (du 31 mai au 6 juillet).

● Théâtre : *El si de las niñas*, de Moratin, au Festival de théâtre d'Almagro, du 4 au 14 juillet, puis à Madrid, au Théâtre de la Comedia, en novembre.

● Théâtre de la Zarzuela, Madrid, *Goyescas*, de Granados, par la Compagnie de ballet national d'Espagne, du 1^{er} au 30 septembre. Et à l'Auditorium national de Madrid, *Concierto de Oficio y Misa de Difuntos*, de Ledesma (à l'automne, dates non encore précises).

● Cycle Goya, à la Filmothèque nationale de Madrid (à l'automne, dates non encore précises).

Michel Bôle-Richard

Retrouvailles et révélations

Pour étoffer l'exposition, des prêts ont été demandés un peu partout, de sorte que des tableaux éparpillés et, pour certains, négligés sont au Prado. Ainsi a-t-il été possible de reconstituer une suite de quatre natures mortes funèbres - des poulets, des lièvres, des bécafes et des dorades - dispersées entre Madrid, Dallas et New York. Ainsi se révèle aussi le goût des collectionneurs et des conservateurs allemands, américains ou français qui ont privilégié dans leurs achats les toiles de la dernière période de Goya, qu'il s'agisse du *Francisco del Mosa de Castres*, du *Miguel de Lardizabal de Prague* ou du *Juan Antonio Cuervo*, venu de Cleveland, portrait d'une brutalité proche de celle de Courbet ou de Lucian Freud. Les *Jeunes filles au balcon* (vers 1812), d'une collection privée suisse, font écho aux *Jeunes du Musée de Lille*, achetés en 1819. Quant aux *Femmes en conversation* du Wadsworth Atheneum de Hartford et au *Sommeil de Dublin*, ce sont simplement d'admirables tableaux.

exécution de grandes œuvres ambitieuses et spectaculaires. Donc, l'exposition réunit un nombre considérable - cent soixante-dix - de vastes tableaux religieux et historiques, des séries immenses de portraits et, naturellement, toutes les toiles les plus célèbres, celles qui figurent dans les anthologies et les dictionnaires, celles qui font d'excellents posters. Tout cela coule de source. Comme, d'autre part, deux tiers de ces peintures estampillées chefs-d'œuvre appartiennent aux collections du Prado, il a donc suffi de réaménager un parcours dans les salles et d'ajouter un tiers de tableaux prêtés par des musées et des collectionneurs étrangers. Tout cela est décidé-

mieux encore. Il est l'auteur des *Désastres de la guerre* et des *Caprices*, desquels rien, absolument rien, n'est ici montré. Ils seront célébrés plus tard, à part. Le tourisme trouve seul son compte dans cette division. Autre objection : Goya n'a pas peint que de vastes compositions religieuses ou officielles, ni portraituré seulement des monarques, des généraux et des duchesses. Le Prado lui-même a accueilli, en 1993, une excellente exposition tout entière consacrée aux toiles de petit format, celles des fantasmagories, des sorcelleries, des scènes d'anthropophagie, de meurtre et de viol, les Goya les plus violents, les plus obscènes, les plus gênants. Pas une de ces mé-

L'éternelle question des faux

L'HABITUDE est établie : chaque fois qu'une rétrospective s'annonce, il se trouve des experts - reconnus ou autoproclamés - pour mettre en cause l'authenticité de certaines œuvres de l'artiste. Ainsi s'organise une polémique de quelques jours, rapportée dans les journaux, envenimée par quelques jalousies professionnelles. Goya ne fait pas exception. Une première affaire a éclaté au début du mois de mars avec la découverte fortuite d'une toile onéreuse au deuxième étage de la Dirección general de seguridad (DGS) de Madrid, dont le bâtiment est en cours de restauration.

Assistés, deux conservateurs du Prado ont décidé que la toile, une scène religieuse, était de Goya « sans discussion ». Quelques heures plus tard, c'était une œuvre de l'obscur Mariano Salvador Maella, premier peintre du roi en 1799. L'attribution est d'autant plus convaincante qu'Alfonso Perez

Sanchez, ancien directeur du Prado, a publié un dessin préparatoire de la main de Maella très proche de la toile retrouvée. Ainsi commençait, la polémique ne pouvait manquer de prospérer. Il a suffi pour cela de solliciter Juliet Wilson, qui fut, en 1993, commissaire de l'exposition des petits formats de Goya intitulée « Le caprice et l'invention ». A l'en croire, le catalogue de l'œuvre peint de Goya admet aujourd'hui au moins 150 toiles qu'il conviendrait de réexaminer.

Perez Sanchez, pour sa part, reconnaît la nécessité d'une révision qui serait entreprise en toute indépendance. Selon lui, il devrait revenir au Prado de faire les premiers pas et de se montrer intransigeant sur ses propres collections. La gloire de Goya lui a valu, de son vivant même, des imitateurs en grand nombre. Leurs œuvres ont figuré dans les inventaires de l'époque sous des rubriques aux titres honorables : « dans le style de

Goya », « imitant Goya » ou, franchement, « copies de Goya ». Soigneusement exécutées par des contemporains qui le connaissent de près, elles sont malaisées à identifier, tout comme les meilleurs « à la manière de Rembrandt » produits à Amsterdam vers 1650 se distinguent souvent très mal des authentiques. Première victime du doute, un Goya du Metropolitan Museum, *Les jeunes filles au balcon*, pourrait subir la honte du déclassement.

AMBIGUITÉS

Dans l'exposition de Madrid, y aurait-il des Goya incertains ? On voudrait croire que non. Une lecture attentive du catalogue interdit cette confiance. Un portrait de Charles IV et un autre de la reine Marie-Louise avec une mantille ne présentent pas toutes les garanties. Le Charles IV, concède la notice, peut difficilement être attribué à Goya en raison de sa piètre qualité,

de sa technique et de sa facture. Dans ce cas, pourquoi l'accrocher ? Pour la reine, c'est encore plus net : il s'agit d'une copie par un nommé Augustin Esteve d'un original de Goya. Le visiteur, à moins de remarquer les lettres « Attr » - pour attribué - inscrites sur le cartel, ne saura rien de ces ambiguïtés.

Pour autant, une telle querelle d'attribution n'a rien que de très banal. Le problème du nom ne doit pas devenir le fétichisme du nom et de la signature. Combien d'œuvres du Moyen Age demeurèrent anonymes, sans rien perdre de leur force ? Qui connaît le nom des statues d'Angkor et du Parthénon, des peintures de Lascaux et d'Altamira ? Leurs œuvres n'en demeurent pas moins admirables. Une question, pour finir : un beau Goya cesserait-il d'être beau s'il cessait, irrémédiablement, d'être un Goya ?

Ph. D.

« Indomania » et la colère de Marcel Ophuls contre la Cinémathèque

L'AUTEUR du film *Le Chagrin et la Pitié* et de *Ville d'armes*, Marcel Ophuls, est, de nouveau, très en colère. A la demande de l'ambassade de l'Inde, à-t-il appris, la Cinémathèque française a accepté de ne pas projeter certains documentaires dans le cadre de la vaste rétrospective « Indomania » (120 films, de novembre 1995 à février 1996). Cette affaire a été portée sur la place publique par Arnaud Mandagaran, réalisateur de l'un des documentaires et par ailleurs employé, pour l'organisation d'« Indomania », par la Cinémathèque. Selon les dirigeants de celle-ci, un différend d'ordre privé aurait poussé M. Mandagaran à attirer l'attention sur ce fait. Parmi les quatre titres faisant problème, deux ont finalement été montrés, *Le Chant des fous*, de Georges Lunau (le 4 février), et *Inde : les tourments du siècle* (le 13 février), réalisés par Arnaud Mandagaran. Les deux films n'ayant pas été projetés sont *L'Inde fantôme*, de Louis Malle, et *Coste criminel*, de Yolande Zauberman.

Dominique Paini, directeur de la Cinémathèque, souligne que ces films ont été ou seront montrés dans l'institution qu'il dirige, mais qu'il a accepté de ne pas les faire figurer au programme d'« Indomania ». Ce compromis, portant sur des réalisations françaises, lui a permis, contre l'avis des autorités indiennes avec lesquelles il était contraint de travailler, de diffuser des films originaux de l'Inde, souvent inédits et tout aussi critiques sur la situation dans ce pays.

Mais Marcel Ophuls se met en colère, voue aux gémonies Paini et, du même élan, les mânes d'Henri Langlois, interdit la projection de ses films et de ceux de son père, Max Ophuls, alerte ministre et médias, avocats et syndicats. Sans aucun doute, le veto du conseiller culturel de l'ambassade indienne mérite d'être dénoncé, le reste ressemble à une vessie abusivement gonflée qu'on veut faire prendre pour la lanterne à laquelle on s'apprêterait à pendre la liberté d'expression. Il n'est pas certain que ce soit en transformant en clapotis dans une tasse de darjeeling en ouï-rahan de censure totalitaire que l'on défende au mieux les justes causes pour lesquelles le cinéaste a toujours combattu.

Jean-Michel Frodon



La lutte pour le pouvoir bat son plein dans les institutions musicales parisiennes

Les opposants à Pierre Boulez voudraient récupérer des responsabilités perdues depuis longtemps

Longtemps tenus à l'écart des grandes institutions musicales parisiennes, les amis de Marcel Landowski tentent une OPA sur l'Or-

chestre de Paris, le Châtelet et la direction de la musique à Radio-France. De son côté, le ministère de la culture veut exercer ses pré-

rogatives et placer ses propres hommes. Ce qui ne correspond pas toujours au souhait des tutelles municipales. Les uns et les autres

perdent parfois de vue la nécessaire remise à niveau des orchestres et les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif.

GRAND CHANCELIER de l'Institut, ex-directeur de la musique, président d'honneur des conseils d'administration du Châtelet et de l'Orchestre de Paris, Marcel Landowski vient de fêter ses quatre-vingts ans. Ce compagnon de route du RPR a composé une œuvre abondante, inscrite dans ce courant qui vise une musique « simple », touchant le public sans détours.

Professeur au Collège de France, directeur honoraire de l'ircam, président de l'Ensemble InterContemporain et membre du conseil d'administration de la Cité de la Musique de La Villette, compositeur, théoricien, écrivain, chef d'orchestre couronné par les plus illustres formations, Boulez a fêté ses soixante-dix ans en 1995. Bien malin celui qui dira pour qui il a voté à la dernière présidentielle. Il a peu composé, mais ses œuvres sont, pour la plupart, des chefs-d'œuvre. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, il s'est résolument engagé contre les milieux musicaux officiels, qui tenaient les rênes sans partage depuis la création de la Société nationale de musique après la guerre de 1870.

Les partisans du premier, Landowski, le créditent d'avoir été le rénovateur de la musique en France. Les sectateurs du second, Boulez, répartis entre la gauche et la droite, sacrifient chaque jour le veau gras pour fêter le retour de l'enfant prodige exilé en Allemagne quand le premier mit en chantier sa réforme au milieu des années 60.

Boulez a regroupé autour de lui tous ceux qui souhaitaient voir la vie musicale française s'ouvrir sur le monde et donner une place importante à la révolution musicale de la seconde école de Vienne et aux courants novateurs de la musique

contemporaine. Landowski rassemble ceux qui estiment avoir été marginalisés dans leur propre pays, et tous ne relient pas de son esthétique. Malgré les excès indéniables qu'elle a entraînés, l'influence boulezienne a fait souffler un grand courant d'air frais qui correspondait aux aspirations d'une époque.

Cette antinomie ragailardie depuis le milieu du second septennat de François Mitterrand, qui a vu les tenants de la tradition relever la tête, se double d'une volonté de reprise en main de la vie musicale par le ministère de la culture. Lorsqu'il était rue de Valois, Jacques Toubon intervenait, en pure perte, auprès du maître socialiste de Strasbourg, Catherine Trautmann pour lui imposer Michel Tabachnik ou Eliahu Inbal à la direction de l'Orchestre de Strasbourg. Aujourd'hui, Philippe Douste-Blazy impose Stéphane Lissner au Festival d'Aix.

Paradoxalement, Stéphane Lissner aura été la première victime de cette nouvelle guérilla qui oppose, au sein même de la droite, les amis de Boulez et de Landowski. Nommé directeur général de l'Orchestre de Paris, puis du Festival d'Aix, pour services rendus à Jacques Chirac, le patron du Châtelet n'est pas soutenu par les successeurs du président de la République à la Ville. Résultat, il a décidé de quitter l'Orchestre de Paris et prendra très probablement la direction de l'Opéra de Madrid.

Le bilan assez exceptionnel de sa politique musicale au Châtelet n'a pas été pris en compte par le nouveau maire de Paris, Jean Tiberi. S'il est RPR, Lissner a le malheur d'être boulezien. Landowski souhaite que le Châtelet devienne un théâtre de demi-caractère, davantage ouvert au répertoire et aux interprètes

Un auditorium pour l'Orchestre de Paris

Né dans la précipitation, en 1967, l'Orchestre de Paris ne s'est jamais remis de la disparition de son premier directeur musical, en 1968. Charles Munch avait su se faire aimer d'une formation qui ne s'entendra jamais aussi bien avec ses successeurs : Karajan, Solti, Barenboim et Bychkov. Nommé en 1989, ce dernier est même rejeté par une majorité de musiciens. Paradoxalement, l'orchestre n'a jamais été aussi bien joué que récemment, mais il lui reste à faire de grands progrès pour rejoindre le club des meilleures formations mondiales. Arrivé à ce point de son histoire, cet orchestre nécessiterait la présence, au moins cinq mois par an, d'un directeur musical chevronné et aussi l'application des contrôles de fonction, qui pourraient se révéler douloureux pour quelques musiciens. Cette formation souffre enfin de jouer dans une acoustique défavorable ; or les meilleurs orchestres ont toujours été liés à un auditorium de grande qualité.

français. Les *papabili* sont nombreux : parmi eux Nicolas Joël, le directeur du Théâtre du Capitole de Toulouse (il a mis en scène *Montségur*, de Landowski, et son esthétique peut difficilement être qualifiée de moderne... même si ce pragmatisme est également un sincère admirateur de Boulez).

Philippe Douste-Blazy et son directeur de cabinet, le RPR-boulezien Stéphane Martin, soutiennent Lissner à Aix-en-Provence, mais leurs moyens de pression sur M. Tiberi, dans le dossier de l'Orchestre de Paris, sont infiniment moindres que ceux dont ils disposaient sur le maire socialiste d'Aix.

Stéphane Lissner aura été la première victime de cette guérilla

La volonté de nommer Lissner au Festival d'Aix est ancienne. Jacques Toubon avait commandé en 1993 à la chambre régionale des comptes un audit du festival. Le ministère de la culture savait que ce rapport serait dévastateur : il siège au conseil d'administration. Louis Erio, nommé en 1982, ne pouvait qu'être l'ennemi. Qu'apprendrait-on d'un audit semblable visant le Châtelet ? Que, en cinq ans, les subventions sont passées de 44 millions de francs à 100 millions, que certains artistes y sont payés plus cher que sur d'autres scènes parisiennes. Extraits de leur contexte, ces chiffres permettraient de tirer à boulets rouges sur Lissner, qui a bénéficié de la volonté de la Mairie de Paris d'en re-

Quel avenir pour le Châtelet ?

La place du Théâtre du Châtelet dans la vie musicale est allée grandissant depuis que Stéphane Lissner a été nommé à sa tête, en 1988. Ce dernier a su profiter des faiblesses de l'Opéra-Bastille pour mettre au point une programmation ambitieuse centrée sur des thématiques annuelles. Il a annoncé son départ pour 1997. Qui sera le nouveau patron ? Si Marcel Landowski convainc la Mairie de Paris d'en faire un théâtre de demi-caractère, c'en sera fini de la programmation Lissner. Si Jean Tiberi décide de continuer sur cette voie, qui ne pourra jamais être celle de Bastille, dont le cahier des charges est dissemblable, ce serait une belle occasion pour le RPR de prouver que le projet culturel de Lissner l'intéressait davantage que la guerre anti-Bastille voulue par Jacques Chirac quand il était maire de Paris. Cela ne devrait pas empêcher les tutelles de se concerter pour coordonner les cinq salles parisiennes tout ou partie dévolues au lyrique.

Christoph von Dohnanyi : « Je suis lié à Cleveland »

« DIRIGER l'Orchestre de Paris en janvier a été pour moi un grand plaisir que j'espère renouveler à l'avenir. Mais il est difficile d'établir des relations à long terme sans connaître son prochain directeur général. Dans le contexte actuel, il faut attendre l'issue des prochains événements. L'exprime ici mes regrets du départ de M. Lissner, étant donné l'excellente collaboration artistique que nous avons eue ensemble au Châtelet. J'estime que le projet qu'il a mis au point, en accord avec l'Orchestre de Paris, était une excellente solution transitoire pour cette forma-

tion. De nos jours, il n'est pas évident de trouver un jeune chef de grande réputation prêt à lui consacrer quatre ou cinq mois par an. Il semble donc positif d'engager des chefs d'orchestre de niveau international pour des périodes prolongées, même comme solution transitoire. » J'ai expliqué à M. Lissner ainsi qu'aux membres de l'Orchestre que je ne peux être pris en considération en tant que futur chef principal de l'Orchestre, car je pense fondamentalement qu'il est impossible de s'engager totalement avec deux orchestres en

même temps. Et je suis déjà lié, depuis longtemps et pour l'avenir, avec l'Orchestre de Cleveland. En revanche, dans la mesure où l'Orchestre de Paris et moi-même sommes parvenus à une si bonne collaboration, j'ai proposé à M. Lissner ainsi qu'aux musiciens de réserver en principe huit semaines par an de mon programme à l'Orchestre de Paris, dès la saison 1998-1999.

« ATTIRER LES CHEFS RÉPUTÉS »

« S'il existe en France un chef plus prestigieux que les candidats proposés par M. Lissner, l'Orchestre pourrait profiter de cette occasion pour l'inviter au moins cinq mois par an. Cet arrangement laisserait la porte ouverte à la venue d'autres chefs importants. Mon expérience m'a appris que les chefs d'orchestre les plus réputés acceptent plus volontiers d'être invités lorsque le directeur musical peut les assurer que l'orchestre sera dans la meilleure forme et dans un bon état d'esprit. »

La nationalité ne devrait pas jouer un rôle important dans le choix d'un directeur musical. Prenons l'Allemagne : Italien, Claudio Abbado y dirige l'Orchestre philharmonique de Berlin ; Américain, Lorin Maazel le Bayerischer Rundfunk ; Indien, Zubin Mehta prendra bientôt la direction de l'Opéra d'Etat de Munich et beaucoup d'autres chefs non allemands sont à la direction d'autres orchestres. En revanche, je n'interférerai jamais dans la politique culturelle de la France. »

clément nommé patron de l'Opéra national de Paris après qu'il eut remis son rapport commandé par Jacques Toubon sur l'organisation de la vie lyrique, mais sa nomination était déjà décidée et sa venue préparée depuis longtemps par la droite. D'ailleurs, l'une des ambitions de Gail, qui a fait ses premières armes dans des cabinets ministériels gaullistes, est de réconcilier la puissance publique avec l'Opéra : presque un manifeste pour l'art pompier.

Le cas de Jean-Paul Cluzel est plus intéressant. Cet énarque, par ailleurs fils aîné du premier ministre, Alain Juppé, a été nommé PDG de Radio-France internationale. Au nom d'une vieille amitié avec le premier ministre ? Pour le remercier du zèle qu'il avait mis à renvoyer Myung Whun-chung, au mépris de sa propre signature lorsqu'il était directeur intérimaire de l'Opéra-Bastille ?

Depuis l'été 1995, le ministère de la culture a récupéré le budget de la production musicale et des orchestres de Radio-France, afin de tenter d'atteindre le 1 % culturel promis par Jacques Chirac. Stéphane Martin, directeur du cabinet de Philippe Douste-Blazy, préconise judicieusement la séparation en deux du poste de directeur de la musique, occupé par Claude Samuel depuis 1989 : un journaliste-directeur pour France-Musique, un musicien-directeur pour les orchestres.

M. Martin avance deux noms pour France-Musique : Alain Duault et Gérard Cournet. De son côté,

Les radios publiques et la vie musicale

Radio-France dispose de l'Orchestre national, de l'Orchestre philharmonique, d'un chœur d'enfants et d'un grand chœur, de l'antenne de France-Musique et du programme musical de France-Culture. Si l'Orchestre national souffre d'un déficit d'image patent, le Philharmonique se porte mieux. France-Musique est très menacée par Radio Classique. De nombreuses voix se sont par ailleurs élevées pour protester contre la politique des retransmissions de concerts et la concurrence que font les services musicaux de la radio aux institutions, dont c'est la vocation, en organisant trop de concerts publics. France-Musique doit-elle être le média privilégié des orchestres et de la programmation musicale de Radio-France ou une antenne de service public plus largement ouverte sur la vie musicale ?

Michel Boyon, PDG de Radio-France, souhaite rapprocher ses formations de l'antenne, mais il ne tient pas à s'exprimer sur le mode d'organisation qu'il a retenu. Soumis lui aussi aux luttes d'influence, M. Boyon peut décider de se démarquer des volontés du ministère, même s'il doit sa propre nomination à son camp politique. La Rue de Valois s'est, en effet, dépêchée de faire prolonger le contrat de Charles Dutoit à la direction musicale de l'Orchestre national, juste avant le départ de Jean Maheu, bien que Roland Faure, ancien PDG de Radio-France (actuellement membre du CSA), ait demandé à M. Maheu de laisser ce soin à M. Boyon.

Le contrat de Dutoit dépasse financièrement, de loin, celui de tous ses confrères parisiens occupant un poste similaire. En plus de la direction musicale du National, Dutoit cumule celles de l'Orchestre de Montréal, bientôt celle de la NHK de Tokyo, et il est responsable des concerts d'été de l'Orchestre de Philadelphie. Le problème qui se pose aujourd'hui est de mettre en phase une nécessaire remise à niveau des orchestres parisiens et des hommes capables d'accomplir cette tâche, et de redéfinir une politique de programmation harmonieuse, prenant en compte toutes les esthétiques.

Alain Lompech

A quatre-vingt-neuf ans, Oscar Niemeyer est encore un architecte riche de projets

L'auteur des principaux bâtiments de Brasilia et du siège du PCF à Paris reste fidèle à son idéal

La célèbre architecte brésilien - qui, en France, a notamment construit le siège parisien du Parti communiste français - se définit comme un

homme resté fidèle aux idéaux de sa jeunesse : un communiste fort de ses certitudes, qui ne craint pas d'être tenu pour « un dinosaure » ; un

défenseur d'une architecture faite d'imagination, de fantaisie, de surprises, comme celle qu'il fit à Brasilia, la capitale fédérale.

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant
L'atelier d'Oscar Niemeyer est installé au dernier étage d'un immeuble vaguement art-déco au bout de la plage de Copacabana. Après l'ascenseur désuet, il faut monter un escalier étroit. Une affiche de l'exposition consacrée à l'architecte au printemps 1979 par le Centre Pompidou indique le chemin. La lumière inonde la pièce, très vaste. Deux vérandas circulaires et vitrées permettent de voir sur toute sa longueur la plage et le vieux fort de Copacabana tout proche. On peut lire sur une massive plaque de bronze, posée bien en évidence sur un bureau : « Hommage du Parti communiste français à Oscar Niemeyer ». C'est ici que l'architecte travaille depuis près de quarante ans.

Oscar Niemeyer nous reçoit dans une petite pièce attenante, boursée de livres, et sans fenêtre. A quatre-vingt-neuf ans, il continue d'exercer son métier, avec trois collaborateurs et une secrétaire. « J'arrive ici à 9 heures du matin, et j'en sors à 9 heures du soir. Je déjeune sur place. Il y a des amis qui viennent bavarder un moment. J'ai du travail, des projets en cours à Brasilia, à São Paulo, au Portugal. Je suis toujours occupé. C'est mieux, à mon âge, que de commencer à penser avec angoisse au temps qui me reste. Je dessine tout moi-même, puis j'envoie mes maquettes à ma petite-fille, qui a un bureau d'architecture, et qui les développe. »

Oscar Niemeyer a présenté, il y a quelques jours, son dernier projet : un centre de congrès destiné aux professionnels de la communication, à Maricá, au bord de la mer, à 50 kilomètres au nord de Rio. Il y a un bâtiment d'habitation : aux formes courbes, un auditorium dont le toit de béton s'élève vers le ciel comme la proue d'un navire, de longues rampes pour les piétons comme celles des palais officiels de Brasilia. Le centre portera le nom du chroniqueur sportif Joao Saldan-

ha. « C'est un travail qui me tient à cœur, parce que Saldanha était mon ami. Il était membre du Parti communiste, comme moi. Il a lutté avec beaucoup de courage contre la dictature militaire. C'était un grand journaliste et un homme bon. »

Oscar Niemeyer est toujours communiste, et ne partage pas le regard critique de son ami l'écrivain Jorge Amado, très sévère à l'égard de leur passé stalinien commun. « J'ai été membre du Parti communiste pendant quarante-six ans. Quand le parti a décidé de s'adapter à la mode libérale et a changé de nom [au début des années 90], j'en suis sorti, et nous avons recréé un Parti communiste brésilien. Je ne vois rien à critiquer. Quand je pense aux communistes soviétiques, je vois surtout dix années de gloire. Ils ont vaincu les nazis. Quand on a dit que le communisme était mort, je ne l'ai pas cru. Et regardez ce qui se passe. Le seul parti organisé en Russie est le Parti communiste, et il va probablement gagner les prochaines élections. Il est question de rétablir l'URSS. On ne peut pas admettre qu'un pays aussi important disparaisse. Non, le communisme n'est pas mort. »

L'architecte n'a pas peur d'être considéré comme un « dinosaure ». Il reste fidèle à l'idéal de sa jeunesse, « un Brésil fraternel, sans riches ni pauvres, qui serait complètement différent de tout ce qu'on voit, cette injustice, cette misère abjecte, toute cette merde ». Il poursuit d'une voix douce : « J'ai toujours été du côté des pauvres, qui sont l'immense majorité de la population du monde. Le Brésil est grand, le peuple est bon. »

Il n'a pas davantage changé de convictions en architecture. Celle-ci doit être faite d'imagination, de fantaisie. Elle est là pour surprendre. « Quand les gens viennent me voir avant d'aller visiter Brasilia, je leur dis : "Vous pouvez aimer ou ne pas aimer, mais vous ne pouvez pas prétendre que vous avez déjà vu cela auparavant". Le Corbusier expliquait que l'architecture, c'est l'invention.

C'est ainsi que je conçois mon travail : faire quelque chose de différent, de nouveau. » Oscar Niemeyer n'a nulle envie de polémiquer avec les partisans du néoclassicisme et leurs effets décoratifs, mais il se situe toujours à l'intérieur de ce mouvement moderne, dont il est, avec Le Corbusier, le représentant le plus célèbre. L'œuvre dont il se souvient avec le plus de plaisir est une des premières de sa carrière, l'église Saint-François d'Assise, à Pampulha, près de Belo Horizonte, dans l'Etat du Minas Gerais. C'était en 1943. Son toit de béton en forme de selle de cheval et sa façade de verre n'ont pas fini d'étonner les visiteurs.

« Je suis toujours occupé. C'est mieux, à mon âge, que de penser avec angoisse au temps qui me reste »

Pampulha avait alors pour maître un certain Juscelino Kubitschek. L'amitié et la complicité entre les deux hommes datent de cette époque. Lorsque Kubitschek, devenu président, décide en 1956 de créer de toutes pièces une nouvelle capitale sur le haut-plateau central désert du pays, il confie à Niemeyer la construction des principaux bâtiments officiels de Brasilia, le palais du Planalto, siège du gouvernement, les tours jumelles et les deux coupoules inversées du Congrès, le ministère des Affaires étrangères.

Après le coup d'Etat militaire de 1964, Niemeyer ne peut plus rester au Brésil. Il travaille en Israël, en France, en Algérie, en Italie. « Quand je suis arrivé à Paris, André Malraux, qui était ministre de la

culture, m'a beaucoup aidé. Il a fait en sorte que je sois traité, dans les concours, comme les architectes français. J'ai connu Sartre, qui est venu plus tard à Brasilia, et qui m'a dit avoir beaucoup aimé les colonnes du palais du Planalto. » Niemeyer construit le nouveau siège du Parti communiste français, place du Colonel-Fabien ; la Maison de la culture du Havre.

Oscar Niemeyer est heureux à Paris. « L'atmosphère est différente. Ici, vous faites un projet, et il est modifié ensuite sans qu'on vous demande votre avis. En France, on respecte davantage le travail de l'architecte. Quand le siège du PCF a été terminé, Jacques Duclos est venu me voir pour me demander s'il pouvait conserver, dans le nouvel édifice, un vieux bureau auquel il tenait beaucoup. Ce genre de chose est impensable au Brésil. » Les colères d'Oscar Niemeyer contre les rideaux posés aux fenêtres des bâtiments officiels de Brasilia, ou contre les sièges installés dans la cathédrale sont restés célèbres.

Il connaît pourtant des déceptions. Son projet de tour à la Défense, dont la structure serait coupée de jardins suspendus, est resté à l'état de maquette, faute de financement. Niemeyer a construit l'université de Constantine, en Algérie, mais pas la mosquée qu'il voyait avançant dans la mer, à Alger, et dont il avait eu l'intuition en une nuit.

Oscar Niemeyer revient progressivement dans son pays au cours des années 70. A Rio, il construit des grattes-ciel et le Sambodrome, l'étonnant ensemble de gradins à ciel ouvert où a lieu chaque année le défilé des écoles de samba pendant le carnaval. Malgré son grand âge, il est bien décidé de continuer à surprendre. « Heidegger écrit que la raison est l'ennemie de l'imagination. Mon architecture est fondée sur l'imagination, et non sur les théories », conclut-il.

Dominique Dhombres

Autoportrait de Jacques Lassalle en « homme difficile »

L'HOMME DIFFICILE, de Hugo von Hofmannsthal. Mise en scène : Jacques Lassalle. Texte français de Jean-Yves Masson (éd. Verdier, 170 p., 125 F). Décors : Rudy Saboungli. Lumières : Franck Thévenon. Costumes : Patrice Chénier. Avec Andrzej Seweryn, Dominique Labourier, Mark Saporta, Océane Mozas, Roland Amstutz, Marianne Basler, Hugues Quester, Michel Peyrolon...
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE, 15, rue Maite-Brun, Paris 20^e. M^e Gambetta. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 44-62-52-52. Durée : 3 h 40. 110 F et 160 F jusqu'au 27 avril.

Ah ! Le joli piège que cet *Homme difficile*, d'un Hofmannsthal orphelin de la Grande Autriche impériale. Ecrite dans l'immédiat de l'après-Grande Guerre, cette pièce dissimule sous le ton apparent de la comédie une immense nostalgie et une indicible expérience. Nostalgie d'un aristocrate, le comte Hans Karl Bühl (Andrzej Seweryn), pour une société désormais disparue où les princes régnaient sans partage ; ex-

périence d'une guerre effroyable dans laquelle le même comte, et grand soldat, témoin d'atrocités qu'il se refuse à énoncer, a perdu jusqu'à la dernière illusion sur la capacité des hommes à se gouverner eux-mêmes.

Hofmannsthal se réfère explicitement à ses prédécesseurs classiques, voire antiques, pour livrer une œuvre de facture conservatrice, à ceci près qu'elle s'essaye à une rénovation du langage qui tienne compte des fulgurances de Nietzsche et des méandres de la psychanalyse.

Difficile, Bühl l'est pour son entourage, une peur éternellement entre le rire et les larmes (performance trop rare et enthousiasmante de Dominique Labourier), un neveu aussi plein de sève que de naïveté (Mark Saporta), un *butler* aristocratique (Michel Peyrolon) qui n'ose l'approcher sans s'annoncer et s'incliner respectueusement devant lui ; il l'est aussi par sa façon de fuir la compagnie des hommes pour lui préférer la confidentialité de son bureau, par son refus systématique de toute invitation à paraître dans la bonne société viennoise ; il l'est encore par son incapacité à aimer au-delà de la simple politesse que l'on doit à la galanterie, incapacité dont

la comtesse Hechingen (Marianne Basler), d'une émotion, d'une force effarantes) fera les frais ; il l'est enfin par son refus de siéger à la Chambre des pairs, un droit que lui confèrent ses titres.

RÉPONDRE AUX DÉTRACTEURS

La noblesse du comte Bühl est certaine, innée, intransigeante, militante même et se manifeste dans sa constante discrétion et l'apparente sûreté de son jugement. Bref, Bühl est un homme difficile, et donc séduisant, qui triomphera de sa mélancolie dans les bras d'une très jeune et très jolie femme, Hélène, premier grand rôle qu'Océane Mozas porte à son juste niveau d'incandescence.

On comprend d'emblée ce qui a conduit l'ombrageux, le secret Jacques Lassalle à mettre en scène cette œuvre. Pour l'anecdote, on se souviendra qu'il avait annoncé brutalement son retrait des scènes françaises après l'échec critique de son *Andromaque* lors du Festival d'Avignon 1994. Un certain quotidien du soir, celui-ci, rendit compte de cet effet d'annonce aussitôt au grand dam de son auteur qui ne s'attendait pas à être pris au mot. Et que n'entend-on dans la pièce d'Hofmannsthal sur

la vacuité des journaux (« C'est la presse, cette mixture sulfureuse faite de tout et de rien »), et particulièrement sur celle des journaux du soir. Bien joué, M. Lassalle !

Plus sérieusement, il est impossible de douter que Jacques Lassalle ait choisi cet *Homme difficile* pour se dépeindre lui-même et répondre à ses détracteurs, en fait tout ceux qui ne partagent pas pleinement sa vision du théâtre. Comme Bühl, Lassalle est un homme qu'on n'approche qu'avec révérence ; lui aussi fuit les cercles pour leur préférer la solitude d'une table de travail ; on sent encore dans cet humaniste distant une difficulté d'être et d'aimer ; enfin, révoqué en 1993 de la Comédie-Française par Jacques Toubon, il se méfie des arcanes du pouvoir, où il affirme qu'on ne le verra plus paraître.

Habile, Jacques Lassalle dissimule les raisons de sa colère et les gages de sa conviction sous une mise en scène extrêmement polie, presque bourgeoise, spectaculaire aussi, de la pièce d'Hofmannsthal. Dans des décors d'un luxe inouï chez ce janséniste, le sombre autoportrait de notre artiste aristocrate peut être vu simplement comme une œuvre élégante. Mais ce serait mal entendre Hofmannsthal, et Lassalle par conséquent, qui fait s'ensuivre à coup sûr les propos de l'Allemand Neuhoff (composition inquiétante et passionnante d'Hughes Quester) : « Si jamais un jour, en quelque lieu que ce soit, vous devez avoir besoin d'un chevalier errant... - qui soit disposé à offrir sans réserve ses services respectueux à ceux qui lui présentent la noblesse et l'élévation - alors, appelez-moi ! » C'est à peu près la mission de tous ceux qui veulent croire encore à la fonction essentielle du théâtre, magnifiée ici par Andrzej Seweryn, dont on sait depuis *Don Juan*, créé à la Comédie-Française sous la direction du même Lassalle, qu'il est l'un des tout meilleurs acteurs français.

Olivier Schmitt

Un seul opéra cet été au Festival d'Aix-en-Provence

FINALEMENT APPROUVÉ, le 29 mars, lors du conseil d'administration de la société d'économie mixte qui préside aux destinées du Festival d'Aix-en-Provence, le programme de l'édition 1996 se limitera à une seule production lyrique et à quelques concerts d'orchestre. *Samle*, de George Frideric Haendel, sera donné six fois dans le Théâtre de l'Archevêché, dans une mise en scène de Robert Carsen, par la troupe des Arts florissants, qui sera dirigée par William Christie. En plus de cet unique opéra, le Festival d'Aix proposera quelques grands concerts sous la direction, entre autres, de Jeffrey Tate, Armin Jordan et Myung Whun Chung, si l'engagement de ces derniers peut être confirmé suffisamment tôt. Le budget du Festival a été accepté pour un montant de 27 millions de francs. Ouverture prévue le 16 juillet pour une durée de douze jours. En revanche, il semble se confirmer que l'édition 1997 ne proposera aucun opéra. Aix ne reprendra son élan qu'en 1998, année où l'on fêtera, avec un an de retard, sa cinquantième édition.

DÉPÊCHES

■ **CINÉMA** : le premier prix Pier Paolo Pasolini a été attribué au peintre-écrivain-acteur Pierre Klossowski et au producteur Anatole Dauman. Le trophée - une cervelle en forme de casque gaulois transpercée d'un couteau - réalisé par Roland Topor, leur a été remis le 21 mars à Paris, à l'occasion de l'inauguration du nouvel espace multiculturel Accatone. Pierre Klossowski a connu Rilke, travaillé avec Gide et collaboré avec Raul Ruiz et Pierre Zucca. On doit à Anatole Dauman nombre de classiques de grands cinéastes, tels Alain Resnais, Georges Franju, Jean-Luc Godard, Nagasi Oshima, Volker Schlöndorff, Wim Wenders, Andrei Tarkovski ou Chris Marker.

■ **MUSIQUE** : l'édition 1996 des Musicales de Lyon est annulée, ont annoncé, le 28 mars, les organisateurs de ce festival de musique de chambre, en expliquant leur « ras-le-bol » face aux difficultés financières et en exigeant une « nouvelle donne » pour continuer l'expérience. Le luthier Jean-Frédéric Schmitt avait lancé, il y a sept ans, ce festival qui se déroule en septembre.

■ **MUSIQUE** : le chanteur et batteur britannique Phil Collins quitte Genesis, dont il était membre depuis 1971 tout en travaillant parallèlement à sa carrière solo. Phil Collins, quarante-quatre ans, était membre du groupe depuis l'époque de ses premiers succès. D'abord batteur, il est devenu le chanteur après le départ de Peter Gabriel, en 1975. Phil Collins veut se concentrer sur ses activités cinématographiques, le jazz et sa carrière solo. Depuis sa création, Genesis a vendu plus de 80 millions d'albums. Phil Collins, sous son propre nom, en a vendu 60 millions.

■ **CHANSON** : le Concours de l'Eurovision se tiendra le 18 mai à Oslo, en Norvège, pays vainqueur en 1995. Devant l'afflux des candidats à ce concours créé en 1956 et suivi chaque année par un public estimé à 600 millions de téléspectateurs, l'Union européenne de radiodiffusion (UER), a limité à vingt-trois les pays participants. La France sera représentée par le Breton Dan Ar Braz.

CONCERTS

ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
SALLE PLEYEL
MARDI 2 AVRIL - 20 h 30
John NELSON,
direction
Christine BREWER,
soprano
Paul NILON,
ténor
Robert HAYWARD,
basse
Chœur d'Oratorio de Paris,
direction
Jean SOURISSE
F.-J. HAYDN : "La Création"
45 61 53 01

2 AVRIL - 20 h 30

SALLE GAVEAU
Nelson

FREIRE
piano
Brahms - Schumann
Debussy - Chopin
Tél. rés. : 49-53-05-07

3 AVRIL - 20 h 30

SALLE GAVEAU
Boris

BEREZOVSKY
piano

Rachmaninov - Chopin
Tél. rés. : 49-53-05-07

MERCREDI 3 AVRIL - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET
MIDIS MUSICAUX

Louise Winter,
mezzo-soprano

Stephen Naylor,
piano

HAYDN, BRAHMS

cité de la musique
11 avril - 20h

Orchestre du
Conservatoire
de Paris

Vitaly Kataev, direction
Olivier Peyrebrune, piano

Bernstein - Prokofiev
Tchaïkovski

44.84.44.84 Tarif : 75 F

VENDREDI 5 AVRIL - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET
MIDIS MUSICAUX
Quatuor Debussy
BRAHMS, CHOSTAKOVITCH

Salle Pleyel
mer 3, jeu 4 avril - 20 h 30

ORCHESTRE DE PARIS

Georges Prêtre
direction

Vadim Repin
violin

PROKOFIEV-TCHAIKOVSKY
MOUSSORGSKY / RAVEL

60 à 240 F - Tél. : 45.63.07.96

cité de la musique

Opéra de marionnettes

du 11 au 28 avril

Le trésor de la nuit

musique de Alain Feron

9 Porte de Pantin
1.44.84.44.84

PIANO ****

Vendredi 12 Avril 96

Radu

LUPU

Beethoven - Schubert

PLEYEL : 45.61.53.00

JEUDI 2 MAI - 21 heures

THÉÂTRE DU CHÂTELET

30^e Anniversaire du C.N.E.A.

Comité national pour
l'éducation artistique

Récital
José Van Dam

Maciej Pikulski, piano
BRAHMS, DUPARC, POULENC,
IBERT

Places de 70 F à 255 F
Tél. : 40-26-26-40

Orchestre National de France

Jeu 4 avril, 20h - Théâtre des Champs-Élysées

Martinu Symphonie n°8

Rachmaninov Rhapsodie sur un thème de Paganini

Moussorgski Les Tableaux d'une exposition

Jean-Yves Thibaudet, piano

Charles Dutoit, direction

Location 42 30 15 16

Radio France

مركز الأحياء

Chefs d'orchestre en herbe

A La Villette, une série de « master-classes » avec David Robertson et Pierre Boulez



ON AVAIT PU VOIR, en 1988, Boulez donner des cours de direction dans une église de Ville-neuve-lès-Avignon. On avait pu goûter l'humour (insoufflé) de l'homme, sa bienveillance narquoise à l'égard des jeunes chefs d'orchestre en herbe. C'était passionnant.

A la Cité de la musique, il partage ces nouvelles master-classes avec David Robertson. Le cadre a changé : à la chapelle désaffectée a fait place l'auguste salle de La Villette, dont Boulez est l'âme et le maître d'œuvre. L'homme lui-même a fait du chemin : il est plus que jamais une star, que les plus grands orchestres du monde s'ar-rachent.

Le système aussi a changé : une

sélection plus drastique, des stagiaires triés sur le volet (Pascal Ropché, Daniel Harding...), et deux formations prestigieuses pour se prêter au jeu de ces « leçons d'orchestre » (l'Ensemble Intercontemporain et l'Orchestre de Cleveland). Ce sera sans doute moins convivial, moins imprévu, plus professionnel. Mais ce sera une nouvelle fois l'occasion d'apprécier le formidable sens pédagogique de Boulez : un musicien pour qui la direction d'orchestre n'est pas une science occulte, mais une science exacte.

★ Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Du 2 au 5 avril. Tél. : 44-84-44-84.

UNE SOIRÉE À PARIS

Pascal Loka Kanza Lokua Kanza, Français d'origine zairoise, impose *Shadow Dancer* sur les ondes FM, et aux amateurs, le sens de la belle mélodie d'inspiration africaine, des rythmes travaillés en finesse.

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. M^o Opéra, Madeleine. 20 h 30, le 1^{er} avril. Tél. : 47-42-45-49. De 120 F à 150 F.

Orchestre philharmonique des Pays de la Loire Grand pourvoyeur de thèmes pour Truffaut, Godard ou de Broca, Georges Delerue (disparu en 1992) était aussi un compositeur « classique ». On le vérifiera avec cette sélection d'œuvres réunies par Hubert Soudant.

Mouvement concertant pour orchestre, *Symphonie concertante pour piano et orchestre*, *Concerto pour violon et orchestre*, *Musiques de films*. Pierre Amoyal (violon), Michel Béroff (piano).

Théâtre des Champs-Élysées,

15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^o Alma-Marceau. 20 h 30, le 1^{er} avril. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

Anne Sylvestre Le Théâtre de la Potinière consacre ses soirées du lundi au music-hall. Les 1^{er}, 15, 22 et 29 avril, Anne Sylvestre chante et invite France Léa, Pascal Mathieu, les Achille Tonic, etc.

Théâtre de la Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2^e. M^o Opéra. 21 heures, le 1^{er} avril. Tél. : 42-61-44-16. 100 F.

Altissimo Sextet Quatre saxophonistes alto (Guillaume Ort, Philippe Sellam, Didier Haboyan et Pierre-Olivier Govin), Christophe Marguet à la batterie et Hubert Dupont, à la contrebasse, sont les inventeurs de cette formation étonnante.

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, le 3 avril. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 1^{er} AVRIL

Don Quichotte chez la duchesse de Boismortier. Dominique Lavanant (la duchesse), Stéphane Van Dick (Don Quichotte), Richard Brion (Sancho Pança), Paul Gay (le duc), Meredith Hall (Altisidore), Patrick Ardagh Walter (Montésinos), Le Concert spirituel, Hervé Niquet (direction), Vincent Tavernier (mise en scène), Marie Geneviève Massé (chorégraphie).

Opéra-Comique, salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2^e. M^o Richelieu-Drouot. 19 h 30, les 1^{er} et 2 avril. Tél. : 42-44-45-46. De 50 F à 350 F.

Les Arts Florissants Marcello : Pausanias, David Simpson (direction).

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. M^o Bastille. 20 heures, le 1^{er} avril. Tél. : 44-73-13-00. 150 F.

Dominique Vasse (haute-contre), Eric Bellocq (ténor), Danielle Salzer (piano).

De Dowland à Johnny Hallyday. Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M^o Roule-Montmartre. 20 h 30, le 1^{er} avril. Tél. : 48-24-16-97. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 200 F.

Leila Coubert (soprano) Œuvres de Schubert, Schumann, Rossini, Donizetti, Wolf et Liszt.

Grégoire Goveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^o Miromesnil. 20 h 30, le 1^{er} avril. Tél. : 49-53-05-07. De 85 F à 450 F.

Robert Expert (haute-contre), Till Fedner (baryton-basse), Grégoire Goveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^o Miromesnil. 20 h 30, le 1^{er} avril. Tél. : 49-53-05-07. De 85 F à 450 F.

Œuvres de Haendel, Mozart, Schubert, Schumann, Wolff, Debussy, Poulenc, Eisler, Ives et Finzi. Comédie des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^o Alma-Marceau. 21 heures, le 1^{er} avril. Tél. : 47-20-08-24. De 70 F à 230 F.

MARTELL 3 AVRIL Le Turc en Italie de Rossini. David Pittsinger (le Turc Selim), Tiziana Fabbricini (Florilla), Barry Banks (don Narciso), Livia Budai-Batty (Zaida), André Grégoire (Alibazari), Alberto Rinaldi (don Quichotte), Dale Quessing (le poète), Choeur du Théâtre royal de la Monnaie, Orchestre du Festival de Budapest, Ivan Fischer (direction), Ursel et Karl-Ernst Herrmann (mise en scène).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^o Alma-Marceau. 21 heures, le 2 avril. Tél. : 49-52-50-50. De 60 F à 670 F.

Bugène Onéguine de Tchaïkovski. Dwayne Croft (Onéguine), Galina Gorchakova (Tatiana), Gerlinda Lorenz (Larina), Randi Stone (Olga), Frank Lopardo (Lenski), Mikhail Kit (Gremine),

(36-68-21-24) ; Les Noces, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins, dolby, 13^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14^e (36-68-04-73) ; UGC Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maffiot, 17^e (36-68-21-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, dolby, 20^e (46-30-10-96 ; 36-65-71-33) ; réservation : 40-30-20-10.

SAISON 60555 Film français de Claude Mourières, avec Anouk Grinberg, Axel Lingée, Alberto Gimignani, Philippe Madala, Sotigui Kouyaté, Ahmed Douche (1 h 35).

Les Halls, dolby, 1^{er} (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83 ; 36-68-12) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8^e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79 ; 36-68-65-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).

GUILTRIP Film irlandais de Gerard Stembridge, avec Andrew Connolly, Jasmine Russel, Peter Hanly, Michelle Houlden, Frankie McCafferty, Pauline McElwain (1 h 30).

VO : UGC Ciné-cité les Halls, dolby, 1^{er} (36-68-69-23) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 3^e (43-54-15-04) ; Biarritz-Majestic, 3^e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10).

MARCHAND DE RÊVES Film franco-italien de Giuseppe Tornatore, avec Sergio Castellitto, Tiziana Lodato, Franco Scaldato, Leopoldo Trieste, Clelia Rondinella, Tano Cimarosa (1 h 54).

VO : Gaumont les Halls, dolby, 1^{er} (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; La Pagode, dolby, 7^e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).

TOY STORY Dessin animé américain de John Lasseter, (1 h 17).

VO : UGC Ciné-cité les Halls, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83 ; 36-68-12) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79 ; 36-68-65-24) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).

LA FEMME DU PORT (**) Film mexicain d'Arturo Ripstein, avec Patricia Reyes Spindola, Alejandro Parodi, Damian Alcázar, Evangelina Souza, Ernesto Yanez (1 h 50).

Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Alexander Anisimov (direction), Willy Decker (mise en scène), Athol Farmer (chorégraphie).

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. M^o Bastille. 19 h 30, les 2 et 3 avril. Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 590 F.

La Grande Duchesse de Gêrolstein d'Offenbach. Béatrice Burley, Anna Holroyd (la grande duchesse), Agnès Bove (Wanda), Pierre Catala, Eric Vignau (Fritz), Maurice Xiberras, Hervé Hennequin (le général Boumi), Eric Vignau, Jean-Pierre Chevalier (le prince Paul), Eric Perez (le baron Pucel), Chœur et orchestre d'Opéra édité, Joël Sibuhiet, Didier Lucchesi (direction), Olivier Desbordes (mise en scène).

Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brandon, Paris 19^e. M^o Porte-de-Vanves. 20 h 30, du mardi au samedi ; 17 heures, les dimanches. Jusqu'au 11 mai. Tél. : 45-31-10-96. Location Fnac, Virgin. 160 F.

Ensemble orchestral de Paris Haydn : La Création, Christine Brewer (soprano), Paul Milton (ténor), Robert Hayward (basse), Chœur d'oratorio de Paris, John Nelson (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^o Ternes. 20 h 30, le 2 avril. Tél. : 45-61-53-00. De 60 F à 190 F.

Jean-Claude Ponnatier (piano), Quatuor Ludwig Beethoven : Quatuor à cordes op. 18, Schubert : Sonate pour piano D 959, Brahms : Quintette pour piano et cordes.

Le Vésinet (78), Théâtre, 59, boulevard Carnot. M^o Le Vésinet-Centre. 21 heures, le 2 avril. Tél. : 34-80-19-85.

MERCREDI 3 AVRIL Cleveland Symphony Orchestra Bruckner : Symphonie n° 5, Christoph von Dohnanyi (direction).

Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 20 heures, le 3 avril. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 230 F.

Il Semaio musicale Brossard : Leçons des morts. Véronique Gens (soprano), Gérard Lesna (alto).

Eglise Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris 1^{er}. M^o Tuilleries, Pyramides. 20 h 30, le 3 avril. Tél. : 46-24-16-29. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 200 F.

Rossini Barozovsky (piano) Rachmaninov : Etudes-tableaux. Medtner : Contes de fées. Ravel : Gaspard de la nuit, Sonatine pour piano, La Valse.

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^o Miromesnil. 20 h 30, le 3 avril. Tél. : 49-53-05-07. De 75 F à 230 F.

Orchestre de Paris Prokofiev : Roméo et Juliette, extraits des suites, Tchaïkovski : Le Roi des fées, Le Prince des ténés, Moussorgski : Les Tableaux d'une exposition, Vadim Rapi (violin), Georges Prétre (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^o Ternes. 21 heures, le 3 et 4 avril. Tél. : 45-63-07-96. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 240 F.

JEUDI 4 AVRIL Orchestre national de France Moussorgski : Une nuit sur le mont chauve, Rachmaninov : Rapsodie sur un thème de Paganini, Martini : Symphonie n° 6, Jean-Yves Thibautaud (piano), Charles Dutoit (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^o Alma-Marceau. 20 heures, le 4 avril. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 175 F.

Emmanuel Hamot (piano) Debussy : Images pour piano, Liszt : Sonate pour piano, Moussorgski : Les Tableaux d'une exposition.

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^o Miromesnil. 20 h 30, le 4 avril. Tél. : 49-53-05-07. De 70 F à 230 F.

LA FOIE TRISTAN d'après Wagner, Marcel Quillevér (Tristan), Cécile Perrin (Isolde), Etienne Oumédjiane (comédien), Yann Haym (cor), Erika Guomar (piano), Max Charny (mise en scène).

Péniche Opéra, 200, quai de Jemmapes, Paris 10^e. M^o Jaurès. Louis-Breton. 21 heures, les 4, 5, 6, 11, 12 et 13 avril ; 17 heures, les 7 et 14 avril. Tél. : 43-49-03-75. 120 F.

Ensemble l'Académie de Turin Charpentier : Misère, Porgolisse : Stabat Mater, Les Pages de la chapelle, Olivier Schneebell (direction).

Versailles (78), Chapelle royale du château. 21 heures, le 4 avril. Tél. : 39-20-78-00. De 70 F à 220 F.

VENREDI 5 AVRIL Quatuor Debussy Brahms (Quatuor à cordes op. 51), Chostakowitch (Quatuor à cordes op. 108).

Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 12 h 45, le 5 avril. Tél. : 40-28-28-40. 50 F.

Orchestre symphonique des Jeunes de Munich Beethoven : Symphonie n° 3 « Héroïque », Concerto pour violon et orchestre, Anja Robn (violin), Konrad von Abel (direction).

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^o Miromesnil. 20 h 30, le 5 avril. Tél. : 49-53-05-07. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 300 F.

L'Hôte du soldat Le Diable boiteux de Stravinsky et François, Orchestre de l'Opéra-théâtre de Massy, Dominique Roult (direction).

Le Diable boiteux de Stravinsky et François, Orchestre de l'Opéra-théâtre de Massy, Dominique Roult (direction). Massy (91). Opéra-Théâtre, place

France. 20 h 30, le 5 avril. Tél. : 60-13-13-13. 105 F.

SAMEDI 6 AVRIL L'Europe galante Œuvres de Corelli, Couperin et Co-lista, Fabio Bonolis (direction).

Versailles (78), Chapelle royale du château. 17 h 30, le 6 avril. Tél. : 39-20-78-00. De 70 F à 130 F.

DIMANCHE 7 AVRIL Opéra-Comique Cabaret Quand des acteurs chantent des extraits d'opérette.

Opéra-Comique, Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2^e. M^o Richelieu-Drouot. 16 heures, les 7 et 14 avril ; 20 heures, le 9 avril ; 20 h 30, les 10, 11, 12, 15 et 16 avril ; 16 heures et 20 h 30, le 13 avril. Tél. : 42-44-45-46. 100 F.

Quatuor Margand Haydn : Les Sept Dernières Paroles de Christ en 21 h 30, le 2 avril ; Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1^{er}. M^o Cité, Saint-Michel, Châtelet. 19 h 15, le 7 avril. Tél. : 45-45-65-77. Location Fnac. De 80 F à 110 F.

JAZZ Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Von Freeman Quartet La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6^e. M^o Saint-Germain-des-Près. 22 h 30, les 1^{er} et 2 avril. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

A Drom Is a Woman Claude Bolling/Hélène Savary Théâtre national de Chailhot, 1, place du Trocadéro, Paris 16^e. M^o Trocadéro. 21 h 30, le 2 avril ; 20 h 30, les 3, 4, 5 et 6 avril. Tél. : 47-27-81-15. 160 F.

Pierre Guignon Réunion Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 h 30, les 2 et 3 avril. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

John Hicks Trio Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, les 4, 5 et 6 avril. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Joe Las Wilson Le Ciel de Paris, tour Montparnasse, Paris 14^e. M^o Montparnasse-Bienvenue. 22 heures, le 4 avril. Tél. : 45-39-52-35. 90 F.

Trio Evliasma Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 h 30, les 4, 5 et 6 avril. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Sunny Murray Sextet Hot Brass, 271, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 5 avril. Tél. : 42-00-14-14. De 80 F à 100 F.

Barnay Willet Trio Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 h 30, les 5 et 6 avril. Tél. : 40-26-46-80. 80 F.

Simon Spang-Hanssen Quartet Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 21 heures, le 7 avril. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Jazz et pinard Montreuil (93), Instants chevirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 4 avril. Tél. : 42-87-25-91. 80 F.

Didier Lavallat Montreuil (93), Instants chevirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 5 avril. De 35 F à 80 F.

François Cornoulet Quartet Montreuil (93), Instants chevirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 6 avril. De 35 F à 80 F.

BANLIERES BLEUES Hems : 43-45-46-00

Micha Mengelberg, Aldo Romano Quintet Saint-Denis (93), Bourse du travail, 11, rue Génin. M^o Saint-Denis-Porte-de-Paris. 20 h 30, le 2 avril. 80 F.

Charles Gayle Trio Aubervilliers (93), Espace Jean-Raude, 30, rue Lope-de-Jules-Martin. M^o Fort d'Aubervilliers. 20 h 30, le 3 avril. 90 F.

Jean-Louis Michail Bagnolet (93), Gymnase Maurice-Baquet, 12, rue Julien-Grimau. 20 h 30, le 4 avril. 90 F.

CHANSON Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Phil Barney Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Anvers. 19 h 30, le 1^{er} avril. Tél. : 44-92-45-45.

Paolo Conte Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17^e. M^o Porte-Maillot. 20 h 30, les 1^{er} et 2 avril. Tél. : 40-68-00-05. De 231 F à 311 F.

Chanson Plus Affluente Courbevoie (92), Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 4 avril. Tél. : 46-67-70-00. De 120 F à 140 F.

Charlène Couture Les Lilas (93), Théâtre du Gard-Chasse, 181, rue de Paris, M^o Mairie-des-Lilas. 21 heures, le 3 avril. Tél. : 43-60-41-85. De 110 F à 130 F.

Komahin Didier Neuilly-sur-Seine (92), Théâtre le Village, 4, rue de Chézy, M^o Sables. 20 h 30, le 2 avril. Tél. : 40-83-93. 125 F.

Wilde Fernandez Rts-Orangis (91), Centre Robert-Desnos, plaines des Jeux-d'Enfants. 20 h 45, le 6 avril. Tél. : 69-82-72-72. 120 F.

Juliette Vanves (92), Théâtre, 12, rue Sadi-Carnot. 20 h 30, le 6 avril. Tél. : 46-45-46-47.

Le retour de Patrick Poivre d'Arvor

Après 90 jours d'absence, le présentateur vedette du journal de 20 heures de TF 1 retrouve son poste

C'EST AVEC JUBILATION, mais aussi un peu chagriné de perdre sa liberté de mouvements, que Patrick Poivre d'Arvor devait revenir, lundi 1^{er} avril, aux commandes du journal de 20 heures de TF 1. Le 11 janvier, le présentateur avait été écarté de l'antenne « jusqu'au 28 mars » à la suite de l'arrêt de la cour d'appel de Lyon le condamnant à quinze mois de prison avec sursis dans l'affaire Botton. Patrick Le Lay et Etienne Mougeotte, respectivement président et vice-président de TF 1, avaient estimé à l'époque que la sortie provisoire du présentateur était nécessaire au renouvellement de l'autorisation d'émettre de TF 1 par le CSA: il ne fallait pas que son maintien soit considéré comme une provocation (Le Monde du 13 janvier). Après une polémique, la durée de cette mise à l'écart initialement prévue à neuf mois chuta à trois mois. Mais pour donner un sens à ces quatre-vingt-dix jours de disponibilité, Patrick Poivre d'Arvor se voyait confier par la direction de TF 1 « une mission de réflexion sur le contenu éditorial du journal ».

Le 11 février, PPDA a remis à Patrick Le Lay et Etienne Mougeotte des propositions pour le réaménagement progressif du 20 heures. Ces quelques feuillets ont fait l'objet d'une consultation auprès des chefs de service, des chefs d'édition et de la société des rédacteurs. Progressivement, la « grand-messe » de 20 heures devait « hiérarchiser » l'informa-

tion. Par opposition au journal de 13 heures axé sur les faits divers et les régions, le 20 heures devrait retrouver ses missions d'information générale. L'information économique pourrait effectuer un retour via une utilisation plus intensive de l'infographie. Enfin, pour casser le caractère haché de l'information télévisée et réintroduire le grand reportage, des sujets comme *Carner de route dans l'Afghanistan en guerre* pourraient être diffusés en deux ou trois épisodes. Les micros-trois, qui sont vécus par la rédaction comme appartenant plus à la variété qu'à l'information, se-

raient supprimés. Seule l'audience de ce nouveau journal peut permettre à ces promesses de devenir des réalités. L'absence de Patrick Poivre d'Arvor n'a pas modifié en profondeur les audiences du journal de 20 heures. Sur une période qui va du 1^{er} décembre 1995 au 21 janvier 1996, il apparaît que les parts d'audience respectives de son journal (36,9 %) et de celui de Jean-Claude Naudy (36,8 %) sont proches. En revanche, du lundi au jeudi, sur cette même période, PPDA creusait plus fermement l'écart avec le journal de France 2.

Yves Maimou

Le sport favorise Canal France International

Banque d'images et de programmes à destination des télévisions d'Afrique francophone, la société diffuse vers d'autres continents

CENT TRENTA MILLIONS de téléspectateurs ont suivi la XX^e Coupe d'Afrique des nations de football (CAN 96), disputée du 13 janvier au 3 février, en Afrique du Sud. Ce bilan, révélé mardi 27 mars, au terme de trois études réalisées par Canal France International (CFI), représente la plus forte audience jamais réalisée par la grille Afrique de CFI. La société avait acquis les droits (4,2 millions de francs) et rétransmis dans tout le continent la totalité des vingt-neuf rencontres (dont vingt-six en direct), soit quarante-cinq heures d'antenne en français et en anglais. Plusieurs magazines et des rendez-vous d'information quotidiens et

un résumé d'une dizaine de minutes diffusé chaque jour en langue arabe avaient complété cet effort.

Les mêmes études ont révélé que 69 % des personnes interrogées à Abidjan (Côte d'Ivoire), et 60 % à Accra (Ghana), citent un ou plusieurs sponsors de la Coupe d'Afrique des nations. Ce double résultat, en termes d'audience et d'impact, incite les responsables de CFI à développer le sport dans leurs programmes à destination du continent africain.

AIDER LES TÉLÉVISIONS LOCALES

Cette présence en force n'étonne pas de la part d'un organisme créé en 1989 par le gouvernement français et conçu comme « un instrument de coopération par satellite », selon la formule de son président-directeur général, Philippe Baudillon. Il s'agit à la fois d'une banque d'images et de programmes français à destination des télévisions étrangères, et d'une chaîne qui peut aussi être reçue directement par des particuliers possédant une antenne parabolique. La vocation initiale de CFI de diffuser des programmes aux télévisions d'Afrique francophone a très rapidement dépassé les contours du continent africain pour s'étendre à l'ensemble de la planète.

Pour Philippe Baudillon, le développement de CFI passe en 1996 par une régionalisation de son activité. Au lieu d'un programme unique pour le monde entier, CFI proposera désormais une programmation personnalisée pour chaque continent. Ces pro-

grammes sont traduits en anglais pour les télévisions d'Asie, et en arabe pour le Proche et Moyen-Orient.

La volonté de CFI est de couvrir les événements sportifs africains mais aussi d'apporter aux chaînes africaines des programmes dont elles ne disposeraient pas sans elle. Les Jeux olympiques d'Atlanta, par exemple, dont les droits ont été cédés gratuitement par le Comité international olympique. « De plus, nous produisons chaque jour, en collaboration avec la SABC, une émission d'une heure axée sur les athlètes africains », explique Philippe Baudillon.

En Afrique, CFI n'est pas seulement « un fournisseur de programmes en gros », elle est perçue comme une chaîne parmi d'autres. Ses programmes sont reçus dans les foyers avec ceux de TV5, de Canal Horizon, de MCM et de la télévision nationale. A partir du 1^{er} mai, les deux activités de CFI seront bien différenciées. Philippe Baudillon a annoncé que la diffusion de programmes à destination des télévisions partenaires serait cryptée aux heures de faible écoute. Le reste du temps, la « grille » sera adaptée et améliorée en fonction des aspirations du public africain.

« Notre rôle est d'aider les télévisions locales, pas de les concurrencer », explique le PDG. Canal France International a entrepris de se rapprocher de TV5, y compris en termes de locaux parisiens, et a amorcé une concertation avec Canal Horizon, la filiale de Canal Plus.

Jean-Jacques Bozonnet

Une correspondance de Bernard Volker

NOUS PUBLIONS une lettre de Bernard Volker, journaliste à TF 1, en réponse au commentaire publié dans l'édition du 1^{er} décembre 1995.

« La relation que Le Monde a faite, le 1^{er} décembre, de la décision du tribunal de grande instance de Paris me donnant gain de cause dans le procès intenté par l'association TV Carton Jaune et qui a vu cette dernière sévèrement sanctionnée à mon profit est inexacte. Contrairement, en effet, à ce que Le Monde croit devoir indiquer, dans un article anonyme, mes informations – que je maintiens – sur l'existence d'un rapport officieux de la Forpronu mettant en cause les forces bosniaques à

propos de l'envoi d'un obus sur le marché de Sarajevo, le 5 février 1994, n'émanaient en aucun cas de l'agence de presse Taniq.

Pour autant, et bien que, curieusement, vous m'avez vous-même, à l'époque, sommé de le faire, je n'ai pas entendu déroger à nos principes déontologiques les plus constants, en révélant mes sources d'information. Ces principes intangibles, et auxquels je crois savoir que mes confrères du Monde se conforment eux-mêmes strictement, ont été renforcés tant par la loi française que par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Par ailleurs, mon avocat M^{re} G.W. Goldnadel a démontré

aux juges combien ladite information était crédible, sérieuse et honnête.

A titre de simple exemple, l'attitude de François Mitterrand : « Il y a quelques jours, M. Bourgoignie m'a dit être sûr que l'obus tombé sur le marché de Sarajevo était une provocation bosniaque. » (L'Année des adieux, Laure Adler, Flammarion.) Toutes ces raisons expliquent sans doute la sévérité du tribunal et de ses attendus, que vous auriez pu également citer : « Attendu que la mise en cause injustifiée de l'honnêteté et de la compétence de Bernard Volker est source pour lui d'un préjudice moral méritant réparation... »

TF 1

13.00 Journal, Météo.
13.35 Futur, Magazine.
14.00 Les Feux de l'Amour.
14.30 Dallas. La révolte (1/2).
15.00 Les Feux de l'Amour.
15.25 Hawaii, police d'Etat.
16.00 Les Nouvelles.
16.30 Les Feux de l'Amour.
16.55 Une famille en or. Jeu.
17.30 Rick Hunter.
18.00 Les Feux de l'Amour.
18.30 L'Un contre l'autre.
18.50 Vidéo gag.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

COLUMBO

Série. Il y a toujours un truc, de Leo Poon (100 min).
Columbo enquête sur la mort d'un magicien retrouvé décapité par sa propre invention, une guillotine truquée... Par quel tour de passe-passe le lieutenant va-t-il découvrir le coupable ?

COMME UN LUNDI

Magazine présenté par Christophe Declucque.
Faut-il souffrir pour être beau ? (105 min).
0.15 F 1 Magazine.
Résumé du Grand Prix du Brésil.
0.50 Football.
Présentation des demi-finales de la Ligue des champions.
1.25 Journal, Météo.
1.40 L'Océan sous-marin du Lomondant Couvroux. Du sang chaud dans la mer. 2.35 et 3.35, 4.35, 5.30 TF 1 nuit. 2.45 et 5.05 Histoire naturelle. 4.25 Intégrité. 5.00 Minisérie.

France 2

12.55 Journal.
13.45 INC. Magazine.
14.30 Petric, Série.
14.50 Le Renard, Série.
La mort ne vient pas toujours seule.
15.30 et 5.30 La Chance aux chansons.
16.30 Les Chansons de Bon Dôme.
16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.00 Quel de neuf, docteur ?
17.25 C'est cool, Série.
17.50 Les Chansons de Bon Dôme.
18.05 et 3.45 Les Bons Gènes. Jeu.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits.
19.20 et 2.00 Studio Gabriel.
19.59 Journal, Météo.

LES CAVALIERS

Film américain de John Ford, avec John Wayne (1959, 130 min).
Un colonel nordiste mène un raid de cavaliers en territoire sudiste. Les multiples épisodes du scénario le rendent assez confus.

L'EXTREMISTE

Documentaire de Pierre Plan et Matthieu Sanderson (80 min). 355791
0.15 F 1 Magazine.
Résumé du Grand Prix du Brésil.
0.50 Football.
Présentation des demi-finales de la Ligue des champions.
1.25 Journal, Météo.

2.30 Horde, comédie. 3.35 D'un soldat à l'autre (rediff.). 4.35 24 heures d'info. 5.40 L'Enfance de la terre qui tremble. 6.00 Dessin animé.

France 3

12.55 Journal.
13.05 Keno.
13.10 La Boîte à mémoire.
Film français de Roger Vadim (1956, 95 min).
13.35 Fenêtre sur court. 16.00 Les Chasseurs de l'Est. 16.30 Le Règne des caducés. 16.35 Rintintin. 17.30 Les Enfants de l'été. 18.00 Enfants et aventuriers. 18.15 L'Œuf de Colomb. 18.30 Le Monde des animaux.

LES VISITEURS

Film américain de John Dahl, avec Christian Slater, Jean Reno, Valérie Lemercier (1992, 105 min).
Comédie loufoque, surjouée. Triomphe public.
22.45 Journal, Météo.

GERVAISE

Film français de René Clément (1956, 111 min). 3449710
Sous le Second Empire, une blanchisseuse mariée à un alcoolique, qui s'est établie à son compte à force de travail, glisse dans la déchéance. Admirable transposition, dans la pure optique naturaliste, de l'Assommoir, d'Émile Zola.
1.05 The Lost Stooges.
Documentaire (70 min).
2.15 Libre court. Emplois de prévoyance. De Laurent Rosta, avec Christine Revéro, Hervé Falloux. 2.25 Dossiers. L'attentat. 3.10 Minisérie. Grattifol. 3.25 L'Œuf de Colomb. 3.35 L'Œuf de Colomb. 3.45 L'Œuf de Colomb. 3.55 L'Œuf de Colomb. 4.00 L'Œuf de Colomb. 4.10 L'Œuf de Colomb. 4.20 L'Œuf de Colomb. 4.30 L'Œuf de Colomb. 4.40 L'Œuf de Colomb. 4.50 L'Œuf de Colomb. 5.00 L'Œuf de Colomb. 5.10 L'Œuf de Colomb. 5.20 L'Œuf de Colomb. 5.30 L'Œuf de Colomb. 5.40 L'Œuf de Colomb. 5.50 L'Œuf de Colomb. 6.00 L'Œuf de Colomb. 6.10 L'Œuf de Colomb. 6.20 L'Œuf de Colomb. 6.30 L'Œuf de Colomb. 6.40 L'Œuf de Colomb. 6.50 L'Œuf de Colomb. 7.00 L'Œuf de Colomb. 7.10 L'Œuf de Colomb. 7.20 L'Œuf de Colomb. 7.30 L'Œuf de Colomb. 7.40 L'Œuf de Colomb. 7.50 L'Œuf de Colomb. 8.00 L'Œuf de Colomb. 8.10 L'Œuf de Colomb. 8.20 L'Œuf de Colomb. 8.30 L'Œuf de Colomb. 8.40 L'Œuf de Colomb. 8.50 L'Œuf de Colomb. 9.00 L'Œuf de Colomb. 9.10 L'Œuf de Colomb. 9.20 L'Œuf de Colomb. 9.30 L'Œuf de Colomb. 9.40 L'Œuf de Colomb. 9.50 L'Œuf de Colomb. 10.00 L'Œuf de Colomb. 10.10 L'Œuf de Colomb. 10.20 L'Œuf de Colomb. 10.30 L'Œuf de Colomb. 10.40 L'Œuf de Colomb. 10.50 L'Œuf de Colomb. 11.00 L'Œuf de Colomb. 11.10 L'Œuf de Colomb. 11.20 L'Œuf de Colomb. 11.30 L'Œuf de Colomb. 11.40 L'Œuf de Colomb. 11.50 L'Œuf de Colomb. 12.00 L'Œuf de Colomb. 12.10 L'Œuf de Colomb. 12.20 L'Œuf de Colomb. 12.30 L'Œuf de Colomb. 12.40 L'Œuf de Colomb. 12.50 L'Œuf de Colomb. 13.00 L'Œuf de Colomb. 13.10 L'Œuf de Colomb. 13.20 L'Œuf de Colomb. 13.30 L'Œuf de Colomb. 13.40 L'Œuf de Colomb. 13.50 L'Œuf de Colomb. 14.00 L'Œuf de Colomb. 14.10 L'Œuf de Colomb. 14.20 L'Œuf de Colomb. 14.30 L'Œuf de Colomb. 14.40 L'Œuf de Colomb. 14.50 L'Œuf de Colomb. 15.00 L'Œuf de Colomb. 15.10 L'Œuf de Colomb. 15.20 L'Œuf de Colomb. 15.30 L'Œuf de Colomb. 15.40 L'Œuf de Colomb. 15.50 L'Œuf de Colomb. 16.00 L'Œuf de Colomb. 16.10 L'Œuf de Colomb. 16.20 L'Œuf de Colomb. 16.30 L'Œuf de Colomb. 16.40 L'Œuf de Colomb. 16.50 L'Œuf de Colomb. 17.00 L'Œuf de Colomb. 17.10 L'Œuf de Colomb. 17.20 L'Œuf de Colomb. 17.30 L'Œuf de Colomb. 17.40 L'Œuf de Colomb. 17.50 L'Œuf de Colomb. 18.00 L'Œuf de Colomb. 18.10 L'Œuf de Colomb. 18.20 L'Œuf de Colomb. 18.30 L'Œuf de Colomb. 18.40 L'Œuf de Colomb. 18.50 L'Œuf de Colomb. 19.00 L'Œuf de Colomb. 19.10 L'Œuf de Colomb. 19.20 L'Œuf de Colomb. 19.30 L'Œuf de Colomb. 19.40 L'Œuf de Colomb. 19.50 L'Œuf de Colomb. 20.00 L'Œuf de Colomb. 20.10 L'Œuf de Colomb. 20.20 L'Œuf de Colomb. 20.30 L'Œuf de Colomb. 20.40 L'Œuf de Colomb. 20.50 L'Œuf de Colomb. 21.00 L'Œuf de Colomb. 21.10 L'Œuf de Colomb. 21.20 L'Œuf de Colomb. 21.30 L'Œuf de Colomb. 21.40 L'Œuf de Colomb. 21.50 L'Œuf de Colomb. 22.00 L'Œuf de Colomb. 22.10 L'Œuf de Colomb. 22.20 L'Œuf de Colomb. 22.30 L'Œuf de Colomb. 22.40 L'Œuf de Colomb. 22.50 L'Œuf de Colomb. 23.00 L'Œuf de Colomb. 23.10 L'Œuf de Colomb. 23.20 L'Œuf de Colomb. 23.30 L'Œuf de Colomb. 23.40 L'Œuf de Colomb. 23.50 L'Œuf de Colomb. 24.00 L'Œuf de Colomb. 24.10 L'Œuf de Colomb. 24.20 L'Œuf de Colomb. 24.30 L'Œuf de Colomb. 24.40 L'Œuf de Colomb. 24.50 L'Œuf de Colomb. 25.00 L'Œuf de Colomb. 25.10 L'Œuf de Colomb. 25.20 L'Œuf de Colomb. 25.30 L'Œuf de Colomb. 25.40 L'Œuf de Colomb. 25.50 L'Œuf de Colomb. 26.00 L'Œuf de Colomb. 26.10 L'Œuf de Colomb. 26.20 L'Œuf de Colomb. 26.30 L'Œuf de Colomb. 26.40 L'Œuf de Colomb. 26.50 L'Œuf de Colomb. 27.00 L'Œuf de Colomb. 27.10 L'Œuf de Colomb. 27.20 L'Œuf de Colomb. 27.30 L'Œuf de Colomb. 27.40 L'Œuf de Colomb. 27.50 L'Œuf de Colomb. 28.00 L'Œuf de Colomb. 28.10 L'Œuf de Colomb. 28.20 L'Œuf de Colomb. 28.30 L'Œuf de Colomb. 28.40 L'Œuf de Colomb. 28.50 L'Œuf de Colomb. 29.00 L'Œuf de Colomb. 29.10 L'Œuf de Colomb. 29.20 L'Œuf de Colomb. 29.30 L'Œuf de Colomb. 29.40 L'Œuf de Colomb. 29.50 L'Œuf de Colomb. 30.00 L'Œuf de Colomb. 30.10 L'Œuf de Colomb. 30.20 L'Œuf de Colomb. 30.30 L'Œuf de Colomb. 30.40 L'Œuf de Colomb. 30.50 L'Œuf de Colomb. 31.00 L'Œuf de Colomb. 31.10 L'Œuf de Colomb. 31.20 L'Œuf de Colomb. 31.30 L'Œuf de Colomb. 31.40 L'Œuf de Colomb. 31.50 L'Œuf de Colomb. 32.00 L'Œuf de Colomb. 32.10 L'Œuf de Colomb. 32.20 L'Œuf de Colomb. 32.30 L'Œuf de Colomb. 32.40 L'Œuf de Colomb. 32.50 L'Œuf de Colomb. 33.00 L'Œuf de Colomb. 33.10 L'Œuf de Colomb. 33.20 L'Œuf de Colomb. 33.30 L'Œuf de Colomb. 33.40 L'Œuf de Colomb. 33.50 L'Œuf de Colomb. 34.00 L'Œuf de Colomb. 34.10 L'Œuf de Colomb. 34.20 L'Œuf de Colomb. 34.30 L'Œuf de Colomb. 34.40 L'Œuf de Colomb. 34.50 L'Œuf de Colomb. 35.00 L'Œuf de Colomb. 35.10 L'Œuf de Colomb. 35.20 L'Œuf de Colomb. 35.30 L'Œuf de Colomb. 35.40 L'Œuf de Colomb. 35.50 L'Œuf de Colomb. 36.00 L'Œuf de Colomb. 36.10 L'Œuf de Colomb. 36.20 L'Œuf de Colomb. 36.30 L'Œuf de Colomb. 36.40 L'Œuf de Colomb. 36.50 L'Œuf de Colomb. 37.00 L'Œuf de Colomb. 37.10 L'Œuf de Colomb. 37.20 L'Œuf de Colomb. 37.30 L'Œuf de Colomb. 37.40 L'Œuf de Colomb. 37.50 L'Œuf de Colomb. 38.00 L'Œuf de Colomb. 38.10 L'Œuf de Colomb. 38.20 L'Œuf de Colomb. 38.30 L'Œuf de Colomb. 38.40 L'Œuf de Colomb. 38.50 L'Œuf de Colomb. 39.00 L'Œuf de Colomb. 39.10 L'Œuf de Colomb. 39.20 L'Œuf de Colomb. 39.30 L'Œuf de Colomb. 39.40 L'Œuf de Colomb. 39.50 L'Œuf de Colomb. 40.00 L'Œuf de Colomb. 40.10 L'Œuf de Colomb. 40.20 L'Œuf de Colomb. 40.30 L'Œuf de Colomb. 40.40 L'Œuf de Colomb. 40.50 L'Œuf de Colomb. 41.00 L'Œuf de Colomb. 41.10 L'Œuf de Colomb. 41.20 L'Œuf de Colomb. 41.30 L'Œuf de Colomb. 41.40 L'Œuf de Colomb. 41.50 L'Œuf de Colomb. 42.00 L'Œuf de Colomb. 42.10 L'Œuf de Colomb. 42.20 L'Œuf de Colomb. 42.30 L'Œuf de Colomb. 42.40 L'Œuf de Colomb. 42.50 L'Œuf de Colomb. 43.00 L'Œuf de Colomb. 43.10 L'Œuf de Colomb. 43.20 L'Œuf de Colomb. 43.30 L'Œuf de Colomb. 43.40 L'Œuf de Colomb. 43.50 L'Œuf de Colomb. 44.00 L'Œuf de Colomb. 44.10 L'Œuf de Colomb. 44.20 L'Œuf de Colomb. 44.30 L'Œuf de Colomb. 44.40 L'Œuf de Colomb. 44.50 L'Œuf de Colomb. 45.00 L'Œuf de Colomb. 45.10 L'Œuf de Colomb. 45.20 L'Œuf de Colomb. 45.30 L'Œuf de Colomb. 45.40 L'Œuf de Colomb. 45.50 L'Œuf de Colomb. 46.00 L'Œuf de Colomb. 46.10 L'Œuf de Colomb. 46.20 L'Œuf de Colomb. 46.30 L'Œuf de Colomb. 46.40 L'Œuf de Colomb. 46.50 L'Œuf de Colomb. 47.00 L'Œuf de Colomb. 47.10 L'Œuf de Colomb. 47.20 L'Œuf de Colomb. 47.30 L'Œuf de Colomb. 47.40 L'Œuf de Colomb. 47.50 L'Œuf de Colomb. 48.00 L'Œuf de Colomb. 48.10 L'Œuf de Colomb. 48.20 L'Œuf de Colomb. 48.30 L'Œuf de Colomb. 48.40 L'Œuf de Colomb. 48.50 L'Œuf de Colomb. 49.00 L'Œuf de Colomb. 49.10 L'Œuf de Colomb. 49.20 L'Œuf de Colomb. 49.30 L'Œuf de Colomb. 49.40 L'Œuf de Colomb. 49.50 L'Œuf de Colomb. 50.00 L'Œuf de Colomb. 50.10 L'Œuf de Colomb. 50.20 L'Œuf de Colomb. 50.30 L'Œuf de Colomb. 50.40 L'Œuf de Colomb. 50.50 L'Œuf de Colomb. 51.00 L'Œuf de Colomb. 51.10 L'Œuf de Colomb. 51.20 L'Œuf de Colomb. 51.30 L'Œuf de Colomb. 51.40 L'Œuf de Colomb. 51.50 L'Œuf de Colomb. 52.00 L'Œuf de Colomb. 52.10 L'Œuf de Colomb. 52.20 L'Œuf de Colomb. 52.30 L'Œuf de Colomb. 52.40 L'Œuf de Colomb. 52.50 L'Œuf de Colomb. 53.00 L'Œuf de Colomb. 53.10 L'Œuf de Colomb. 53.20 L'Œuf de Colomb. 53.30 L'Œuf de Colomb. 53.40 L'Œuf de Colomb. 53.50 L'Œuf de Colomb. 54.00 L'Œuf de Colomb. 54.10 L'Œuf de Colomb. 54.20 L'Œuf de Colomb. 54.30 L'Œuf de Colomb. 54.40 L'Œuf de Colomb. 54.50 L'Œuf de Colomb. 55.00 L'Œuf de Colomb. 55.10 L'Œuf de Colomb. 55.20 L'Œuf de Colomb. 55.30 L'Œuf de Colomb. 55.40 L'Œuf de Colomb. 55.50 L'Œuf de Colomb. 56.00 L'Œuf de Colomb. 56.10 L'Œuf de Colomb. 56.20 L'Œuf de Colomb. 56.30 L'Œuf de Colomb. 56.40 L'Œuf de Colomb. 56.50 L'Œuf de Colomb. 57.00 L'Œuf de Colomb. 57.10 L'Œuf de Colomb. 57.20 L'Œuf de Colomb. 57.30 L'Œuf de Colomb. 57.40 L'Œuf de Colomb. 57.50 L'Œuf de Colomb. 58.00 L'Œuf de Colomb. 58.10 L'Œuf de Colomb. 58.20 L'Œuf de Colomb. 58.30 L'Œuf de Colomb. 58.40 L'Œuf de Colomb. 58.50 L'Œuf de Colomb. 59.00 L'Œuf de Colomb. 59.10 L'Œuf de Colomb. 59.20 L'Œuf de Colomb. 59.30 L'Œuf de Colomb. 59.40 L'Œuf de Colomb. 59.50 L'Œuf de Colomb. 60.00 L'Œuf de Colomb. 60.10 L'Œuf de Colomb. 60.20 L'Œuf de Colomb. 60.30 L'Œuf de Colomb. 60.40 L'Œuf de Colomb. 60.50 L'Œuf de Colomb. 61.00 L'Œuf de Colomb. 61.10 L'Œuf de Colomb. 61.20 L'Œuf de Colomb. 61.30 L'Œuf de Colomb. 61.40 L'Œuf de Colomb. 61.50 L'Œuf de Colomb. 62.00 L'Œuf de Colomb. 62.10 L'Œuf de Colomb. 62.20 L'Œuf de Colomb. 62.30 L'Œuf de Colomb. 62.40 L'Œuf de Colomb. 62.50 L'Œuf de Colomb. 63.00 L'Œuf de Colomb. 63.10 L'Œuf de Colomb. 63.20 L'Œuf de Colomb. 63.30 L'Œuf de Colomb. 63.40 L'Œuf de Colomb. 63.50 L'Œuf de Colomb. 64.00 L'Œuf de Colomb. 64.10 L'Œuf de Colomb. 64.20 L'Œuf de Colomb. 64.30 L'Œuf de Colomb. 64.40 L'Œuf de Colomb. 64.50 L'Œuf de Colomb. 65.00 L'Œuf de Colomb. 65.10 L'Œuf de Colomb. 65.20 L'Œuf de Colomb. 65.30 L'Œuf de Colomb. 65.40 L'Œuf de Colomb. 65.50 L'Œuf de Colomb. 66.00 L'Œuf de Colomb. 66.10 L'Œuf de Colomb. 66.20 L'Œuf de Colomb. 66.30 L'Œuf de Colomb. 66.40 L'Œuf de Colomb. 66.50 L'Œuf de Colomb. 67.00 L'Œuf de Colomb. 67.10 L'Œuf de Colomb. 67.20 L'Œuf de Colomb. 67.30 L'Œuf de Colomb. 67.40 L'Œuf de Colomb. 67.50 L'Œuf de Colomb. 68.00 L'Œuf de Colomb. 68.10 L'Œuf de Colomb. 68.20 L'Œuf de Colomb. 68.30 L'Œuf de Colomb. 68.40 L'Œuf de Colomb. 68.50 L'Œuf de Colomb. 69.00 L'Œuf de Colomb. 69.10 L'Œuf de Colomb. 69.20 L'Œuf de Colomb. 69.30 L'Œuf de Colomb. 69.40 L'Œuf de Colomb. 69.50 L'Œuf de Colomb. 70.00 L'Œuf de Colomb. 70.10 L'Œuf de Colomb. 70.20 L'Œuf de Colomb. 70.30 L'Œuf de Colomb. 70.40 L'Œuf de Colomb. 70.50 L'Œuf de Colomb. 71.00 L'Œuf de Colomb. 71.10 L'Œuf de Colomb. 71.20 L'Œuf de Colomb. 71.30 L'Œuf de Colomb. 71.40 L'Œuf de Colomb. 71.50 L'Œuf de Colomb. 72.00 L'Œuf de Colomb. 72.10 L'Œuf de Colomb. 72.20 L'Œuf de Colomb. 72.30 L'Œuf de Colomb. 72.40 L'Œuf de Colomb. 72.50 L'Œuf de Colomb. 73.00 L'Œuf de Colomb. 73.10 L'Œuf de Colomb. 73.20 L'Œuf de Colomb. 73.30 L'Œuf de Colomb. 73.40 L'Œuf de Colomb. 73.50 L'Œuf de Colomb. 74.00 L'Œuf de Colomb. 74.10 L'Œuf de Colomb. 74.20 L'Œuf de Colomb. 74.30 L'Œuf de Colomb. 74.40 L'Œuf de Colomb. 74.50 L'Œuf de Colomb. 75.00 L'Œuf de Colomb. 75.10 L'Œuf de Colomb. 75.20 L'Œuf de Colomb. 75.30 L'Œuf de Colomb. 75.40 L'Œuf de Colomb. 75.50 L'Œuf de Colomb. 76.00 L'Œuf de Colomb. 76.10 L'Œuf de Colomb. 76.20 L'Œuf de Colomb. 76.30 L'Œuf de Colomb. 76.40 L'Œuf de Colomb. 76.50 L'Œuf de Colomb. 77.00 L'Œuf de Colomb. 77.10 L'Œuf de Colomb. 77.20 L'Œuf de Colomb. 77.30 L'Œuf de Colomb. 77.40 L'Œuf de Colomb. 77.50 L'Œuf de Colomb. 78.00 L'Œuf de Colomb. 78.10 L'Œuf de Colomb. 78.20 L'Œuf de Colomb. 78.30 L'Œuf de Colomb. 78.40 L'Œuf de Colomb. 78.50 L'Œuf de Colomb. 79.00 L'Œuf de Colomb. 79.10 L'Œuf de Colomb. 79.20 L'Œuf de Colomb. 79.30 L'Œuf de Colomb. 79.40 L'Œuf de Colomb. 79.50 L'Œuf de Colomb. 80.00 L'Œuf de Colomb. 80.10 L'Œuf de Colomb. 80.20 L'Œuf de Colomb. 80.30 L'Œuf de Colomb. 80.40 L'Œuf de Colomb. 80.50 L'Œuf de Colomb. 81.00 L'Œuf de Colomb. 81.10 L'Œuf de Colomb. 81.20 L'Œuf de Colomb. 81.30 L'Œuf de Colomb. 81.40 L'Œuf de Colomb. 81.50 L'Œuf de Colomb. 82.00 L'Œuf de Colomb. 82.10 L'Œuf de Colomb. 82.20 L'Œuf de Colomb. 82.30 L'Œuf de Colomb. 82.40 L'Œuf de Colomb. 82.50 L'Œuf de Colomb. 83.00 L'Œuf de Colomb. 83.10 L'Œuf de Colomb. 83.20 L'Œuf de Colomb. 83.30 L'Œuf de Colomb. 83.40 L'Œuf de Colomb. 83.50 L'Œuf de Colomb. 84.00 L'Œuf de Colomb. 84.10 L'Œuf de Colomb. 84.20 L'Œuf de Colomb. 84.30 L'Œuf de Colomb. 84.40 L'Œuf de Colomb. 84.50 L'Œuf de Colomb. 85.00 L'Œuf de Colomb. 85.10 L'Œuf de Colomb. 85.20 L'Œuf de Colomb. 85.30 L'Œuf de Colomb. 85.40 L'Œuf de Colomb. 85.50 L'Œuf de Colomb. 86.00 L'Œuf de Colomb. 86.10 L'Œuf de Colomb. 86.20 L'Œuf de Colomb. 86.30 L'Œuf de Colomb. 86.40 L'Œuf de Colomb. 86.50 L'Œuf de Colomb. 87.00 L'Œuf de Colomb. 87.10 L'Œuf de Colomb. 87.20 L'Œuf de Colomb. 87.30 L'Œuf de Colomb. 87.40 L'Œuf de Colomb. 87.50 L'Œuf de Colomb. 88.00 L'Œuf de Colomb. 88.10 L'Œuf de Colomb. 88.20 L'Œuf de Colomb. 88.30 L'Œuf de Colomb. 88.40 L'Œuf de Colomb. 88.50 L'

François Genoud, nazi et fier de l'être

Ami de Hitler, proche de certains terroristes, cet ancien banquier suisse affiche encore ses convictions. Recueillie par Pierre Péan, sa « confession » ne tourne pas à son avantage

DANS LE DOCUMENTAIRE « L'Extrémiste : François Genoud, de Hitler à Carlos », Pierre Péan scrute son personnage avec la même passion morbide que naguère celui de François Mitterrand. Peut-être parce que les deux hommes ont illustré l'un dans l'ambiguïté, l'autre dans l'extrémisme - une certaine osmose entre la gauche et la droite, et qu'ils ont tous deux privilégié les réseaux par rapport aux idéologies.

A l'âge de quinze ans, le jeune Suisse que son père envoya faire ses études en Allemagne se prend de passion pour Hitler, qu'il va rencontrer, un peu par hasard, en 1932. Puis - « par haine des Anglais », dit-il, mais l'on devine que c'est aussi par antisémitisme - Genoud se passionne pour le nationalisme arabe, découvre au cours d'un long périple qui le mène à Bagdad et auprès du mufti de Jérusalem, l'allié de Hitler. 1940 le ramène dans l'Europe occupée.

Il a ses entrées partout et fait partie des nazis « de luxe », cette nomenclature avant la lettre qui ne connaît ni les tranchées de Stalingrad ni les bunkers de Normandie. Genoud raconte comment il s'est recylé dans la Croix-Rouge puis dans l'édition en même temps que dans les services secrets, suisses ou alliés. Il devient le légataire universel de Goebbels. « Si je faisais cela, dit-il, c'était pour faire autre chose ». On triche avec tout le monde mais pas avec les vrais amis nazis qui commencent dans une double idéologie - antisémitisme et guerre aux démocraties occidentales. Au point de se rapprocher de l'Allemagne de l'Est



pour « punir » la République fédérale d'avoir reconnu Israël en 1963 : les débuts d'une coalition « rouge-brun » qui a encore de beaux jours devant elle.

DE « TOUTES LES FRACTURES »

De fait l'activiste « va s'immerger dans toutes les grandes fractures de l'époque », comme l'explique le documentaire. Dans les années 50, Genoud crée l'Association internationale des amis du monde arabe. Il a ses entrées chez Nasser et Ben Bella, il « conseille » indifféremment Eichmann et les terroristes arabes, Georges Habache et le chef militaire du Front populaire de libération de

la Palestine, Waddy Haddad, qu'il approuve de vouloir « mener la guerre contre le sionisme partout dans le monde ». Il s'intéresse à Barbie, dont il organise la défense, avec son « vétéral » Vergès, et à Carlos, qu'il ira visiter dans sa prison, à Fresnes. Aujourd'hui, à quatre-vingt-un ans, Genoud continue de tout approuver sauf l'Holocauste et la solution finale, qu'il nie purement et simplement. Le documentaire dément ses propos en montrant les images des camps nazis, filmées en 1945. Mais il y a plus qu'un simple défilé d'opinion - et quelques opinions ! Genoud, qui nait tout en bloc avant que ses actes soient cou-

verts par la prescription, reconnaît avoir posé lui-même « une petite bombe » contre les Anglais en Palestine. En France, il se vante d'avoir participé à des réunions conspiratrices où l'on évoquait l'assassinat de De Gaulle et/ou la libération des chefs du FLN algériens emprisonnés. Plus odieux encore, il évoque avec satisfaction l'attentat de l'aéroport de Lod, mené par des Japonais « que l'on croit porteurs d'appareils photo et qui se mettent à mitrailler la ronde » (vingt-huit morts en 1972). Il revendique personnellement le détournement d'un avion de la Lufthansa qui rapporta 5 millions de dollars à « la cause » en 1972. C'est lui qui avait fixé le montant de la rançon et porté les messages au siège de la compagnie.

D'où cette question : pourquoi les services secrets, le Mossad notamment, qui a liquidé un par un les responsables de l'attentat de Munich et bien d'autres, ne l'ont-ils pas tué ? « Parce qu'il était plus utile vivant que mort, répond le commentateur. En le suivant à la trace, on pouvait remonter le réseau. » Et faute d'appréciation du « héros » sur les accords d'Oslo et la collaboration d'Arafat avec Israël, le documentaire de Pierre Péan et Christophe Nick, réalisé par Matthias Sandersson, conclut : « Son combat est perdu ; Genoud n'a plus sa place dans le monde. »

Michel Tatu

« L'Extrémiste : François Genoud, de Hitler à Carlos », France 2, lundi 1^{er} avril à 23 heures.

PPDA, le retour

par Agathe Logeart

C'ÉTAIT DONC VRAI : PPDA n'était pas parti pour ne pas revenir. Mis au coin, privé de 20 heures comme de dessert, après un purgatoire imposé par une certaine idée que les dirigeants de TF1 se font de la décence, l'émblématique présentateur nous est enfin rendu. TF1, la chaîne qui tient ses promesses, l'a confirmé d'une façon qui se voulait subtile. Au soir de son dernier journal de remplaçant, Jean-Claude Narcy, l'éternelle doublette des premiers rôles empêchés, avait déjà annoncé la couleur en glissant à la toute fin de son 20 heures qu'après Claire Chazal, pour les éditions de fin de semaine, ce serait PPDA que nous retrouverions dans son fauteuil, lundi. Cette annonce discrète n'avait pas dû paraître suffisante.

On imagine les discussions au cœur de la grande turbine aux vitres opaques de la maison Bouygues. Fallait-il faire comme si de rien n'était ? Prendre le parti de considérer cette si longue absence comme un genre de vacances juste un peu particulier mis à profit pour se ressourcer, se remettre en forme, une cure de désintoxication réciproque qui nous rendrait notre PPDA dévot de nos routines judiciaires ? Convenait-il d'entourer ce retour d'un silence pudique ou, au contraire, d'en souligner l'exception ? L'exercice était délicat et le risque évident d'être accusé d'en faire trop ou pas assez. Estimant sans doute qu'à l'approche de la date fatidique (un 1^{er} avril, soulignera-t-on jamais assez la drôlerie de la date ?) les groupes du plus romanesque des présentateurs au-

raient besoin d'être fixés, TF1 se décida à mettre un terme aux incertitudes par le biais d'un petit spot publicitaire du plus étrange effet.

Inséré entre une réclame pour une belle voiture et celle vantant les mérites d'un système automatique de déclenchement des interrupteurs électriques, PPDA nous revint donc, avec vingt-quatre heures d'avance sur le calendrier. « Dès lundi, dit la voix sensuelle de la préposée aux publications, retrouvez votre journal de 20 heures présenté par Patrick Poivre d'Arvor. » On apprécia au passage la saveur du « dès lundi », marquant l'impatience supposée et la fin d'une attente dont il était implicite qu'elle avait dû nous paraître bien longue. C'était un petit bijou, ce film publicitaire. Réunions de rédaction, entouré de ses chers confrères dont on croit pourtant se rappeler qu'ils avaient été quelques-uns à l'enterrer un peu vite, travail solitaire à son bureau, discussion dans les couloirs avec ses collaborateurs, image de la star au téléphone, en bras de chemise (tiens, il met parfois des chemises à manches courtes sous la veste stricte...), derrière l'épaule d'une secrétaire : PPDA dans ses œuvres, inchangé malgré les épreuves, notre insubmersible PPDA tel qu'en lui-même.

TF1 nous avait fait l'honneur des coulisses de son théâtre, déclenchant avec tambours et trompettes le compte à rebours pour que nous nous réjouissions pas d'être au rendez-vous du retour du fils prodigue.

TF 1

13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour.
14.30 Dallas, la révolte.
14.32 Feuilles.
15.25 Hawaii, police d'Etat.
16.20 Les Nouvelles Filles d'à côté.
16.30 Cours de danse, Série.
16.55 Une famille en oc. Jeu.
17.30 Rick Hunter, inspecteur choc.
18.00 L'Un contre l'autre, Série.
18.30 Vidéo gag.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.50

HÉROS MALGRÉ LUI
Film américain de S. Friers (1992), 118 min.
Un petit arnaqueur minable sauve par hasard quelques passagers d'un accident d'avion. Un clochard réussit à se faire passer pour le « héros ».

23.00

LMI, LE MAGAZINE INFO
Magazine présenté par Guillaume Durand (75 min).
0.15 Les Rendez-vous de l'entreprise.
Magazine.
Serge Weinberg (Pinault-Printemps-La Redoute) (25 min). 28088
0.40 Martini, (60) Feuilles.
1.35 Journal, Météo.
1.45 Reportages (rediff.). 2.15 et 3.35, 4.10, 4.30 TF 1 nuit. 2.30 Concert. Enregistré à Sienne (Italie). 3.00 Musique. 3.45 Histoire naturelle.

23.50

CA SE DISCUTE
Magazine présenté par Jean-Luc Delano. Pourquoi choisit-on de porter l'uniforme ? (90 min). 889289
0.20 Journal.
0.45 Le Cercle de minuit.
Magazine. Les rives.
Avec Gloriana Charly, Lucie Desideri, Jean-Claude Schmidt, Jean-Pierre Peter, Sophie de Sivy (L'Art du sommeil) ; Sarane Alexandrine (Le Surréalisme et le Réel) ; Deborah Puccio, Roger D'adour. (75 min). 308289
2.30 Taras (rediff.). 4.30 24 heures d'infos. 5.30 Dessin animé.

23.50

PARIS PREMIÈRE
20.00 20 h Paris Première.
Invités : Béatrice Dalle.
21.00 Jean-Edern's Club.
21.55 Premières longues.
22.15 Bad Lieutenant.
Film d'Abel Ferrara (1992, v.o., 95 min). 38778192
0.00 Totalment cinéma.
0.25 Concert : Lenny Kravitz. (90 min). 7571798

Planète

20.35 Histoire de l'aviation.
[57] D'une guerre à l'autre 1936-1941.
21.30 Les Derniers Aristocrates.

France 2

12.39 Journal.
12.45 Derric.
13.40 Les Feux de l'amour. Série.
14.50 Le Remari.
15.05 Les Minicoups. Série.
15.45 et 16.20 La Chance aux chansons.
16.25 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.00 Quel de neuf, docteur ?
Maurice Maïone. Série.
17.25 C'est cool.
Grand jeu pour jour J. Série.
18.05 et 3.35 Les Bons Génies.
Jeu.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits.
Cafés, cadeaux.
19.20 et 2.00 Studio Gabriel.
Invités : Nathalie Baye, François Cluzet.
19.59 Journal, Météo.

20.50

JUMPIN' JACK FLASH
Film de Penny Marshall avec Whoopi Goldberg (1986, 106 min). 874111
Une employée d'une grande banque new-yorkaise reçoit un message d'un agent secret britannique en URSS. Comédie d'espionnage.

22.50

CA SE DISCUTE
Magazine présenté par Jean-Luc Delano. Pourquoi choisit-on de porter l'uniforme ? (90 min). 889289
0.20 Journal.
0.45 Le Cercle de minuit.
Magazine. Les rives.
Avec Gloriana Charly, Lucie Desideri, Jean-Claude Schmidt, Jean-Pierre Peter, Sophie de Sivy (L'Art du sommeil) ; Sarane Alexandrine (Le Surréalisme et le Réel) ; Deborah Puccio, Roger D'adour. (75 min). 308289
2.30 Taras (rediff.). 4.30 24 heures d'infos. 5.30 Dessin animé.

23.50

PARIS PREMIÈRE
20.00 20 h Paris Première.
Invités : Béatrice Dalle.
21.00 Jean-Edern's Club.
21.55 Premières longues.
22.15 Bad Lieutenant.
Film d'Abel Ferrara (1992, v.o., 95 min). 38778192
0.00 Totalment cinéma.
0.25 Concert : Lenny Kravitz. (90 min). 7571798

Planète

20.35 Histoire de l'aviation.
[57] D'une guerre à l'autre 1936-1941.
21.30 Les Derniers Aristocrates.

France 3

12.35 Journal.
12.35 Keno.
13.10 La Boîte à mémoire.
13.40 La croisière s'amusse.
14.00 Les Minicoups. Série.
14.30 Les Enquêtes de Remington Steele.
15.20 Magnun. Série.
16.10 Les Crinquantes. Série.
16.40 Les Minicoups. Série.
17.45 Le passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour.
Roman volé, de François Nourissier.
18.55 Le 19-20.
de l'information.
19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la charmer. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

QUATRIÈME FESTIVAL INTERNATIONAL DU CIRQUE DE MASSY
Présenté par Sergio et Tibo (95 min). 479861
22.25 Journal, Météo.

22.55

COULEUR PAYS
Magazine.
Programme des treize télévisions régionales (90 min). 803414
Au programme de Cinéma étalés, diffusé ce soir dans la plupart des stations régionales, entretiens avec Pascal Buisson à propos du film de Patricio Rozema, When Night is Falling ; Cédric Klapisch, pour Chacun cherche son chat ; Bernard Giraudeau, pour Les Caprices d'un fleuve ; Irène Jacob, pour Othello, d'Olivier Parker.
0.25 Sépachés (rediff.). 0.30 L'Année (rediff.). 1.05 Dystopie. Le bracelet.
1.30 Musique. Concerto pour violon, de Dvorak, par l'Orchestre de Prague, dir. Jiri Belohlavek (35 min).

23.50

PARIS PREMIÈRE
20.00 20 h Paris Première.
Invités : Béatrice Dalle.
21.00 Jean-Edern's Club.
21.55 Premières longues.
22.15 Bad Lieutenant.
Film d'Abel Ferrara (1992, v.o., 95 min). 38778192
0.00 Totalment cinéma.
0.25 Concert : Lenny Kravitz. (90 min). 7571798

Planète

20.35 Histoire de l'aviation.
[57] D'une guerre à l'autre 1936-1941.
21.30 Les Derniers Aristocrates.

La Cinquième

13.00 L'CEI et le Main. 13.30 La Grammaire impériale. 13.35 Attention santé. La fontanelle, à quel âge se ferme-t-elle ? 14.10 Des choix pour demain. L'Égypte et le paradis (24). 15.00 Arrêt sur images. 16.00 Le Palais royal de Bangkok. 16.30 Le Réseau des médias. 16.35 Rindind. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Alphabets de l'Image. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 The Comic Strip.
Série (1972). Dérive aux Malouines (1/2), de Peter Richardson (30 min). 5385
19.30 7 1/2 (30 min). 5989
20.00 Archimède.
Tournées : au cœur du chaos ; un cœur qui bat ; au cœur de la création ; entretien avec François-Xavier Pustilak ; reconnaissances (30 min). 5879
20.30 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : FOSSEYERS EN BAVIÈRE
Documentaire. Le dernier travail manuel, d'Alexandre Van Dillen (45 min). 538227
Dans un petit village de Haute-Bavière, les fosseyers tiennent leur congrès annuel. Un événement qui permet au réalisateur de suivre les différents corps de métier qui régissent ce genre de cérémonie et de faire le point sur le respect des valeurs traditionnelles.

23.30

SOIRÉE THÉMATIQUE : MÉMOIRE DU CINÉMA
proposée par Jacques Méry et présentée par Freddy Buache.
23.35 A la recherche des films perdus.
Documentaire de Jacques Méry (75 min). 2858679
23.50 A propos de Jean Vigo.
23.50 Zero de comédie. 10088
Film français de Jean Vigo avec Jean Dasté (1933, N., 44 min).
23.40 Rencontre avec Freddy Buache.
23.45 La Mémoire retrouvée.
Documentaire de Jacques Méry (65 min). 580208
0.30 Bibliographie.
0.35 Bad Lieutenant.
Film américain d'Abel Ferrara avec Harvey Keitel (1992, v.o., 92 min). 5899228

23.50

PARIS PREMIÈRE
20.00 20 h Paris Première.
Invités : Béatrice Dalle.
21.00 Jean-Edern's Club.
21.55 Premières longues.
22.15 Bad Lieutenant.
Film d'Abel Ferrara (1992, v.o., 95 min). 38778192
0.00 Totalment cinéma.
0.25 Concert : Lenny Kravitz. (90 min). 7571798

Planète

20.35 Histoire de l'aviation.
[57] D'une guerre à l'autre 1936-1941.
21.30 Les Derniers Aristocrates.

M 6

13.25 Coûte que coûte.
Téléfilm de Rumi Mayberry (91 min). 3489008
13.55 Une mère divorcée, en proie au doute, parvient à éléver son fils. Mais celui-ci ne veut qu'une chose : vivre avec elle...
13.55 Deux flics à Miami.
13.55 Hit Machine.
17.35 Les 1000 papes. Série.
17.35 L'Étalon noir. Série.
18.05 Models Inc. Série.
19.00 Code Quantum. Série.
Chanson pour une âme en peine.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille.
20.35 1/2 M 6 Junior.
La Musique.

20.50

DÉSIRÉRIA ET LE PRINCE REBELLE
Téléfilm de Lamberto Bava, avec Franco Nero, Stefania Sandrelli (94 min). 788889
Conte fantastique.

22.35

L'ENFANT PARTAGÉ
Téléfilm de John Kent Harrison, avec Susan Dey, Michael Ontkean (88 min). 5876484
Un couple stérile décide d'adopter un enfant. C'est chose faite avec l'arrivée au foyer d'une petite fille abandonnée à la naissance. Mais leur bonheur est de courte durée : un mois plus tard, la mère naturelle décide de récupérer son enfant...
0.15 Zone interdite (rediff.).
Magazine de Patrick de Carols (10 min). 5863206
2.05 Best of 100% français. Musique.
3.35 Jazz Dance. Documentaire. 4.30 Culture pub. Magazine.

23.35

PARIS PREMIÈRE
20.00 20 h Paris Première.
Invités : Béatrice Dalle.
21.00 Jean-Edern's Club.
21.55 Premières longues.
22.15 Bad Lieutenant.
Film d'Abel Ferrara (1992, v.o., 95 min). 38778192
0.00 Totalment cinéma.
0.25 Concert : Lenny Kravitz. (90 min). 7571798

Planète

20.35 Histoire de l'aviation.
[57] D'une guerre à l'autre 1936-1941.
21.30 Les Derniers Aristocrates.

Canal +

► En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.45 Un père en cavale.
Film américain de Barrell James Root (1993, 92 min). 9158897
15.15 Cyberculture (rediff.).
Magazine.
15.45 Le Club.
de la chance. 11
Film américain de Wayne Wang (1993, 134 min). 4988005
18.00 Le Dessin animé. Les Exploits d'Arsène Lupin (Main basse sur les mines).
► En clair jusqu'à 20.35
18.24 Help 1 Série.
18.35 Nulle part ailleurs.

20.15

FOOTBALL
En direct. Demi-finale aller de la Coupe de l'UEFA : Slovaquie-Bordeaux (195 min). 8292444
22.30 Football.
Les meilleurs moments de Bayern Munich-Barcelone (45 min). 116222

23.15

Y-A-T-IL UN FLIC POUR SAUVER HOLLYWOOD ?
Film américain de Peter Segal avec Leslie Nielsen (1994, v.o., 80 min). 4947008
Franck Drebin, le flic le plus malséant de Los Angeles, reprend du service pour enquêter sur un terroriste fou.
0.35 Médiants.
et Orgueilleux. 11
Film égyptien d'Assaad El-Bakri (1991, v.o., 85 min). 7708998
2.00 Doppelgänger.
Film américain d'Avi Nesher (1992, 101 min). 47820958

23.15

PARIS PREMIÈRE
20.00 20 h Paris Première.
Invités : Béatrice Dalle.
21.00 Jean-Edern's Club.
21.55 Premières longues.
22.15 Bad Lieutenant.
Film d'Abel Ferrara (1992, v.o., 95 min). 38778192
0.00 Totalment cinéma.
0.25 Concert : Lenny Kravitz. (90 min). 7571798

Planète

20.35 Histoire de l'aviation.
[57] D'une guerre à l'autre 1936-1941.
21.30 Les Derniers Aristocrates.

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison.
Sergueï Prokofiev, musicien du diable et de l'obscurité.
20.30 Archipel Méditerranée.
Les côtes méditerranéennes.
21.30 Le déclin de la littérature française. Diderot.
22.40 Nuits magnétiques.
Cécile Lelièvre et son orchestre.
0.05 Du jour au lendemain. René de Cassary (Laurie et Justine). 0.30 Coda.
Les ministres de Josephine des Pies. Coda.
1.00 Les Nuits de France-Culture.
22.30 Pierre Corneille : 1.50, 4^e Bon Plaisir de Michel Verjé ; 4.55 Femmes d'Algérie : métis de l'île, mœurs de mères (2) ; 4.59 Le Règne de Saba, les mémoires d'un mythe (2).

France-Musique

20.00 Concert.
Donné le 15 février, salle Pleyel, par l'Orchestre National de Paris, dir. Jean-Jacques Kantorow : Simphonie II, concerto pour clarinette et orchestre (ordonn. française), de P. Mendelssohn ; Concerto pour clarinette et orchestre K.422, de Mozart ; Paul Meyer, clarinette.
22.00 Soliste. Robert Casadesu.
22.30 ► Musique plurielle.
Œuvres de Beethoven, Stravinsky, de Liszt.
23.07 Ainsi la nuit.
Œuvres de Corrélli, Dvorak.
0.00 Les Cautins dans tous ses états.
1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Solistes.
de Radio-Classique.
La pianiste Martha Argerich. Andante et variations pour deux pianos, deux violoncelles et cor, de R. Schumann. Alexandre Rabinovitch, piano. Natalia Gutman et Michka Maylay, violoncelle. Marie-Luise Neumeider, cor ; Sonata de Liszt ; Concerto Hob. XVIII/1, de Haydn, par l'Orchestre de chambre du Wurtemberg, dir. Jörg Faerber ; Sonata pour deux pianos K.448, de Mozart, Alexandre Rabinovitch, piano ; Œuvres de Janacek, Beethoven.
22.40 Concert. Œuvres de Schoenberg, Stravinsky. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

23.15

PARIS PREMIÈRE
20.00 20 h Paris Première.
Invités : Béatrice Dalle.
21.00 Jean-Edern's Club.
21.55 Premières longues.
22.15 Bad Lieutenant.
Film d'Abel Ferrara (1992, v.o., 95 min). 38778192
0.00 Totalment cinéma.
0.25 Concert : Lenny Kravitz. (90 min). 7571798

Planète

20.35 Histoire de l'aviation.
[57] D'une guerre à l'autre 1936-1941.
21.30 Les Derniers Aristocrates.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Envoyé spécial (France 2 du 28/3)
21.30 Perfecto.
21.55 Météo.
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Bas les masques (France 2 du 27/3)
23.50 Viva.
0.30 Soir 3 (France 3) (90 min).

Planète

20.35 Histoire de l'aviation.
[57] D'une guerre à l'autre 1936-1941.
21.30 Les Derniers Aristocrates.

France Supervision

19.55 Basket-ball.
21.35 Sons de cloches.
D'Alain Lemerle-Matras.
22.25 La Communauté solennelle. 11
Film de René Féret (1976, 110 min). 38428260
0.15 Cybervision (95 min).

Ciné Cinéma

20.30 L'Insaisissable.
Frédéric. 11
Film de Richard Potter (1945, N., 100 min). 3694050
22.10 Berlin Express. 11
Film de Jacques Tourneur (1948, N., v.o., 85 min). 42510837
23.35 Le Blanc et le Noir. 11
Film de Robert Florey (1930, N., 100 min). 60656802
1.15 Le Désert de Pigalle. 11
Film de Léo Joannon (1957, N., 105 min). 31746067

Ciné Cinéma

20.30 Intérieurs. 11
Film de Woody Allen (1978, 90 min). 3415831
22.00 Police fédérale.
Los Angeles.
Film de William Friedkin (1985, v.o., 115 min). 5494032
23.35 La Force de vaincre. 11
Film de Richard Fleischer (1983, 105 min). 87431444

Série Club

19.55 Les Aventures de Sir Lancelot.
20.20 Ne mangez pas les marguerites.
Une grande amitié.
20.45 (et 23.45) Jake Cutter.
L'île de la mort.
21.30 Le Club.
21.40 (et 1.00) Jim Bergerac.
Avant en emportant les flics.
22.30 Alfred Hitchcock présente.
Récit de James.

23.00 Mission impossible.

Le prix de la vie (90 min).

Canal Jimmy

21.00 Les monstres nouveaux sont arrivés.
Une dernière pensée.
21.25 Champions : Agostini.
22.25 Chron

Le patriarcat latin déplore les confiscations de terres palestiniennes par Israël

Les expropriations continuent malgré les accords de paix de 1993

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Comment Israël peut-il « demander aux Palestiniens de faire la paix tout en confisquant leurs terres » ? Comment « vouloir l'arrêt de toutes les violences tout en prenant des mesures qui engendrent la frustration, le désespoir, et qui ne peuvent qu'alimenter l'extrémisme » ? Autorité spirituelle des catholiques de Terre sainte, le patriarcat latin de Jérusalem se fâche. L'expropriation d'environ 150 hectares de terres appartenant « pour l'essentiel à des familles chrétiennes », au sud-est de Bethléem, est « inacceptable », affirme-t-on dans l'entourage de Mgr Michel Sabbah, la plus haute autorité catholique à Jérusalem. « Les autorités israéliennes », s'est demandé, samedi, le patriarcat, dans un communiqué, « ont-elles l'intention de réduire la présence chrétienne, d'invoquer les chrétiens, en confisquant leurs terres, à émigrer ? » La communauté, qui ne représente plus, toutes appartenances confondues, que 3 % des 2,4 millions de Palestiniens résidant dans les territoires occupés, Jérusalem-Est compris, n'entend pas se laisser spolier et « demande » à Israël « d'arrêter les confiscations ».

Dix hectares ici, cinquante un peu plus loin, trois cents ailleurs, les expropriations de terres palestiniennes dans les territoires conquis par l'Etat juif en 1967 n'ont pas cessé avec les accords de paix de septembre 1993. Presque toutes consacrées à l'extension des 144 colonies juives existantes, en Cisjordanie et à Gaza, ou bien aux liaisons routières spéciales qui sont établies entre elles par la puissance publique, les confiscations ont permis d'accroître d'environ 20 % en quatre ans le nombre de résidents juifs dans les colonies. De 1992, année de l'arrivée au pouvoir des travaillistes, à la fin de 1995, le nombre de colons, indique la Fondation américaine pour la paix au Proche-Orient, est passé de 260 000 à 347 000, dont 200 000 dans la partie orientale de Jérusalem, annexée en 1967. Officiellement, la dernière confiscation en date près de Bethléem, qui privera environ 280 familles palestiniennes de leurs champs d'oliviers, est décidée afin de percer une deuxième route destinée à relier deux colonies juives entre elles. L'une de ces colonies, Gulo,

construite sur des terres arabes expropriées après 1967 à l'est de Jérusalem, a été incluse par Israël à sa « capitale unifiée », Jérusalem. L'autre, dénommée Har Homa, au nord de Bethléem, n'est pas encore construite. Après plus de quatre ans d'hésitations - l'essentiel des 205 hectares nécessaires à cette nouvelle colonie ont été expropriés en 1991 -, le gouvernement de Shimon Péres a donné, le 21 mars, son feu vert pour le début des travaux. Temporairement stoppé la semaine dernière par la Cour suprême, saisie par les propriétaires, le projet Har Homa est destiné, juste avant les élections du 29 mai, à satisfaire les partis juifs ultra-orthodoxes et leurs mandants. Les 6 500 logements qu'il est prévu de bâtir à Har Homa seront intégralement réservés aux familles, souvent très nombreuses, des « hommes-en-noir ». Des membres de la secte juive des Loubavitch, laquelle soutient matériellement et politiquement la colonisation des territoires palestiniens occupés, seraient parmi les principaux bénéficiaires de ce projet. La confiscation, selon le comité de défense qui s'est constitué à

Bain de jouvence

par Pierre Georges

ON TROUVE tout sur le Net. Même le superflu. Surfant sur le Web, à l'aise comme poisson dans l'eau, un Américain ne cesse, paraît-il, depuis des semaines, d'envoyer à la planète entière des photographies du type « moi-même dans mon bain ». Chaque jour, ce frappé d'internet se tire le portrait dans sa baignoire, grimaces comprises, et fait don de sa personne et de ses humeurs à la planète. Ce narcissisme nautilus et pudique, car le bain serait moussant, l'occupe furieusement. L'Homme au bain, artiste-plombier, doux maniaque de l'autoportait, appartient à l'espèce en nette voie d'expansion des citoyens d'internet et du monde. « Bonjour la planète, ça va ? Moi, ça baigne ! »

ministre a en la tentation, tout sauf vénitienne, d'y fureter sur le site « Juppé ». Et là, stupefaction, il a retrouvé la transcription de quelques œuvres majeures publiées jadis dans un fameux journal, *Le Grelot*. En ce temps-là, Juppé avait seize ans et s'appelait, nom de plume, Pierre Odalot. Il « miflotta » à tout-va. En prime de son excellence d'élève de seconde A' *Le Grelot* publia donc trois poèmes intitulés « Pélerinage », « Toi, mon commencement et mon achèvement » et surtout « Variations égoïstes ». Avec une attaque pied au plancher, du type : « Bleu de mon rêve, où je régnais seul » et une chute à l'avenant : « Sur mon heur et mes pleurs quand régnai-je seul ? ».

Seul. Enfin et toujours seul ! « Imagine ton nom que je murmure seul ! La nef de haute ligne où je commande seul. » Sous Pierre Odalot pointait Alain Juppé. Bon prince, le premier ministre à admettre que ces vers-là étaient siens et le poème « d'un texte tout à fait exact ». Avant de s'émouvoir de l'ampleur de ce que l'on peut débiter sur le Net. « J'ai commencé à taper et j'ai été absolument sidéré de tout ce qu'on peut trouver ». Avant aussi de s'interroger : « Comment est-ce arrivé-là ? Je n'en sais trop rien ».

Nous, nous le savons. On trouve tout sur le Net. Même la reproduction d'articles. Et dans l'enthousiasme d'un apprenti internaute Alain Juppé a négligé de regarder l'intitulé de ce morceau de bravoure. Cela s'appelait « Crème de Canard ». Et cela provenait tout droit, au mot près, du *Canard Enchaîné* du 20 septembre 1995. C'est moins moderne, assurément. Assez peu cyber-branché-bidule. Mais plus exact !

Des présumés terroristes islamistes ont été incarcérés à Nice

DEUX DES HUIT PERSONNES interpellées le 26 mars à Nice et soupçonnées d'appartenir à la mouvance islamiste (*Le Monde* du 28 mars) ont été écrouées au terme de leur garde à vue. Visés par un mandat d'arrêt délivré par le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, Mohamed Semmach et Azzedine Sahroul, tous deux d'origine algérienne, devaient être transférés à Paris dans les prochains jours et mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Les enquêteurs les soupçonnaient d'avoir pris part à ce qui pourrait bien être la constitution d'un nouveau réseau terroriste islamiste sur le sol français, après le démantèlement des groupes responsables des attentats de l'été et de l'automne 1995.

L'enquête avait débuté avec l'interpellation par les policiers de la direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins (Dijclet), le 19 décembre à Nice, de Slimane Boudraa, en possession de faux documents d'identité italiens et tunisiens. L'homme avait alors indiqué, sur procès-verbal, qu'il passait par la France avant de gagner l'Espagne, où il devait rejoindre les membres d'un « commando » au service du Groupe islamique armé (GIA) algérien. Le groupe devait ensuite, selon lui, repasser en

France pour y commettre des attentats durant la période des « fêtes de fin d'année », soit un an après le détournement et la prise d'otages d'un Airbus d'Al Air France, qui s'était achevée, le 26 décembre 1994, par l'intervention du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et la mort des hommes du GIA. Slimane Boudraa ajoutait qu'un homme l'avait précédé de quelques jours sur le territoire français, sans toutefois révéler son identité. L'un des faux passeports retrouvés sur lui portant la photographie de Bouabakar Zarfouni, les enquêteurs avaient effectué un rapprochement avec cet homme, réputé membre du GIA. Mais ce soupçon n'a pas pu, jusqu'ici, être conforté par les découvertes policières. En revanche, Slimane Boudraa avait décrit son « contact nigéri » comme un employé d'une cafétéria Casino de l'agglomération niçoise, la DST avait identifié El Hadi Mabrek, qui devait être interpellé à son tour le 22 mars, conduisant ensuite les policiers sur la piste du Centre islamique des Alpes-Maritimes (CIAM), ouvert à la suite du démantèlement, en 1994, d'un précédent réseau constitué par des ressortissants tunisiens autour de l'Association des musulmans des Alpes-Maritimes (AMAM), au siège de laquelle des armes avaient été découvertes, dissimulées dans de faux plafonds.

Hervé Gattegno

Troisième semaine de grève des tramways marseillais

MARSEILLE
de notre correspondant
Au quatorzième jour d'une paralysie totale des bus et tramways, la réunion, lundi matin 1^{er} avril, du conseil d'administration de la Régie des transports marseillais (RTM) et la nomination d'Alain Gille au poste de directeur général laissent entrevoir quelques minces espoirs de déblocage du conflit. M. Gille pourrait en effet rencontrer les représentants de l'intersyndicale dès mardi. Depuis le début de la grève, les négociations menées par Henri Loisel, inspecteur général des services de la Ville, nommé médiateur par Jean-Claude Gaudin, maire (UDF-PR) de Marseille, n'ont jamais été interrompues mais elles achoppent toujours sur l'arbitrage du temps de travail. Les syndicats contestent son annualisation qui viserait à augmenter la durée quotidienne du temps de conduite d'une partille des 1 300 chauffeurs. Selon la municipalité, seuls 10 à 15 % des tramways seraient touchés par un dépassement d'horaires ou par des journées de travail « hachées », permettant de faire face aux pointes de trafic. Un plafonnement à huit heures de conduite a été proposé aux syndicats, avec l'engagement, d'ici à six mois, de ramener, pour l'ensemble des tramways, la durée quotidienne de conduite à sept heures quarante-cinq. La satisfaction immédiate de cette revendication conduirait à

l'embauche de cinquante à quatre-vingts tramways. Or le maire de Marseille se refuse à alourdir le budget municipal. « La Ville ne reculera pas », affirme Henri Loisel. De son côté, Renaud Muselier, premier adjoint (RPR), estime que « Marseille est un laboratoire d'expériences et de pressions » : des négociations nationales sur le temps de travail dans la branche transports en commun doivent aboutir avant le 30 juin. La municipalité espère que la nomination d'un nouveau directeur à la tête de la RTM permettra une reprise du dialogue social au sein de l'entreprise. Sinon, « il faudrait considérer que nous avons affaire à une cabale politique », estime Henri Loisel. Les « appels à la raison » se multiplient en direction des grévistes (75 % des chauffeurs selon la direction), afin que ceux-ci assurent au moins le transport des élèves. D'après la mairie, collègues et lycées connaissent depuis le début du conflit une baisse de fréquentation de 30 à 40 %. Le recours à des bus de substitution n'adoucit guère le sort des usagers, puisque, lundi, seulement 44 autocars circulaient alors qu'habituellement, aux heures de fort trafic, 425 bus sortent des dépôts. Les deux lignes du métro fonctionnent avec des fréquences de 15 à 20 minutes. D'autres « mesures d'urgence » ont été prises, parmi lesquelles la gratuité des parcmètres, et il a été demandé aux taxis d'assurer des

transports collectifs. Les commerçants du centre-ville affirment que la grève des tramways entraîne une baisse moyenne de leur chiffre d'affaires de l'ordre de 30 % : « Les personnes âgées ne se déplacent plus », explique un opticien de la rue de la République. Ce conflit, qui succède aux trente-quatre jours de grève de décembre 1995 et de janvier, relance le débat sur l'organisation des transports collectifs marseillais. Jean-Claude Gaudin a évoqué la privatisation du service (*Le Monde* du 27 mars) et la municipalité en profite pour souligner que « dans toutes les grandes villes, sans aucune exception, le conseil général

participe au coût des transports urbains ». Lucien Weygand, président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, qui, avec une contribution financière ponctuelle, avait participé au dénouement du précédent conflit, accepte de discuter des transports en commun dans le département, « sans que cela ne se résume à un transfert de financement ». M. Weygand, qui souhaite la nomination d'un « médiateur indépendant », a avancé le nom d'Henri Mercier, président du conseil économique et social de Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Luc Leroux

Dans « Le Monde dossiers et documents » du mois d'avril

L'Afrique des Grands Lacs déstabilisée. Des relations ethniques anciennes et difficiles, des mouvements incontrôlables de réfugiés, une décolonisation mal assumée, entraînent une instabilité permanente de cette région. Face à cette situation, la communauté internationale est impuissante. Le Front populaire. L'arrivée de la gauche au pouvoir, le 4 mai 1936, est due à un mouvement social, au rapprochement des socialistes, des communistes et des radicaux, à la volonté de lutter

contre le fascisme. Plusieurs grandes réformes voient le jour. Les obstacles et les échecs affaibliront un mouvement, qui reste symbolique dans la mémoire des Français. Dans « Les Clés de l'Info ». Un dossier sur l'administration française sous l'Occupation, le président de la République et la politique de défense, la stratégie du Hamas.

* En vente chez votre marchand de journaux, 12 francs.

Hésitation à la Bourse de Paris

LES VALEURS FRANÇAISES étaient hésitantes, lundi 1^{er} avril, à la Bourse de Paris. En hausse sensible au début des échanges, l'indice CAC 40 évoluait autour du point d'équilibre sans véritable orientation. Aux alentours de 12 h 30, l'indice de référence cédait 0,16 % à 2 041,51 points. La Bourse de Tokyo a terminé à son meilleur niveau depuis quatre ans, dans un marché qui a le sentiment que les liquidités vont affluer en ce début de nouvel exercice budgétaire. L'indice Nikkei a gagné 153,54 points, soit 0,72 %, à 21 560,39 points. Le dollar était orienté à la hausse lundi, à la mi-journée, lors des transactions entre banques. Il s'échangeait à 5,0492 francs.

1,4815 deutschemark et 107,57 yens. Le deutschemark cédait du terrain face au franc, s'inscrivant à 3,4083 francs. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, gagnait 22 centimes pour s'établir à 121,92. Il progressait dans le sillage du franc, toujours très ferme face au deutschemark.

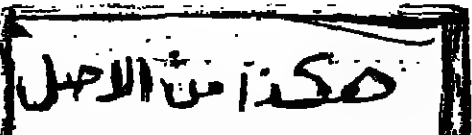
BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 21406,30 +0,52 +8,51	Cours au Var. en % Var. en %
Hong Kong Index 10957,20 -0,67 +9,57	2003 2004 fin 95
	Paris CAC 40 2044,77 +1,25 +9,23
	Londres FT 100 3684,30 +0,32 -0,13
	Zürich 2500,05 +14,61
	Milan MIB 30 1001 +2,66 +7,21
	Frankfurt Dax 30 2485,57 -0,91 +10,27
	Bruxelles 1643,84 -0,28 -5,38
	Suisse SMI 3000 -3,05
	Madrid Iboex 35 339,40 +6,03
	Amsterdam CBS 3933 +9,54

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours BDF 2003	% 2003	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	340,9800	-0,12	330	354
Ecu	6,3215	-0,32	—	—
Euro-Unité (1 usd)	5,0815	-0,25	4,700	5,300
Angleterre (100 £)	16,5920	-0,12	16,080	17,180
Pays-Bas (100 f)	304,6600	-0,19	—	—
Italie (1000 lit)	3,2070	+0,08	2,960	3,460
Danemark (100 kr)	66,3300	-0,10	62,700	69,700
Irlande (100 p)	7,9180	-0,12	7,570	8,200
Grèce (100 dr)	7,6755	-0,21	7,280	8,130
Grèce (100 dr)	2,0885	-0,36	1,850	2,350
Suède (100 kr)	75,1200	-0,57	70,500	80,500
Suède (100 f)	422,7800	—	411	435
Norvège (100 k)	78,5000	-0,08	72,700	81,700
Autriche (100 sch)	48,4670	-0,17	47,050	50,750
Espagne (100 pes)	1,0253	-0,05	9,770	4,500
Portugal (100 esc)	3,3000	-0,15	2,990	3,650
Canada 1 dollar ca	3,6915	-0,14	3,420	4,000
Japon (100 yen)	4,7225	-0,36	4,330	4,880

Tirage du Monde daté dimanche 31 mars-lundi 1^{er} avril : 537 896 exemplaires



27/05/50

(Publicité)



LE PAPILLON
ROQUEFORT
CONVOITISE
D'AVRIL

PROFESSIONS

La franchise séduit de plus en plus les cadres page IV



PORTRAIT

Chantal Cumunel, présidente de l'APEC page III

Le Monde des INITIATIVES

MARDI 2 AVRIL 1996

METIERS



ANNONCES CLASSÉES

de la page V à la page XII

DEMAIN
DANS
INITIATIVES
EMPLOI
Les freins
à l'évolution
de l'emploi



Les entreprises découvrent les petits porteurs

Devenus de véritables partenaires, les actionnaires individuels disposent d'un interlocuteur direct dans les sociétés

qu'y occupe l'entreprise. « Un souci pédagogique a prévalu à la réalisation de cette brochure. Celle-ci permet à l'actionnaire de mieux comprendre l'ensemble de notre activité et ainsi d'apprécier plus aisément la valorisation de son investissement », relève Michel Hourcard, directeur de la communication financière du groupe.

trois fois par an. « Nous avons conçu ce support comme un véritable news magazine économique, explique Claude Risac. C'est vraiment le journal de l'actionnaire. Lors de l'élaboration de chaque sommaire, nous nous interrogeons sur ce qui, au regard de l'actualité en France et dans le monde, peut l'intéresser. Récemment par

Communication de crise

Chez Eurotunnel, les actionnaires individuels qui détiennent plus des deux tiers du capital ont vu chuter dramatiquement le cours de leurs actions. Autant dire que les relations entre ces épargnants et l'entreprise ont toujours été pour le moins délicates, si ce n'est extrêmement tendues. « Nous gérons en permanence notre activité comme une communication de crise. Car nous ne savons jamais comment réagir aux imprévus », dit-il. « Nous sommes en contact permanent avec les médias », ajoute-t-il. « Nous travaillons en étroite collaboration avec Christophe Ferrand, responsable des relations avec les actionnaires. »

Disponibles, l'un et l'autre doivent l'être pour répondre à toute sollicitation. Ce qui fait dire à Christian Cambies, président de l'Association pour l'action Eurotunnel, que ces responsables « ont bien compris que nous avons intérêt à travailler ensemble. Même s'ils ne peuvent rien changer au fond à notre situation, ils peuvent au moins nous fournir des informations techniques ».

Les actionnaires de Total reçoivent, par ailleurs, tous les trois mois une lettre qui les informe des principaux événements intervenus dans chaque secteur de la société. « Il est important, souligne Michel Hourcard, d'établir un lien individuel et régulier avec les actionnaires. » Bernod Ricard, pour sa part, choisit de les intéresser à la vie du groupe à travers un magazine diffusé

exemple, nous avons fait tout un dossier sur Singapour. Comme nous sommes très présents dans ce pays, ce fut l'occasion de leur présenter la situation. »

Autre procédé emprunté aux techniques de la communication : le contact direct avec le public.

Laetitia Van Eckhout
lire la suite page III.

Partenaire n'en détiennent plus de 5 %. Qu'en est-il du rôle de leur portefeuille individuel, ces actionnaires, souvent ravalés au rang de « petits porteurs », ont droit à la même considération qu'un investisseur institutionnel. Si la réglementation boursière prône l'égalité d'information entre tout détenteur d'action, quel que soit son poids, il reste néanmoins qu'on ne communique pas avec plusieurs milliers d'épargnants individuels comme avec des spécialistes de la finance. Les avis financiers diffusés dans la presse et le rapport annuel sont loin de répondre aux besoins de ces investisseurs qui, pour nombre d'entre eux, gèrent par eux-mêmes leur portefeuille. A charge donc à leur interlocuteur dans l'entreprise de

partenaire n'en détiennent plus de 5 %. Qu'en est-il du rôle de leur portefeuille individuel, ces actionnaires, souvent ravalés au rang de « petits porteurs », ont droit à la même considération qu'un investisseur institutionnel. Si la réglementation boursière prône l'égalité d'information entre tout détenteur d'action, quel que soit son poids, il reste néanmoins qu'on ne communique pas avec plusieurs milliers d'épargnants individuels comme avec des spécialistes de la finance. Les avis financiers diffusés dans la presse et le rapport annuel sont loin de répondre aux besoins de ces investisseurs qui, pour nombre d'entre eux, gèrent par eux-mêmes leur portefeuille. A charge donc à leur interlocuteur dans l'entreprise de

partenaire n'en détiennent plus de 5 %. Qu'en est-il du rôle de leur portefeuille individuel, ces actionnaires, souvent ravalés au rang de « petits porteurs », ont droit à la même considération qu'un investisseur institutionnel. Si la réglementation boursière prône l'égalité d'information entre tout détenteur d'action, quel que soit son poids, il reste néanmoins qu'on ne communique pas avec plusieurs milliers d'épargnants individuels comme avec des spécialistes de la finance. Les avis financiers diffusés dans la presse et le rapport annuel sont loin de répondre aux besoins de ces investisseurs qui, pour nombre d'entre eux, gèrent par eux-mêmes leur portefeuille. A charge donc à leur interlocuteur dans l'entreprise de

partenaire n'en détiennent plus de 5 %. Qu'en est-il du rôle de leur portefeuille individuel, ces actionnaires, souvent ravalés au rang de « petits porteurs », ont droit à la même considération qu'un investisseur institutionnel. Si la réglementation boursière prône l'égalité d'information entre tout détenteur d'action, quel que soit son poids, il reste néanmoins qu'on ne communique pas avec plusieurs milliers d'épargnants individuels comme avec des spécialistes de la finance. Les avis financiers diffusés dans la presse et le rapport annuel sont loin de répondre aux besoins de ces investisseurs qui, pour nombre d'entre eux, gèrent par eux-mêmes leur portefeuille. A charge donc à leur interlocuteur dans l'entreprise de

LES INGENIEURS DE L'INNOVATION

ALTRAN

FORTE CROISSANCE

600 INGENIEURS RECRUTES EN 1995

Les Métiers du Conseil Technologique vous intéressent

Rendez-vous en rubrique SECTEURS DE POINTE

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN 2^{ème} ANNÉE

Etudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP et d'une maîtrise sciences, lettres, droit, l'ESSEC vous propose d'acquérir une double compétence avec une formation au management en deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en font un des tout premiers centres européens de gestion et de management. Les étudiants qui intègrent l'école ont le choix d'accomplir leur scolarité en alternance sous le régime de l'apprentissage.

Prochaine session pour la rentrée 1996 : 9, 10 et 11 septembre 1996

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 30 juin 1996

Documentation et dossier d'inscription : ESSEC • Admissions • B.P. 105 95021 Cergy-Pontoise Cedex. Téléphone : (1) 34.43.31.26

ESSEC : établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat, affilié à la CCI de Versailles Val-d'Oise - Yvelines, membre de la Fesic.

Qui a recruté 250 ingénieurs en 1995 ?

Vous le saurez en consultant les pages centrales du Monde Initiatives.

L'industrie des semi-conducteurs nécessite une mise à niveau permanente

Avec des métiers appelés à se renouveler au rythme des générations de produits, ce secteur mise à fond sur la formation

PAR ces temps difficiles, l'industrie des semi-conducteurs affiche une santé insolente : 150 milliards de chiffre d'affaires réalisés au niveau mondial en 1995, soit une progression de 45 % par rapport à 1994. En France, le chiffre d'affaires s'élève à 16 milliards de francs, soit 28 % de plus que l'an dernier. A l'échelle de la planète, les fabricants de puces se disputent un marché en pleine expansion. Selon le cabinet d'analyse Dataquest, le marché mondial des composants semi-conducteurs devrait atteindre

d'usines nouvelles devraient voir le jour en 1996. Sur ce marché, largement dominé par les Américains, les Japonais et les Coréens - le néerlandais Philips n'arrive qu'en dernière place sur la liste des dix premiers fabricants mondiaux -, la concurrence est résolument féroce. Embarqués dans une course à l'innovation technologique, les fabricants englobent des sommes considérables en matière de recherche et de développement. Et les générations de produits, toujours plus puissantes et plus réduites, se succèdent rapidement.

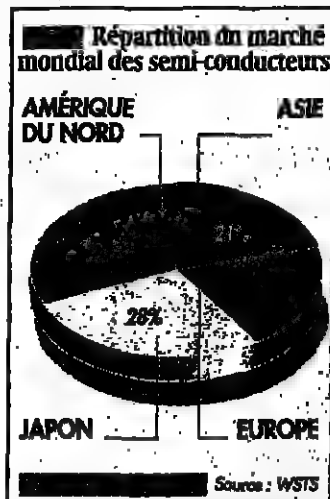
tiers ne cessent de se transformer, au rythme des nouvelles générations de produits, soit tous les quatre ou cinq ans. Ainsi, les opérateurs, auparavant recrutés pour leur bonne vue et leur habileté manuelle, nécessaires au montage des puces - le CAP de couture était très prisé -, doivent désormais posséder le niveau bac. « Ils travaillent aujourd'hui avec une caméra, un écran PC et un tableau de bord avec des boutons en pagaille... Il faut qu'ils comprennent ce qui se passe », indique Pierre Dandrel, responsable communication-formation chez Philips Composants semi-conducteurs.

La tâche est d'autant plus difficile que le niveau d'abstraction est élevé. Comme le remarque Elie Beniflah, responsable de l'université Motorola située à Toulouse : « Contrairement à un gâteau que l'on voit brûler, l'erreur sur une puce ne se voit pas, elle s'interprète. » Ingénieurs et techniciens ont été confrontés à des évolutions similaires, nécessitant des compétences de plus en plus complexes : « On intègre actuellement cinquante fois plus de composants qu'avant dans des surfaces deux fois plus petites », poursuit Pierre Dandrel. De fait, comme le souligne Elie Beniflah, avec des produits obsolescents au bout de trois ou quatre années, tout le monde, dans l'industrie du semi-conducteur, apprend en permanence.

La formation s'est très vite imposée comme le seul moyen de garder les salariés à niveau. Motorola et SGS-Thomson ont ouvert, le premier en 1993, le second en 1994, leur propre université d'entreprise. Et partout les heures de formation par salarié atteignent des moyennes impressionnantes : 65 heures par an et par personne chez Philips Composants semi-conducteurs, 50 heures chez SGS-Thomson, 5 jours par an pour chaque salarié chez Motorola, 34 heures par an et par personne à l'usine de Corbail-Essomes d'IBM, qui vient d'être retenue pour développer une nouvelle génération de mémoires.

RÉFÉRENCES COMMUNES

Tous les fabricants consacrent, au sein de ces formations, une large part à la culture d'entreprise, à la mise en place de références communes. Chez Philips Composants semi-conducteurs, tous les salariés reçoivent une formation à l'économie : « Même un opérateur sait ce qu'est un prix », commente Pierre Dandrel. Chez Motorola, on tente de rendre le personnel le plus autonome possible afin de supprimer au maximum les contrôles hiérarchiques. « Nous souhaitons de plus en plus que la personne en bout de processus détienne une partie de pouvoir qui lui permette de prendre la bonne décision au bon moment », résume Elie Beniflah. L'entreprise propose également un stage de formation au dialogue entre les responsables et les collaborateurs, suivi par tous les salariés mais ultra-



En 1995, les puces ont représenté 150 milliards de francs de chiffre d'affaires au niveau mondial.

confidentiel : nul n'a le droit d'en parler à l'extérieur.

Chez SGS-Thomson (ST), au sein de l'université dénommée STU, les cours sont tous assurés par des membres de la maison. Trois types de programmes sont proposés : des cours généraux communs à tous les métiers et à tous les niveaux hiérarchiques, des cours spécifiques à chaque activité et des cours de management. « Nous enseignons aux salariés comment devenir des entrepreneurs dans leur métier », indique Jean-Philippe Dauvin. A IBM, on recherche désormais une plus grande ouverture vers l'extérieur. Et, en dépit de la concurrence acharnée que se livrent les différents fabricants, l'idée de monter des formations inter-entreprises figure à l'ordre du jour : « Les problèmes techniques que nous rencontrons sont les mêmes que ceux de Matsushita et de Thomson », indique Jean-Marc Dumas, responsable de la formation sur le site de Corbail-Essomes, tout en précisant que des contacts ont été pris et que les négociations sont déjà bien avancées, même si certaines questions liées à la confidentialité restent à résoudre. Au vu des perspectives de développement du secteur, la formation semble promise à un bel avenir dans l'univers des semi-conducteurs. « Le président mondial de Motorola nous a confié l'an dernier que les cinq jours par an et par salarié constituaient une première étape mais que, pour les années 2000, il faudrait viser un mois par an et par salarié », rapporte Elie Beniflah. Des pronostics de bon augure. Sauf si d'ici là on s'interroge sur le sens de cette course effrénée. La tendance actuelle privilégierait davantage la technologie que les besoins réels des consommateurs. Et ceux-ci pourraient peut-être bien finir par se lasser d'acheter des produits appelés à devenir obsolètes dans un laps de temps de plus en plus court.

Nathalie Mlekuz

Un lycée technique en son pays

Louis-Rascol à Albi est mêlé à toute la vie économique locale

COMME tout établissement préparant des brevets de technicien supérieur (BTS), le lycée Louis-Rascol d'Albi fait réaliser par ses étudiants des « projets répondant aux besoins des entreprises locales ». Et comme il n'a pas moins de huit sections, la liste prend des allures d'inventaire à la Prévert : mise au point d'un tour automatisé pour la fabrication d'archets de violon, étude et fabrication de suspensions pour motos Harley-Davidson, conception d'une tête de polissage, système de gestion des alarmes des sapeurs-pompiers du Tarn... Mais il s'agit de travaux on ne peut plus sérieux.

Proche de Carmaux, hauts lieux de l'industrie métallurgique et minière, « Rascol » a toujours travaillé en liaison avec les entreprises. Mais les liens se sont resserrés quand ces deux secteurs ont commencé à régresser. « Le lycée, explique François Samson, le proviseur, a alors été un outil important des plans de restructuration ». Les formations se sont en effet multipliées du CAP au BTS pour répondre à la relance et à la diversification de l'activité économique. Professeurs et élèves sont allés davantage dans les entreprises, et réciproquement.

Bernard Gilibert, chef des travaux, note deux étapes décisives dans cette évolution. D'abord l'apparition des automatismes vers la fin des années 60 : « Les professeurs de l'époque ont conçu une machine automatique très efficace dans le domaine de l'affûtage des outils. Il s'est produit comme un déclic : le goût de l'innovation était entré dans le lycée, une émulation est restée, l'esprit Rascol était né. » Ensuite, au début des années 80, viendra l'obligation faite aux BTS industriels de travailler à un projet : « Le lycée a fonctionné dans cette voie qui lui convenait parfaitement. »

■ CINQ ANS APRÈS. Que deviennent les jeunes qui ont un BTS ou un DUT industriel ? Cinq ans après leurs études, 82 % sont cadres, enseignants, techniciens ou indépendants ; 12 % sont employés ou ouvriers, 3 % sont au chômage et 3 % sans activité professionnelle (essentiellement des jeunes femmes s'occupant de leur famille). Ceux qui ont un BTS ou un DUT tertiaire se répartissent de la façon suivante : 46 % sont cadres, enseignants, techniciens ou indépendants, 40 % employés ou ouvriers, 11 % au chômage et 3 % sans activité professionnelle.

■ COMPARAISONS EUROPÉENNES. En Europe du Nord (Pays-Bas, Allemagne), les entreprises ont majoritairement recours aux stages de formation. En Europe du Sud (Espagne et Italie), ces stages sont beaucoup plus rares et ne concernent guère que les grandes entreprises. La France occupe une position intermédiaire. Dans tous les pays, les salariés des grandes entreprises sont plus favorisés que ceux des PME. Mais l'écart, limité au nord de l'Europe, s'accroît au fur et à mesure que l'on va vers le sud. Partout banques et assurances sont des secteurs privilégiés tandis que BTP, textile-habillement et hôtellerie-restauration se retrouvent au bas de l'échelle. Telles sont quelques-unes des informations qu'apporte une enquête communautaire réalisée en 1993 dans le cadre du programme Force.

Marie-Claude Bettbeder

Risque de pénurie de main-d'œuvre

Selon les chiffres fournis par Sisélec, le Syndicat des industries des tubes électroniques et des semi-conducteurs, l'industrie des puces (élément actif d'un circuit intégré) concerne actuellement en France 15 000 personnes. Et, en dépit d'un important phénomène d'externalisation, les effectifs ont augmenté de 10 % l'an dernier. De plus, comme le souligne Gérard Olivier, délégué général du syndicat, cette industrie crée énormément d'emplois indirects, en matière de sous-traitance ou dans des secteurs comme ceux du bâtiment, de la maintenance, de l'électricité.

L'augmentation des effectifs devrait se poursuivre. Et Jean-Philippe Dauvin, vice-président des études économiques et stratégiques de SGS-Thomson, redoute que dans les années à venir ce secteur à haut niveau de qualification ne soit confronté à un manque de main-d'œuvre ou tout au moins à un problème d'adéquation entre ses besoins et les profils des personnes sortis des écoles ou de l'université. Les États-Unis seraient, selon lui, déjà concernés par ce type de pénurie.

280 milliards de dollars en l'an 2000. Il est vrai que, si l'informatique reste le premier débouché, les puces envahissent aussi de plus en plus les téléphones, les appareils électroménagers, les automobiles, les machines à commandes numériques, les installations de sécurité et même les consoles de jeu...

Pour suivre au mieux cette croissance, les industriels multiplient les investissements. Une cinquantaine

Jean-Philippe Dauvin, directeur du groupe Education et Savoir chez SGS-Thomson, aime à dire que cette industrie de haute technologie préfigure déjà l'industrie des années 2000 : « Des usines partout dans le monde, pas de frontières, un marché mondial, des produits normalisés à l'échelle de la planète : nous sommes le prototype du village global. » Dans ce contexte mondialisé, évoluant avec une extraordinaire rapidité, les mé-

ECOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Bacheliers, l'ECCIP prépare :

- Au Diplôme Supérieur de Gestion (bac + 3) visé par le Ministère de l'Éducation Nationale, Études Commerciales et de Gestion.
- Au DPEC et au DECF Études Comptables et Financières.
- Au BTS Comptabilité et Gestion par la voie de l'apprentissage.

JOURNÉE PORTES OUVERTES :

- Mercredi 10 Avril 1996 de 14h à 19h 30

ECCIP : 3, rue Armand Moisant 75015 Paris

TÉL. : 40 64 40 01

(Métro : Montparnasse)

FAX : 40 64 40 19

3615 PR

Clé ECCIP



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^{ème} CYCLE MANAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

TITRE HOMOLOGUÉ PAR L'ÉTAT NIVEAU I (BAC+5)

- Une formation de haut niveau professionnel
- Des intervenants praticiens
- Longue mission en entreprise

Admission : Diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise...)

Information sur rendez-vous :

Paris : Christine Valfrey - Tél. : (1) 40 03 15 88

IGS, 12, rue Alexandre Parodi 75010 PARIS

GROUPE IGS

CONSEILS EN GESTION

Je souhaite recevoir la documentation complète du 3^{ème} Cycle IGS

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____
Tél. _____ Fax _____
Formation en cours _____ Bac + 5

Le fret aérien à l'heure de la décentralisation

Des aéroports spécialisés revendiquent un rôle de complément à la région parisienne.

EN France, la décentralisation n'a qu'à peine effleuré le secteur du transport de fret aérien. En 1995, Aéroports de Paris (ADP) a transporté 1,2 million de tonnes de fret (y compris postal) contre 60 000 tonnes pour Marseille, 32 000 tonnes pour Lyon, 46 000 pour Toulouse, etc. Paris occupe le 1^{er} rang mondial pour le transport aérien de marchandises et le troisième en Europe, derrière Francfort et Londres. Comme l'explique Jean-Alain Ress, chef du service commercial fret d'ADP (ADP-Cargo), « 60 % du trafic fret sont

transportés dans les soutes des avions passagers ; le reste, dans les avions tout cargo. Il existe une réelle synergie entre les activités fret et passagers ». Quand on sait que 142 compagnies aériennes desservent régulièrement Paris et couvrent 510 villes dans 135 pays du monde...

FORTE CROISSANCE

Pourtant, la combinaison de deux facteurs laisse penser à certains qu'à l'avenir le vent pourrait tourner. Toit d'abord, le marché du fret aérien connaît, en France et à l'étranger, une croissance de l'ordre de 10 % par an. Si

le ciel de Paris n'est pas extensible à l'infini, d'autres aéroports ne demanderont qu'à le compléter. Ensuite, on considère que les activités fret seraient très créatrices d'emplois (de l'ordre de 1 200 postes pour 100 000 tonnes de fret). N'y a-t-il pas là un formidable levier en termes d'aménagement du territoire ?

Pour le conseil général de l'Indre, qui gère depuis le début de l'année 1995 l'aéroport de Châteauroux-Méaulx, cela ne fait aucun doute. Ancienne base de l'US Air Force, l'aéroport a été progressivement reconverti dans des activités civiles et de transport de fret sensible (armement). Aujourd'hui, le conseil général veut en faire une véritable plateforme de fret pour le Bassin parisien.

L'aéroport dispose de plusieurs atouts : proximité de Paris, infrastructures adaptées aux gros porteurs. « Sur tout le marché de fret évolue l'explication Martin Fraissignes, délégué général de l'aéroport. « Certaines compagnies aériennes ont de plus en plus tendance à disposer le transport des passagers de celui du fret et utilisent des aéroports secondaires pour le traitement de ce der-

nier. » Encore à l'état de projet, la plateforme de fret de l'aéroport de Vatry (Marne) sera opérationnelle en 1998 d'après J.-C. Reboin, responsable du projet, qui vise l'objectif de 300 000 tonnes en 2005-2010 et la création de 1 000 à 1 500 emplois. « Ce mouvement général va dans le sens des trois axes définis lors du conseil des ministres du 11 octobre 1995, explique-t-on au ministère des transports. Premièrement, construire de nouvelles pistes à Roissy, mais en les décalant à l'est pour causer moins de nuisances aux riverains. Ensuite, réfléchir à la construction d'un nouvel aéroport (mission Douffignes). Enfin, redéployer certains vols en province (Sotolus, Lille, etc.), ce qui peut avoir des répercussions sur l'activité fret dans l'avenir. »

Un comité interprofessionnel du fret, dont Jean-Alain Ress est vice-président, fonctionne depuis le début de l'année 1995 et vise à promouvoir l'image et la qualité d'ADP-Cargo.

En septembre 1994, l'Association internationale du transport de fret aérien lui a décerné un Trophée de l'excellence.

Clarisse Fabrice

de la fonction



Chantal Cumunel, secrétaire générale de la CGC, présidente de l'APEC

Une thuriféraire de la fonction cadre



PASCAL NEMERY

ELLE n'est pas devenue cadre grâce à la possession d'un diplôme de haute volée. Elle a longuement attendu l'acquisition du statut, cette frontière mystérieuse et spécifiquement hexagonale qui sépare le cadre du non-cadre. Ce qu'elle sait de l'encadrement, elle l'a d'ailleurs appris dans les antichambres des institutions, par son travail personnel, que sur le terrain, qu'elle ne pratique qu'à ses débuts. Et pourtant. Numéro deux de la CFE-CGC (Confédération française de l'encadrement CGC), dont elle est secrétaire générale, membre du Conseil économique et social depuis 1993 où elle préside la commission spéciale du Plan, présidente de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) depuis le 6 juin 1995 après en avoir été vice-présidente de 1991 à 1993, Chantal Cumunel a trois amours : le travail et l'emploi (département dont elle fut responsable à la CGC), la négociation interprofessionnelle, dont elle connaît bien les arcanes, et les cadres. « Ce sont mes trois domaines de compétence », dit-elle.

De ce triptyque, le volet encadrement est celui qui la motive le plus. Pour sa défense et illustration, non sans une pointe inavouée de corporatisme, elle sait partir en guerre : « Non, les cadres ne sont pas trop payés ! Non, les cadres ne sont pas vieux à quarante ans ! Non, les cadres au chômage ne sont pas des incapables ! Non, les cadres ne sont pas des privilégiés ! Et, d'ailleurs, l'avenir ne peut se construire sans eux », martèle-t-elle dans son dernier ouvrage pamphlétaire au titre incantatoire : *Lettre urgente aux cadres qui en ont ras le bol* (Maxima, 1995).

« Non, les cadres ne sont pas trop payés ! Non, les cadres ne sont ni vieux à quarante ans ni des privilégiés ! »

Combat obstiné que celui de cette femme de quarante-huit ans, dégarment vêtue, revendiquant sa féminité, parfois un féminisme militant dès lors que « la discrimination par le sexe garde force de loi au cours de la carrière ». Combat parce qu'elle a dû au départ tout apprendre par elle-même, ou presque, des responsabilités en général et du syndicalisme en particulier. Une vocation puis une fonction auxquelles rien au demeurant ne la

destinait. Née « par hasard » à Forbach, son ascendance bretonne fait qu'elle accomplit ses études supérieures à Rennes avant de gagner Tours où elle entre dans un institut préparant aux relations publiques. A

elle l'affirme ? Elle quitte sur un coup de cœur la multinationale pétrolière pour une PME parisiennise spécialisée dans le design, tenue par des copains. Résultat : la future présidente de l'APEC se retrouve... au chômage : « Je pointais à l'ANPE, percevais 42 % de mon ancien salaire, lequel couvrait tout juste mon loyer ».

Que réclame-t-elle de cette (courte) expérience ? « Au début des années 70, le chômage n'était pas banalisé. Etait chômeur celui qui avait faim ! Il y avait culpabilisation. Mais, à la différence d'aujourd'hui, le volume des demandeurs d'emploi était très faible. Il n'y avait pas de raison de paniquer. » Que fait-elle ? Un simple petit annonce suivie d'une candidature spontanée, et voilà Chantal Cumunel recrutée en 1973 dans l'une des plus grosses délégations régionales du Crédit agricole, celle de Quimper. Un établissement où elle émerge toujours aujourd'hui. Elle met en place un service de communication. Un travail dont elle se souvient qu'il ne fut

pas facile : il fallait être pionnier. La « com » était encore balbutiante. « Dans ce milieu très syndicalisé, à forte influence mutualiste, le personnel se montrait suspicieux et nous assimilait à la « voix de son maître ». Les syndicats estimaient que l'information du personnel était de leur ressort. »

C'est à Quimper que Chantal Cumunel dit avoir rencontré l'un des hommes les plus importants de sa vie, professionnellement s'entend. Pour évoquer cette rencontre avec Alain Descourio, un Morbihannais alors directeur adjoint de la caisse régionale, elle cite cette anecdote. Alors qu'elle lui présente un matin le premier numéro du journal d'entreprise baptisé CR 29 afin qu'il lui signe le bon à tirer, celui-ci l'envoie paître : « Je le verrai quand il sortira, en même temps que les autres salariés. Si c'est un parapluie que vous cherchez, vous vous êtes trompés d'entreprise ! » « Dis cet instant, se souvient Chantal Cumunel, j'ai su ce qu'être cadre voulait dire. J'ai compris que les responsabilités se pre-

naient sans attendre de les recevoir. J'ai assimilé qu'être cadre induit le notion de responsabilité, mais aussi de décision et d'arbitrage, de coordination et de prise de décision. »

De fait, cette thuriféraire de la fonction cadre, celle qui, lors de négociations avec le CNPF, était prête à claquer la porte si la spécificité de l'encadrement n'était pas reconnue, celle qui toujours aujourd'hui n'admet pas qu'on puisse négocier quoi que ce soit en floutant, n'accéda au fameux statut qu'à l'âge de vingt-huit ans, soit quatre ans après son arrivée au Crédit agricole. Pour ce faire, elle dut se battre pied à pied avec sa hiérarchie : « J'avais le salaire, sourit-elle aujourd'hui. On me « considérait » comme cadre. Mais je n'en avais pas le statut. »

Malgré l'ambivalence de sa fonction, le Crédit agricole fut pour Chantal Cumunel les années des premiers contacts avec la CGC. De fil en aiguille, parce qu'elle savait « communiquer », la CGC de la Banque verte lui proposa un poste à plein temps à Paris. « Moi qui craignais à peine le rôle d'un comité d'entreprise ou d'une convention collective, j'ai saisi l'opportunité. »

1984 est ce qu'elle appelle son « année virage ». Elle rencontre Paul Marchetti, patron de la Confédération française de l'encadrement tout juste créée, celui qu'elle décrit comme un « macho en public » mais « habile séducteur en tête à tête » lui propose un poste de délégué national en charge de l'économie sociale. Trois ans plus tard, la voici élue responsable du département emploi de la CFE-CGC. Une fonction dont elle assure qu'elle requiert beaucoup de technicité. A ce titre, son proche entourage indique volontiers qu'elle s'y attela au prix de longs week-ends studieux et beaucoup d'investissement personnel. Très vite, Chantal Cumunel est confrontée à ce qu'elle appelle les « urgences » et ce qui allait devenir sa deuxième passion après la défense de l'encadrement : la négociation interprofessionnelle. Elle aime décrire « le parcours des nuits blanches », « la plongée dans l'arène » que fut sa première négociation (1987) avec Philippe Séguin sur l'indemnisation du chômage. Chef de délégation de la CFE-CGC, elle enchaîne jusqu'en 1995 pas moins de onze négociations sur le travail et l'emploi, dont cinq sur l'assurance-chômage.

1993 : le jeu des responsabilités tournantes au sein des organismes paritaires marque l'arrivée de Chantal Cumunel au désormais célèbre 51, boulevard Brune, cette fois en qualité de présidente de l'APEC. C'est l'annus horribilis. Jamais le chômage des cadres n'a marqué un pic aussi élevé tandis que les offres baissent de manière vertigineuse. Pour elle et l'équipe de l'APEC (six cents personnes), c'est de nouveau l'urgence. « Quand nous avons vu arriver cette déferlante, nous avons réalisé que le phénomène était bien structurel, qu'il

fallait adapter les moyens de l'association et ceux de l'accueil, faire en sorte que nos consultants jussent à la fois du conseil et du recrutement... » Enfin, parce que le métier de cadre change, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, a demandé à l'APEC de réaliser une étude sur la fonction cadre à l'horizon 2000. Nous y sommes !

Jean Menanteau

Parcours

- Chantal Cumunel est diplômée de l'Institut de formation à l'information et aux relations publiques de Tours.
- Après avoir été embauchée en 1970 par Pétroles BP (région parisienne) au sein de la direction de l'information et des relations extérieures, elle entre en 1973 au Crédit agricole (Finistère) en qualité de responsable de la communication pour la région Bretagne.
- En 1984, elle est élue délégué national de la Confédération CGC.
- Nommée au Conseil économique et social en 1989, elle est élue vice-président de la section du travail, membre de la section des affaires sociales. En 1993, elle est présidente de la commission spéciale du Plan.
- En 1993, elle est élue secrétaire générale de la Confédération CGC, vice-présidente de l'APEC (1993-1995), poste où elle sera réélue président en juin 1995.
- Chantal Cumunel a participé de 1987 à 1995 à de nombreuses négociations interprofessionnelles portant sur l'indemnisation du chômage, l'emploi, la négociation collective, l'encadrement.

STRATEGIES MANAGEMENT

16 avril 96 : Journée d'ouverture

Novembre-Décembre 1995

« Les leçons du conflit »

Une exception unique ! Un livre les leçons du conflit qui a secouru la France

Quatre temps d'analyse avec :

I) Jean-Baptiste de Foucauld, ex-commissaire au Plan - Yves Lachanberg

Scénarios - Olivier Mongin, ESRP

II) Christophe Aguiar, SUD - Roland Gaudard, FO - Bernard Jalloux, CGT - Alain Olive, UNSA - Pascal Renault, CFDT

III) Jean-Paul Bailly, RATP - André Darzi, Grandi, La Poste - Pierre Meille, EDF

IV) Jean de Béchoux, RPR, Pierre Moscovici, PS - Bernard Roussier, Ruffat, Guy Hermet, PCF

Paris - 30e éd.

Réservez rapidement et inscriptions

01 47 34 26 36 - fax 45 66 29 30

Les entreprises découvrent les petits porteurs

Suite de la page 1

« Comme souvent, ils ne viennent pas aux assemblées générales. Il faut que nous allions à leur rencontre. Pour communiquer avec eux, nous avons besoin de savoir

qui ils sont, connaître leurs attentes et leurs besoins », explique Françoise Dauvergne, de Lafarge, qui organise deux fois par an des réunions d'information en province en présence du président.

« Au cours de ces réunions, souligne-t-elle, les actionnaires peuvent s'interroger sur le développement du groupe, sa situation financière, ses relations avec ses partenaires. Chacune de ces manifestations sont précédées de l'envoi d'un questionnaire sur les thèmes que les participants sou-

haitent aborder. » Bien que les actionnaires de Pernod Ricard viennent, quant à eux, en nombre aux assemblées générales, Claude Rissac n'en multiplie pas moins les occasions de rencontre. Il se déplace à la demande des clubs d'investissement, organise des conférences avec son président.

Interlocuteur direct des actionnaires, leur correspondant doit à tout moment répondre à leurs sollicitations : accepter de passer 20 minutes au téléphone s'il le faut, lire et traiter avec attention leur courrier, qu'ils soient détenteurs d'une, de dix ou de cent actions. Très divers sont les parcours des personnes exerçant cette fonction. Il n'existe encore aucune filière formation spécifique. C'est souvent après une expérience dans la communication ou dans la finance que l'on vient à l'exercice de la fonction.

« Au-delà de ce qu'ils peuvent lire dans la presse, explique Claude Rissac, les actionnaires veulent savoir ce que pense la société. Et quel que soit l'état du titre, il faut jouer la transparence, leur expliquer la réalité. Il faut entretenir la confiance qu'ils portent à l'entreprise. » La tâche est évidemment plus délicate lorsque la dégradation financière persiste.


« Il ne s'agit pas de dissimuler les difficultés. Si nous ne pouvons pas prévoir l'évolution de la situation financière de l'entreprise, relève Christophe Ferrand, responsable des relations avec les actionnaires chez Eurotunnel, leur expliquer comment nous pensons pouvoir résorber la situation ». Elle requiert

également une très grande disponibilité pour recevoir les membres du comité consultatif d'actionnaires. Mise en place par le plus grand des entrepreneurs pour recueillir avis, critiques et suggestions sur leur communication financière, cette instance est d'une « aide précieuse », selon Michel Hourcard, de Total, « car si nous avons des contacts permanents avec les professionnels de la finance, nous avons aussi besoin d'un retour de ce que pensent et attendent ces investisseurs individuels. »

Au-delà de tout ce quotidien s'ajoutent parfois des campagnes ponctuelles. Ainsi, Pernod Ricard organise des voyages économico-touristiques, Total des missions d'études, avec des groupes d'actionnaires pour leur faire découvrir l'activité d'une filiale à l'étranger. « Dans l'idée de transparence, nous voulons renforcer notre image d'entreprise de dialogue respectant ses actionnaires », explique Michel Hourcard. « A travers ces opérations, on fait des actionnaires convaincus », renchérit Claude Rissac, de Pernod Ricard.

« Un actionnaire est fidèle lorsque la société affiche de bons résultats. On ne l'attire pas par des gadgets », rétorque Collette Neuville, présidente de l'Association des actionnaires minoritaires. Néanmoins, tout ce qui peut être tenté pour mieux faire comprendre l'activité de l'entreprise aux actionnaires individuels — sans exclusive — va dans le bon sens. « Un actionnaire est un associé », rappelle-t-elle.

Laetitia Van Eeckhout



CERD
CENTRE D'ETUDES
ET DE RECHERCHES
SUR LE DEVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MAGISTRE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

65 BOULEVARD GERGOVIA
65000 CLEMONT FERRAND
TEL. 75.43.32.00 FAX 75.43.32.28

formation de haut niveau en 3 ans sur l'économie internationale et les pays en développement ou en transition, Chine

combinant théorie, expériences, stages à l'étranger

associant universitaires, chercheurs et praticiens

ouverte sur concours à Bac+2

associée à licence, maîtrise, DEA ou DESS

prolongement possible par doctorat

dossier à déposer avant le 30 avril pour l'accès en 1ère année avant le 1er juin pour l'accès direct en 3ème année


Votre choix professionnel

ESSEC

Dix Formations de 3^{ème} cycle

- M.S. Gestion Marketing
- M.S. Management et Ingénierie Logistique
- M.S. Droit des Affaires Internationales et Management
- M.S. Technique Financière
- M.S. Vente Internationale et Stratégie de l'Export
- M.S. Gestion des Ressources Humaines
- M.S. Gestion du Contrôle de Gestion
- M.S. Gestion des Systèmes d'Information
- M.S. Assurance - Finances
- M.S. Gestion de Collectivités Locales et Entreprises Locales
- M.S. Management des Systèmes d'Information

Journées Portes Ouvertes samedi 23 mars 1996 (10h-15h) à l'ESSEC IND (CNIT - La Défense)



Demandez votre dossier d'information à Claire Dekerne : 01 43 43 30 85

ESSEC - Collège des Maîtres
Avenue Bernard Hirsch - B.P. 105 - 95021 Cergy - Pontoise Cedex
Téléphone : (01) 34.43.30.83 - Télécopie : (01) 34.43.30.30

Au Creusot, voyage au « centre de la motivation »

Consultants, universitaires, DRH, chefs d'entreprise réunis en colloque s'interrogent sur un concept galvaudé. Une chasse aux idées reçues

ET s'il était impossible de motiver qui que ce soit d'autre que soi-même ? La pléthore de livres de management qui expliquent, en trente conseils pratiques et dix leçons théoriques, comment redynamiser ses salariés serait alors bonne pour le pion. Explorer la boîte noire qu'est la motivation, c'est un peu l'objectif que se sont fixés les organisateurs des 9^{es} Journées du Creusot qui rassemblent, cette semaine comme tous les ans depuis 1990, plus d'un millier de responsables et de spécialistes de ressources humaines, de la formation et de la communication.

La méthode utilisée pour réaliser ce « voyage au centre de la motivation », titre officiel du colloque, est plutôt originale. Chacun des participants a reçu, en principe, une étude publiée sous la forme d'un livre-fiction décapant (*Voyage au centre de la motivation*, d'Anne-Caroline Pautot avec Edith Panel, Nathan, Avril 1996), fruit de trois mois d'enquêtes et de recherches auprès des salariés et de chercheurs auprès des salariés : consultants, universitaires, psychiatres, chefs d'entreprise... « Avec un objectif clair, insiste Edith Panel, déléguée générale des Journées du Creusot, qui a collaboré à la réalisation du manuel, il ne s'agit pas d'aligner des recettes de cuisine comme il se fait encore dans certains séminaires avec coûte que coûte sur l'opérationnel, mais plutôt d'alimenter la réflexion sur un thème aussi complexe que celui de la motivation. »

Sur ce point, le document de travail remis aux congressistes tient ses promesses. Ils disposent là d'un an-

tidictionnaire des idées reçues sur la question de la motivation. Première contribution bénéfique, celle qui rappelle comment ceux qui ont essayé de faire entrer le concept dans une case, et une seule, ont été désavoués par la suite. Il y eut d'abord Taylor, « père de l'organisation scientifique du travail qui considérait que la seule motivation du salarié était l'argent ». Dans les années 30, Elton Mayo démontra, lui, grâce à l'expérience menée dans les usines d'Hawthorne de la Western Electric de Chicago, que l'amélioration de la productivité était liée à l'intérêt de la

nombreuses, « mais en parfait décalage avec la réalité », estime Anne-Caroline Pautot, la plume du livre. Dans les entreprises, la motivation, personne ne sait très bien ce que c'est. On est encore au stade du « oui » et du « non ». Admettons plutôt une bonne fois pour toutes que la question est complexe puisqu'elle se situe au croisement de l'organisation et des individus. Vouloir généraliser est une absurdité. »

« Lors d'un recrutement, fait-on ainsi dire dans l'étude à un directeur des ressources humaines, c'est incontournable. Un responsable d'un

de désir, terme le plus simple pour exprimer l'énergie, le dynamisme que chacun a en soi.

ENTHUSIASME ÉVANGÉLIQUE

Aider les entreprises à éviter ce type de contresens, c'est finalement la mission que se sont fixées les organisateurs des Journées du Creusot. Le choix de la motivation n'est évidemment pas un hasard. Comme le rappelle aussi bien Edith Panel qu'Anne-Caroline Pautot, le sujet est aujourd'hui d'une actualité brûlante : « Les salariés travaillent sous la pression, sont persuadés n'avoir aucun avenir, et on leur demande de se mettre en mouvement. Mais pour où ? Dans quel sens ? A part la danse des canards, je vois mal ce qu'ils pourraient faire », estime Anne-Caroline Pautot. Pour autant, le sujet les passionne. Les salariés interviewés n'ont pas eu à se faire prier pour en parler. « Chacun raconte vite, non pas pourquoi il est motivé, mais parle plutôt de tous les petits riens qui ont eu raison de son enthousiasme du début et qui font aujourd'hui qu'il est démotivé. » La liste des vexations rapportées est longue.

Le salarié commence alors à se méfier, prend de la distance, observe les événements avec philosophie. « Et cet éloignement provisoire, comme le raconte le livre, est interprété par le supérieur hiérarchique comme un refus de coopérer. « Untel, on ne peut pas compter sur lui », entend-on. Le mal est fait, la spirale amorcée a réussi à entamer le moral des salariés.

Marie-Béatrice Baudet

Implication et stress

C'est l'une des questions qui seront abordées au Creusot. Dans quelle mesure les facteurs émotionnels dynamisent-ils ou freinent-ils l'action ? Les psychologues estiment généralement que, face aux sollicitations de l'environnement, l'individu adopte trois comportements : la confrontation directe, l'évitement, la réévaluation de la situation. Ces stratégies ne sont pas toutes efficaces. La première est généralement considérée comme la meilleure, mais ce n'est pas toujours le cas. Quel qu'il en soit, le stress accompagne l'effort d'adaptation au changement. Il serait impensable de vouloir déterminer un stress moyen, car cela impliquerait de le quantifier.

direction pour le comportement des ouvriers concernés. Donc, contrairement à ce que disait Taylor, les salariés recherchent aussi de la considération et de la reconnaissance. Deux motivations sociales que Douglas Mac Gregor, vingt ans plus tard, relativisait à son tour expliquant que la motivation résidait dans la possibilité de se réaliser dans l'action... Et ainsi de suite.

Les théories de la motivation sont

département demande à ce qu'on lui trouve « quelque chose de motivé ». Motivé par quoi ? Pour quoi ? Tout se passe comme si la motivation était ex nihilo, qu'elle ne dépendait pas de l'environnement de l'individu.

Ce n'est pas un hasard, rappelle encore l'un des personnages du document, si le mot « désir » n'apparaît pas au vocabulaire de l'entreprise. Or il est inconcevable d'aborder la motivation sans parler

Stages pour managers de haut vol

Si vous croyiez que la mode du management version Indiana Jones était « out », détrompez-vous. Il y a eu, on s'en souvient, la nuit dans le désert avec le shaman, le saut à l'élastique, la marche sur les braises ardentes, le deltaplane, le rafting. La liste n'est malheureusement pas exhaustive. Maintenant, place au dernier-né, qui nous fait passer à la vitesse supersonique de la bêtise humaine : le stage « pour faire comme si que » on était pilote de Mig 29. Ce n'est en

Le dernier-né des stages version Indiana Jones nous fait passer à la vitesse supersonique de la bêtise humaine

rien une plaisanterie mais une annonce publicitaire (quart de page) tout ce qu'il y a de plus sérieuse dans la rubrique économique-financière - celle réservée aux gagnants - d'un grand quotidien américain. Pour la modique somme de 8 000 dollars (40 000 francs environ), l'entreprise peut permettre à ses cadres dirigeants de monter au septième ciel des compétences managériales. Quant à savoir pourquoi, c'est une autre histoire. Ce n'est pas la seule question, d'ailleurs. Pourquoi un Mig 29 et pas un Rafale ? Cela aurait donné un sacré coup de main à Dassault, d'abord.

Les premières expériences des stages en *outdoor*, puisque c'est ainsi qu'il faut les appeler, ont été, certes, très instructives. Après une nuit dans le désert gelé d'Arizona pour méditer avec les sages indiens, beaucoup de cadres ont compris l'intérêt de garder toujours une petite laine avec soi.

Mais avec un Mig 29, c'est autre chose, on atteint le summum et le sommet. Pourtant, il y a quand même un petit hic : est-ce que les salariés ne vont pas s'imaginer que le pilote-manager survole trop les problèmes au lieu d'aller sur le terrain en discuter ?

C'est vrai que dans l'armée de l'air, il y a les voltigeurs et puis les rampants. Mais n'avait-on pas dit que les organisateurs militaires, c'était bel et bien fini ? Une erreur sans doute. Une de plus

La franchise séduit de plus en plus les cadres

L'insécurité de l'emploi pousse de nombreux salariés à se mettre à leur compte dans les réseaux d'enseigne

LA franchise - qui vient de tenir son XV^e Salon à la porte de Versailles - semble statistiquement stagner en France depuis 1989. Pourtant, à la faveur de la crise, ce type de contrat connaît un dynamisme particulier depuis cinq ans. Plus nombreux à vouloir se mettre à leur compte, les cadres fournissent en effet des contingents non négligeables aux réseaux de franchise.

Mais reprenons le fil de l'histoire. Dans les locaux de la Fédération française de la franchise (FFF), un manuel est fièrement affiché. Le document médiéval date du XII^e siècle : il stipule que, en échange de privilèges octroyés par le seigneur des lieux, la ville de Chambéry doit verser à ce même seigneur une contrepartie pécuniaire. A partir de ce premier cas de « ville franchise », le principe de la franchise est né : privilège contre redevance.

Mais c'est surtout lorsqu'il va s'appliquer au commerce de masse et de détail que le principe connaît un essor significatif. Aujourd'hui, qu'il s'agisse de franchises de produits (Natalys, Gérard Pasquier, Affiliou, Lissac, etc.), de ser-

vices (McDonald's, Dessange, Eléphant bleu, Midas, etc.), voire de franchises industrielles (Coca-Cola, Yoplait, etc.), le type de partenariat varie mais repose toujours sur le principe de synergie entre un investisseur indépendant (le franchisé) et une stratégie commerciale d'enseigne et de développement (le franchiseur).

INDÉPENDANCE

« Il existait en France 34 franchises en 1979, leur nombre atteint aujourd'hui 470 », précise Xavier Legrand, responsable de la documentation à la FFF. Au total, la France est aujourd'hui au premier rang européen et compte 25 750 franchisés - selon les estimations du Cecod (Centre d'études de la commercialisation et de la distribution) -, soit 320 000 emplois concernés. En termes de chiffre d'affaires, la franchise est passée en France de 94 à 172 milliards de francs au cours des cinq dernières années, représentant l'an dernier environ 6 % du chiffre d'affaires total du commerce de détail et des services français. Une étude réalisée en 1994 par le Cecod confirme son

appréciation : près de 40 % des franchisés ont un niveau d'enseignement supérieur ou égal à bac + 2. Quant aux candidats reçus chaque année par Florent Lamoureux à la FFF depuis 1992 pour suivre une formation de franchisés, plus des deux tiers sont des cadres, dont la moitié encore salariés en entreprise...

L'approfondissement de la crise, la détérioration du marché de l'emploi, la pression forte de la hiérarchie au sein des entreprises : tous ces facteurs poussent les cadres à chercher un travail indépendant qui leur permette de se mettre à leur compte et d'avoir le sentiment de travailler enfin pour eux. Par ailleurs les différents types de franchise existants offrent à ces cadres plusieurs formules. Celle du placement pur d'abord, qui consiste à investir une somme dans une franchise (hôtel, agence immobilière, etc.) sans avoir à en assumer soi-même l'exploitation.

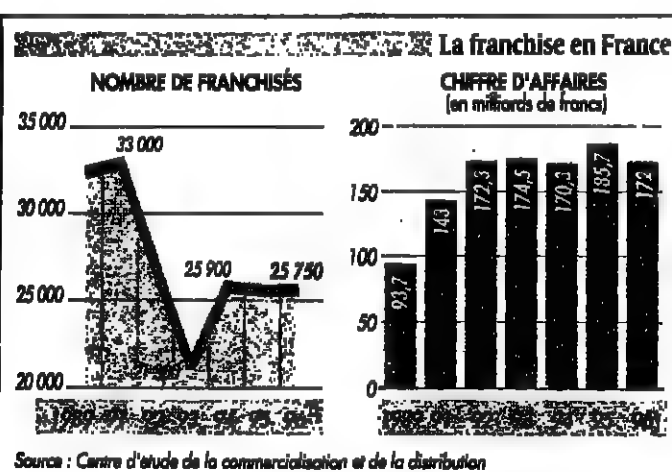
Aidé par la notoriété de l'enseigne pour ses emprunts bancaires, le cadre choisit de placer des fonds dans une PME qu'il dirige et grâce à laquelle il espère se constituer un patrimoine, par la

possibilité de revendre, à terme, sa franchise. « Cette tendance à d'ailleurs déjà franchi une nouvelle étape aux États-Unis, précise Florent Lamoureux, responsable de la formation à la FFF, où l'on connaît actuellement le *family business*, c'est-à-dire la possibilité de transmettre son contrat de franchise à ses enfants. »

Certains franchiseurs ont bien senti tout le bénéfice qu'ils pouvaient tirer du pôle que constituait aujourd'hui leurs enseignes pour les cadres. La marque Goldy les montres, créée en 1989, a même construit son réseau de franchisés à partir de ce constat. Aujourd'hui, l'enseigne compte quinze boutiques en France.

Mais l'enseigne qui a le plus systématiquement développé son réseau sur la vague de cette tendance est la marque McDonald's. Avec 430 restaurants fin 1995 - le premier a été ouvert en 1979 -, le mastodonte américain compte aujourd'hui 393 points de franchise.

« A la fin des années 80, nous recevions environ 1 500 candidatures par an, souligne Denis Hennequin, directeur général de McDonald's France. Au-



Depuis 1989, le nombre de cadres postulant au statut de franchise n'a cessé d'augmenter.

« Aujourd'hui, nous sommes à environ 3 000 chaque année... » Autant dire que la sélection s'en ressent : il faut à présent dix ans d'expérience professionnelle en entreprise, à des niveaux de fortes responsabilités, pour entrer dans le réseau d'une marque qui compte depuis peu, parmi ses franchisés, d'anciens PDG de filiales de groupes étrangers installés en France.

Olivier Plot



CHAQUE SEMAINE, RETROUVEZ NOTRE NOUVELLE RUBRIQUE "FORMATION PROFESSIONNELLE" Pour vos annonces publicitaires contactez Michèle FERNANDEZ au 44.43.76.17 (Fax : 44.43.77.32)

CSP 1^{ère} ENTREPRISE DE FORMATION CERTIFIÉE ISO 9001

ASSURANCE QUALITÉ ET CERTIFICATION
Dates : 13-14-15 mai / 10-11-12 juin
1-2-3 juillet
Durée : 3 jours

AUDIT ASSURANCE QUALITÉ
Dates : 20-21-22 mai / 17-18-19 juin
Durée : 3 jours

ASSURANCE QUALITÉ ET CERTIFICATION DANS LES SERVICES
Dates : 22-23-24 mai / 24-25-26 juin
Durée : 3 jours

AUTO-ÉVALUATION EFQM, QUALITÉ TOTALE
Dates : 15-16 avril / 2-3 mai / 28-29 mai
24-25 juin / 8-9 juillet
Durée : 2 jours

Pour une brochure 1996 gratuite, téléphonez au (1) 42 46 89 99
66 rue La Fayette 75009 PARIS
Fax : (1) 40 22 08 83

CSP
RESULTAT GARANTI

27 ANS D'EXPERIENCE DE LA FORMATION EN ENTREPRISE

CREFAC
JEUNES DIPLOMES
Enseignement Supérieur
Intégrez une entreprise par une mission professionnelle de 3 mois
Formation gratuite et rémunérée de Recherche intensive d'emploi.
Demandeurs d'emploi + 1 an ANPE (+ 26 ans)
Résident Paris et le Val d'Oise
CREFAC (1) 48 46 51 99

CFP
L'école des métiers de l'information
Le CFP, une équipe de journalistes, de graphistes et de techniciens spécialisés pour transmettre leurs savoir-faire.
Quatre filières de formation intensive de sept à dix semaines :
• Secrétariat de rédaction
• Journalisme rédacteur
• Mise en page et graphisme
• Secrétariat d'édition
• Publicité (pour les entreprises)
• Journalisme (pour les médias)
• Rédaction (pour les médias)
• Recherche (pour les médias)
• ANPE, DRE, Freg, etc. (pour les médias)

INFORMA

SECT

Ingénieur

44-43
44-43

FAX : 44-43-7

صكتا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 2 AVRIL 1996 / V

INFORMATIQUE / RÉSEAUX / TÉLÉCOMMUNICATIONS

Filiale de MATRA HACHETTE et d'ERICSSON, MET COMMUTATION propose aux opérateurs de télécommunications des solutions clés en main pour réseaux téléphoniques fixes, mobiles et large bande.

Notre entreprise et ses équipes au service des opérateurs renforce ses compétences autour de nouvelles technologies et recherche

TESTEURS INTEGRATION/VALIDATION

Notre Direction Technique renforce ses équipes pour l'intégration de grands systèmes de commutation publique, système AXE 10.

Vous apporterez un support technique dans les plans d'intégration, en proposant des solutions optimales dans le respect des contraintes techniques, économiques et délais.

Ingénieur de formation Electronique/Informatique, vous possédez une expérience de développement logiciel, tests unitaires et/ou test et intégration sur grands systèmes de télécoms et/ou de temps réel.

La maîtrise de l'anglais est indispensable. Des déplacements à l'international sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Martine de Bouville

MET COMMUTATION
19, avenue Carnot
91348 Massy Cedex



DES HOMMES AU SERVICE DE LA COMMUNICATION

GRANDE BANQUE COMMERCIALE

La Direction des Etudes et Developpements Informatiques recherche :

JEUNE ARCHITECTE TECHNIQUE

ATELIER GENIE LOGICIEL

Agé(e) de 28/32 ans, vous êtes diplômé(e) d'une Ecole d'Ingénieurs ou possédez une formation universitaire Bac + 5/6.

Votre expérience vécue dans l'univers Grands Systèmes IBM/MVS se double d'une compétence et d'un goût prononcé pour les systèmes conviviaux mini/micro et les systèmes de communication multi-plateformes (MVS, UNIX, WINDOWS). Ayant exercé des responsabilités de Concepteur, Support Technique Projet, Responsable Méthodes..., vous maîtrisez parfaitement la modélisation des données (MERISE) et avez mis en place des dictionnaires de données complexes.

Au sein d'un grand chantier dont l'objectif est de mettre en place un AGI assurant la convivialité des postes de travail utilisateurs, la transparence de l'accès aux données et la communication inter-systèmes, vous serez responsable du projet Base Documentaire (conception et mise en place d'un dictionnaire de données de l'ensemble des composants du système d'informations de la Banque).

Avec le soutien des experts techniques du Groupe, vous assurerez les spécifications du projet, son architecture technique, le choix des outils, la modélisation et la mise en place. Vous prendrez en charge d'autres missions d'architecture, intégrant de nouvelles orientations techniques, dans des domaines variés.

Vos facilités de dialogue et de communication, votre ouverture d'esprit et votre engagement seront les garants de votre réussite et de votre évolution dans cette fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence JAT45 à notre conseil, Isabelle de FORCADE, RIB, 140 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.



Filiale de MATRA HACHETTE et d'ERICSSON, MET COMMUTATION propose aux opérateurs de télécommunications des solutions clés en main pour réseaux téléphoniques fixes, mobiles et large bande.

Notre entreprise et ses équipes au service des opérateurs renforce ses compétences autour de nouvelles technologies et recherche dans le cadre de l'expansion de ses activités large bande (ATM)

RESPONSABLE SERVICE LOGICIEL TEMPS REEL (Réf. RDL/DT)

Au sein d'une équipe d'une vingtaine d'ingénieurs spécialisés (Temps réel ou Exploitation) que vous animez, vous prenez la responsabilité directe des projets majeurs du service, tant au niveau des choix techniques que dans les moyens mis en œuvre (architecture, plateforme, environnement, méthodes de développement). Vous entretenez à ce titre des contacts fréquents avec vos interlocuteurs internes ou externes.

De formation Ingénieur, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans d'encadrement dans le domaine des télécommunications et dans le développement des logiciels temps réel. Vos capacités d'analyse et de synthèse et une bonne méthodologie sont indispensables.

SPECIALISTE OUTILS & METHODES LOGICIEL (Réf. OML/DT)

Vous êtes responsable de la cohérence et de la convergence des développements logiciels. Dans ce cadre, vous proposez les plateformes, outils et méthodes adéquats et en assurez la mise en place. Suivant vos compétences et motivations, vous pourrez prendre la responsabilité directe d'un projet. Une expérience de 5 ans dans le domaine des logiciels temps réel en télécommunications est indispensable.

Nos développements logiciels temps réel et d'exploitation sont réalisés en langage C ou C++, sous UNIX ou CHORUS. La connaissance de l'ATM sera appréciée. Une bonne maîtrise de l'anglais et un bon relationnel sont indispensables pour ces deux postes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Jean-Paul Durand

MET COMMUTATION
19, avenue Carnot
91348 Massy Cedex



DES HOMMES AU SERVICE DE LA COMMUNICATION

Piloter, animer notre système d'information de gestion, un rôle stratégique...

Notre société est une PME

Indépendante reconnue pour la performance de son savoir-faire

technologique dans la

conception et la maintenance

d'équipements industriels,

destinés à des clients très

diversifiés : collectivités locales,

offices d'HLM, mais aussi clients

du secteur tertiaire. Face à

l'évolution de nos marchés et

soucieuse de répondre toujours

mieux aux attentes de notre

clientèle, nous souhaitons

intégrer un nouveau

collaborateur à qui nous

confierons l'animation et

l'évolution de notre système

d'information, véritable outil de

pilotage de nos décisions.

A l'écoute des opérationnels, vous exercez un rôle de réflexion sur les évolutions de l'environnement, évaluez leurs conséquences en terme organisationnel, pilotez les projets d'optimisation et assurez la mise en place des systèmes d'information et de communication associés. Vous êtes par ailleurs entièrement responsable de votre budget informatique.

A 30 ans environ, de formation supérieure (Ingénieur ou grande école de commerce + 3ème cycle systèmes d'information), vous avez une vision à la fois marché et organisation de votre métier, pratiqué en environnement exigeant... dans le consulting ou en milieu industriel réputé dans le domaine. Vos qualités personnelles : recul, maturité, sens de la décision et qualité de contacts à tous niveaux seront vos atouts pour réussir dans cette fonction et vous développer au sein de l'entreprise.

Si l'environnement professionnel est pour vous fortement mobilisateur,

Envoyez votre dossier de candidature sous référence DICE à notre cabinet conseil RCC, 50 avenue de Wagram, 75017 PARIS.

Des Hommes au service de la communication



Filiale de MATRA HACHETTE et d'ERICSSON propose aux opérateurs de Télécommunications des solutions clés en main pour réseaux téléphoniques fixes, mobiles, et accès large bande.

Une entreprise et ses équipes au service des opérateurs renforce ses compétences autour des nouvelles technologies et recherche un ingénieur

CONCEPTEUR DE COURS ET FORMATEUR A L'INTERNATIONAL

Nos collaborateurs et nos clients bénéficient régulièrement de formation sur nos produits et sur les évolutions techniques de nos systèmes.

Vous serez chargé de concevoir et d'animer des modules de formation, notamment sur le réseau GSM.

Vous avez de très bonnes qualités relationnelles et de l'aisance en anglais pour animer et concevoir des cours à l'étranger.

Ingénieur de formation Electronique, option télécom ou informatique, vous avez une première expérience dans le domaine des télécoms. Vous maîtrisez la langue anglaise et êtes disponible pour des déplacements de courte durée à l'étranger.

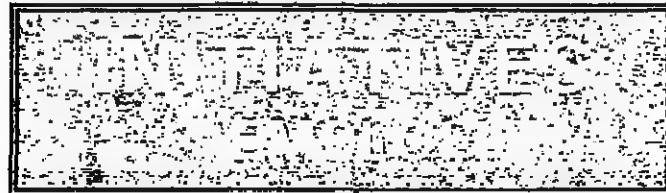
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 333 SA à notre conseil

LEADS FRANCE
7, rue Treillard
75008 PARIS



EN RAISON DU LUNDI DE PÂQUES FÉRIÉ

*Les offres d'emploi
seront regroupées dans*



du MARDI 9 AVRIL *

* daté 10 Avril

Ingénieurs grandes écoles, rencontrez un environnement innovant à hautes performances

Le groupe CS Compagnie des Signaux (2 700 personnes, 2,1 milliards de CA), est reconnu comme un acteur majeur dans les domaines de la défense, du transport ferroviaire, de l'électronique de la route, des télécommunications et transmissions. Sa branche CS Télécom évolue sur des marchés porteurs à forte valeur ajoutée : intégration de systèmes, fourniture d'équipements pour l'optimisation du réseau d'accès ou de distribution des opérateurs.

3 INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Au sein de nos équipes R & D, vous participez aux spécifications, à la conception et à l'intégration de circuits logiques de haute densité ou d'équipements de réseaux. Vous êtes débutant ou avez acquis une expérience de trois ans en électronique numérique avec pour l'un des postes la connaissance impérative des outils de saisie de schémas ou de composants programmables (FPGA). Réf. HW

1 RESPONSABLE LOGICIEL

Vous êtes responsable de l'encadrement d'une petite équipe projet et avez en charge la rédaction des dossiers de spécifications, la conception, le suivi de l'avancement du développement, l'intégration et la validation système. Vous disposez d'une expérience minimale de 5 ans en développement de logiciels de télécommunication. Des compétences en architecture de réseaux, dont ATM seraient un plus. Réf. RS

2 INGÉNIEURS LOGICIELS TEMPS RÉEL

Au sein de nos équipes R & D, vous participez aux spécifications et aux développements de logiciels d'équipements télécoms et en assurez l'évolution. Vous êtes débutant ou avez acquis une expérience de deux ans des protocoles OSI (TCP/IP indispensable pour l'un des postes, X25, Frame Relay, ATM) et de l'utilisation du langage C. Pour ces postes la maîtrise de l'anglais est indispensable. Réf. SW

2 CHEFS DE PROJET

Vous êtes responsable de la coordination des développements matériels et logiciels d'un projet d'équipements télécoms. A 35 ans, vous disposez d'une expérience confirmée de l'encadrement d'équipes de développement travaillant dans une logique de production en grande série. Vous maîtrisez les domaines suivants : RNS, microcontrôleurs, composants programmables (ASIC, FPGA). Réf. CP

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à CS Télécom, Aurélien Godfrey, 11 rue du Cambrai 75945 Paris Cedex 19.

CS TELECOM

INFORMATIQUE TÉLÉCOMMUNICATIONS

3 INGENIEURS SYSTEMES SPECIALISES TELECOMS/RESEAUX CELLULAIRES

Région parisienne

Nous sommes un groupe international, spécialisé dans la conception et la fabrication de matériel de téléphonie microcellulaire. Notre filiale européenne recherche, pour son implantation française, de nouveaux ingénieurs.

Le Poste : sous l'autorité du Vice Président Ventes, vous êtes responsable de l'aspect réseau : design, couverture, optimisation ainsi que l'interface avec les réseaux existants. Vous supervisez la partie software : management, détection, rerouting, etc.

Le Profil : de formation Ingénieur (Télécoms, Supélec ou équivalent) âgé d'une trentaine d'années, vous avez déjà 8 à 10 ans d'expérience de la technologie microcellulaire, et impérativement la connaissance du GSM.

L'anglais est indispensable.

Rémunération motivante.

Discretion absolue. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9929 à notre Conseil.

SC sélection conseil
98 AVENUE DE VILLIERS, 75017 PARIS

Leader en Electronique Professionnelle, la Ga présente sur tous les haute technologie, Si est plus particulièrement dans les domaines de l'Electronique de Défense, Télécoms et de l'Elect Industrielle, de la petite grande série. Afin de renforcer notre sur les marchés de la recherche aujourd'hui

Ces deux postes s'ad grande école (ECP, E l'anglais.

Merci d'adresser votre dos référence choisie, à SAGE

LA CONSULTING, NOTRE CONSEIL EN RECRUTEMENT
TOUS OUVRIR LES PORTES DU GROUPE LM

Partenaire des plus grands noms du tertiaire et de l'industrie depuis 10 ans, nous sommes les spécialistes de l'IBMI, CLIENT/SERVEUR, RESEAUX, BDD, etc. Le Groupe LM couvre les compétences dans les domaines suivants :

- Audit et Conseil : Architecture, Gestion Logicielle, Réseaux et Télécoms, Transmissions
- Développement : Systèmes d'Information, Bases de Données, Applications, etc.
- Maintenance : Systèmes d'Information, Bases de Données, Applications, etc.

Notre choix se portera sur des ingénieurs sachant conjuguer intelligence des situations, ténacité et implication.

DIRECTEURS DE COMPTES
Votre maîtrise de la gestion de grands comptes (CA supérieur à 10 MF), votre connaissance approfondie des métiers de la Banque, de l'Assurance ou de l'Industrie auprès des meilleurs d'ouvrages, votre charisme et votre professionnalisme font de vous un leader sur le marché.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX SENIORS
Rattachés au Directeur de département, vous avez prioritairement en charge l'ouverture de nouveaux comptes. Une expérience réussie dans la vente de prestations de service (développement de logiciels ou architecture réseaux et télécoms) citées sur les secteurs Banque, Assurance ou Industrie est indispensable (CA supérieur à 5 MF).

Votre mission : La négociation à haut niveau dans des projets d'intégration de systèmes ou d'architecture client/serveur, ainsi que le savoir-faire dans la négociation et la conclusion de grands projets au forfait.

Votre profil : Diplômé de l'enseignement supérieur, Ecole de commerce ou d'Ingénieur, vous avez au minimum 5 ans d'expérience acquise dans une Société de Service ou une Société de Conseil en organisation informatique (Environnement IBM 30 xx - UNIC).

La qualité comme l'exigence : devront faire partie de vos valeurs professionnelles. Votre rémunération sera en adéquation avec votre savoir-faire.

GROUPE LM
LA QUALITÉ POUR AMBITION

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence choisie à LA CONSULTING, 11 rue du Cambrai 75945 Paris Cedex 19.

MANAGERS
"Utilisez vos compétences dans un environnement international".

NORTEL
NORTHERN TELECOM
Un monde de réseaux

Retrouvons-nous en dernière page.

Choisissez la dynamique

Le Groupe ALLEN (750 personnes) est spécialisé dans les technologies de l'information et de la communication. Nous recherchons des ingénieurs et des techniciens pour nos filiales ALLEN Technologies et ALLEN Systems.

Notre filiale ALLEN Technologies
Ingénieur - Systèmes
De formation Ingénieur ou universitaire, vous devez avoir une expérience de 3 à 5 ans dans le développement de logiciels pour systèmes d'information.

Notre filiale ALLEN Systems
Ingénieur - Systèmes
De formation Ingénieur ou universitaire, vous devez avoir une expérience de 3 à 5 ans dans le développement de logiciels pour systèmes d'information.

Concepteur - Développeur
De formation Ingénieur ou universitaire, vous devez avoir une expérience de 3 à 5 ans dans le développement de logiciels pour systèmes d'information.

Technicien - Support
De formation Technicien ou universitaire, vous devez avoir une expérience de 3 à 5 ans dans le support technique des systèmes d'information.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence choisie à ALLEN, 11 rue du Cambrai 75945 Paris Cedex 19.

صوتنا من الداخل

LE MONDE / MARDI 2 AVRIL 1996 / VII

REPRODUCTION INTERDITE

INFORMATIQUE / RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

LEURS SYSTEMES SPECIALISES RESEAUX CELLULAIRES

pour participer

Le Groupe Sagem, leader mondial de la téléphonie mobile, recherche des ingénieurs expérimentés pour participer à ses projets de développement de produits logiciels temps réel.

Responsable du développement logiciel, vous serez chargé de l'étude et du développement de produits logiciels temps réel. Vous disposez pour ce faire d'une solide expérience en développement méthodologique de logiciel temps réel embarqué, idéalement acquise dans le domaine de l'aéronautique, maîtrisez plusieurs langages informatiques, dont C et ADA, et avez déjà travaillé sous UNIX. Curieux, pragmatique, votre sens des responsabilités et votre excellent relationnel vous permettront d'évoluer rapidement vers de plus larges fonctions.

Ingénieur logiciel temps réel embarqué

Vous intervenez sur le design et le management technique du projet de développement de cartes. Votre formation d'ingénieur est complétée par au moins 5 ans d'expérience en/Parasurveillance (C), FPGA/ASIC.

Ingénieur électronique

Responsable
projet logiciel
temps réel embarqué

Dans le cadre de programmes majeurs pour notre société, vous serez chargé du développement de produits logiciels temps réel. Vous disposez pour ce faire d'une solide expérience en développement méthodologique de logiciel temps réel embarqué, idéalement acquise dans le domaine de l'aéronautique, maîtrisez plusieurs langages informatiques, dont C et ADA, et avez déjà travaillé sous UNIX. Curieux, pragmatique, votre sens des responsabilités et votre excellent relationnel vous permettront d'évoluer rapidement vers de plus larges fonctions.

Ingénieur logiciel
temps réel embarqué

Au sein de l'une de nos équipes Produit, vous serez responsable de l'étude et du développement de logiciel temps réel, dont les performances et la fiabilité représentent les atouts majeurs. Motivé par les techniques de pointe en matière de logiciel temps réel embarqué, vous êtes débutant ou justifiez d'une première expérience. Votre sens relationnel allié à votre réelle ouverture d'esprit vous permettront d'accéder à de plus larges responsabilités sur des projets particulièrement porteurs.

ant à des ingénieurs diplômés d'une
LE, ESE...), maîtrisant parfaitement

de candidature (lettre + CV), en précisant bien la
SA, GRH, 27 rue Leblanc, 75512 Paris Cedex 15.



Un projet novateur dans un univers high-tech, avec vous ?

CS Technologies Informatiques, filiale du Groupe CS Compagnie des Signaux (2 700 personnes, 2,1 milliards de CA), est spécialisée en systèmes informatiques distribués temps réel de haute performance. Pour faire face au développement d'un grand projet technologique, nos équipes de LYON exigent un renfort à la hauteur de leur expertise et de leur savoir-faire.

4 INGÉNIEURS LOGICIEL

● au sein d'une équipe développement, spécialisée en optimisation des communications dans un OS, vous participerez à la spécification, au développement et aux tests unitaires de logiciels de base (système temps réel distribué).
2 ans au minimum d'expérience, une bonne connaissance de l'optimisation de programmes en langage C (C++ apprécié) et la participation à des développements logiciels réussis avec des procédures qualité (test, configuration, documentation...). L'Unix et l'anglais courant sont obligatoires. (réf. IL/1)

● Spécialiste qualité logiciel, vous gerez l'ensemble des configurations logicielles nécessaires aux systèmes développés. Vous contrôlez les procédures de reconstruction, de livraison et d'intégration des logiciels. Vous êtes en charge de la mise en place des métriques et des tests. A 28/30 ans, 5 ans au minimum d'expérience, la maîtrise complète du cycle de vie et des techniques de développement logiciel sur Unix, l'anglais courant sont obligatoires. Des connaissances en OS temps réel, C, C++, logotype, objet builder, cartes PowerPC sont des plus. (réf. IL/2)

● au sein d'une équipe intervenant sur les aspects outils de développement et d'administration, vous participerez à la spécification, au développement et aux tests de composants logiciels de base (système temps réel distribué).
2 ans au minimum d'expérience, une bonne connaissance de l'optimisation de programmes en langage C (C++ apprécié), en génie logiciel et en administration système Unix, l'anglais courant sont obligatoires. La connaissance SNMP serait un plus. (réf. IL/3)

2 INGÉNIEURS PACKAGING-INDUSTRIALISATION

● en relation avec les concepteurs hardware, les producteurs, la gestion, en tant que spécialistes méthodes électroniques, vous intervenez dans les domaines des constituants d'ordinateurs et assurez l'interface conception/production : faisabilité, rentabilité, coût, qualité. Vous préparez la logistique d'assemblage.
Une solide expérience (5 à 10 ans selon la formation), en méthodes de production, de préférence en circuits imprimés ou en mécanique, produits électroniques et l'anglais courant sont obligatoires. (réf. IP/1)

● en relation avec les équipes de développement hardware et fournisseurs de composants et équipements, vous participez à l'étude et au développement de systèmes et sous-systèmes informatiques (enveloppes mécaniques, refroidissement, interconnexion et câblage, prise en compte des normes et standards d'environnement).
Une solide expérience (5 à 10 ans selon la formation) dans les domaines concernés, la connaissance des normes de sécurité (CEI 950) et des compatibilités électromagnétiques (EN 55022, CEI 801X), des outils Spice, Pspice et l'anglais courant sont obligatoires. (réf. IP/2)

INGÉNIEUR ELECTRONICNIEN

Vous intervenez sur le design et le management technique du projet de développement de cartes. Votre formation d'ingénieur est complétée par au moins 5 ans d'expérience en/Parasurveillance (C), FPGA/ASIC.

design, langage Verilog, VHDL, ABEL, Cadence... la connaissance en microprocesseurs et l'anglais courant sont obligatoires. (réf. IE)

Pour valider le défi avec nous, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et références) en précisant la référence de poste choisi, à CS Technologies Informatiques, Christine Roche, 1 boulevard Maréchal-Viel-Martin, 69443 Lyon Cedex 03.



INGÉNIEURS CONSEILS

Le Groupe Banques Populaires est la première banque des PME-PMI. La B.P. ROP - Banque Populaire, implantée sur l'Ouest Parisien, se distingue par des performances qui lui permettent d'envisager l'avenir avec une sérénité et des ambitions intactes. Afin de faire face à nos projets et objectifs de développement, nous souhaitons intégrer, un

Chargé d'Etudes Moyens de Paiement

Après du Directeur des Moyens de Paiement et de la Logistique, vous avez en charge, dans un domaine caractérisé par l'évolution rapide des technologies, l'organisation et l'amélioration des processus de traitement et des produits. Votre objectif : optimiser la qualité, la productivité et donc l'efficacité commerciale.

Vous serez également amené à développer des activités technico-commerciales.

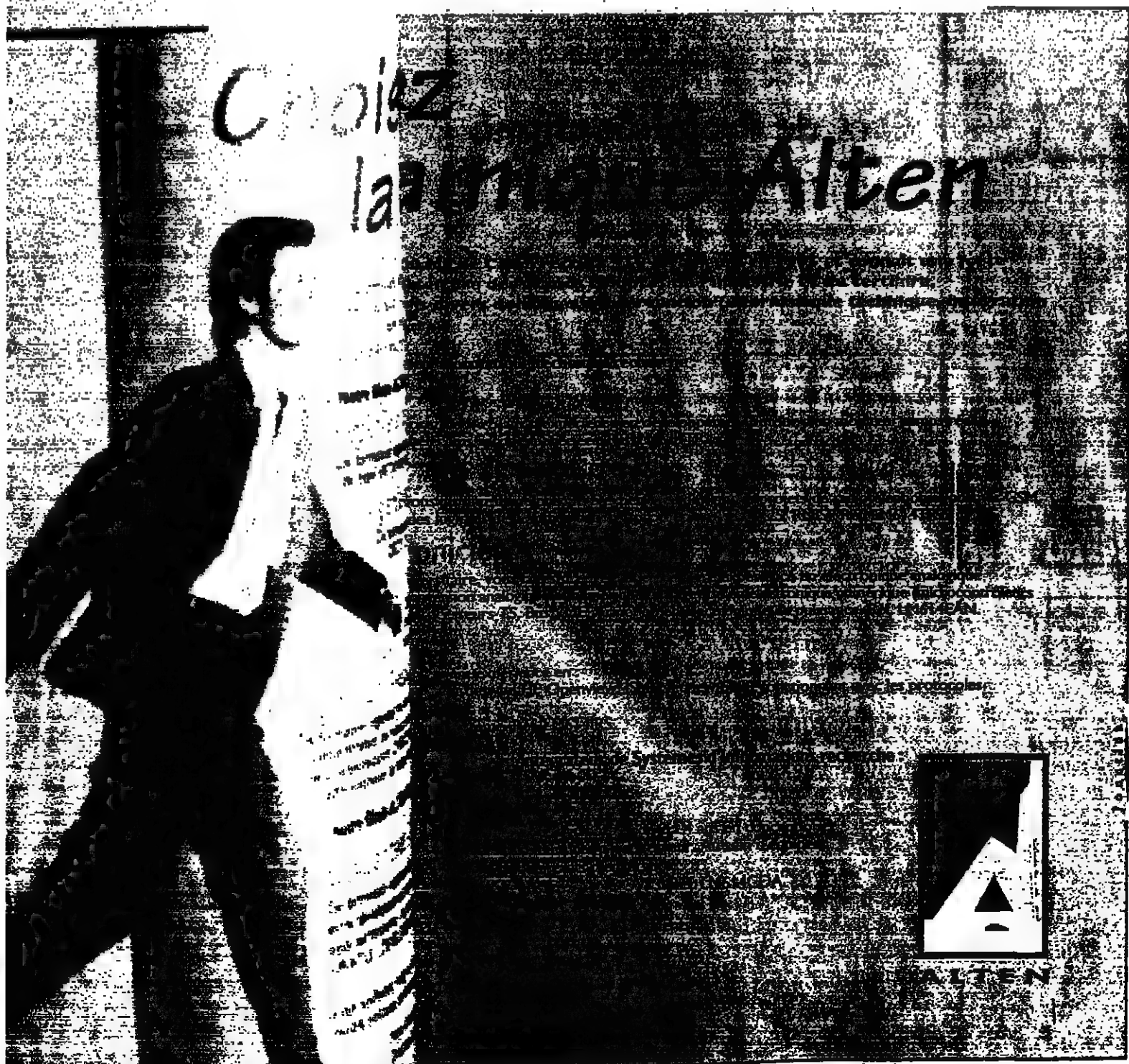
De formation Ingénieur, vous disposez à 28/30 ans environ, d'une première expérience de l'organisation et/ou de l'audit, et avez su valoriser votre sens de l'analyse, votre rigueur et vos qualités relationnelles.

Cette fonction requiert une bonne maîtrise de l'informatique et une connaissance des systèmes d'information.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo), en précisant la réf.96/04/CE, à notre Conseil, Rémi Chevalier, 19 rue Condorcet, 75009 Paris.



Nous ne sommes pas populaires sans raisons



INFORMATIQUE / RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS



Le spécialiste européen de l'ingénierie linguistique et documentaire recherche :

UN(E) CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

(Bases de données et méthodes développement logiciel),

pouvant justifier d'une formation d'école d'ingénieurs (ou troisième cycle), disposant d'une expérience professionnelle de 6 ans au moins en tant que Chef de Projet dans le développement de logiciels en C, C++, UNIX, utilisation de SGBD orientés objets et SGBD Relationnel.

Sa mission : encadrer une équipe de 5 personnes et participer au développement d'outils logiciels pour la construction d'applications en ingénierie linguistique et documentaire. Il(elle) devra s'intégrer à nos équipes existantes.

Maîtrise de l'anglais indispensable.

UN(E) INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour notre département Ventes Internationales, de langue maternelle anglaise et bilingue français/anglais.

Il(elle) sera d'abord intégré(e) à une équipe support dans le département IIR (Système Intelligent de recherche documentaire), puis rejoindra l'équipe internationale en Octobre 96 (déplacements fréquents à l'étranger).

Il(elle) connaît les domaines de l'ingénierie linguistique et du documentaire au travers d'une formation Bac+5, de bonnes bases informatiques sont également indispensables (systèmes UNIX, WINDOWS).

TROIS INGENIEURS LOGICIEL C - UNIX

pouvant justifier d'une formation d'école d'ingénieurs (ou troisième cycle) disposant d'une expérience professionnelle (hors stages d'étude) de 2 ans au moins dans le développement de logiciels en C, C++, UNIX. Connaissances dans les domaines suivants appréciés : SGBD OO, Motif, systèmes documentaires.

Leur mission : participer au développement d'outils logiciels pour la construction d'applications en ingénierie linguistique et documentaire et s'intégrer à nos équipes existantes.

Disponibilité immédiate.

Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite et C.V.) à :
Edwige HEINRY - GSI Erli
1, Place des Maréchaux - 94227 Charenton-le-Pont Cedex.

Chef de projet

quel sens à votre carrière ?

Nous sommes une Grande Banque et, si notre fonds de commerce informatique repose sur des mainframes, nous n'avons pas attendu la mode pour mettre en œuvre les nouvelles technologies.

Vous commencez par une phase d'immersion nécessaire pour vous familiariser avec la complexité de notre environnement, avant de prendre le leadership d'un projet et, ultérieurement, la responsabilité d'un secteur études.

Ingénieur ou universitaire (DESS, MIAGE), vous avez fait vos classes, de préférence dans le tertiaire, et acquis ainsi vos galons de chef de projet.

Venez construire votre carrière avec nous, à La Défense, en lui donnant du sens et de l'amplitude.

Notre Consultant,
Jean THILY, vous remercie
de lui écrire s/réf. 101/LM

"Carrières de
l'informatique"



ALEXANDRE TIC SA
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

Filiales du groupe Holderbank, premier cimentier mondial (effectif : 37 500, CA : 38 milliards de Ffrs), les Groupes ORIGNY et OBOURG fabriquent et commercialisent des ciments, bétons et granulats en France et en Belgique.

Dans le cadre de notre nouvelle stratégie informatique Client/Serveur, nous souhaitons recruter un

Responsable Architecture Informatique et Télécom

Bilingue Anglais

• De formation supérieure (Ecole d'ingénieur ou équivalent), vous avez, à 34/40 ans environ, une expérience de la fonction de 4 à 5 ans minimum exercée de préférence dans le secteur industriel.

• Manager d'une équipe de 25 personnes environ, vous avez la charge de la définition et de la mise en œuvre de la nouvelle architecture informatique Groupe (Hardware, réseaux locaux, micro, serveur) et en assurez l'évolution et le suivi.

• Des compétences Réseau, Télécom et Système sont nécessaires à la réussite de cette mission ainsi que la connaissance d'un SGBD/R.

• Votre imagination, votre sens du service, un intérêt marqué pour les nouvelles technologies et d'excellentes qualités relationnelles sont les garanties de votre évolution au sein de notre groupe.

Pour plus d'information, composez le 36.68 48 08 (9,93 Ffr/mn) Code *113.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et salaire actuel sous référence POZ à EL Conseil - 67, rue d'Amsterdam 75008 Paris, qui vous garantit toute confidentialité.



ORIGNY

Le Groupe Transiciel avec plus de 750 collaborateurs déploie ses activités sur le plan national et international au travers de projets de grande envergure.

Au cœur de la stratégie du Groupe, la division intégration de Systèmes et Organisation développe son savoir-faire autour de solutions progiciels ERP : ORACLE APPLICATIONS, TRITON, MANMAN/Z.

Pour accompagner notre développement, nous recherchons des

CONSULTANTS

DANS LES DOMAINES DE LA FINANCE ET DE LA GESTION DE PRODUCTION

Une expérience significative de l'un de ces métiers associée à une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables (CPIM serait un plus).

Pour en savoir plus sur nos postes, merci d'adresser votre candidature à TRANSICIEL Direction des Ressources Humaines 59/60, quai Le Gallo 92513 BOULOGNE Cedex.

TRANSICIEL

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE PRESTATAIRE DE SERVICES

Société privée du secteur banque-assurance - Paris Etoile - nous sommes leader européen dans notre domaine d'activité avec un CA consolidé de 3 milliards de francs en constante progression.

Dans le cadre de schémas directeurs ambitieux, nous recherchons pour accompagner notre développement international un

Chef de Projet Confirmé

Bilingue Anglais

Ile d'une Grande Ecole d'ingénieurs, vous avez à 38-39 ans

• une expérience significative de conduite de projets d'informatique de gestion en environnement Client/Serveur/SGBD.

• Vous avez également encadré une équipe projets de 5 à 6 personnes et géré les budgets correspondants.

La pratique d'un environnement de développement orienté objet est souhaitée, l'expérience de conduite de projets en anglais est indispensable.

Ce poste évolutif et stratégique sera confié à un candidat à fort potentiel doté d'excellentes qualités relationnelles.

Si vous êtes pragmatique, autonome et ambitieux, merci d'adresser votre candidature sous réf. HEM à EL Conseil - 67, rue d'Amsterdam 75008 Paris, qui vous garantit toute confidentialité.



EL

EL Conseil - 67, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS

L'Entreprise
mode d'emplois.

Cahiers Initiatives.
Lundi et mardi.

Le Monde

Le Monde
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



44-43-76-03

44-43-77-34

FAX : 44-43-77-32

ENIEURS

sultants

SECTE

Ingénieur

44-43-

44-43-

FAX : 44-43-77-

صباحنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 2 AVRIL 1995 / IX

INGÉNIEURS CONSEILS

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Afin de conforter son développement dans la Transformation des Systèmes d'Information, CAP SESA recherche pour
LYON, GRENOBLE, NANCY et STRASBOURG

Consultants Junior ou Senior

Vous travaillerez sur des aspects très variés :

- conseil en organisation
- conduite du changement et accompagnement des utilisateurs
- études d'acquisition et recherche de solutions, souvent à base de progiciels intégrés SAP R/3, Oracle Applications et BPCS,
- conseil auprès des utilisateurs pour le paramétrage du progiciel concerné
- mise en place et démarrage opérationnel

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous avez une réelle connaissance des organisations et du fonctionnement des entreprises acquise pendant une période de 2 à 10 ans, si possible dans un contexte international. Vous maîtrisez l'un des progiciels mentionnés ou l'un des domaines suivants :

- gestion de production
- administration des ventes et logistique
- finance et contrôle de gestion
- maintenance industrielle

La maîtrise de l'anglais est indispensable et celle de l'allemand représente un avantage significatif.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre de motivation et rémunération souhaitée) sous réf. M/03 à Gilles Henri Leroux, CAP SESA RÉGIONS, 4/5 place Charles Herou - BP 2122 69603 Villeurbanne Cedex

CAP GEMINI SOGETI
L'EXPERTISE INFORMATIQUE



Organisme pluridisciplinaire internationalement reconnu avec 650 personnes à la pointe des nouvelles technologies, notre vocation est d'améliorer la compétitivité des entreprises de la mécanique. En partenariat avec elles, nous intervenons dans 3 activités complémentaires : l'analyse des besoins, la recherche et le développement, le transfert des connaissances. Nous recherchons pour SENLIS (40km Nord de Paris) :

Ingénieur Conseil

dans le domaine de la Sécurité des Machines

Ingénieur mécanique - électromécanique, vous justifiez de 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine de la vérification technique des machines.

Vous aurez un rôle d'animation et de soutien technique de nos équipes en interne, une mission de conseil et de formation auprès des PME de la mécanique.

Vous réaliserez des ouvrages de vulgarisation et organiserez des journées techniques sur les exigences des directives européennes.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à : CETIM Gestion des Ressources Humaines - B.P. 67 60304 SENLIS Cedex



8 Mds de CA, 9.000 personnes, une croissance de 20 % : le Groupe VALLOUREC, leader mondial sur son secteur, très bien implanté sur les marchés de l'automobile, de la mécanique, de la pétrochimie... poursuit son développement à l'international.

Pour accompagner le développement de l'activité Composants Automobiles (pièces de structures et de liaisons au sol), nous recherchons un

Ingénieur Commercial

Secteur Automobile Marché Allemand

A 30/35 ans, de formation Ingénieur Mécanicien, bilingue allemand/français, vous connaissez dans l'idéal le marché de l'automobile ou vous avez assuré le développement de produits techniques en Allemagne.

Rattaché à notre Direction Commerciale, vous conforterez notre présence sur le marché allemand. Interface entre les Bureaux d'Etudes des clients et l'interne, vous assurerez les négociations commerciales dans toutes les phases de développement des produits jusqu'à la conclusion des contrats.

Etroitement associé à nos objectifs de croissance, vous contribuerez ainsi activement à développer notre politique produit et notre stratégie commerciale sur ce secteur.

Basé dans un premier temps au Siège, près de Paris, vous serez ensuite détaché en Allemagne, après une période d'une année.

Ce poste constitue un véritable « tremplin » pour un professionnel très motivé.

Notre conseil, Danielle Boulos, vous remercie d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 125/MD 27/29 rue Raffet - 75016 PARIS.

Danielle Boulos
CONSEIL

SECTEURS DE POINTE

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE CLASSE
PARMI LES DIX PREMIERS EN FRANCE
recherche un

Chimie/Biotechnologie
Juriste
bilingue anglais
(allemand apprécié)

Ingénieur Brevets

Formation : Chimiste avec connaissances étendues en biotechnologie - CEIPI - MANDATAIRE EUROPEEN (ou examen en cours) - Maîtrise de droit (ou expérience équivalente).

Profil : Agé de 30/40 ans, d'une très bonne présentation, parlant et écrivant couramment l'anglais, le candidat est doté d'une excellente culture générale et est très rigoureux. Il est particulièrement attiré par l'aspect juridique de la profession. Il possède en outre des qualités relationnelles reconnues et un esprit d'analyse et de synthèse.

Expérience : 8 à 10 ans avec expérience approfondie dans le domaine des consultations et litiges.

Poste d'avenir pour candidat(e) de valeur.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence PBC 1903 à notre Conseil EGGO Conseils - 10, rue de Pouy - 75013 PARIS. Fax : 45.89.68.87. Discretion totale assurée.

EGGO Conseils



Pour passer vos annonces :



44-43-76-03

44-43-77-34

FAX : 44-43-77-32

Ingénierie : Cette importante société d'ingénierie, filiale d'un puissant groupe, se développe surtout sur le marché national qu'international. Elle est spécialisée dans la conception et la réalisation de stations de traitement de l'eau. Elle offre de réelles opportunités de carrière à des ingénieurs souhaitant s'investir dans la préservation de l'environnement et la régénération de l'eau.

Ingénieurs d'Affaires

Paris, Lyon, Toulon, Nancy, Toulouse

Basés dans les directions régionales et sous l'autorité du directeur, ils seront en charge de la détection et de l'analyse des opportunités, principalement auprès des collectivités locales, de l'établissement des offres commerciales, en pilotant les services internes des sociétés, de la défense des offres, ainsi que de l'établissement des marchés. Ces opportunités intéressent des ingénieurs grandes écoles, âgés de 30 ans minimum, ayant une première expérience commerciale acquise dans l'ingénierie, le TP ou chez un assembleur. Des candidats issus des secteurs Etudes ou Réalisation et ayant un bon potentiel commercial sont également de nature à nous intéresser. Réf. 71341A/M

Ingénieur Etudes de Prix International

Au sein de la direction internationale basée à Paris et en étroite relation avec le bureau d'études central et les ingénieurs d'affaires, il interviendra sur la phase chiffrage des projets export de stations de traitement de l'eau (unité importante). Il se prononcera sur la partie coût des solutions envisagées, proposera des choix techniques et économiques, établira des cotations détaillées de chaque projet. Il travaillera en équipe et sera aidé par les moyens et outils performants du groupe. Ce poste nécessite des déplacements dans le monde entier (Amérique du Sud, Asie du Sud-Est...). Le candidat devra parler couramment l'anglais. Ingénieur de formation, voire technicien expérimenté, il aura une expérience significative de la cotation d'usines clés en main (industrie lourde, cimenterie, agro-alimentaire, automobile...). Réf. 71341E/M

Les entretiens auront lieu à Paris ou à Aix-en-Provence.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et rémunération actuelle en précisant la référence et la ville choisie à QUADRA, BP 302, 13798 Aix-en-Provence cedex 03.

Quadra
Henri Micheron & Associés

SECTEURS DE POINTE

Norman Parsons est la filiale française de Robert Half International, cotée à la Bourse de New-York et leader mondial du recrutement spécialisé depuis 1948 avec plus de 160 bureaux dans le monde. Dans le cadre de notre forte croissance en France, nous renforçons notre activité de recrutement informatique en créant la division Informatique et Multimédia. Nous recrutons actuellement pour les fonctions suivantes :

- Etudes et Développement,
- Production/Système - Réseau - Infrastructure
- Support/Assistance - Interface Utilisateur
- Commercial/Marketing - Conseil
- Management et Organisation.

Soumettez-nous vos projets professionnels, nous y répondrons en toute confidentialité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence NP/IIAM à NORMAN PARSONS, Division Informatique et Multimédia, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS ou par fax au (1) 47 23 38 00.



Norman Parsons
GROUPE ROBERT HALF

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 5 CONTINENTS

Michael Page, n°1 du recrutement en France et en Europe, crée la division Ingénieurs et Production pour le recrutement d'ingénieurs et de techniciens et recherche pour ce challenge un

Consultant

Agé de 29 ans environ, de formation initiale ingénieur, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience opérationnelle au sein d'une entreprise industrielle ou d'un cabinet de conseil. Bon commercial, organisé et autonome, vous possédez une bonne connaissance des métiers de l'industrie.

Vous aimez les contacts de haut niveau et êtes attiré par une activité commerciale et de conseil.

Après un cycle de formation spécifique, vous développerez votre propre portefeuille de clients et aurez la responsabilité globale de vos missions de recrutement. Doté d'une forte personnalité, vous possédez un excellent relationnel et souhaitez intégrer une structure très évolutive et dynamique.

Le caractère international de notre activité exige un anglais courant.

Adressez CV + photo + n° de tél. + rém. actuelle à Hubert de Préval, Michael Page Ingénieurs & Production, 3 bis Bineau, 92594 Levallois Perret taper votre CV sur 3617 MPage (Carniche 3, 10814 Min) sous réf. HDP2302



Michael Page Ingénieurs & Production
Le spécialiste du recrutement pour l'Industrie

TAIWAN ISRAEL IRELAND PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

Nous sommes devenus le 1er fournisseur au monde d'équipements pour l'industrie des semi-conducteurs. En 25 ans, cette croissance nous a hissés au rang des 500 entreprises les plus performantes grâce à notre technologie et l'efficacité de notre réseau mondial. Pour assurer notre croissance et répondre à nos clients, nous recrutons des

Ingénieurs Supports Techniques

An sein d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, en collaboration avec le responsable de la région, vous avez en charge un parc d'équipements fonctionnant en continu sur les sites de production de semi-conducteurs. Vous participez à la maintenance opérationnelle et à l'optimisation de nos installations ainsi qu'à l'assistance constante des procédés. Vous évoluez dans un environnement de haute technologie très exigeant où les équipements mettent en œuvre des techniques telles que l'électronique, l'automatisation, le vide, la mécanique et les techniques de plasma.

Votre profil :

■ INGÉNIEURS-TECHNICIENS DÉBUTANTS (RÉF. IT1). Connaissance de base en électronique, automatisation, mesures physiques, science des matériaux.

■ INGÉNIEURS-TECHNICIENS CONFIRMÉS (RÉF. IT2). 3 à 5 ans d'expérience en maintenance d'équipements semi-conducteurs. Une expérience dans les procédés CVD, FVD, implantation ionique et gravure est souhaitée.

Pour tous ces postes, un excellent sens relationnel ainsi que l'anglais courant sont nécessaires.

Une formation initiale est prévue aux USA ou à Munich. Possibilités d'évolution à terme vers le support process. Postes basés à Cuxell Etancon.

Merci d'adresser lettre, CV, en précisant la réf. A : APPLIED MATERIALS

C. NICOLAS - Rte. E. Parc de la Justice - 91830 LE CORDRAY MONTCEAUX



GERMANY FRANCE NETHERLANDS JAPAN UNITED STATES

LAFARGE CEMENTS

Jeune chef de projet informatique

La direction des Systèmes et Organisation Informatique de Lafarge Ciments (4 milliards de francs de CA, 2 000 personnes) met en place et gère l'ensemble du système d'information de gestion dans un environnement distribué (mini-ordinateurs et micro, bases de données relationnelles).

Nous vous proposons une véritable responsabilité de « compte client » en interne, avec dans un premier temps, une orientation prioritaire pour les projets à mener avec la Direction des Ressources Humaines :

- animation de la relation avec le « client interne » ;
- évaluation et pilotage opérationnel des projets ;
- encadrement des équipes ;
- coordination du suivi des applications existantes.

Vous êtes ingénieur diplômé (avec si possible une formation complémentaire en gestion), vous avez une expérience réussie de 5 ans environ dans les études et le développement informatique dans un environnement distribué. 2 ans d'expérience de mise en œuvre de SIGA-Pale constitueront un atout supplémentaire.

Avec votre sens de la méthode, vous souhaitez exploiter vos qualités d'écoute, votre esprit novateur et vos capacités d'animation.

A un candidat de valeur, ce poste ouvrira des perspectives d'évolution diversifiées dans l'ensemble du groupe.

Poste situé à Saint-Cloud.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 9608, à notre conseil : BONNEL Conseil Associés, 27-29 rue Raffet 75016 Paris.



LES MATERIAUX POUR CONSTRUIRE LE MONDE

CESIA

CONSEIL EN ORGANISATION ET SYSTEMES D'INFORMATION

Conduire des missions de conseil en organisation et en systèmes d'information, réaliser des études stratégiques sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, c'est ce que nous proposons à des :

Consultants en Organisation et Systèmes d'Information

(X, Mines, Sup Aéro, INSA, HEC, ESSEC...)

- **Senior Manager**, 30/35 ans, pouvant justifier d'au moins cinq années d'expérience de conseil en organisation et systèmes d'information au cours desquelles il aura dirigé des équipes de consultants de haut niveau et développé une activité commerciale avec succès (réf. M0396-SM)
- **Senior Consultants**, ayant une première expérience réussie de deux à trois années en cabinet de conseil ou en entreprise dans le domaine des systèmes d'information et de l'organisation (réf. M0396-SC)
- **Junior Consultants**, avec ou sans première expérience, faisant preuve d'une réelle motivation pour le métier de conseil et pouvant faire état d'une formation de base dans le domaine des systèmes d'information (réf. M0396-JC)

Partenaire privilégié des organisations internationales et du secteur public, les missions qui nous sont confiées sont à forte valeur ajoutée (études stratégiques, audits, schémas directeurs, assistance à maîtrise d'ouvrage...)

Pour faire face à une croissance rapide de notre activité en France et à l'étranger (Russie, pays de l'Est, Chine, Inde...) nous devons renforcer nos équipes par des Consultants à fort potentiel et aptes à prendre rapidement des responsabilités au sein de notre cabinet.

Impérativement diplômés d'une grande école (d'ingénieurs ou de commerce), les candidats devront parfaitement maîtriser l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et CV) en précisant la référence correspondante à Claudine BEAU
CESIA - 6, rue du Général de Larminat 75015 PARIS

REIMS

JEUNE INGENIEUR ELECTRICITE

Avec près de 5500 personnes et plus de 2 milliards de C.A., le Groupe des Apave est leader du contrôle technique réglementaire en France. Il est largement présent dans les domaines de l'assistance technique, du conseil et de la formation professionnelle.

L'APAVE PARISIENNE, principale entité du Groupe, vous propose d'intégrer son agence de Reims.

De formation SUPRIA, ESIEE..., vous êtes débutant ou doté de 2 à 5 ans d'expérience acquise en bureau d'études ou entreprises d'installations électriques.

Rattaché au responsable d'agence, votre excellent relationnel vous permettra de vous intégrer à l'équipe "Electricité" (20 personnes).

Vous savez travailler en autonomie afin d'effectuer sur votre région des missions de contrôle et d'assistance technique dans le domaine des installations électriques.

Notre carte de votre réputation et votre sens du conseil sont propices à un développement de carrière.

Une voiture de société est prévue.

Merci d'adresser votre lettre de motivation avec C.V. et photo en précisant vos prétentions, sous référence 9579/M à APAVE PARISIENNE, Direction des Ressources Humaines, 17 rue Saintréme 75014 Paris Cedex 17.

Fax (1) 40.34.37.99.



Deux Initiatives par semaine,
c'est bien le minimum
que l'on puisse faire
pour l'emploi.

Cahiers Initiative
Lundi et mardi

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Responsable achats



Labinal
18 000 personnes,
7 divisions,
55 filiales étrangères.
exerce ses activités dans les
secteurs Automobile et
Aéronautique.
Sa Division SYLEA
se situe au premier rang
européen dans son domaine,
recherche pour le Département
Equipementiers -
Equipements Spéciaux
de sa branche CABLINAL, un :

Rattaché au Directeur du département, vous serez en liaison permanente avec les Etudes, l'Industrialisation et les différents sites basés en France ou dans le sud de l'Europe.

Votre objectif : gagner environ 5 points par an sur les achats et garantir la cohérence de la politique du département en la matière en coordonnant des négociations souvent complexes.

Vos missions : • animer une équipe d'acheteurs et de correspondants achats sur les sites en les initiant à une démarche marketing • procéder aux achats prioritaires et liés aux investissements • apporter un support amont auprès des Etudes et de l'Industrialisation.

Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, vous apporterez la preuve de résultats significatifs dans la fonction acquise en milieu automobile et dans un contexte PME. Sens de la négociation, réactivité, capacité pour apporter des solutions innovantes et pratique courante de l'anglais sont autant d'atouts qui vous incitent à nous rejoindre.

Le poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines et implique de nombreux déplacements sur les sites.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 9613, au 7 rue de Monceau 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Ecrire sous réf.
14A 3021 6M
Discrétion absolue

Agro-Alimentaire de Luxe

RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Filiale d'un grand groupe, implantée dans le Sud-Ouest et réalisant près de 50 % de notre chiffre d'affaires à l'exportation, nous conjugons tradition et créativité dans la réalisation de nos produits.

Nous recherchons notre Responsable Recherche et Développement.

Sa mission : concourir à la croissance de l'entreprise et à sa volonté de renforcer sa présence sur les marchés du catering, de la RHF et de la GMS par une démarche créative et rigoureuse dans le développement et l'amélioration des produits, des process et des techniques d'emballage, une collaboration ouverte avec le marketing et la production, une richesse d'échanges avec les interlocuteurs extérieurs (fournisseurs, laboratoires, organismes officiels...).

Ingénieur agro-alimentaire avec environ 5 ans d'expérience en Recherche et Développement, il animera ses projets avec une attention particulière aux impératifs de coût et de production.



71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Filiale de MATRA HACHETTE et d'ERICSSON, MET COMMUTATION propose aux opérateurs de télécommunications des solutions clés en main pour réseaux téléphoniques fixes, mobiles et large bande. Notre entreprise et ses équipes au service des opérateurs renforce ses compétences autour de nouvelles technologies et recherche son

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT EXPORT INDUSTRIEL

Rattaché à la Direction des Opérations, votre responsabilité consiste à développer l'exportation de produits et services liés à notre activité avec l'ensemble du Groupe Ericsson et en export direct auprès de nos opérateurs.

Véritable responsable de centre de profits, vous intervenez de la stratégie du développement export jusqu'à sa rentabilité avec votre équipe de 5 personnes.

Vos relations seront internes (Usine, Département Ingénierie et Installations, ... Ericsson, ...) et externes (France Télécom, Ambassades, Ministère de l'Industrie, ...).

Agé d'environ 35/40 ans, de formation ingénieur (Arts & Métiers, Supélec, Télécom Paris, ...), vous possédez une expérience confirmée de la négociation de produits industriels idéalement dans le secteur des Télécoms et/ou de l'électronique. Vos capacités de négociation, de développement et de coordination seront des atouts essentiels pour réussir dans ce poste clé au sein de notre organisation.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la réf. UM 0204 à notre conseil



LABELLE Conseil
34, Boulevard Henri IV
75004 Paris



DES HOMMES AU SERVICE DE LA COMMUNICATION



FORCE COMPUTERS développe, fabrique et commercialise des calculateurs destinés à être intégrés par les grands-comptes OEM des marchés Telecom, Industriel et Militaire dans leurs propres systèmes.

FORCE est aujourd'hui un des leaders mondiaux de ce secteur d'activité en pleine expansion. Afin d'accélérer et de consolider sa croissance, la filiale française, en charge de l'Europe du sud, renforce sa structure commerciale. Nous recherchons un :

INGENIEUR COMMERCIAL GRANDS-COMPTES

Il aura pour mission principale :

- de réaliser les objectifs de ventes annuels fixés sur sa base clients
- d'identifier les nouveaux projets clés puis d'y implanter notre technologie
- de sécuriser et de développer les affaires existantes

Il sera supporté dans sa mission par les équipes locales de support technique et marketing

Le candidat recherché,

- aura connu une expérience significative (3 ans) de la vente directe à une clientèle de grands-comptes OEM dans une société internationale des secteurs de l'électronique ou de l'informatique
- devra faire preuve d'un caractère dynamique, créatif, rigoureux et autonome
- sera âgé d'environ 30 ans
- aura une formation d'ingénieur (ou équivalent) en électronique / informatique
- devra posséder un bon niveau d'anglais parlé et écrit
- sera un utilisateur averti de la micro-informatique

Fourchette de salaire : 240 K€ / an voiture de fonction

Les conditions de travail sont motivantes et les perspectives de croissance de l'entreprise très prometteuses.

Merci d'adresser un courrier indiquant vos conditions salariales actuelles, vos motivations ainsi qu'un CV accompagné d'une photo à l'attention de :

FORCE COMPUTERS FRANCE
Madame Aline AUREL

17-19 rue Jeanne Braconnier, 92366 Meudon la Forêt Cedex

Presse quotidienne

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Le Télégramme est le 1^{er} quotidien de Bretagne par son taux de pénétration et le 1^{er} régional de France par la progression de sa diffusion. Le Télégramme avec un C.A. de 400 M.F. et une diffusion de 194 000 ex./jour est également présent par ses filiales en presse gratuite, radio, en T.V. et dans le conseil en communication.

■ Vous êtes ingénieur généraliste ou équivalent. A 35/40 ans, vous maîtrisez la micro-informatique et les réseaux, les standards logiciels et matériels ainsi que les systèmes actuels de Télécommunications. Vous avez une expérience des process industriels et de la maintenance.

■ Rattaché au directeur technique, vous :
• Assurez la production quotidienne d'un service d'une centaine de personnes exploitant des systèmes informatiques.
• Organisez les services en personnels, matériels, formations.
• Assurez la coordination avec les autres services de l'entreprise.
• Participez au choix des nouveaux matériels et des nouveaux processus d'organisation.
• Contribuez à l'élaboration et au suivi des budgets.

■ Poste basé dans le Finistère.

■ Merci d'adresser votre candidature (CV + photo) au Télégramme, R.P. 243, 29205 Morlaix cedex.



Quotidien de la Bretagne

Nous sommes leader sur le marché des composants d'emballage destinés à la cosmétique, à la parfumerie et à la pharmacie (CA : 1 milliard de francs). Dans le cadre de notre forte croissance, notre Direction Technique Cosmétique basée en Normandie (100 km de Paris) recherche un jeune :

CHEF DE PROJET INTERNATIONAL (H/F) AM / MINES / INSA / ENSI...

Missions et Responsabilités

Après une formation de 6 mois à nos produits (pompes, valves, pulvérisateurs), et à nos moyens de production (moulage, machines d'assemblage) vous prenez en charge la conception et le développement d'un nouveau système de conditionnement spécifiquement adapté à l'industrie cosmétique. Vous vous appuyez sur un outil CAO performant (CATIA) pour concevoir les nouveaux produits en suivant 4 étapes clés : études, prototype, préserie, industrialisation. Homme de dialogue et de technique, vous constituez votre groupe de projet (qualité, production, méthodes...) et entretenez des relations suivies avec les clients.

Profil et Offres

A 25 ans environ, vous êtes ingénieur à dominante mécanique. Créatif, vous disposez idéalement d'une première approche de la conception d'objets produits en grande série. La connaissance du moulage des pièces plastiques serait fortement appréciée. Le cadre international de cette mission rend indispensable la pratique de l'anglais. Enthousiaste, vous disposez d'un bon esprit d'analyse, et aimez fédérer les compétences. Notre groupe offre de larges perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 5003 à : PREMIERE LIGNE - 54, avenue du Général Leclerc 92513 Boulogne Cedex - Fax : 46 05 00 34



Union des Groupements d'Achats Publics, 925 personnes, 7 milliards de C.A. recherche pour son siège social à Champs sur Marne (77), proche R.E.R. un :

INGENIEUR QUALITE CONFIRME

Rattaché au Directeur Qualité et en relation avec une quinzaine de Responsables Qualité au sein des différentes Directions, vous participerez activement à l'implantation d'un système d'Assurance Qualité, en vue d'une certification ISO 9000 dans 3 ans.

Dans ce cadre, vous serez chargé de la mise en place, de la maintenance et du développement du système documenté (manuel qualité, procédures, etc...) ainsi que du système d'audit qualité.

De formation supérieure, vous justifiez impérativement d'une expérience d'environ 5 ans dans une fonction similaire en milieu tertiaire, industriel ou public, avec une mise en œuvre réussie des normes ISO 9000.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à l'UGAP - DRH-EC - 1, Boulevard Archimède - Champs sur Marne - 77444 MARNE LA VALLEE Cedex 2.

SECTEURS DE POINTE

REPRODUCTION INTERDITE

LES INGENIEURS DE L'INNOVATION



36 % DE CROISSANCE, 600 INGENIEURS RECRUTES EN 1995

Leader en Ingénierie et Conseil Technologiques (2200 consultants), les compétences d'ALTRAN vont des études techniques au conseil en passant par la conduite de projets, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, l'audit et l'expertise technique. Dans le cadre de notre croissance, nous recherchons des :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

1 À 10 ANS D'EXPERIENCE

destinés à évoluer vers des responsabilités de coordination de projets, d'expertise technique ou de management d'affaires.

TOULOUSE - RENNES - NANTES - BREST - LYON - VALENCE - TOULON - AIX - STRASBOURG
PARIS - LONDRES - BRUXELLES - MADRID

INGENIEURS SYSTEMES

Informatique embarquée
Automatique Contrôle
Commande Signalisation

2. Electronique analogique
numérique
Temps réel ARTX, ASP,
PBUS, J1939
Système de positionnement
GPS, MAPPA
Quadrant logiciel
Navigation de SADI
SATELLITE, GPS, GPS
Modélisation de système
ANAL

3. Aide à la conception système
Assistance à la maîtrise d'ouvrage
Management d'affaires

4. Transport ferroviaire
aéronautique
Automatique Espace
Défense

Réf : 01 IN-099

INGENIEURS RESEAUX TELECOM

Applications, Communication,
Administration, Interconnexion,
Déploiement de réseaux

5. Réseau haut débit (SDH,
ATM, FRAM, RING)
Réseau LAN, TOP, IP
INTERNET, HMI, JAVA
Réseau WAN, X.25, BNS
Sérialisation, Interconnexion
Normes GSM, ISDN, SDH,
DECT, GPRS

6. Analyse, Étude, Conception
de produits
Spécialisation, Mise en œuvre
de solutions
Management de projets

7. Opérateurs TELECOM
Constructeurs TELECOM
Recherche privée ou entreprise
Télécommunications spatiales

Réf : 01 IN-096

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Composants microélectroniques
Circuits et circuits
Architecture de système
Electronique Process, Fabrication

8. Compétences
Electronique numérique
Analogique
Traitement du signal
Puissance, Electronique
Microprocesseurs, CEM

9. Conception, Spécification
Simulation, Tests
Mise en œuvre
Design

10. Electronique
microprocesseur
Télécommunications
Automatique Espace, Défense

Réf : 01 IN-091

ALTRAN est une entreprise à dimension humaine. Les candidatures indiquées à Marie-Françoise LAUTREAU-LEPY, ALTRAN - 10 rue de la République - 31000 TOULOUSE - France - Tél : (05) 61 00 30 39 - Fax : (05) 61 00 30 38



SODIAL
INDUSTRIE

Le talent de la croissance, ce sont les stratégies gagnantes et la politique de développement du groupe Sodial. Sodial Industrie est la branche industrielle du groupe. Avec un outil industriel puissant et un fort niveau technologique, la société assure la valorisation du lait non transformé en produits de grande consommation : crèmes, matières grasses, poudres de lait, ingrédients pour les industries agro-alimentaires.

Chef de projet des systèmes d'information industriels

Véritable interface de la holding et des utilisateurs et sous-traitants des sites industriels de SODIAL Industrie, vous effectuez des missions d'audit sur les projets informatiques, pour analyser et déterminer les besoins en matière de traitement de l'information ; vous assurez la mise en place des outils retenus. Par ailleurs, dans le cadre de l'opération « site pilote », vous accompagnez les actions contribuant à l'amélioration de la productivité et à l'optimisation des ressources (techniques, humaines...). De plus, vous assumez les responsabilités d'ordonnement de la matière première.

De formation ingénieur agronome avec un troisième cycle en administration d'entreprise, ou ingénieur généraliste, option systèmes d'information, vous justifiez d'une première expérience de 2/3 ans au sein d'une direction industrielle ou bien en tant que consultant dans une SSIL Rigoureux, méthodique, vous avez d'excellentes qualités relationnelles indispensables pour la bonne réalisation de votre mission.

Pour ce poste basé à Montpellier, merci d'adresser votre candidature (CV, lettre et prétentions), sous la réf. CPSI/LM, à Sodial, Direction des ressources humaines, 170 bis bd du Montperrand, 34014 Paris.

SODIAL

Grandir c'est naturel

GRANDE - BRETAGNE

La filiale anglaise de
l'Apave Parisienne
recherche pour son service
PRESSURE VESSELS

INGENIEUR APPAREILS A PRESSION

Avec plus de 5000 personnes et près de 2 milliards de Francs de CA, le Groupe des Apave est leader du contrôle technique en France. Disposant d'une très solide expertise en matière de sécurité des personnes et des biens, il est largement présent dans les domaines du conseil et de la formation professionnelle.

L'APAVE PARISIENNE, l'une des principales entités du Groupe, recherche pour sa filiale en Grande-Bretagne, un ingénieur bilingue, souhaitant prendre en charge et développer une clientèle britannique.

Cette mission nécessite une solide expérience acquise dans le domaine des Appareils à Pression (connaissances des codes nationaux et européens), du soudage et des contrôles non-destructifs. Un sens commercial développé est indispensable.

Rémunération annuelle : 25000 £ +.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous référence 6935/M à APAVE PARISIENNE, Direction des Ressources Humaines, 17 rue Saligny, 75854 Paris Cedex 17. Fax 40.54.57.99.



INTERNATIONAL BID MANAGERS



Excellent package.
International travel.
Location : Paris,
Amsterdam

Firmly established at the forefront of technology, Nortel is one of the world's leading suppliers of voice and data networks. Nortel offers high-value added network solutions involving a range of communications technologies, to operators and corporations world-wide. Consistent growth and increasing internationalisation of the business has created opportunities for experienced bid managers to join this dynamic and fastmoving environment.

You will be required to work with the account teams to plan the bid strategy and ensure its internal acceptance. You will take full responsibility for securing resources and project managing the bid through to customer acceptance and handover. In addition you will be expected to contribute to the continued improvement of the bidding and contract acquisition process.

We are interested in hearing from candidates who have 8-10 years relevant experience within Telecoms or related IT industries. A strong

track record in managing extremely complex multi-product bids/projects is essential, as are excellent interpersonal and time management skills and the ability to work under extreme pressure, becoming involved at all levels and stages of the process. International experience will also be a significant advantage. You must be able to speak and write excellent English and be prepared to travel regularly and spend an initial period of several months in the UK on a familiarisation programme, before returning to your home country.

To discuss this opportunity in total confidence, please contact Robert Graham-Bryce at ERC until 7.30 pm this week or next. Alternatively, send your CV to him at the address below, quoting reference 30626.
ERC - 32/33 North Street,
Leaves - East Sussex, BN7 2PQ, UK.
Phone : (44) 1273 48 00 88
Fax : (44) 1273 48 08 08
Email : erc@jellison.co.uk

NORTEL
NORTHERN TELECOM
Un monde de réseaux

RESPONSABLE PRODUCTION

LACROIX

Le Groupe E. LACROIX SA à Muret, 435 salariés, CA. 342 MF, assure la recherche et le développement, la fabrication, la commercialisation de PRODUITS issus de son savoir-faire PYROTECHNIQUE pour le domaine DEFENSE et le secteur CIVIL.

Dans le cadre de la politique Générale et de la politique QUALITE (norme ISO 9001), en collaboration avec le Directeur du Département DEFENSE, est recherchée la mise en œuvre de la FABRICATION de Tous les Produits Pyrotechniques, ainsi que les opérations de stockage, d'expédition, sur deux sites industriels. Ceci dans le respect des délais, services et exigences attendus par les CLIENTS, avec le souci constant d'optimiser l'organisation, les méthodes et procédés, pour améliorer la SECURITE des personnes de la fabrication et accroître les Résultats économiques.

Anglais soigné. Résidence Muret/Toulouse.

Merci d'envoyer votre candidature (sans accompagnement de votre Curriculum Vitae, comportant tous les points de votre expérience PRODUCTION et INDUSTRIALISATION, en indiquant : SECTEUR DEFENSE, BRUT SOUHAITE ou NON, sur l'adresse ci-dessous) à :

M. Marie-Françoise LAUTREAU-LEPY - Conseil Recrutement - 31000 TOULOUSE - Tél. 56 10 00 00 - Fax 56 10 00 00

Responsable de pré-sélection à TOULOUSE. TOTAL RECRUTEMENT AGENCE

Marie-Françoise LAUTREAU-LEPY